

EN U.R.S.S.  
Mort de M. Michel Souslov  
membre  
du bureau politique  
LIBRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 2,50 dir ; Tunisie, 250 m. ;  
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,  
23 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 270 F CFA ;  
Danemark, 4,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; E.-U., 40 c. ;  
Grèce, 40 dr. ; Irlande, 70 sh. ; Israël, 10 N. ;  
Italie, 1000 L. ; Liban, 225 P. ; Luxembourg, 23 fr. ;  
Norvège, 4,75 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
48 esc. ; Roumanie, 22 L. ; R.F.A., 4,75 M. ;  
Suède, 1,30 kr. ; S.-O., 48 sc. ; Yougoslavie, 38 d.

Tarif des abonnements page 13  
A. RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. Paris 63 60 67  
C.C.P. 505 12 31 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Washington accuse les Dix de trop subventionner les agriculteurs

### La C.E.E. en péril

Ce sont deux logiques fondamentalement opposées — celle du Royaume-Uni d'une part, celle des autres États membres et en tout cas de la France d'autre part — qui se sont heurtées lundi 25 janvier à Bruxelles, rendant impossible la conclusion de la négociation agro-alimentaire que les Dix traitent en fait comme un boulet depuis trois ans. Car l'accord de mai 1980, par lequel les pays partenaires se sont engagés à payer, aux Dix, près de dix-sept milliards de francs, n'a, on le constate aujourd'hui, rien réglé.

Les Britanniques partent de l'idée qu'un État membre de la Communauté, surtout s'il compte parmi les moins prospères, ne peut pas, de manière chronique, verser sensiblement plus au budget européen qu'il n'en reçoit. Pour empêcher qu'une telle « situation inacceptable », selon eux, ne se produise, ils estiment donc avoir droit à une compensation, aussi longtemps que le jeu spontané des politiques communes les conduira à être débiteurs nets vis-à-vis des finances communautaires.

Les autres pays contestent cette analyse, expliquant que le juste retour — car tel est à peu de chose près l'objectif britannique — n'a jamais été l'une des règles de la C.E.E. et que l'accepter reviendrait à neutraliser les politiques communes à détruire ou au moins à transformer radicalement la Communauté telle qu'elle existe depuis 1958. Ils se déclarent prêts à fournir une aide substantielle et durable au Royaume-Uni (le deuxième chèque serait de l'ordre de vingt-quatre milliards de francs sur quatre ans) mais, pour bien observer, ils ne s'agit pas d'un droit permanent, à condition que cet aide soit de façon claire limitée dans le temps et dégressive.

On pourrait espérer une évolution heureuse du différend, si une meilleure intégration du Royaume-Uni à la C.E.E., à la suite de la mise en route de nouvelles politiques communes mieux adaptées à la structure économique, permettait à l'horizon. Malheureusement, rien de tel n'est en vue.

Le problème anglais n'étant pas de nature à être résolu avec le temps, il faudra bien trancher entre les deux thèses en présence. L'arbitrage promet d'être d'autant plus douloureux que Londres aborde ce conflit avec une brutalité qui, pour ne pas étonner, ignore résolument la nécessité de préserver la survie de la Communauté.

Tout porte à croire que pour obtenir satisfaction les Britanniques vont bloquer la fixation des prix agricoles. Ils savent les Français — sensibles à une telle situation — vouloir déjà Paris affaiblir multipliant les contre-maneuvres — comme l'octroi ou la promesse d'aides nationales — et empêchant ainsi le maintien d'un front uni des Neuf, de toute façon — l'expérience l'a prouvé — difficile à constituer.

Ce scénario de malheur, si quel on a déjà assisté, est-il inévitable ? Le gouvernement de Mme Thatcher en est convaincu. Pour démontrer le contraire, il faudrait en France un accord tacite, au moins une trêve, entre le syndicalisme paysan et le gouvernement. Il faudrait aussi une concertation active, compréhensive, continue, de Paris avec ses partenaires.

## La rencontre Haig-Gromyko s'est ouverte à Genève dans un climat tendu

Le désaccord manifesté par les Dix sur la réduction de la contribution britannique au budget commun et l'assainissement du marché laitier rend particulièrement difficile l'ouverture prochaine des négociations sur les prix agricoles dans la Communauté pour la campagne 1982-1983.

Au risque de blocage s'ajoute la pression des États-Unis, qui accusent l'agriculture européenne de bénéficier de subventions excessives. Washington vient, en effet, d'accepter les plaintes des producteurs américains, portant sur quatre produits : le sucre, la volaille, la farine de blé et les pâtes alimentaires.

De notre correspondant

Washington. — Le gouvernement des États-Unis vient de donner un caractère plus officiel à ses pressions sur l'agriculture européenne en acceptant les plaintes de plusieurs producteurs américains. Ceux-ci accusent leurs concurrents d'Europe de bénéficier de subventions excessives qui violent les accords du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers). Quatre produits sont concernés : le sucre, la volaille, la farine de blé et les pâtes alimentaires.

ROBERT SOLÉ.  
(Lire la suite page 37.)

MM. Haig et Gromyko ont ouvert leurs entretiens, ce mardi 26 janvier, à 10 heures, à la mission américaine de Genève, dans un climat tendu. Une seconde séance devait avoir lieu dans l'après-midi à la mission soviétique, après quoi le secrétaire d'État américain devait se rendre en Israël et le ministre soviétique à Berlin-Est pour une visite de deux jours.

Lundi soir, M. Haig s'était déclaré « déçu » par le discours prononcé le même jour, à Varsovie, par le général Jaruzelski, discours qui ne contenait, à son avis, « aucun signe d'une volonté de compromis, de modération ou de conciliation ». Auparavant, le général Jaruzelski avait fait savoir, à Washington, qu'elle « ne pouvait pas qualifier de positif » ce discours. En raison du « climat actuel », a ajouté le porte-parole, « il est difficile d'effectuer le travail de préparation » d'un sommet Brejnev-Reagan.

Le chef de la junte militaire polonaise avait notamment indiqué, dans son discours à la Diète, que son régime se heurtait à une certaine résistance et que les mesures d'exception seraient levées dès que possible, lorsque les « actes d'opposition » auront disparu.

De notre envoyé spécial

Genève. — « Dans ces conditions, cela risque de n'être qu'une brève rencontre », pressentait par les journalistes, lundi soir 25 janvier, de répondre à M. Gromyko, qui avait déclaré à son arrivée à Genève qu'il n'était pas question de parler de la Pologne avec son collègue américain, M. Alexander Haig avait tenu, en homme plus averti de commentaires que de démonstrations de fermeté, à signifier d'une phrase que Washington s'en tenait à ses intentions premières. Ou bien on parlerait de la Pologne, du soutien soviétique à la dictature militaire, et tout pourrait ensuite être discuté ; ou bien on ne parlerait pas, et alors on ne pourrait guère espérer d'autres débats entre les deux délégations. Il est vrai que le chef de la diplomatie américaine avait ajouté :

BERNARD BRIGOLEUX.  
(Lire la suite page 37.)

## Le libre-échange a la vie dure

par PIERRE DROUIN

A force de crier au loup, de parler de guerre économique, lorsqu'elle éclatera vraiment entre les nations, qui en réchappera ? Il n'est guère de mois sans qu'une organisation internationale mette en garde contre le regain de protectionnisme qu'on observerait partout. Équie en Floride les 15 et 16 janvier, les quatre grands du commerce mondial (États-Unis, Japon, Canada, C.E.E.) ont embouché la même trompette, sans s'accorder au reste sur des propositions concrètes. Aujourd'hui même, le gouvernement américain a reconnu les plaintes de certains producteurs reprochant à leurs concurrents de la C.E.E. de violer les accords du GATT en acceptant les subventions pour quatre produits : le sucre, la volaille, la farine de blé et les pâtes alimentaires (lire ci-dessus l'article de Robert Solé).

Les escarmouches n'ont jamais cessé. Récemment, s'est ouverte une bataille des États-Unis et de

l'Europe sur l'acier dont on ne sait quelle sera l'issue. Un chapelet de plaintes anti-dumping s'est abattu sur les sidérurgistes européens depuis que ceux-ci, écartant les conseils de modération de la commission de la C.E.E. ont donné un sérieux coup de pouce à leurs exportations vers l'Amérique du Nord. Si l'absence de justification ne peut être démontrée, voici un nouveau marché qui pourrait bien être compromis. Tout au moins pour un temps. Car les négociations pourraient évidemment — comme dans la plupart des cas — reprendre sur de nouvelles bases.

Autre exemple récent : l'accord de multilatéralisme au GATT à la fin de 1981. À la suite du point de vue où l'on se place, c'est un succès dans la marche du « libéralisme organisé », ou, au contraire, un renforcement du protectionnisme. Les pays à bas coût de revient

d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est adoptent évidemment la seconde interprétation. Cet accord est plus restrictif que les deux qui l'ont précédé : il permet non seulement aux pays importateurs de se protéger contre une invasion brutale de produits dits « sensibles » qui menaceraient gravement l'industrie nationale, mais admet que les taux de croissance traditionnels de ventes annuelles des nouveaux pays industriels (plafond de 6 %) pourront dans certains cas être abaissés.

Les Occidentaux répondent qu'il s'agit d'éviter le pire, c'est-à-dire une fermeture des frontières pour un certain nombre d'articles textiles. En casanalisant ces exportations, on peut sauver des entreprises traditionnelles des pays développés, qui devront mettre à profit cette entorse au libre-échange intégral pour se reorganiser.

(Lire la suite page 37.)

## L'accord sur le gaz soviétique divise les partis de gauche et les syndicats

### Agir et expliquer

Le premier ministre devait engager, ce mardi après-midi 26 janvier, la responsabilité du gouvernement sur le nouveau projet de loi de nationalisations dont les modalités définitives ont été fixées ce mardi matin au cours d'un comité interministériel. La réunion de ce comité, qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, avait été rendue nécessaire par les divergences qui opposent le gouvernement aux groupes socialistes.

Ces difficultés sont survenues au moment où le pouvoir doit faire face, d'une part, aux violentes critiques de l'opposition, et, d'autre part, au mécontentement suscité dans son propre camp par la signature d'un accord commercial avec l'U.R.S.S. portant sur la fourniture par ce pays de gaz naturel.

C'est ainsi que M. Edmond Maire s'est montré particulièrement réticent. En revanche, l'humanité soutient le gouvernement et l'organe du parti communiste s'oppose aux détracteurs de cet accord de vouloir « obéir aux ordres de boyottage de M. Haig ».

En choisissant de recourir à l'article 16, article 3, de la Constitution, le gouvernement s'est donné les moyens de faire prévaloir son point de vue. L'engagement, par M. Pierre Mauroy, de la responsabilité du gouvernement, lui permet en effet de ne prendre en compte que le ou les amendements qu'il accepte à savoir l'avancement au 1<sup>er</sup> juillet 1982 (au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1983) de la date effective de nationalisation des dix-huit banques non cotées en Bourse.

Officiellement, le gouvernement a choisi cette procédure pour aller vite. « Je ne dois rien faire pour retarder le vote des nationalisations », a réaffirmé lundi à L'Éclair (dans le Nord), le premier ministre, qui partage donc sur ce point, la volonté des députés et des militants socialistes.

En revanche, M. Mauroy et le groupe socialiste restent en désaccord sur un point important : la nationalisation de trois banques à caractère mutualiste. Le gouvernement, souhaitant se conformer à la décision du Conseil constitutionnel, et voulant éviter de s'exposer à une nouvelle décision négative, proposera ces nationalisations.

JEAN-MARIE COLOMBANI.  
(Lire la suite page 38.)

### Le sort des mineurs délinquants

## LE GOUVERNEMENT RELANCE LA POLITIQUE DE PRÉVENTION

(Lire page 9 l'article de JOSTYNE SAVIGNEAU.)

## Libérer le pouvoir de l'esprit pour mettre fin à la névrose



ARTHUR JANOV

PRISONNIERS  
DE LA  
SOUFFRANCEPar l'auteur du  
CRI PRIMAL

Collection "Réponses"

ROBERT LAFFONT

### AU JOUR LE JOUR

#### < VADE RETRO >

Le journal de la vérité (la Pravda) a dénoncé les tentatives « blasphématoires » du parti communiste italien, qui désigne la politique étrangère de l'U.R.S.S. Ce langage religieux ne doit pas surprendre les fidèles.

L'intervention en Tchecoslovaquie était une croisade menée au nom de la vraie foi. En Afghanistan, les soldats soviétiques sont des missionnaires prêts au martyre pour convertir les païens des montagnes.

BRUNO FRAPPAT.

### AU CONSEIL DE L'EUROPE

## Manipulations génétiques et droits de l'homme

En examinant, ce mardi 26 janvier, à Strasbourg, un projet de recommandation sur les manipulations génétiques, les parlementaires européens vont, pour la première fois, chercher à définir la légitimité des applications à l'homme des techniques des manipulations génétiques. Ils sont ainsi amenés à faire un choix parmi les nouvelles possibilités de modification des systèmes biologiques. L'intention est, certes, louable, et nul ne nierait la nécessité de modifier le texte de la Convention européenne des droits de l'homme pour y intégrer le droit, pour chacun, « de ne pas être manipulé génétiquement ».

En examinant, ce mardi 26 janvier, à Strasbourg, un projet de recommandation sur les manipulations génétiques, les parlementaires européens vont, pour la première fois, chercher à définir la légitimité des applications à l'homme des techniques des manipulations génétiques. Ils sont ainsi amenés à faire un choix parmi les nouvelles possibilités de modification des systèmes biologiques. L'intention est, certes, louable, et nul ne nierait la nécessité de modifier le texte de la Convention européenne des droits de l'homme pour y intégrer le droit, pour chacun, « de ne pas être manipulé génétiquement ».

(Lire page 12 l'article de JEAN-YVES NAU.)



Le Monde

# idées

## L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

### Le risque de la liberté

Le ministre de l'éducation nationale a engagé, lundi, des conversations sur l'avenir de l'enseignement privé. Pour François Desgrées du Loû, tout devrait concourir à pousser les responsables à continuer de prendre ce qu'il appelle le « risque de liberté ». Jean-Pierre Morin, au contraire, choisit délibérément l'école publique. Louis Lanoix appelle de ses vœux la réconciliation des combattants des deux camps tandis que Manuel de Diegueux ne croit pas que la force puisse faire davantage progresser la raison qu'elle n'a fait jusqu'à présent. Il met sa confiance dans la fécondité d'un dialogue entre l'Etat, l'Eglise et la raison.

**P**ÉRIODIQUEMENT, la question de la liberté d'enseignement est posée aux Français. Affaire de « droite » et de « gauche » ? Alors que le parti socialiste dispose de la majorité à l'Assemblée nationale, les sondages ont indiqué dans l'opinion une nette majorité en faveur du libre choix de l'école : les deux tiers, sinon les trois quarts.

Affaire de philosophie ? Il est vrai qu'un certain nombre de socialistes et de communistes contestent aux parents leur rôle prioritaire d'éducateurs, préférant la tutelle — car il faut bien une tutelle — d'enseignants en dépendance directe ou indirecte de l'Etat. Ce n'est pas nouveau : aux parents le biberon, la nourriture, les soins matériels ; avec leur participation soigneusement mesurée, à l'école publique et unique, la formation intellectuelle et morale. Les parents ne sont que des nourriciers, l'Etat se charge du reste. Dans cette optique, le monopole d'impense logiquement. Mais cette conception de l'éducation n'a pas la faveur des démocrates. Et le pouvoir actuel s'est sagement gardé de s'y référer, craignant d'aborder ainsi un terrain où se manifesteraient des résistances très profondes — même chez les non-croyants — et un certain sens du sacré, que l'on ne saurait négliger impunément.

La question d'un grand service public, unique et laïque de l'éducation nationale se pose donc en d'autres termes.

Le moyen d'y répondre ? La « concertation », dont les déclarations imprécises de nos gouvernements ne permettent pas de savoir si elle doit aboutir à l'enthousiasme de l'enseignement privé ou au maintien, sous quelque forme que ce soit, de la liberté revendiquée par des centaines de milliers de parents et de maîtres.

par FRANÇOIS DESGRÉES DU LOÛ (\*)

Le pouvoir entend donc négocier. Avec qui ?

Les écoles privées étant, à plus des neuf dixièmes, des écoles catholiques, l'épiscopat a son mot à dire, comme garant de l'identité de ces écoles. On le voit soucieux d'éviter si possible de pénibles affrontements, intéressé par tout projet susceptible d'améliorer le système éducatif, tant public que privé. Mais il n'a pas oublié le dernier concile, qui, dans la lignée d'une tradition constante, affirme la valeur propre de l'enseignement chrétien et le rôle primordial des parents. Le tout confirmé par la déclaration récente de Jean-Paul II sur la liberté d'enseignement et le projet éducatif de l'école catholique. Les évêques n'entendent certes pas empêcher les représentants des familles et des enseignants de participer à toute négociation et de s'exprimer librement, en citoyens à part entière. On ne saurait donc « cléricaiser » abusivement le problème.

#### Le fétichisme de l'unicité

Sur quoi peut-on négocier ? On peut tout imaginer dans une refonte du système éducatif : décentralisation, régionalisation, autogestion — ce qui du reste pose à l'Etat bien d'autres problèmes. On peut inventer de nouvelles dénominations et des participations diverses : comptons pour cela sur l'imagination des réformateurs. Mais ce qui importe aux défenseurs de la liberté d'enseignement, c'est d'abord que la loi, demain comme hier, permette aux écoles libres d'exister, ceux qui les préfèrent alimentant par l'impôt, comme tout le monde, le budget de l'éducation nationale. Sans quoi, dans le contexte économique actuel, qui n'est plus celui de la III<sup>e</sup> République, seuls subsisteraient ceux des établissements privés qui disposent de ressources exceptionnelles — écoles des riches ? — alors que la « clientèle » des écoles catholiques est éminemment populaire. Qui se serait alors frappé, déçu, voire désespéré, sinon l'ensemble des parents et des enseignants contraints de choisir entre l'intégration et la liberté dans la misère ?

Il est étrange, à ce sujet, que la fédération de l'école privée adhérente à la C.F.D.T. refuse l'existence d'un secteur privé subventionné, propose un calendrier qui va de la suppression du contrat simple à l'intégration et à la nationalisation des locaux scolaires — ce qui rappelle l'époque du communisme, vieille de quatre-vingt ans — et parle de pluralisme à l'intérieur du service public, comme si un service public, laïque par définition, pouvait sauvegarder l'identité de l'école catholique, l'éducation religieuse étant limitée au « cadre périscolaire ».

Ce fétichisme de l'unicité s'appuie sur la revendication fondamentale des partisans de la liberté d'enseignement, largement majoritaires tant dans les associations de parents que dans les syndicats des maîtres intéressés. Que demandent-ils ? Uniquement le libre choix. Or on ne choisit qu'entre deux ou plusieurs options, selon les convictions des parents et la vocation des enseignants. D'où la nécessité du pluralisme, reconnu dans tous les autres domaines de la vie sociale. Et cela

intéresse toutes les confessions religieuses comme toutes les familles d'esprits.

Quatre républiques, de la II<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup>, ont respecté cette liberté, et le pluralisme scolaire est entré dans nos mœurs. La confiance entre familles et éducateurs s'est révélée comme un élément de paix et de concorde. On a vu d'ailleurs, aux époques tragiques, les amis de l'école publique et ceux de l'école privée se trouver unis, notamment dans la Résistance. L'unité nationale suppose non que tous les enfants soient élevés de la même manière, mais qu'un respect mutuel résulte de l'usage de nos libertés. Quant aux déclarations internationales, faut-il rappeler que la charte de l'ONU reconnaît aux parents par priorité le « droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants » et que la convention européenne de 1950 se réfère au même droit d'« assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques » ?

Tout cela est conforme à l'intérêt de l'enfant, dont les psychologues et les éducateurs estiment qu'il a avantage à n'être pas dissocié de son milieu familial, cadre naturel de ses premières années et de son évolution affective et psychique.

Il n'y aurait pas une telle concordance entre des gouvernants d'opinions politiques différentes si ceux-ci n'avaient pas eu scrupule à s'aventurer sur un terrain où, comme l'a reconnu implicitement M. Mitterrand, des susceptibilités respectables sont en jeu. Vouloir fermer des écoles qui ont prouvé leur valeur sous le prétexte que la référence à Dieu n'en pas absente, c'est rendre insoluble le problème scolaire en posant un a priori philosophique incompatible avec les convictions d'un grand nombre, car la loi ne s'impose pas, elle se propose, et quel croyant voudrait en priver ce qu'il a de plus cher au monde, ses enfants ? Si l'éducation a une dimension morale, comment en exclure par principe la religion ?

A défaut des raisons du cœur, qui ont aussi leur valeur, la prudence politique et le sens du possible conseillent aux responsables de préférer à tous autres risques les risques de la liberté.

(\*) Journaliste.

### Choisir l'école publique

par JEAN-PIERRE MORIN (\*)

**L**ES Équipes Enseignantes, qui regroupent des éducateurs chrétiens engagés dans l'enseignement public, constatent que les partisans de l'école catholique multiplient des déclarations sur la liberté de l'enseignement. Des propos outranciers sont tenus, dénigrent l'école laïque. Le but inavoué ou, en tout cas, l'effet obtenu est de faire peur.

Le conseil permanent de l'épiscopat a bien déclaré : « En matière d'école, l'Eglise n'est liée à aucun système politique ». Mais les bonnes intentions ne suffisent pas. Le type d'autonomie que revendique l'école catholique est soutenu par des forces politiques précises, d'inspiration libérale, qui confortent les intérêts de ceux qui soutiennent un système de libre entreprise. Il est tout à fait illusoire de se vouloir indépendant de l'Etat lorsqu'on lui réclame un financement important.

On voudrait faire croire que le pluralisme scolaire est garant des libertés. Or nous savons que ce pluralisme ne garantit rien. Jamais une dictature de droite ne l'a remis en cause. On dit que l'enseignement catholique est nécessaire pour garantir dans de bonnes conditions l'éducation chrétienne des enfants et des jeunes. Or les partisans de l'école libre déplorent eux-mêmes l'effacement du caractère confessionnel et l'accentuation du caractère privé de l'école catholique. C'est pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'éducation religieuse que des parents, de plus en plus nombreux, mettent leurs enfants à l'école libre. C'est donc prendre de gros risques que de lier la défense de la liberté d'éduquer les enfants dans la foi religieuse à la défense de l'école catholique.

C'est par un ensemble de propositions qui se complètent l'une l'autre que se réalise la rencontre de l'intelligence et de la foi. Il est indispensable que cette rencontre se fasse dans les meilleures conditions possibles pour l'ensemble des jeunes.

Aussi, bien des chrétiens ne voient pas la nécessité de l'école catholique et constatent, au contraire, qu'il y a bien des inconvénients à la soutenir. La preuve est une nouvelle fois faite qu'elle divise les Français ; qu'elle aliène ceux qui réclament pour elle des avantages aux forces politiques qui la soutiennent, que cela empêche le débat politique dans la mesure où cela empêche bien des gens

de faire leurs choix dans la clarté. Ils risquent de se déterminer en fonction de ce seul critère, alors que d'autres enjeux, autrement importants, comme la lutte contre le chômage, les bas salaires, la course aux armements, l'injustice, etc., devraient aussi guider leur décision. Tout cela rend le visage de l'Eglise aux yeux de beaucoup dans la mesure où elle apparaît surtout soucieuse de défendre des intérêts, quoi qu'il en soit d'ailleurs de la réalité.

C'est pourquoi les membres des Équipes Enseignantes affirment que c'est pour eux une des manières de vivre leur foi que de travailler à la mise en place d'un « grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale » qui garantirait les libertés de chacun et où chaque enfant aura sa chance de développer toutes ses possibilités, de préciser les significations qu'il veut donner à son existence. Ils constatent que c'est lorsque l'Eglise met sa confiance dans la capacité de témoigner des croyants, et non dans la force de ses institutions, que son message est perçu dans toute son authenticité. Aussi souhaitent-ils avec force que soit prise au sérieux cette déclaration du concile : « L'Eglise ne place pas son espoir dans les privilèges offerts par le pouvoir civil. Bien plus, elle renonce à l'exercice de certains droits légitimement acquis s'il est reconnu que leur usage peut faire douter de la pureté de son témoignage ou si des circonstances nouvelles exigent d'autres dispositions ».

Ils comprennent que des chrétiens à qui l'on a fait croire que l'annonce de l'Evangile était liée au maintien d'une école catholique fassent entendre leur point de vue. Mais ils regrettent que celui-ci soit le seul actuellement défendu par l'épiscopat. Ils souhaitent enfin que l'épiscopat ne réduise pas ses interventions par rapport à l'école à cette unique question de la liberté dans l'enseignement, mais qu'il soutienne clairement ceux qui luttent pour que l'école ait les moyens nécessaires pour combattre le phénomène massif de l'échec scolaire, pour qu'elle prenne en compte la diversité des cultures et des classes sociales, à commencer par celles qui sont les plus défavorisées, pour qu'elle développe chez les jeunes l'apprentissage de la responsabilité.

(\*) Secrétaire général des Équipes Enseignantes.

### Les dieux morts

par LOUIS LANOIX (\*)

**E**T si un jour, de guerre lasse, les bidasses laïcs et cléricaux mettaient la croix en l'air pour fraterniser ? Et si ces bidasses en avaient assez d'être armées des ombres, la masse du manoeuvre de leurs généraux, secrétaires de comités qui d'action laïque, qui de défense de l'enseignement libre ? Pauvres athées et pauvres catholiques périodiquement remobilisés au nom de grands principes qui les laissent de plus en plus indifférents.

Ironie grotesque ! Voilà des catholiques qui par une partie de l'Eglise s'efforcent de ramener au nom de la liberté de conscience — que l'Eglise a durant tant de siècles combattue par le fer et par le feu. Voilà des athées et des libres penseurs qui refusent aux autres les moyens de la liberté de conscience, en se servant de l'Etat français — caserne intolérante depuis tant de siècles.

Alors, que chacun balaise chez soi. Et c'est en toute sérénité d'athée, en toute tranquillité laïque, en tant que fils de l'école publique, en tant aussi qu'enseignant de cette école, que je dis au Comité d'action laïque : je suis pour les crédits aux écoles catholiques, ou autres. Et si elles n'ont pas assez, qu'on les augmente. Et si les juifs veulent apprendre le Thora dans leurs écoles rabbiniques, et les fils de Portugal et de Turce le portugais et le turc dans des écoles où on célébrera la Vierge et Mahomet, je suis prêt à payer des impôts pour leur permettre de faire une France plus diverse et plus tolérante. Cela coûtera toujours moins cher aux contribuables que les abattoirs de La Villette, la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie.

Il est irresponsable en 1982 de demander — comme le fait le CNAL — de supprimer ce qui reste de la Concordat et d'appliquer la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Alsace et en Moselle. Peu de Français savent que l'Eglise y nomme les évêques, y paie les curés, pasteurs et rabbins, lesquels ont dans l'éducation nationale un rôle qu'ils n'ont pas dans la France de l'intérieur. Mais si protestants, catholiques, juifs et athées y vivent en bonne intelligence, de quel droit irons-nous les forcer à changer leur vie quotidienne ? Ce genre de laïcité obligatoire, c'est bien l'Etat caporaliste : Louis XIV et Napoléon ne sont pas loin. Saint Dominique non plus.

Un curé qui enseigne des maths sous un crucifix remplit une fonction sociale plus utile que beaucoup de laïcs qui sont payés sur des fonds publics pour fabriquer des bombes atomiques. Les « droites » dont parle le CNAL serviront-elles pour les seuls laïcs, et les « gauches » pour les croyants ? On n'est pas très loin de l'inquisition : ironiquement, ce sont maintenant les catholiques qui se trouvent en position d'Albigois.

L'Eglise, qui brûle tant de milliers d'innocents, n'a plus les moyens de redevenir la force dominante, même avec quelques milliards pour ses écoles. Au moment où elle pleide pour la tolérance, que jamais elle ne pratique, ce serait une absurdité de lui refuser trente ou quarante deniers qui permettront à tant de pauvres gens, sincèrement croyants, en Vendée, en Bretagne ou en Alsace, de faire éduquer leurs enfants comme ils l'entendent. C'est bien un droit élémentaire des parents. Pourquoi l'école de la nation devrait-elle être la caserne de la nation ? Lorsque le CNAL brandit l'Alsace et la Lorraine pour menacer l'Eglise, je crois qu'il faut lui appliquer les ultimes paroles du Christ, en demandant aux maîtres du père Combes de pardonner au CNAL parce qu'il ne sait pas ce qu'il fait.

Plutôt que de ressusciter des fantômes fatigués et d'indoltrer les fonds publics, les grands principes et autres songes vains, je préfère suivre le conseil d'un des fils spirituels et apostoliques du père Dupanloup et dire que, comme la foi, la laïcité « qu'on a eue ne doit jamais être une chaîne. On est quitte envers elle quand on l'a soigneusement rouillée dans le lincol de pourpre où dorment les dieux morts ». Car, l'exemple de Renan le montre bien, l'école confessionnelle mène à tout, y compris à la tolérance.

(\*) Professeur à l'université de Paris-VII.

### L'Etat et la raison

par MANUEL DE DIEGUEUX (\*)

**A**U moment où la querelle entre l'école laïque et l'école libre paraît sur le point de revivre, on peut regretter qu'un consensus ne soit pas intervenu entre les deux camps afin que le vrai débat soit passé sous silence.

En effet, les farouches défenseurs de l'école laïque avouent des mobiles bien étranges quand ils font valoir leur orientation idéologique. On les entend dénoncer une collusion, patente à leurs yeux, entre le patriotisme et l'Eglise — le goupillon et le coffre-fort, comme on disait autrefois. Mais l'histoire démontre que l'Eglise finit toujours par se ranger du côté du pouvoir régnant : à condition que celui-ci tolère l'enseignement religieux. Aucune théologie ne saurait admettre que le pouvoir légitime aille seulement au plus puissant ou au plus malin, sans que la volonté de Dieu intervienne pour un iota dans les suffrages populaires. Quant à la déconne financière qui exigerait, dit-on, que les contributions fiscales des citoyens aillent toutes dans le grand collecteur d'un seul système éducatif dirigé par l'Etat, l'argument manque de poids aussi longtemps que l'Etat n'a pas précisé sa philosophie de la culture, du savoir et du progrès de la raison. C'est pourquoi il ne me semble pas convenable de reprocher à l'Eglise son « hypocrisie bilinéaire » et de faire montre soi-même d'un si grand talent pour la casuistique, le mensonge pieux et le péché d'omission.

De quoi s'agit-il, en réalité ? De deux conceptions radicalement opposées de la vérité et de la liberté. Alors, qu'on le dise franchement ! Car on peut, à bon droit, juger abusif que l'Eglise appelle « école libre » précisément celle dans laquelle la liberté de l'esprit est statutairement interdite, et ne saurait régner en aucune façon, puisque la vérité y est prédestinée par une orthodoxie, donc dogmatiquement, et descend d'en haut par le canal d'une autorité centrale pensée infaillible. Je sais bien que l'enseignement du catholicisme est de plus en plus inversé — mais la doctrine n'est pas floue et demeure vérité — de foi. L'école laïque, de son côté, prétend rester fidèle à la critique de la pensée mythique ouverte depuis vingt-cinq siècles par la Grèce — voie dont la fécondité intellectuelle s'est révé-

lue telle qu'elle nourrit encore pour l'essentiel la science d'aujourd'hui. Mais il se trouve que l'antagonisme doctrinal, donc insurmontable, entre les deux écoles, connaît bien des accommodements politiques, car l'Etat et l'Eglise ont grand intérêt à défendre la même morale civique. L'effacement de toute vérité absolue, donc « théologique », passera donc, dans l'enseignement laïc, pour un événement philosophique mineur et sans conséquence sur l'esprit d'obéissance spontanée des peuples — Rousseau est passé par là — et sur leur respect naturel à l'égard des autorités. Voici que le peuple et la raison en parlent d'une seule et même voix. Théologie, quand tu nous tiens !

#### Les deux Christs

Quant à l'attitude devant la science, elle n'est pas moins ambiguë dans les deux camps : ainsi, le laïc et le croyant enseigneront la même loi de la chute des corps, mais l'un et l'autre refuseront de peser sur la balance de l'esprit critique la vérité ainsi conquise. Cette critique exigerait pourtant qu'on se demande en premier lieu si la loi naturelle n'est qu'un décalque qui de la monnaie — coïte à son tour — de la matière, ou si elle présente une valeur « explicative » du phénomène observé ; et, dans ce cas, quelle serait la valeur des idéologies préférentielles et platoniciennes — causalité et déterminisme locuteurs — qui rendront « parlantes » les routines des choses ? L'univers sera censé soumis à un statut juridique et tenir le langage de la légalité et de la raison, comme la cité.

Ici encore, les deux écoles de la « liberté » et de la « vérité » ont intérêt à ce que les redites de l'inertie soient censées moudre de la compréhensibilité. Toutes deux ont besoin d'une science qui conjure l'angoisse en fournissant aux jeunes encéphales une intelligibilité rassurante du monde — et pour ainsi dire une « théologie » de rechange. Toute « saine pédagogie » regorge de sacrifices de la raison sur l'autel de l'esprit civique. Certes, l'Etat laïc refuse

de bon droit d'inculquer un mythe sacré aux enfants en bas âge. On ne saurait enseigner officiellement la virginité de Marie ou la transsubstantiation du pain en chair de Jésus-Christ de la même manière que l'école publique enseignait, sous Pétiole, l'existence des dieux de l'Olympe. Une culture qui a appris à distinguer le vrai de la faiblesse depuis deux millénaires et demi ne peut plus faire machine en arrière. Elle est en quelque sorte prisonnière des progrès — et des angoisses — de l'esprit humain.

Et pourtant, entre le Christ de la pensée, qui but la ciguë au nom de la cité d'Athènes et de ses idoles, et le Christ de l'obéissance censée redemptrice, qui but la ciguë de la légalité meurtrière de l'Etat hébreu et de son idole unique, un dialogue aurait pu s'ouvrir. Hélas ! la lutte entre les croyances religieuses et la raison critique a marqué de ses bûchers toute l'histoire de l'Occident, tellement la question des méthodes de la pensée est le fond même des choses. Même si la pensée religieuse trouvait aujourd'hui la force résurrectionnelle de sauver la violence critique du Golgotha, comment reconstruirait-elle à ces légendes absurdes et truffées de miracles, puis que ces légendes seront toujours des articles de foi, censés descendus tout droit du haut Saint des vérités révélées ? Et comment la pensée laïque dialoguerait-elle avec la foi si ses vérités idéologiques se sacrifient à leur tour et ressortissent, elles aussi, à une foi en des vérités absolues ? Car l'invulnérabilité dogmatique, de théocratique qu'elle était, est en passe de devenir idéocratique et de faire des ravages dans les rangs de l'incrédulité devenue idolâtre de ses idées. Le Goulag d'un certain socialisme ne se cède en rien à l'enfer des chrétiens.

Ce qui est sûr, c'est que la force ne fera pas progresser davantage la raison qu'elle n'a fait progresser la foi dans le passé. Dans ces conditions, ne s'agit-il pas de réfléchir sur les rapports des idées aux idéologies et des idéologies aux idées ? Ce rapport n'est-il pas aussi profond que celui des dogmes religieux à l'idolâtrie ? Si s'agit de cela qu'il s'agitait de parler, un dialogue fécond ne pourrait-il s'engager entre l'Etat, l'Eglise et la raison ?

(\*) Bérval et philosophe.

**READY MADE**

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE

38 et 40, rue Jacob 75006 PARIS Tél. 260.84.25

## VOIR

Lampes halogènes  
luminaires de bureau  
spots, appliques  
suspendues  
éclairage de tableaux  
abat-jour.



Le Monde

## étranger

## LA SITUATION EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

## LA RENCONTRE HAIG-GROMYKO

(Suite de la première page.)

Le président Reagan aurait explicitement chargé son ministre des affaires étrangères d'exprimer à M. Gromyko sa « profonde indignation » devant le coup d'État militaire de Varsovie, dont Moscou est jugé « entièrement responsable ».

Il est hors de question, ajoute-t-on du côté américain, que les START (négociations sur la réduction des armements stratégiques), comme on les appelle désormais à Washington, puissent s'ouvrir tant que les Soviétiques n'auront pas au moins commencé de satisfaire à la triple exigence américaine dans la crise polonaise : levée de la loi martiale, libération des prisonniers politiques et ouverture de pourparlers entre le gouvernement Solidarité et l'Église.

Sur le premier de ces points, M. Haig a exprimé, lundi soir, la « déception » devant le discours prononcé le même jour par le général Jaruzelski. Il n'y a trouvé « aucun signe d'une volonté de compromis, de modération ou de conciliation ».

Quant aux Soviétiques, ils étaient carrément morts pour l'exception le refus exprimé par M. Gromyko d'évoquer la crise polonaise. M. Vadim Zagladine, chef-adjoint de la section internationale du comité central du P.C.U.S., avait cependant donné le ton samedi en assurant à la radio hongroise : « Ceux qui, en Occident, émettent des jugements sur les événements ou sur toute autre question parce que nous devons soutenir la Pologne sont dans l'erreur ».

L'étendue de la « couverture » de la rencontre de Genève par les agences de presse et la télévision des pays de l'Est témoigne en tout cas de l'importance que le Kremlin entend donner à cette première rencontre soviéto-américaine à un tel niveau depuis l'instauration de la loi martiale à Varsovie.

Une rencontre que l'on estime abordée dans des conditions certes délicates, mais moins défavorables à tout prendre que celles que l'on avait craintes. Les saluts européens des Américains n'ont à peu près pas suivi Washington dans la politique de sanctions économiques. Non seulement la R.F.A. avait, avant le coup de Varsovie, il est vrai, consolidé ses relations avec le Kremlin à l'occasion de la visite à Bonn de M. Brejnev fin novembre, mais Paris, qui paraissait jusqu'alors nettement plus ferme que Bonn dans l'expression de sa réprobation, a signé avec Moscou un important accord sur la livraison de gaz sibériens l'avant-veille de l'arrivée à Genève de M. Haig.

Ce « coup de poignard » dans le dos a été commenté du côté américain avec autant de surprise que d'incrédulité. Les Soviétiques s'abstiennent diplomatiquement, de s'en féliciter. Mais c'est un élément que M. Gromyko pourrait exploiter dans ses conversations avec M. Haig ce mardi, pour tenter de le convaincre que les États-Unis seraient tort de s'obstiner dans une fermeté qui risque de se révéler rapidement stérile. Il est vrai que du côté soviétique on semble prêt à se contenter, à défaut de résultats concrets, d'un nouveau succès dans les négociations Est-Ouest. Après tout, à Genève même, se poursuivait depuis le 30 novembre dernier des pourparlers américains-soviétiques sur la limitation des armes nucléaires, auxquels Moscou ne paraît pas vouloir mettre un terme.

BERNARD BRIGOLEUX.

## UN RESPONSABLE SOVIÉTIQUE ACCUSE WASHINGTON DE RECHERCHER « EN FAIT LE DÉSARMEMENT UNILATÉRAL DE L'U.R.S.S. »

De notre correspondant

Moscou. — A la veille de la rencontre de Genève entre MM. Haig et Gromyko, les ministères soviétiques des affaires étrangères ont organisé, lundi 25 janvier, une conférence de presse qui avait officiellement pour but de présenter la brochure intitulée « La paix (Le Monde daté 24-25 janvier). Les conférences de presse sont assez rares à Moscou pour qu'on ne manque pas de signaler celle-ci, qui a permis à plusieurs hautes personnalités militaires et civiles de commenter la position de l'U.R.S.S.

Le général Valentin Varenikov, premier adjoint du chef de l'état-major des forces armées, a accusé les États-Unis d'avoir été constamment à l'origine de la création d'armes nouvelles « Nous avons été obligés, a-t-il dit, de réagir à la menace militaire provenant des États-Unis et de développer à notre tour les armements indispensables. Mais l'Union soviétique n'a jamais recherché et

ne recherche pas la suprématie militaire ».

A propos des négociations soviéto-américaines, M. Victor Karpov, ambassadeur itinérant de l'U.R.S.S., s'est montré plutôt pessimiste. Sur les armements stratégiques, « l'U.R.S.S., a-t-il dit, est prête à poursuivre le processus SALT en maintenant tout ce qui a été acquis de positif, mais, en ce qui concerne les États-Unis, nous ne voyons pas dans la pratique qu'ils soient prêts à reprendre un débat sérieux ».

Sur les armes à moyenne portée, M. Karpov a affirmé que l'U.R.S.S. est favorable à leur « réduction radicale », avant d'ajouter : « La partie américaine pousse autour de l'option d'un président Reagan, qui ne peut nullement être tenue pour une position sérieuse et réaliste, dans la mesure où elle vise en fait le désarmement unilatéral de l'U.R.S.S. ».

Naturellement, l'U.R.S.S. ne peut pas accepter cela. — Th. F.

## Le général Jaruzelski ne sait pas quand il pourra lever l'état de siège

Devant la Diète, qui a légalisé, le lundi 25 janvier, les décrets du Conseil d'État sur l'instauration de l'état de guerre, le chef de la junte, le général Jaruzelski, n'a pas précisé de calendrier. Il a seulement dit que l'état de guerre « serait levé lorsqu'il n'y aura plus d'action d'opposition. Il a annoncé que certaines restrictions (sauf dans l'industrie) pourraient être, le cas échéant, levées avant la fin de février.

Varsovie. — « Qui est pour ? » Presque tous les députés ont levé le bras et ce y est, la formalité est remplie : les décrets du Conseil d'État sur l'état de guerre, votés constitutionnellement, sont devenus lois.

« Qui est contre ? » Un député est contre, M. Romuald Bukowski, artiste peintre de Gdansk, « sans parti » et qui s'était fait connaître lors des dernières sessions de la Diète, par de vives plaintes contre le régime de Solidarité. « Qui s'abstient ? » M. Malczewski, journaliste « sans parti », homme d'honneur et brillant orateur ; une dame, « sans parti », elle aussi, et comme l'avait annoncé à la tribune leur chef de file M. Zablocki, quatre des cinq députés de l'Union catholique s'abstiennent. Le cinquième, M. Odowski, vice-premier ministre et seul membre catholique du gouvernement, incarne à lui seul mais avec conviction l'association au pouvoir des chrétiens et n'a pas de goût particulier pour la contestation.

Le président de séance fait le compte des abstentions et, apparemment, par pure distraction, en annonce cinq au lieu de six. Il est déjà tard, il faut que chacun aie le temps de rentrer chez soi avant le couvre-feu de 23 heures et l'on en reste là. Cette étrange fin de séance est l'image des heures qui ont précédé, si fausses, si tristes que rien ne pouvait leur donner d'importance vraie, ni le courage de quelques-uns, ni le long discours du général Jaruzelski, terre sans surprise, bonne ou mauvaise.

## Un rôle de figuration

Le Parlement, qui, du temps de l'anarchie, avait joué des rôles de « chambre d'écho » et de « figuration », n'y a pas échappé. On y aperçoit des visages tristes, d'hommes ou de femmes, qui oublient d'applaudir le président du Conseil militaire, mais découragent les questions d'un silenceux : « Je n'ai plus rien à vous dire. » On y voit des visages épanouis ou se lit la fin d'un combat, du côté militaire. On entend la mort-vivante, une époque — l'estin inouï de liberté gravé dans les mémoires.

Quelques heures, Lunettes noires au nez, le général Jaruzelski pénètre en uniforme dans l'hémicycle. Il gagne, courtoisement applaudi, son banc de premier ministre. On lui donne la parole. Il change des verres blancs, monte à la tribune et lance : « La Pologne n'est pas morte et ne peut mourir. (...) L'armée ne peut rester passive. (...) Cette voix égale et fluette de bon élève ne colle en rien à l'emphase du style. Ça commence comme une proclamation, c'est la comme un bulletin météo et tourne vite au classique rapport de premier secrétaire, indigeste et si complet qu'on finit par oublier que la situation n'est pas précisément banale.

Trois points concrets ressortent du tout : sauf « circonstances imprévues » ou développement d'actions illégales, les « restrictions constitutionnelles » seront substantiellement allégées ou éliminées à la fin février. Il ne s'agit pas là, indiquait-on dans les couloirs, des libertés politiques mais des possibilités de déplacement et de la censure du courrier et des communications.

## De notre correspondant

tions. Deuxièmement : à cette date, 640 personnes sont internées et 1 760 autres ont été relâchées après l'avoir été. Cela donne un total officiel de 2 400 personnes cotées à 500 le 5 janvier et 5 000 fin décembre. Le nombre des internements augmente jusqu'à présent régulièrement. Troisièmement : on ne déportera personne à l'étranger contre sa volonté mais ceux des « opposants au socialisme » qui voudraient émigrer dans un pays de leur choix y seront autorisés. Pour le reste, l'état de guerre sera levé « aussitôt que possible » mais toute action entreprise par les forces « anti-étatiques » entravera son déroulement. Pour l'heure, il permet une meilleure discipline marquée notamment par la diminution de l'absentéisme. Les pays qui ont refusé de s'associer aux sanctions de l'OTAN sont « salués » et leur attitude ne sera pas oubliée. Celle des « autres pays de l'OTAN » est en revanche cause de la honte du « colonialisme » et les Américains reviendront à l'« réalisme ». En tout état de cause, le temps du « colonialisme » est révolu et l'on ne cédera pas aux pressions, même si le poids de la dette est un lourd handicap.

A l'intérieur, les responsables des « déformations » d'avant août 1980 ne pourront profiter de l'état de guerre pour reprendre les fonctions dont ils ont été privés. Tout esprit de « revanche », est rejeté. La question de l'unité ou du pluralisme syndical est ouverte et les « différentes propositions » sont examinées. (...) Les comités locaux de « défense de la Pologne » (le Monde du 26 novembre) devraient constituer une organisation nationale, dotée de sa propre presse et partie-prémière au sommet d'une tentative nationale.

L'attente, en d'autres termes, se fera sans Solidarité dont le nom n'a pas été prononcé une seule fois. Tout le discours est centré sur un grand nationalisme et d'une volonté singulière de donner tort à « ceux qui disent que la Pologne ne sait pas se gouverner ». Cet enfant de la petite noblesse élevée par les Pères et revenu militaire communiste de sa déportation en U.R.S.S., cherche encore son style mais croit déjà avoir un dessin. Les députés communistes (sur la voix de M. Barcikowski), puis paysans et démocrates approuvent le programme, soutenu aussi par le groupe catholique Pax, normalisé depuis samedi par

Le président du Parlement a annoncé, à l'ouverture de la séance, la démission de cinq députés, sans autre précision. Il s'agit de MM. Ludwig Drodz, premier secrétaire du parti de Wrocław, Józef Grygiel, premier secrétaire du comité du parti de Czeszochowa, Mieczysław Hobda, premier secrétaire de Zielona Góra, Józef Hencel, responsable du parti de la ville de Katowice, et Stanisław Kowalczyk, qui fut ministre de l'Intérieur de 1973 à 1980.

l'eviction de son président, M. Reiff, ostensiblement absent de son banc. M. Zablocki, lui, attaque au fleuret mouchoir : « On ne peut, dit-il, parler triomphalement de l'état de guerre, car ce n'est pas un crime mais une défaite grâce (...) de l'idée d'entente (...) » si l'état de guerre est un moindre mal, il est un « moyen de pression » et nous ne saurons pas encore ce qui reste à payer. M. Zablocki s'élève alors vigoureusement contre la pratique des « déclarations de loyauté », laisse comprendre l'abstention future de son groupe, et lance en conclusion : « Le mouvement de renouveau ne peut être effacé ».

M. Komarzewski, un « sans-parti », qui ne s'abstient pas, décoche à son tour quelques flèches en disant que Solidarité n'avait pas monopolisé des « extrémistes » présents « des deux côtés » et également responsables devant la nation. Il demande que les interventions des députés ne soient pas censurées dans la presse (c'était un acquis d'août) et met en garde contre l'exclusion politique de la jeune génération, « la majorité de notre pays », qui s'était identifiée à Solidarité.

## Les actions clandestines sont une réalité

Sèche ment insinué, M. Malczewski abonde en ce sens : « Il faut savoir, dit-il, que les actions clandestines sont une réalité. On parle dans beaucoup de milieux jeunes d'un langage de conspiration. Soixante pour cent des Polonais ont moins de trente ans, ne fument pas. (...) Donnant acte au général Jaruzelski de sa définition de l'état de guerre comme « une action de guerre », M. Malczewski ajoute : « L'appareil administratif fait comme s'il n'avait rien compris aux intentions du premier ministre (...) ». Est-ce que même sous l'état de guerre le gouvernement n'est pas capable de gouverner son propre appareil ? C'est dire qu'il y a un abîme entre les intentions proclamées et l'exécution en cours, qui écarte, dit-il, « non pas les adversaires du socialisme, mais ceux qui ont du caractère ».

« Il y a un danger que ceux qui gouvernent prennent goût à l'état de guerre », dit encore M. Malczewski avant de conclure que l'adversaire d'un danger impossible : « Si vous pourriez la ligne d'entente, si vous auriez aussi du parti et du pouvoir les forces de contrôle, vous pourriez compter sur l'appui du peuple et des forces de raison. (...) Quelques applaudissements ont alors été risqués. »

BERNARD GUETTA.

## LA POLÉMIQUE ENTRE LE P.C.I. ET LE P.C.U.S.

Le « modèle soviétique » est incapable de faire fonctionner « une véritable démocratie politique »

répond « l'Unità » à la « Pravda »

De notre correspondant

Rome. — Dans sa réplique aux attaques de Moscou publiées dans la Pravda, l'Unità de ce mardi 26 janvier répond pied à pied aux critiques qui sont adressées au P.C.I., précisant que d'autres milieux au point d'entrée de l'article est le fruit d'une élaboration collective de la direction du parti à laquelle a participé M. Berlinguer. Il fait fréquemment référence aux écrits de Togliatti et souligne la continuité de l'autonomie de jugement dont a fait preuve le P.C.I. au cours de son histoire.

Après avoir affirmé qu'ils attendaient « une réponse plus que naturelle et légitime » à leurs prises de position sur la Pologne et le système soviétique, les communistes italiens soulignent que « le ton (de cette réponse) n'est pas celui de quelqu'un voulant examiner les faits, opposer argument à argument, discuter et démontrer, mais plutôt celui de quelqu'un prétendant exprimer un jugement suprême politico-idéologique, émanant d'un « centre » et d'un « guide » dans le style d'une époque qui depuis longtemps (fin de la II<sup>e</sup> internationale en 1903, dissolution du Komintern en 1958) a été déclarée classée et de toute façon nous avons toujours combattu et rejeté ».

En ce qui concerne la Pologne, l'Unità relève que les événements survenus depuis décembre ne sont mentionnés que pour affirmer que les communistes italiens les ont utilisés comme prétexte pour traiter d'autres problèmes et qu'une fois réduits à cette dimension, l'Unità ne parle plus. Réfutant l'accusation selon laquelle le P.C.I. aurait « déformé » la sympathie pour les extrémistes de la droite de Solidarité, le quotidien communiste écrit que, même si Solidarité a commis des erreurs, « cet aspect, pour réel et important qu'il soit, est marginal, compte tenu du fond du problème. A Solidarité ont adhéré des millions de travailleurs, la grande majorité de la classe ouvrière, du peuple. Comment peut-on juger ceux-ci contre-révolutionnaires ? La classe ouvrière et la majorité de la population sont les forces qui seules peuvent donner une légitimité socialiste au pouvoir en Pologne. Interrompre militairement contre eux signifie non pas défendre le socialisme, mais en atténuer la force fondatrice, protagoniste de la révolution et de la construction d'une société socialiste ».

## Les crises des pays socialistes

Soulignant que de solides existences se développent dans la Pologne, l'Unità précise : « Le vrai problème de fond est celui-ci : on n'a pas voulu accepter que le processus de renouveau mette en cause un modèle, ses

structures essentielles, le système idéologique qui le sous-tend... » L'Unità relève, en outre, le rôle décisif qu'ont joué « les pressions extérieures de l'Union soviétique et dans une certaine mesure celles d'autres pays du pacte de Varsovie ».

En ce qui concerne les attaques de la Pravda dénonçant la méconnaissance par le P.C.I. des « conquêtes » de la révolution socialiste russe, les Soviétiques, écrit en substance l'Unità, préfèrent ignorer nos positions pour éviter de répondre aux trois questions : « Comment naissent les crises qui périodiquement explosent dans tel ou tel pays à idéologie socialiste ? »

« Lorsque nous soulevons des questions et faisons des critiques, celles-ci sont repoussées sans la moindre analyse, considérées simplement comme des dénigrement ou des offenses, comme une aide à l'impérialisme. Or, interroge l'Unità, n'y a-t-il pas quelque chose de stupide profond dans les crises des pays de l'Est qui mette en cause le modèle soviétique lui-même ? »

Celui-ci est caractérisé par une impossibilité de faire fonctionner une « véritable démocratie politique ». « Dans quelle assemblée du parti, dans quelle assemblée syndicale, dans quel conseil, un communiste dissident, un citoyen dissident, sont-ils à même de s'exprimer ? »

La dernière partie du document est consacrée à une défense polémique des choix du P.C.I. en matière de politique étrangère, notamment, selon l'Unità, de manière « coloniale » par la Pravda. Est exposé notamment le sens de la thèse du dépassement des blocs et repoussé l'argument selon lequel le P.C.I. est passé dans le camp de l'OTAN.

« Qui n'est pas avec nous est contre nous », écrit l'Unità pour caractériser l'idéologie qui, selon elle, inspire les actes et les propos venus de Moscou, « cathédrales qui a transformé Marx et Lénine en instruments d'échange en système idéologique ».

« Il nous semble étrange, conclut l'Unità, que le P.C.U.S. démontre n'avoir tiré aucun enseignement des nombreux échecs, de la rupture, intervenus dans le passé (avec la Yougoslavie et la Chine), qui ont fortement affaibli non seulement la croyance au socialisme, de la paix et de la liberté, mais aussi celle de l'Union soviétique ».

PHILIPPE PONS.

## TOUTE L'AIDE ALIMENTAIRE DE LA C.E.E. TRANSITERA PAR LES ORGANISATIONS HUMAINITAIRES.

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministères des affaires étrangères des Dix devraient confirmer, ce mardi 26 janvier, trois décisions concernant les relations avec la Pologne : l'Union soviétique. La plupart d'entre eux se rendront, le 9 février, à Madrid à la réunion de reprise de la C.S.C.E. afin de dénoncer les violations de l'acte d'Helsinki survenues en Pologne. Les Dix, en fait, entendent provoquer à la conférence (qu'ils ne souhaitent pas suspendre) un débat général sur les droits de l'homme.

Ils sont aussi d'accord avec la Commission pour que les crédits communautaires, permettant de vendre des produits agricoles à prix réduits aux Polonais, soit 35 millions d'ECU (210 millions de francs) soient affectés à l'aide humanitaire, c'est-à-dire à des livraisons gratuites achetées en Pologne par l'intermédiaire d'organisations humanitaires. Les Français, qui étaient plutôt favorables au maintien des ventes à prix réduits, reconnaissent avec la Commission que dans la situation actuelle, c'est la probabilité la formule la plus efficace. En outre les livraisons par le franchement des organisations humanitaires permettent de toucher avec plus de sûreté la population.

Les Dix se sont enfin mis d'accord sur une position commune en vue de la prochaine réunion des pays de l'O.C.D.E. participant au « consensus », c'est-à-dire à l'accord sur les conditions de crédit à l'exportation. Ils estiment que l'U.R.S.S. devrait frapper davantage dans la catégorie des pays les plus riches, et non plus dans celle des pays dits intermédiaires. Les crédits qui lui seraient accordés s'en trouveraient légèrement augmentés : de 10,5 à 11 % pour les crédits d'une durée de deux ans et demi à cinq ans, de 11 % à 11,25 % pour les crédits de cinq à huit ans. — Ph. L.

## LA RECHERCHE

## RECHERCHE

Chaque semaine, la recherche scientifique et technique est présentée dans un dossier de 12 pages.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

Chaque dossier est accompagné d'un questionnaire de réponse à la recherche.

## Dossier : Guerre et paix dans l'espace

par Alain Dupas et Kosta Tzibis

## La fécondation externe de l'œuf humain

par Jacques Testart

## Les télécommunications optiques

par Dan Ostrowsky

## L'émergence de la physique moderne

par Gérard Holton

## Le vol des insectes

par John S. Pingleton

## OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 150 F au lieu de 198 F\*

Etranger 1 an : 170 FF. \* prix de vente au numéro

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE au prix de 150 F (lieu) au lieu de 198 F\*

Nom  Je règle par : ☐ l'ordre de la RechercheProfession  ☐ chèque bancaireAdresse  ☐ chèque postal (3 volets)Code postal  ☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine, 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumillion S.P.R.L. avenue Massenet 28 - 1180 Bruxelles



## EUROPE

### Finlande

#### LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Une majorité des grands électeurs est décidée à voter dès le premier tour pour M. Koivisto

Helsinki (U.P.I.). — Le successeur de M. Urho Kekkonen à la présidence de la République de Finlande devrait être élu ce mardi 26 janvier, dès le premier tour de scrutin auquel participeraient, au scrutin, les trois cent un grands électeurs choisis il y a une semaine.

Le candidat social-démocrate, M. Mauno Koivisto, actuel premier ministre, est déjà assuré d'obtenir une majorité confortable : il aura d'emblée cent soixante-sept des trois cent une voix, celles des cent quarante-cinq sociaux-démocrates, des vingt et un communistes et socialistes indépendants et d'un représentant du parti rural. Ces grands électeurs ont annoncé qu'ils accorderaient leur suffrage à M. Koivisto dès le premier tour.

### Une force discrète

Une mèche rebelle sur le front, qui lui donne un air juvénile, le sourire discret et la pose nonchalante, des sourcils broussaillés, qui ne parviennent pas à cacher l'acuité du regard, le nouveau président de la République de Finlande est doté d'une extraordinaire opacité : rien, ni personne, et surtout pas ses propres amis, ne le font changer d'idée une fois que sa religion est faite sur un sujet.

Il a la force tranquille du sportif qui connaît la valeur de l'effort comme la nécessité de savoir attendre le moment propice. Ainsi, le 18 janvier, pendant que l'on dépouillait les votes pour les grands électeurs, dont dépendait son avenir, lui, comme chaque lundi soir, jouait tranquillement au volley-ball. Le lendemain, il est parti, comme prévu, faire du ski en Laponie. Il a décidé de regagner Helsinki juste à temps pour connaître le résultat du vote des grands électeurs, le mardi 26 janvier.

Mauno Henrik Koivisto est né le 26 novembre 1923 dans la famille d'un charpentier de Turku, ce port du sud-ouest, qui, sous le nom suédois d'Abo, fut la capitale de la Finlande avant

#### L'assainissement des finances

En 1968, il remplace M. Paasio, démissionnaire, à la tête d'une coalition centre-gauche, et, en octobre, il fait son premier voyage en Union soviétique. Au début de 1970, les législatives sont marquées par une poussée à droite qui exprime, à retardement, l'inquiétude ressentie par la population face à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il retourne alors à la Banque de Finlande, qu'il quitte pour quelques mois dans le courant de 1972 : il reprend le portefeuille des finances dans l'éphémère gouvernement minoritaire social-démocrate de M. Rafael Paasio. Après des années de forte expansion, la crise économique mondiale frappe la Finlande en 1975. Les gouvernements se succèdent, l'industrie régresse mal. Alors, M. Mauno Koivisto, qui a mis en vain le monde politique en garde contre la montée des périls économiques, impose une politique monétaire très restrictive pour mettre un frein à l'inflation et à l'endettement extérieur. Il jette ainsi les bases de l'assainissement dont la Finlande profite à présent. Mais alors, tout le monde politique (y compris ses amis) est contre lui, et il continue qu'il se sent comme

#### Conflit avec M. Kekkonen

La santé déclinante du président Kekkonen pose le problème de sa succession dès le printemps de 1981. Du moins les élus-majors des partis, une opération politique est montée contre le premier ministre par certains membres de la « cour » du président pour tenter de le chasser de ce trépan à la magistrature suprême. Elle se solde par un succès de popularité pour « Maru », comme on l'appelle à présent avec affection. Il ose dire « non » à M. Kekkonen, lorsque celui-ci le prie, de manière déguisée, il est vrai, de démissionner. Il rappelle qu'il restera en place tant qu'il aura la confiance du Parlement, et que c'est à lui, et à personne d'autre, qu'il revient de diriger le gouvernement. C'est parfaitement exact selon la Constitution mais le comportement autoritaire du vieux président a fait oublier cette règle depuis un quart de siècle.

Pendant toute la campagne électorale, M. Koivisto aura été le seul à rappeler que la politique intérieure doit être dirigée par le premier ministre et qu'il faudra réaménager les relations du président avec le Parlement. C'est l'une des très rares indications données par l'ère Koivisto, qui commence après celle

AMBER SOUSOGLOU.

### U.R.S.S.

#### M. Michel Souslov, membre du bureau politique est mort

M. Michel Souslov, membre du bureau politique du parti communiste soviétique, responsable des questions idéologiques au secrétariat du comité central, est mort à Moscou, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, a annoncé, ce mardi 26 janvier, à l'A.F.P., une source soviétique officielle sûre.

#### Le garant de l'orthodoxie

Était-il vraiment le pur « idéologue » qu'on a prétendu ? L'étiquette, à vrai dire, cadrait avec le peu qu'on savait du personnage, ou plus précisément avec ce que l'on en voyait : sans conteste cet homme éminent, aux traits fins, au regard vif et non dépourvu d'humour derrière les fines lunettes, ne pouvait être qu'un intellectuel ; voire le seul, pendant très longtemps, à l'exception de l'équipe dirigeante, à résister à l'envie de se faire théoricien avec un fort penchant pour les formulations connues. Une banalité qu'il était d'ailleurs plus sage d'écarter, mais seule mesure de prudence. Cela ajoutait au mystère.

Et puis, l'on apprit des détails plus intéressants : qu'en octobre 1927, c'est Souslov qui avait présenté la requête contre le maréchal Joukov, ministre de la défense, que sept ans plus tard, lors d'une opération autrement plus importante menée contre le chef du parti et du gouvernement, le maître d'œuvre avait été encore une fois l'idéologue. Souslov. L'événement montra qu'avant comme après, à l'ère de Khrouchchev, Souslov fut sous l'apparence du « surveillant » effaçant, un dirigeant politique de première importance.

Se carrière n'est d'ailleurs nul-

#### Chief de l'agitprop en 1946

De toute évidence M. Souslov a les qualités nécessaires pour s'élever dans la hiérarchie. En premier lieu, l'aptitude à remplir l'importante mission du parti : en 1944 c'est à lui qu'on fait appel pour prendre la tête du bureau du comité central pour la Lituanie, autrement dit pour reprendre le main, après le départ des Allemands, cette république récemment conquise. Nul n'ignore que cette tâche est accomplie par les méthodes les plus féroces, par les déportations en particulier. En second lieu, la souplesse et la prudence : en 1946 M. Souslov est promu chef du « prop » au comité central ; c'est l'époque où Staline est tout puissant dans ce secteur, et l'on peut penser que, comme en 1943, suite de la consigne de Mikhaïl Kaloukhine, il s'appareille, va gérer sérieusement sa carrière. Il n'en est rien : M. Souslov a abandonné l'agitprop à M. Chepilov, mais il continue à exercer sa fonction de directeur de l'après fraction, celui dont la promotion est nécessaire pour maintenir l'équilibre des forces. En 1956 encore, c'est lui qui accompagne Mikhaïl Gorbachev dans la très délicate mission de conciliation tentée auprès d'Imre Nagy en Hongrie, juste à la veille de la seconde intervention soviétique. La encore il semble que sa présence fait partie du dosage nécessaire.

#### Du « bon côté » en 1957

La crise qui éclate au printemps de 1957 voit M. Souslov du « bon côté » : c'est du moins ce qu'il faut en dire. Il n'est pas le seul à être en faveur de la ligne officielle, mais il est le seul à ne pas être impliqué dans l'affaire « anti-parti », directement ou indirectement. Mais aucun rôle actif ne lui fut jamais attribué dans cette crise. M. Souslov fut plutôt mon, par la suite, dans la condamnation de Mikhaïl et des autres. De toute évidence les tensions du « bon côté » furent de la part du très dynamique premier secrétaire du parti ne sont pas pour lui convenir. En octobre 1954, M. Souslov crée des « fronts », avec l'adhésion intéressée de M. Brejnev, restaure le style « direction collective » qu'il avait tant admiré avant 1957.

Il serait bien sûr très enragé de voir en M. Souslov le « démocrate » du Khrushchev : au contraire, sa conception du rôle du parti dans la direction de la société soviétique était sans doute plus rigide encore que celle de ses collègues. Mais pour ce qui est du « sommet », il veillait au respect des opinions et des intérêts de l'appareil et était l'un des grands maîtres de la sauvegarde des droits du bureau politique. Tel un cardinal conservateur de la Curie, il était le garant de la légalité des procédures suivies et de l'orthodoxie des décisions prises.

On s'était pourtant demandé parfois et ses nombreux contacts avec les P.C. étrangers n'avaient pas atténué à la longue la rigidité de Michel Souslov. Des résumés persistants ne font-elles pas présent de l'Union soviétique qui seraient objectés à l'inter-vention militaire en Tchécoslovaquie ? Sa visite à Varsovie en avril 1981 n'aurait-elle pas été interprétée comme un début de détente, ouvrant notamment la voie à la reconnaissance de Solidarité ? Il est en tout cas piquant de constater qu'il disparaît au moment où l'un des plus importants « partis frères », le P.C. italien, est en rupture ouverte avec ce « Vainqueur » dont il était le « cardinal ».

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DU ROI HASSAN II A PARIS

#### M. Mitterrand souhaite calmer les appréhensions marocaines

En prenant l'initiative d'inviter le roi Hassan II à Paris — sa dernière visite remonte à mars 1981 — et en décidant de le recevoir à deux reprises ce mardi 26 janvier à 12 h 30 d'abord, puis à dîner, M. Mitterrand a manifestement voulu faire un geste pour apaiser les appréhensions du Maroc. Le souverain n'avait pas caché, en effet, son irritation devant le soutien apporté par le parti socialiste à la cause du Front Polisario, et la façon dont il avait « exigé » la libération des dirigeants de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.). En outre, Rabat s'inquiète de la préférence que Paris manifesterait pour Alger.

Pour sa part, M. Mitterrand, conscient des enjeux économiques — la France est le premier fournisseur et le premier client du Maroc, — entend aussi demeurer fidèle aux principes. Il s'est félicité que le souverain accepte l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. A quelques jours de la réunion de

l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), ce sujet sera évidemment abordé. Mais le chef de l'Etat aurait également l'intention de demander au roi de faire preuve de clémence envers M. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'U.S.F.P., dont l'état de santé laisse à désirer, et des autres dirigeants socialistes marocains arrêtés il y a plusieurs mois.

A quelques semaines du voyage de M. Mitterrand en Israël, cette visite a également « une certaine signification », souligne-t-on du côté français. Le roi étant président du Comité de l'Ood (Jérusalem) et Rabat considérant que le sommet de Fés a été simplement « ajourné », la convocation d'une nouvelle réunion des chefs d'Etat arabes, le plan Faid et les perspectives de règlement du conflit israélo-arabe après l'annexion du Golan par Israël, seront également au cœur des entretiens. — A. B.

#### LE PAKISTAN SOUHAITE LA POURSUITE DE LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LA FRANCE déclare le général Zia-Ul-Haq

Le général Zia-Ul-Haq, chef de l'Etat pakistanais, a déclaré à la presse que l'entretien qu'il a eu, lundi 25 janvier, avec M. Mitterrand, s'était déroulé dans une atmosphère cordiale et que la volonté de la France de poursuivre la coopération militaire avec le Pakistan sur cette question d'actualité.

Le président Zia-Ul-Haq a indiqué que la suspension de la coopération militaire entre les deux pays (le Monde daté 24-25 janvier) n'avait pas été évoquée au cours de la rencontre et qu'il ne souhaitait pas aborder ce problème en public. Il a réaffirmé que son pays n'avait « ni la capacité ni l'intention » de fabriquer un engin atomique, mais qu'il était résolu à utiliser la technologie nucléaire à des fins pacifiques. L'accord pakistano-français de coopération militaire signé en 1976, demeure toujours en vigueur, a-t-il tenu à préciser.

Selon l'International Herald Tribune daté du 26 janvier, un rapport de l'O.C.I.A. vient de laisser entendre que le Pakistan retarderait son premier essai nucléaire afin de ne pas indisposer les Etats-Unis, au moment où le pays s'apprête à signer un accord économique et militaire, ainsi que l'Inde avec laquelle Islamabad ouvre des conversations sur un pacte de non-agression.

La question de la coopération en matière de défense a été abordée au cours des conversations sur les relations bilatérales entre les deux chefs d'Etat. Le général Zia-Ul-Haq a cependant déclaré, à l'issue de celles-ci, qu'il n'était pas venu à Paris « avec une liste d'armes à acheter », mais qu'il avait exprimé le souhait que cette coopération se poursuive. Le Pakistan montre « un intérêt réel » pour les Mirage de « l'actualité génération », mais aucun contrat n'est en discussion, a-t-il ajouté à l'Antenne 2.

Enfin, le chef de l'Etat pakistanais a également déclaré qu'il ne fallait « pas trop accorder d'attention » aux « rumeurs » contenues dans le dernier rapport d'Amnesty International (le Monde du 18 janvier).

Quelques jours après l'arrestation de Yacine Kaddour, ministre Ali Boudia ont manifesté, lundi après-midi 25 janvier, à Paris, certains slogans appelant à « renverser la dictature » dans leur pays.

### A travers le monde

#### Kenya

● ASSASSINAT D'UN DÉPUTÉ. — L'insécurité s'aggrave dans le nord du Kenya, où un député, M. Alex Mwangi, a été assassiné le 24 janvier, entre Marsabit et Isiolo, alors qu'il circulait sur la principale route de la région. Son véhicule a été attaqué par un groupe de huit assaillants portant des uniformes militaires. S'agissait-il de soldats ou de « shifas » (bandits) camouflés ? Le fait qu'il n'y ait pas eu de vol pourrait faire conclure à un acte de terrorisme. — (Corresp.)

#### Sénégal

● VISITE DE M. PENNE. — Le conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines et méditerranéennes, M. Jean Penne, est arrivé à Dakar, le 24 janvier, où il rencontrera M. Mitterrand aux Journées méditerranéennes. M. Penne doit être reçu en audience par M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais. — (A.F.P.)

#### Suisse

● UN ECRIVAIN ROUMAIN DEMANDE L'ASILE POLITIQUE A BERNE. — M. Ion Caracul, qui a quitté la Roumanie en août dernier, a attendu que sa femme et son fils le rejoignent pour demander l'asile politique. M. Caracul a confirmé lundi 25 janvier le ministre helvétique de la Justice, l'écrivain a déclaré qu'il avait décidé de quitter son pays, car les autorités refusent d'autoriser la publication d'un livre de témoignages d'anciens prisonniers politiques. — (A.F.P.)

#### Tchécoslovaquie

● MANŒUVRES COMBINÉES DU PACTE DE VARSOVIE. — L'exercice « Dronha 82 » a lieu du 25 au 30 janvier en Tchécoslovaquie occidentale avec la participation d'unités tchécoslovaques, hongroises et des troupes soviétiques stationnées dans le pays. Des milices terrestres et aériennes participent à ces manœuvres aux frontières de la R.F.A. de la R.D.A. et de la Pologne. — (A.F.P.)

### UN DOSSIER SPECIAL DE L'ALTERNATIVE

• L'ensemble le plus complet, le plus détaillé, le plus vivant sur le mouvement polonais.  
• Soixante mois de documents, interviews, articles.  
• La Pologne vue de l'est.  
• Les textes originaux de Solidarnosc.

**L'ALTERNATIVE**  
François Maspero, 1 place Paul Painlevé 75005 Paris.

**Solidarnosc**  
Pologne  
Le dossier de Solidarité  
Cahier, août 1980  
Varsovie, décembre 1981

208 p., 40 F.

REUNION A NYAOD

de la défense de Galla

coordination de leurs politiques

Les dirigeants de

le principe d'un

**RADIO J**

ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION D'AUSSCHWITZ

**Un an de cinéma: 20F.**

**Boston: cinq**

Liaison sans

Washington. TWA

Télérama Hors-Série Cinéma. 20F.

Chez votre marchand de journaux.



## PROCHE-ORIENT

## AFRIQUE

## RÉUNIS A RYAD

## Les ministres de la défense du Golfe veulent renforcer la coordination de leurs politiques

Les travaux de la conférence des ministres de la défense des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) ont débuté, lundi matin 25 janvier à Ryad, sous la présidence du ministre saoudien de la défense et de l'aviation, le prince Sultan Ben Abdel Aziz. Dans une allocution prononcée à cette occasion, ce dernier a assuré que « la force des pays du Golfe n'est dirigée contre personne », mais est « destinée à préserver la paix et à renforcer les capacités des nations arabes et islamiques pour récupérer les droits arabes usurpés ».

## Correspondance

Mémoire. — Lors de la création du Conseil de coopération du Golfe, en mai 1981, à Abou-Dhabi, il a été dit et redit qu'il ne s'agissait pas d'un pacte et que le C.C.G. n'était dirigé contre personne. En apparence au moins, l'idée koweïtienne de faire du C.C.G. une sorte de « marché commun » dominé par le Koweït, l'Arabie saoudite et le Qatar, dont la discussion était renvoyée à plus tard. Il semble que ce moment soit venu. Depuis mai, en effet, les problèmes de sécurité ont préoccupé de plus en plus sérieusement les monarchies du Golfe. Au mois d'août, trois pays proches de l'Union soviétique, le Libye, le Sud-Yémen et l'Émirat arabe uni ont signé un traité d'amitié. Des incidents de frontière éclatent sporadiquement entre le Sultanat d'Oman et le Sud-Yémen. Les tentatives de médiation entre Aden et Mascate entreprises par le Koweït et les Émirats arabes unis sont aujourd'hui au point mort : le président d'Oman, M. Ali Nasser Mohamed, l'a lui-même confirmé jeudi dernier dans une interview au journal koweïtien *Al Anba*. Parallèlement, le Sultan Qabous a communiqué ses préoccupations à ses pairs. Une mission du C.C.G. s'est, en effet, rendue à Oman afin d'étudier les moyens de renforcer la capacité de défense du Sultanat.

A l'Est, la République islamique d'Iran a été nominalement désignée, par plusieurs dirigeants du Golfe, comme l'ennemi à abattre, à la suite de la découverte à Bahrein, en décembre dernier, d'un « complot islamiste » par Téhéran. Au cours d'une visite-soirée du ministre saoudien de l'Intérieur, l'Émirat signalait quelques jours plus tard un accord de sécurité avec le « grand frère ».

wahhabite, tandis que le Qatar et le Koweït annoncent leur intention de faire de même. De plus, dans une interview à la revue *Al Moudjahid*, le premier ministre du Bahrein, a carrément appelé les autres pays du Golfe à rompre toute relation commerciale avec l'Iran. Téhéran a, pour sa part, lancé une mise en garde au Koweït : « Si le Koweït ne peut plus servir à rien, il ne peut plus servir à rien », a-t-il déclaré. M. Velayati, à l'avis des pays arabes du Golfe qu'il « seront les premiers à être détruits si une seule balle est tirée dans le golfe Persique ».

C'est dans ce contexte que se sont réunis, lundi et mardi à Ryad, les six ministres de la défense du Conseil de coopération. Soutenu notamment par Oman, le projet d'une force militaire commune devait être discuté, mais il est peu vraisemblable que cette proposition recueille l'accord du Koweït. Ce dernier a, de reste, refusé de présenter son propre document de travail. Indices d'un affaiblissement de sa position face à Oman ? On s'attend en revanche à la constitution d'un organisme comprenant les six chefs d'état-major.

Il se peut que l'ordre du jour comporte également le pacte secret de défense sérieuse que les États-Unis auraient proposé aux pays du Golfe, et dont l'existence a été révélée le 17 novembre par le *Washington Post*.

## Le président Moubarak amorce la normalisation avec l'U.R.S.S.

## Correspondance

Le Caire. — Au plus bas en septembre dernier, les relations égypto-soviétiques ont enregistré une amélioration significative au cours des dernières semaines, ce qui témoigne de la volonté du nouveau régime de réajuster la politique étrangère de son pays sans que toutefois cela remette en question les rapports privilégiés avec Washington.

Le président égyptien n'a pas hésité, cent jours à peine après l'assassinat de Sadate, à évoquer « l'inséparable retour à leurs postes des ambassadeurs d'Égypte et d'U.R.S.S. ». Toutefois, M. Moubarak qui, en sa qualité de vice-président, avait personnellement signé, en septembre, l'arrêt d'exécution de l'ambassadeur soviétique, M. Vladimir Poliakov, a tenu à souligner que cette détente ne signifiait pas un revirement dans la politique étrangère du Caire. Il a, en effet, ajouté que « Moscou n'avait pas actuellement de rôle à jouer pour contribuer au règlement du conflit du Proche-Orient ».

Si le principe du retour de l'ambassadeur soviétique au Caire est accepté, sa réalisation nécessitera un certain délai et s'interviendra, selon les sources égyptiennes, à l'occasion de la visite officielle d'un haut responsable soviétique pour renforcer le personnel de son ambassade au Caire, celui-ci, ayant été considérablement réduit au gré de la petite guerre des expulsions et représailles que se livrent les deux pays sous le président Sadate.

D'autre part, l'Égypte qui cherche à reprendre une place prépondérante dans le mouvement des non-alignés, essaie de donner à sa politique étrangère une image plus équilibrée et de se

concilier le groupe d'États proches de l'U.R.S.S. dans ce mouvement. La libération de la majorité des figures de proue communistes de la gauche égyptienne arrêtées en septembre 81, de son côté, contribue au dégel des relations avec Moscou. M. Moubarak a fait relancer et réhabiliter plusieurs personnalités communistes accusées par Sadate d'intelligences et de complot avec l'U.R.S.S.

Toutefois, ce rapprochement paraît également dû à des considérations d'ordre économique et commercial. En effet, l'Égypte dispose d'un important surplus de coton qu'elle n'arrive pas à écouler et souhaite le vendre à son vieux client russe. Une délégation commerciale égyptienne a, d'ailleurs, obtenu, dimanche 24 janvier, à Moscou un accord en vertu duquel les exportations vers l'U.R.S.S. augmenteraient de 18 % en 1982. On indique de bonne source que l'Égypte importerait notamment de l'U.R.S.S. des pièces de rechange pour ses usines (acieries de Hélan, filatures, etc.).

## Le barrage d'Assouan

Enfin, le vice-président du Conseil chargé des affaires étrangères, M. Kamal Hassan Ali, a annoncé que l'Égypte a demandé le retour de soixante-dix experts soviétiques pour l'entretien du haut-barrage d'Assouan alors que le barrage de la centrale de Washington d'assurer désormais cette tâche. On estime toutefois au Caire que la normalisation tantôtée entre le Caire et Moscou restera limitée tant que l'Égypte sera tournée vers l'Occident comme en témoigne le prochain voyage du président M. Moubarak, du 30 janvier au 7 février, en Europe, où il sera notamment reçu à Paris, puis aux États-Unis.

## EN NE DÉSAVOUANT PAS M. SARTAOUI

## Les dirigeants de l'O.L.P. paraissent approuver le principe d'un dialogue israélo-palestinien

## De notre correspondant

Beyrouth. — Cinq jours après l'appel de M. Issam Sartoui à une reprise des contacts avec les personnalités israéliennes du camp de la paix, on constate avec intérêt à Beyrouth que celui-ci n'a pas fait l'objet d'un désaveu de la part de l'O.L.P., en particulier de son chef, M. Yasser Arafat.

« Ignore si Arafat a été consulté, mais je constate qu'il n'a pas rejeté les propos de Sartoui, nous a déclaré un des principaux dirigeants de la résistance palestinienne. »

« A-t-il ajouté, sur le plan des principes, il n'y a rien à dire puisqu'une résolution du conseil national palestinien stipule expressément qu'il n'y a pas l'objet d'un désaveu de la part de l'O.L.P., en particulier de son chef, M. Yasser Arafat. »

Les propos de M. Sartoui ont déjà produit l'effet positif, du point de vue palestinien, de susciter des polémiques en Israël, notamment sous la forme de la « lettre ouverte » de M. Yasser Arafat, et de montrer que la quasi-totalité des responsables israéliens du gouvernement comme de l'opposition, refusent le dialogue avec l'O.L.P. considérée de plus en plus à travers le monde comme l'interlocuteur inévitable d'Israël, ainsi que le montrent encore la récente déclaration de M. Chagoss (le Monde du 26 janvier).

M. Arafat avait lui-même, dans une interview à la Revue des études palestiniennes, affirmé que les Palestiniens « tentent en toute sincérité de réduire le cercle des extrémistes israéliens de libérer les esprits de catégories de plus en plus vastes d'Israéliens » et a précisé : « Les Israéliens sont, comme nous, des êtres humains qui peuvent refuser ou être influencés. Il est donc normal que dix-sept années de lutte continue — c'est l'âge de notre révolution — se reflètent sur leur façon de penser. »

Cela étant, il a estimé que l'initiative de M. Sartoui venait à contre-temps et qu'il serait beaucoup plus utile d'établir des contacts que d'en parler, car cela « excite les extrémistes des deux camps aussi bien chez nous qu'en Israël ».

La division du monde arabe et l'existence prioritaire de plusieurs régimes engagés dans des luttes internes ou des conflits externes déstabilisateurs, amènent le même dirigeant palestinien à juger nécessaire, pour le moment, de resserrer les rangs sans faire à Israël de concessions majeures, compte tenu du rapport de forces défavorable aux Arabes, aux Palestiniens en particulier. — L. G.

## POLEMIQUE EN CISJORDANIE ET DANS LE TERRITOIRE DE GAZA

## De notre correspondant

Jérusalem. — Dans les milieux politiques palestiniens, favorables à l'O.L.P., tant en Cisjordanie que dans le territoire de Gaza, on s'est délibérément abstenu de commenter les ouvertures de M. Sartoui en y voyant une « affaire interne » à l'O.L.P.

En revanche on ne manque pas de critiquer vivement les déclarations du maire de Bethléem M. Elias Freij qui, au même moment, a suggéré que l'O.L.P. prenne l'initiative de négocier avec Israël (le Monde du 26 janvier). Le maire de Naplouse, M. Bassam Chakka, a dénoncé cette suggestion qui, pour lui, équivaut à une demande de « paix séparée », allusion aux accords de Camp David entre Israël et l'Égypte. M. Chakka pense que c'est aux Israéliens et aux Américains de faire le premier pas à l'égard de l'O.L.P. et que les déclarations de M. Freij sont « dans la logique de Camp David ».

Le maire de Ramallah, M. Karim Khalaf, est du même avis. Il estime que c'est aux Israéliens d'initier les « droits légitimes » des Palestiniens et l'existence de leur représentant (l'O.L.P.). Le maire d'Hébron, M. Moustapha Nassef, estime lui aussi que M. Freij est dans l'erreur. Pourtant M. Nassef est, comme le maire de Bethléem, considéré par les Israéliens comme un « modéré ». Tout récemment, avec M. Freij, il a accepté de rencontrer un représentant américain à Jérusalem, contre l'avis des autres maires favorables à l'O.L.P. — F. C.

LE GRAND CHINOIS  
8, Av. de New York 16  
723 82 21 (tél.)  
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »  
AIR FRANCE / ATLAS  
PRIX CRUSTACE DE VERMEIL

## Éthiopie

## Le colonel Mengistu annonce à Asmara une grande offensive contre la rébellion et un plan de reconstruction de l'Erythrée

## De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'État éthiopien, a donné, lundi 25 janvier, le coup d'envoi de ce qui devrait, dans son esprit, constituer la reconquête politico-militaire de l'Erythrée. Lors d'un discours de trois heures prononcé à Asmara, chef-lieu de la province rebelle, il a promis d'« éradiquer » la guérilla érythréenne tout en annonçant un vaste plan de reconstruction.

Maniant tour à tour la carotte et le bâton, le colonel Mengistu a indiqué que l'écrasement de la rébellion et la relance économique seraient menés simultanément. « L'offensive militaire, a-t-il dit, devra s'accompagner d'un effort d'organisation et d'entraînement du peuple érythréen afin d'isoler les éléments subversifs et sécessionnistes ». Les paysans seront regroupés, ils recevront un entraînement militaire et des armes dans une perspective d'« auto-défense ».

Le chef de l'État entend, sinon convaincre du moins consolider la reprise en main de la province et lui redonner vie. Tâche immense, comme l'a d'ailleurs reconnu M. Mengistu tant sont graves les destructions subies par l'Erythrée. Un reportage présenté il y a quelques jours à la télévision nationale montrait la ville de Decemere, à 40 kilomètres au sud d'Asmara, transformée en un champ de ruines. Des pans de murs criblés de balles attestent la violence des combats qui se sont déroulés là il y a trois ans.

Plusieurs signes témoignent de l'importance que le gouvernement d'Addis-Abeba attache à la campagne en préparation. Le colonel Mengistu séjourne depuis plus d'un mois maintenant à Asmara pratiquement en permanence, en compagnie d'une partie de ses ministres dont celui de la Défense. C'est là qu'il a reçu à la fin de décembre M. Claude Chagoss. Le discours du 25 janvier, annoncé plusieurs jours à l'avance avec solennité, a été prononcé en présence du gouverneur en grand complet, des quatre gouverneurs de province, des respon-

sables des organisations de masse et de certains ambassadeurs éthiopiens rappelés pour la circonstance.

Le chef de la junte a demandé, lundi, aux Erythréens, « d'oublier le passé », même « s'ils avaient consciemment ou non, servi autrefois les intérêts des rebelles » et de choisir entre « le ralliement à la révolution et le soutien aux forces séparatistes avec toutes ses conséquences ». Il a mis en garde ceux qui interpréteraient son appel à la paix comme un signe de faiblesse. Il a ensuite dépeint les « sécessionnistes » comme des « rebelles sans cause, ne servant ni la religion, ni l'Erythrée, ni la révolution, mais seulement les intérêts de l'impérialisme ».

Militairement, il se confirme que le colonel Mengistu a mobilisé en Erythrée une grande partie de ses divisions de choc. Plusieurs dizaines de milliers d'hommes, indique-t-on de source diplomatique, ont rejoint la province au cours des dernières semaines. Près de la moitié des effectifs de l'armée se trouveraient maintenant en Erythrée et dans la province du Tigré.

Cet effort militaire a été dénoncé lundi, à Karoum, par M. Ramada Mohamed Nur, secrétaire général du principal mouvement nationaliste, le Front populaire pour la libération de l'Erythrée (F.P.L.E.). Selon M. Nur, l'offensive éthiopienne sera déclenchée avant une semaine et quatre généraux soviétiques participent sur place à sa préparation. Le dirigeant érythréen a prédit une attaque en tenaille sur trois fronts ayant pour objectif la ville de Nakfa, dernière localité encore aux mains du F.P.L.E.

Pour déjouer ces plans, les combattants du F.P.L.E. ont annoncé M. Nur, ont bombardé l'aéroport de Séren le 19 janvier et celui d'Asmara trois jours plus tard. Selon M. Nur, plusieurs avions éthiopiens ont été endommagés. Le dirigeant du F.P.L.E. a dénoncé les « actes de terreur » du régime éthiopien. Selon lui, le Sud-Yémen fournit des pilotes de Mig-23, tandis que des navires libyens ont débarqué quatre cargaisons d'armes et de munitions. M. Nur a ajouté que soixante-quinze officiers éthiopiens, cabinois et libyens avaient péri la semaine dernière dans un accident aérien, près d'Addis-Abeba.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

**RADIO J**  
sur FM 91,70 MHz  
La Radio Juive de Paris  
et sa région  
**ANNIVERSAIRE**  
DE LA LIBÉRATION  
D'AUSCHWITZ  
Interview de S. PISAR  
Table ronde avec : S. BULAWKO,  
S. FALE, S. KLARFELD,  
E. NORDENBERG,  
M. STOURDZA, G. WELLES  
Mercredi 27 janvier 1982  
à partir de 21 heures

## Un an de cinéma : 20F.

Le Hors-Série annuel de Télérama retraçant toute l'année 81 de cinéma est paru. Vous y trouverez tous les grands films analysés et critiqués, des portraits et des reportages sur les cinéastes et les comédiens ainsi qu'une analyse de ce qui se prépare et des changements possibles dans le monde du cinéma. Alors, offrez-vous un an de cinéma 81 pour 20F.



Télérama Hors-Série Cinéma. 20F.  
Chez votre marchand de journaux.

TWA vers et à l'intérieur des U.S.A.

## Boston: cinq jours sur sept - 2 570F\*

Liaison sans escale de Paris en gros porteur. Ce vol continue sans escale jusqu'à Washington. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

\*Super Apex aller/retour.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

APR 10 1982



## par MICHEL DEURÉ

(Le général Abdo) Magdi Khalil était généralement considéré comme un homme d'ordre et d'efficacité. Nommé à la tête du 2<sup>e</sup> régiment, c'est en mai 1975 qu'il avait été nommé ministre de la défense et des armées. Trois mois plus tard, il était désigné comme vice-président du conseil militaire pour la région de la province du Kordofan (nord du Soudan). Il avait été successivement nommé à la tête du 2<sup>e</sup> régiment puis dans les écoles militaires et commandant des centres d'entraînements militaires. Il avait dirigé le contingent soudanais des forces de la Ligue arabe envoyés au Koweït en 1990, et représenté le pays auprès de la Ligue arabe militaire de la Ligue arabe au Liban.

Son limogeage paraît être lié à son incapacité à prévenir et à réprimer avec efficacité les attaques qu'il avait dirigées contre les forces

# SCIENCE ET VIE

**BOEING 747 COMBI**  
notre nouvelle dimension

John K. 56



# L'adoption du projet sur les droits et obligations des bailleurs et des locataires

Lundi 25 janvier, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi relatif aux droits et obligations des bailleurs et des locataires.

## ● TAUX D'ÉVOLUTION DES LOYERS

Les députés adoptent l'article 35 du projet, qui prévoit qu'un décret en Conseil d'État « peut rendre obligatoire » tout ou partie des dispositions de chacun des accords de modulation des loyers conclus entre bailleurs et locataires, « à tous les logements du secteur correspondant ». Ils adoptent ensuite l'article 36 relatif à la fixation par décret du taux d'évolution des loyers. Cet article, modifié par la commission des lois, prévoit que ce décret pourra être pris, « à défaut d'accord intervenu dans un ou plusieurs secteurs, au plus tard le 15 novembre », lors du renouvellement du contrat de location ou dans le cas de la location de locaux vacants. Il pourra également prévoir la nature et le taux des dérogations mentionnées à l'article 34 (le Monde daté 24-25 janvier).

Les groupes R.P.R. et U.D.F. se sont vivement opposés à la fixation d'un taux pour les loyers vacants, estimant qu'il est « fondamental de conserver un libre marché du marché pour les nouveaux locataires, sans cesse en ordre un secteur complètement administré, avec des loyers de plus en plus élevés, comme il en est résulté de l'application de la loi de 1948 ». M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a notamment souligné : « S'agissant des loyers vacants on peut les évaluer à 30 %. C'est dire que la loi du marché n'est pas pure de spéculation ! Ces derniers années, a-t-il ajouté, le marché privé est resté ouvert, que le dialogue des loyers était couramment pratiqué ».

L'initiative de M. Malandain (P.S., Yvelines), rapporteur de la commission de la production et des échanges, l'Assemblée a précisé que cette disposition concernera les loyers vacants « qui n'ont pas fait l'objet d'un contrat de location depuis plus de deux ans ».

Le taux prévu ne pourra être inférieur à 30 % de la valeur de l'indice national publié par l'INSEE (article 39). Le décret sera applicable au plus tard jusqu'au 31 décembre suivant sa date de publication. Il pourra prévoir expressément de s'appliquer soit au niveau national, soit au niveau départemental et, dans ce dernier cas, il fixera les dispositions qui peuvent être rendues applicables par arrêté préfectoral lorsque la situation locale nécessite une intervention.

## ● FIXATION DU TAUX EN PÉRIODE EXCEPTIONNELLE

Après l'article 36, l'Assemblée adopte un article additionnel proposé par la commission de la production et modifié par le gouvernement, qui stipule : « Si des circonstances économiques graves exigent, le taux d'évolution des loyers est fixé par décret en Conseil d'État. Ce décret pourra prévoir une application par secteur locatif et par département (...) aux loyers des baux en cours, aux loyers résultant des renouvellements de contrats, ainsi qu'aux loyers de locaux vacants avant d'être loués au cours des deux années précédentes. Il pourra également prévoir des adaptations pour des catégories de logements dont le loyer est régi par des dispositions particulières ou faisant l'objet de tra-

vaux. Ce décret fixera la durée de son application, qui ne pourra être supérieure à douze mois. Le taux d'évolution des loyers ne pourra pas, en tout état de cause, être inférieur à 30 % de la valeur de l'indice ».

Pour M. Clément (U.D.F., Loire), le gouvernement propose un système « assez analogue à celui de l'article 18 de la Constitution » (pouvoirs spéciaux). C'est-à-dire que le Parlement « se trouve dépossédé de ses droits ».

## ● CONTESTATION DU LOYER

Sur proposition de MM. Boquel (P.S., Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, et Alain Richard (P.S., Val-d'Oise), l'Assemblée adopte ensuite une nouvelle rédaction de l'article 37, modifié par le gouvernement et la commission des affaires culturelles, qui prévoit le dispositif suivant : « En cas de contestation relative au montant du nouveau loyer, l'une ou l'autre partie au contrat de location peut saisir la commission départementale du logement, qui se prononce dans un délai de deux mois. Les parties

ne peuvent se pourvoir en justice avant d'avoir reçu notification de l'avis de la commission qui doit être joint à la procédure. Si la commission ne s'est pas prononcée dans le délai prévu, la fuge peut être saisie. La prescription de l'action est interrompue à compter de la saisine de cette commission jusqu'à la notification aux parties de l'avis émis ou à l'expiration du délai de deux mois, sans que la contestation puisse constituer un motif de non-paiement ».

## ● RÉVISION DU LOYER DES BAUX EN COURS

L'Assemblée adopte un amendement du gouvernement qui préconise pour l'article 38, les dispositions suivantes : si le contrat de location prévoit une révision du loyer, celle-ci interviendra chaque année à la date anniversaire du contrat. Cette révision devra s'opérer dans la limite des variations d'un indice national publié par l'INSEE, « mesurant l'évolution du coût de la construction et des dépenses ». La date de référence de l'indice et sa valeur à cette date devront figurer au contrat.

## L'amélioration des logements

L'Assemblée examine ensuite le titre 4 du projet relatif à l'amélioration des logements. Mme Horvath (P.C., Gard) estime que les articles 40 à 43 sont « prématurés et inadaptés ». Selon elle, l'amélioration des logements passe par la réforme du financement et par la remise en cause non seulement du conventionnement, mais aussi de la loi de 1977 relative à la réforme du financement du logement. Elle souligne que le dispositif proposé n'associe en aucune façon les locataires aux décisions relatives aux contrats d'amélioration du logement.

Les députés adoptent l'article 40, après plusieurs modifications. Cet article traite de l'amélioration de l'habitat existant et des conditions dans lesquelles le bailleur peut passer un contrat avec l'État (contrat généré d'adéquation). Moyennant le maintien du logement dans le domaine locatif pendant au moins deux ans et la fixation d'un nouveau loyer, le locataire « avec ou sans logement durant la durée des travaux (selon l'importance de ceux-ci) » bénéficiera, après leur exécution, d'un nouveau bail de six ans. Un décret établira la liste des travaux visés. Cet article met le présent texte en conformité avec le décret relatif à l'aide à l'amélioration de l'habitat. L'Assemblée a notamment repoussé un amendement du groupe communiste prévoyant, avant la conclusion du contrat, l'information des locataires par le bailleur et la conclusion d'un accord avec leurs associations.

L'article 41 permet de procéder à des travaux d'amélioration : sans contrat avec l'État mais par simple accord entre bailleur(s) et locataire(s), suivant des dispositions analogues à celles de l'article 40.

Après avoir adopté, en modifiant, l'article 43 (notice d'utilisation et d'entretien), l'Assemblée adopte un amendement de la commission des affaires culturelles prévoyant qu'un règlement intérieur devra être affiché dans chaque bâtiment et qu'une copie sera remise, à leur demande, aux locataires.

## ● REMUNÉRATION DES INTERMÉDIAIRES

L'Assemblée adopte l'article 44 dans la rédaction suivante : « La rémunération de l'ensemble des

personnes qui se livrent ou prêtent leur concours à un acte de location d'un immeuble appartenant à autrui, à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation, est partagée par moitié entre le propriétaire bailleur et le locataire ».

La règle de partage des honoraires par moitié résulte d'un amendement de la commission et de M. Clément. Le texte initial stipulait que cette charge serait supportée par moitié par le bailleur et le locataire (actuellement c'est le locataire qui la supporte). Le groupe communiste, pour sa part, s'est déclaré hostile à l'amendement, lui préférant le texte initial du gouvernement.

## ● SANCTIONS

Après avoir adopté l'article 45 (désignation d'un administrateur provisoire en cas de défaillance des propriétaires), l'Assemblée a adopté l'article 46, qui concerne la reprise des logements vides par les petits propriétaires inquiets de ne pouvoir vendre leur bien.

La ministre de l'urbanisme et du logement, M. Quilliot, a précisé sans relâche d'équilibre retrouvé, de dialogue fructueux entre partenaires égaux, de codification de pratiques déjà éprouvées entre honnêtes gens, propriétaires comme locataires, de sanctions réservées aux propriétaires abusifs comme aux locataires indisciplinés. En fait, il se trouve, dès l'adoption définitive de la loi, en face de deux paris, le premier d'ordre psychologique, le second d'ordre judiciaire.

Première interrogation : quel sera le comportement des acteurs de l'acte locatif ? Les propriétaires, institutionnels ou non, bailleurs « par profession », « par vocation » ou « par occasion », selon la formule de M. Quilliot lui-même (le Monde du 13 janvier), acceptent-ils de jouer clairement et sans arrière-pensée le jeu du nouveau texte ? Admettront-ils que ces dispositions sont moins angéliques qu'il n'y paraît pour la rentabilité du capital

investi ? (Celle-ci ne s'émousse-t-elle pas au fur et à mesure que la spéculation foncière et immobilière augmente la valeur du mètre carré bâti à la vente ?) Tous les propriétaires privés sont d'ailleurs loin d'être adhérents de la turbulence Union nationale de la propriété immobilière (U.N.P.I.) et tous ne sont pas prêts à faire la politique du pire, pour peu qu'ils connaissent avec clarté les règles du jeu.

Les locataires, pour leur part, devront faire, pas à pas, l'apprentissage de la concertation et des accords collectifs locaux, départementaux et nationaux. Il leur faudra patience et réalisme et ne pas vouloir tout, tout de suite, sans jamais oublier, lorsque leurs militants sont aussi les militants d'un parti politique, qu'une opération « politisée » serait montée en épingle pour donner raison à M. Robert Galley, ancien ministre de l'environnement et du cadre de vie, député (R.P.R.) et président d'office H.L.M., qui dénonçait à l'avance à l'Assemblée la « descente aux horribles organisée pour troubler la paix des immeubles de province ».

Enfin, locataires comme propriétaires devront apprendre à négocier avec-mêmes leurs compromis, sans vouloir systématiquement recourir aux tribunaux, déjà encombrés et qui seraient vite débordés.

## Les deux paris de M. Quilliot

### Lancer une campagne d'information

Comment M. Quilliot et son ministère pourront-ils lutter à la fois contre le « terrorisme immobilier » (selon une de ses formules) qui entraînent l'angoisse des propriétaires et contre le « maximalisme des associations de locataires » ?

A notre connaissance, le ministère dispose de trois moyens.

Tout d'abord, et à l'occasion de la discussion au Sénat, améliorer encore le texte. Tel qu'il est, il fait insuffisamment la distinction entre le propriétaire bailleur « par vocation », personne physique qui choisit d'investir son épargne dans la pierre, et le propriétaire bailleur « par occasion », qui attend de réaliser son patrimoine pour accéder à la propriété d'un logement plus grand ou plus petit, mais mieux adapté à ses besoins. Dans toutes les hypothèses, ce dernier doit attendre au moins la fin d'un bail de trois ans pour vendre, et avec les taux d'intérêt pratiqués par les banques pour les prêts relais, c'est beaucoup trop long. Peut-être, pour que la vente soit un « motif sérieux et légitime » de donner congé à son locataire, le projet de loi pour-

tandis que ceux qui seront restés dans leur état d'inconfort resteront soumis à la loi de 48.

A l'occasion d'une seconde délibération demandée par le gouvernement, l'Assemblée supprimera les dispositions figurant à l'article 5 qui faisaient double emploi avec l'article 6 bis nouveau (voir le Monde du 15 janvier).

A l'article 6 (renouvellement du contrat de location), l'Assemblée adopte un amendement stipulant que pendant chaque période de renouvellement le locataire peut donner congé à tout moment, dans les conditions prévues à l'article 8 (dispositions relatives au congé), pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé.

L'ensemble du projet de loi est ensuite adopté, l'opposition votant contre — 1. 2.

Enfin, si nul n'est censé ignorer la loi, la simple publication d'un texte au Journal officiel est nettement insuffisante pour informer tous les intéressés. Dès maintenant, le gouvernement doit envisager — avec l'aide de ces professionnels compétents que sont les publicitaires — une campagne d'information nationale, à la télévision comme aux radios, en France ou dans la presse, pour faire connaître aux propriétaires et aux locataires l'étendue de leurs nouveaux droits et de leurs nouveaux devoirs.

JOSÉE DOYÈRE.

## SCIENCE ET VIE ENQUÊTE SUR LES MAGNETOSCOPES.



Fait-il chaud ou froid ? Les prévisions météorologiques sont-elles fiables ? Les nouvelles technologies de l'audiovisuel : comment fonctionnent-elles ? Les secrets de la télévision : comment fonctionnent-elles ? Les secrets de la radio : comment fonctionnent-elles ? Les secrets de la presse : comment fonctionnent-elles ? Les secrets de la culture : comment fonctionnent-elles ? Les secrets de la science : comment fonctionnent-elles ? Les secrets de la vie : comment fonctionnent-elles ?

SCIENCE ET VIE

Aujourd'hui, la Science c'est la Vie.



# AIR FRANCE VACANCES

**COLLECTION 1982.  
CREATIONS MAROCAINES.**

AGADIR.....	2205 F
CASABLANCA.....	1950 F
FEZ.....	1950 F
MARRAKECH.....	2075 F
RABAT.....	1950 F
TANGER.....	1745 F

ALLER-RETOUR

Sur les lignes d'Air France et de Royal Air Maroc, ces tarifs sont valables, sur certains vols, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France ou à Royal Air Maroc.



## COMMENT BÉNÉFICIER DE CES TARIFS ?

Ces tarifs sont valables pour tous les voyages individuels aller-retour.

Selon les destinations, ils sont applicables sur tous les vols ou sur certains vols seulement.

Ils impliquent une durée de séjour variable également selon les destinations.

La réservation, l'émission, le règlement du billet aller-retour se font obligatoirement au même temps, soit dans une agence de voyage ou à Air France.

Les changements de réservation ou les annulations sont possibles avant le départ moyennant une retenue variable selon les destinations. Elles sont impossibles une fois le premier paroxysme effectué.

Ses dispositions constituent une garantie pour nos passagers. Elles évitent en effet des réservations souvent annulées au dernier moment bloquant ainsi des places et privant d'autres passagers de possibilités de départ.

Ces tarifs, particulièrement avantageux malgré la hausse constante du prix du carburant, ont été obtenus en partie sur certaines destinations grâce à un aménagement particulier de la cabine et un service simplifié à bord.

# AIR FRANCE VACANCES

**NOUVEAUTÉ AFRICAINE.**

DAKAR.....	2750 F
------------	--------

ALLER-RETOUR

Air France et Air Afrique vous proposent ce nouveau tarif Vacances, sur le vol du jeudi à compter du 17 décembre 1981, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France et à Air Afrique.



## POLITIQUE

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

### « Le gouvernement a fait son travail les chefs d'entreprise doivent faire le leur »

déclare M. Pierre Mauroy

De notre envoyé spécial

Lille. — Sur 56 hectares, le paysage exalte la mort : un enchevêtrement de poutrelles rouillées, des pans de murs noircis, des carcasses de machines abandonnées au milieu des mauvaises herbes, et, dominant les amas de ruines, une vieille cheminée de haut fourneau dont la présence sombre prend, sous les flocons de neige, une dimension fantomatique. C'est tout ce qui reste des aciéries d'Uldoir, qui furent naguère le fleuron industriel de la commune de Louvroil, située dans la vallée de la Sambre. Il y a moins de quinze ans, avant le démantèlement des laminoirs pour cause de « restructuration », trois mille ouvriers travaillaient en ces lieux. Ce n'est plus qu'un cinquième, une « friche » comme on dit dans la région pour camoufler sous un mot pudique une « casse » industrielle qui trouve ici, pourtant, son expression la plus concrète.

C'est en cet endroit de désolation que, symboliquement, M. Pierre Mauroy avait fait dresser le chapiteau sous lequel il a prononcé, lundi matin 25 janvier, le premier discours de sa troisième et dernière journée de voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, en présence d'un millier de personnes venues des cornes volantes. « Vous imaginez M. Barre, lui, au milieu de vous ? », leur dit-il. L'auditoire éclate de rire : il imagine mal, en effet, d'autant que, depuis la visite de Léon Blum en 1937, aucun chef de gouvernement n'avait daigné venir dialoguer avec la population locale. Le maire communiste de la commune n'a d'ailleurs pas de mots assez durs pour dénoncer « le mal qui a été fait » à ses concitoyens par le régime précédent. Mais aujourd'hui, les métallurgistes des environs n'imaginent pas, eux, que la nouveauté puisse tarder à mettre fin à ce « gâchis ». Ils tiennent à le dire au premier ministre : une forte dégradation de l'usine Cockerill, venue d'Hautmont, barre la route du cortège officiel à quelques mètres du chapiteau pour que le gouvernement d'agréable visite dans le secteur sidérurgique. Un peu plus loin, ce sont les employés de la fabrique de verre Boussois qui expliquent à M. Mauroy qu'ils ne veulent pas faire les frais de la cession de la filière verrière de B.S.N. à un groupe américain.

Le premier ministre répond aux premiers que le gouvernement ne

veut surtout pas « relâcher les ardeurs passées ». « Nous, socialistes et communistes, nous sommes des planificateurs. Voilà pourquoi le gouvernement du changement n'a pas voulu bâcler à la hâte un ensemble plan sidérurgique. Nous prenons tout le temps de faire des études approfondies indispensables. Ce n'est guère avant la fin du premier semestre que pourront être arrêtées les choix définitifs. » Aux seconds, M. Mauroy tient un « langage de vérité » en soulignant que le gouvernement ne peut pas relâcher les investissements étrangers qui permettent de maintenir l'emploi, ce qui n'est pas le respect de certaines conditions. Il ajoute que le gouvernement a reçu des « assurances formelles » de la direction de la firme Boussois sur le sort des salariés français. Mais à Louvroil, peut-être plus qu'ailleurs, on n'a plus confiance dans les promesses patronales ; l'assistance le crie au premier ministre en affirmant notam-

Cinq cent cinquante

ment que les chefs d'entreprise n'acceptent pas les réformes actuellement engagées. « La loi de la République est la même pour les ouvriers et pour les patrons ! », rétorque le maire de Lille. Ces deux, tous les délégués des syndicats ouvriers les exprimeront à diverses reprises au cours de la journée. A l'hôtel de ville de Roubaix, notamment, le porte-parole du comité de coordination des syndicats C.G.T. du textile a accusé le patronat de refuser de discuter de la formule des contrats de solidarité et de se livrer à « une attaque sans précédent contre les militants syndicaux », citant même le cas d'une jeune pelotonneuse de la Laiterie de Roubaix « menacée de licenciement parce qu'elle a osé expliquer au ministre de la santé ses conditions inhumaines de travail ». « Il nous faudra le temps, répond partout M. Mauroy. Je ne possède, hélas ! aucune baguette magique. » Personne ne lui en fait grief.

contrats de solidarité

M. Robert Delesalle, président de la chambre régionale, a tenu des propos très équilibrés, assurant que « les chefs d'entreprise sont des réalistes, des hommes de progrès ». « Nous partageons trois des objectifs fondamentaux de votre gouvernement, dit-il notamment : votre orientation humanitaire, votre volonté affirmée de croissance, votre croisade pour l'emploi (...). Mais, nous attendons du gouvernement qu'il fasse respecter la loi, sachant qu'en matière économique la loi écrite n'est pas toute la loi, et qu'il existe des usages et des coutumes tout aussi impératifs (...). Nous revendiquons le droit d'être écoutés (...). Nous sommes inquiets des risques de débandade d'un interventionnisme public d'autant plus entreprenant qu'il est plus sûr de lui, sans que cette assurance lui confère nécessairement une garantie d'objectivité (...). Il reste d'exemples où le pouvoir, même animé d'excellentes intentions, a posé des choix économiques désastreux pour que nous ne perdions pas quelque scepticisme. »

M. Jacques Delors, ministre de

l'économie et des finances, qui avait rejoint le premier ministre en fin d'après-midi, a été attentivement écouté par l'auditoire. A la « compréhension » duquel il a fait appel. M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, lui, n'a pas bénéficié de la compréhension unanime de l'assistance. Sa brève allocution a été ponctuée de quelques coups de sifflet venus du fond de la salle ainsi que de quelques exclamations anticomunistes. Le président de la chambre régionale s'est fait traiter de « fayot » pour avoir rapatrié les contestataires anonymes au respect de l'orateur. MM. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie, et André Delella, ministre du commerce et de l'artisanat, ont reçu un accueil plus courtois, de même que M. Mauroy, dont le discours n'a suscité aucune réaction négative.

Le chef du gouvernement a essentiellement souligné que « le nouveau chemin engagé par le gouvernement recueille déjà ses fruits » puisque « plus de cinquante contrats de solidarité sont actuellement signés ou en cours de négociation », qui devraient se traduire par la création ou la libération de dix-sept mille emplois. Après avoir invité les chefs d'entreprise et les syndicats à « retrouver le chemin du dialogue afin de permettre cette politique contractuelle qui, seule, peut rendre à notre économie la souplesse et le dynamisme », il a assuré que « le gouvernement respectera l'autonomie de décision » de patrons.

« Le gouvernement a fait son travail », a-t-il conclu. Il appartient à présent aux chefs d'entreprise de faire la leur. « La seule manifestation ouverte d'opposition à la politique gouvernementale est venue d'une trentaine de membres du Mouvement des jeunes giscardiens rassemblés en fin de journée devant le palais consulaire pour protester bruyamment contre les hausses de l'essence, de la vignette et de la redevance », télu.

ALAIN KOLLAT.

● BERRATIN. — Le préfet du Nord, présent à la région Nord-Pas-de-Calais, M. Maurice Paret et son M. Pierre Paret comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos précédentes éditions de *Le Monde* du 28 janvier, page 10.

## LA PRÉPARATION DU XXIV<sup>e</sup> CONGRÈS

### Tout en écartant l'opposition, la direction du P.C. cherche à éviter de donner une image monolithique du parti

La préparation du vingt-quatrième congrès du parti communiste s'est poursuivie, le week-end dernier, avec la réunion des dernières conférences de section et celle, dans plusieurs départements, des conférences fédérales. La « tribune de discussion », qui avait été ouverte dans l'« Humanité » le 9 novembre 1981, a été close le 23 janvier. La commission chargée de préparer le texte des thèses pour le congrès, deux objectifs d'une part, il s'agissait, pour elle, de surmonter les difficultés que lui créaient les résultats des élections du printemps 1981. Il fallait éviter que le recul électoral du parti ne soit imputé à la ligne suivie après la rupture de l'union de la gauche et à ceux qui avaient imposé puis appliqué cette ligne. Les militants qui entendaient poser ce type de questions ont été dénoncés comme des « déviants » ou bien comme animés d'intentions suspectes. Les trente fondateurs de Rencontres communistes ont été déclarés « hors du parti », procédure non prévue par les statuts. Dans les conférences de section, les militants (plus de deux mille, parmi lesquels de nombreux cadres et élus) qui avaient signé la pétition demandant que les problèmes posés par Rencontres communistes soient examinés par le congrès ont été dénoncés, dans plusieurs cas, comme n'ayant pas leur place dans le parti. Cette attitude s'est heurtée, se heurte à des résistances, par exemple en Ile-de-France, dans le Pas-de-Calais.

Dans la tribune de discussion, les contributions critiques qui ont été publiées ont été suivies de textes nombreux, rejetant tous les arguments non conformes aux thèses de la direction et visant, parfois, à jeter la suspicion sur leurs auteurs (le *Monde* du 3 décembre). L'impression créée est, ainsi, que l'opposition est tenue isolée ; il est montré, au même temps, qu'aucune critique véritable portant sur la politique suivie, et non sur d'éventuelles « insinuations » dans sa mise en œuvre, n'est tolérable.

De la même façon, les militants qui ont fait acte d'opposition soit en n'approuvant pas le projet de résolution, soit en contestant les sanctions prises contre Rencontres communistes, sont écartés des délégations aux conférences fédérales ou au congrès, ainsi que les organismes de direction au niveau local ou départemental. A Argenteuil (Val d'Oise), Mme Anne Brunswik, membre du collectif fondateur de Rencontres communistes, déléguée par sa cellule à la conférence de section, a dû quitter celle-ci ; M. Gérard Morain, délégué par sa cellule de l'Opéra de Paris, n'a pas pu entrer dans la salle où se tenait la conférence de la section du quartier Opéra.

#### Les divergences « enrichissantes »

Dans le même temps, la direction du P.C.F. paraît consciente du fait qu'une image trop monolithique du parti, à l'extérieur, ne favoriserait pas la « reconnaissance » de son influence. Le fait que la tribune de discussion ait été ouverte à l'expression de points de vue critiques, certes noyés dans une masse de contributions orthodoxes, mais pouvant aller jusqu'à mettre en cause le secrétaire général du parti (le *Monde* du 5 janvier), apparaît, à l'extérieur, comme une preuve de libéralisme. D'autre part, on observe, dans certaines conférences, un souci analogue des dirigeants de faire une place, dans la phase publique du congrès, à l'expression de divergences individuelles à condition qu'elles demeurent dans les limites de ces divergences que le P.C.F. affirme apprécier comme « enrichissantes ». En d'autres termes, l'opposition en tant que

telles est combattue, réduite, écartée de toute responsabilité et de toute possibilité d'expression, mais un militant qui exprime des doutes ou des hésitations personnelles peut être « récupéré », pour montrer, précisément, que la diversité est tolérée.

A Toulouse, où la conférence fédérale de la Haute-Garonne s'est tenue du 22 janvier au soir au 25 janvier, les délégués ont pu assister à une succession d'événements inhabituels. M. Daniel Garipuy, membre du comité fédéral, ancien conseiller général et signataire de la pétition contre l'exclusion de fait des animateurs de Rencontres communistes, a pris la parole pour indiquer qu'il ne demanderait pas à être réélu au comité fédéral. M. Claude Labrousse, premier secrétaire, a alors, premier, impromptu, le bureau fédéral, pour proposer que M. Garipuy soit délégué au congrès. Le secrétaire d'une section d'opposants ayant pris la parole en faveur de cette proposition, celle-ci a été rejetée par la commission des candidatures, mais, finalement, approuvée par 145 voix contre 105. La difficulté, dans ce cas, était d'appréhender dans quelle mesure l'intérêt était engagé par les propos d'un opposant déclaré et si on ne risquait pas, sous prétexte de « ne laisser personne au bord du chemin », de faire un cadeau inespéré à l'opposition.

La conférence de Haute-Garonne est significative à d'autres égards de l'état d'esprit au sein du P.C.F. Alors que trois cent cinquante deux délégués avaient été annoncés à l'ouverture de la conférence, ils n'étaient que deux cent cinquante lors de la dernière séance, consacrée au vote sur le projet de résolution (il y a eu 5 voix contre et quelques abstentions). Révéléateur de l'état d'esprit de nombreux élus est le fait que M. Alain Pécassat, président du groupe communiste au conseil municipal de Toulouse, ait été parmi les quinze délégués par les élus du conseil municipal visant à introduire dans le projet de résolution la position de la direction du parti sur la Pologne.

PATRICK JARREAU

#### Après leur rencontre au sommet

### PAS DE « DIVERGENCES » MAIS DES « DIFFÉRENCES » ENTRE LE P.S. ET LE M.R.G.

Deux délégations du parti socialiste et du mouvement des radicaux de gauche, conduite par MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et Roger Gérard Schwarzenberg, président du M.R.G., se sont rencontrés, lundi 25 janvier, au siège du M.R.G.

Au terme de la discussion, les délégations ont publié un communiqué commun dans lequel elles réaffirment « leur soutien à la politique de changement menée, de façon cohérente, par le gouvernement » et confirment leur accord avec la politique internationale du président de la République et du gouvernement. Le P.S. et le M.R.G. expriment une volonté commune « de poursuivre leur action de solidarité » avec le peuple polonais « dans sa résistance à la répression et dans sa lutte pour le rétablissement des libertés civiles et syndicales qu'il avait connues ». Ils soulignent que la France propose à ses partenaires européens, des actions concertées contre le chômage et la crise.

Dans une déclaration liminaire, M. Schwarzenberg a fait, dit l'ouverture, insisté sur la nécessité de mettre en œuvre un système électoral « assurant une juste représentation proportionnelle de tous les courants politiques au plan national, régional et municipal dans les villes importantes ». Le président du M.R.G. avait demandé l'envoi de missions d'information en Pologne afin de « faire la lumière sur le nombre et la liste des personnes arrêtées, sur les lieux et les conditions de leur détention » et avait exprimé des doutes sur « l'opportunité » de la signature d'un accord franco-soviétique sur la fourniture de gaz à notre pays, par l'U.R.S.S. « un tel contrat, estime le M.R.G., entraverait la lutte pour l'indépendance énergétique de notre pays s'il n'était pas accompagné d'une stratégie de large diversification de nos approvisionnements ».

Selon M. Jospin, les analyses du M.R.G. et du P.S. « se rejoignent » bien que les deux formations soient animées par « des sensibilités différentes ». Pour M. Jean Pérez, vice-président du M.R.G., il n'y a pas de « divergences », mais des « différences » entre les deux parties.

Le Monde

JUSTICE

LE SORT DE LA  
Le gouvernement rela

De la survie

LE MONDE  
diplomatique

POLÉMIQUE LA LONGUE VIE  
VERS LA NORMALISATION

La fête en...  
L'appel...  
La CEE...  
NORD...  
AMÉRIQUE...  
AFRIQUE...  
Golf...  
UN NOUVEAU...  
I: Le...  
Détournement...  
Europe...  
villes...  
de la...  
vague...  
populaire...  
POLITIQUE ET...  
révolte...  
Buck...  
LIVRES...  
Florent...  
Hémery...  
RECHERCHES...  
Charles...  
L'activité...  
Index...  
PUBLIÉ...  
Fond...



JUSTICE

LE SORT DES MINEURS DÉLINQUANTS

Le gouvernement relance la politique de prévention

Après plusieurs années pendant lesquelles, au nom de la sécurité, la répression a été favorisée, la justice veut redonner la priorité à la prévention, particulièrement dans le domaine de la protection judiciaire des mineurs.

Traditionnellement, l'éducation surveillée est le « parent pauvre » du ministère de la justice. Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, dans un souci de restaurer l'image de la justice des mineurs, a engagé une campagne d'information qui vise non seulement à élargir une réflexion des praticiens sur leur institution, mais à modifier la relation ambiguë que l'opinion publique entretient avec la délinquance juvénile.

Ainsi il organise, les jeudi 28 et vendredi 29 janvier, au Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée (C.F.R.E.S.), à Vauvresson (Yvelines), un colloque dont il devait présenter les principaux thèmes ce mardi 26 janvier. Cent trente mille mineurs en France ont, chaque année, affaire au juge des enfants, soit une moyenne de dix-huit mille mineurs par an, soit pris en charge annuellement par l'éducation surveillée — secteur public — et cent vingt-cinq mille par le secteur privé. Il s'agit désormais de mettre davantage l'accent sur l'éducation que sur la surveillance et l'assistance.

De la surveillance à l'éducation

Pour qui n'est familier ni de justice ni de travail social, les mots d'éducation surveillée sont encore lourds de menaces, de fautes, de centres de correction, d'autres colonies pénitentiaires. Si la réalité sociale n'a plus rien à voir avec l'enfermement de milliers d'enfants dans ces prisons qui cachent leur nom, elle est devenue difficile à cerner, comme le fait remarquer M. Yves Dou- le, un fonctionnaire, membre d'une mission parlementaire sur l'éducation surveillée : « L'édu- cation surveillée, c'est la prise en charge des jeunes et de la plus en plus individualisée. »

L'éducation surveillée, autrefois simple service de la direction de l'administration pénitentiaire, est née en 1945, en rupture avec le « redressement » des jeunes délinquants. C'est au dix-neuvième siècle qu'est apparu le mot de « mesure éducative », suivi de la création en 1912 de la liberté surveillée. Mais l'édu- cation ou la rééducation ne se conçoivent qu'en termes de ségrégation. Les jeunes étaient punis dans des établissements situés dans des villages, sur des îles, coupés de tout contact avec la vie sociale, occupés le plus souvent à des travaux agricoles. La discipline était extrêmement

dure et le placement, contrairement à une idée reçue, n'était pas limité dans le temps.

L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante pose, elle, le principe que « la mesure éducative doit être la règle et la sanction l'exception ». Elle met en place des juridictions spécialisées, notamment le juge des enfants, pivot de la nouvelle justice des mineurs. L'ordonnance du 2 décembre 1958, précisée par la loi du 4 juin 1970, institue l'assistance éducative. « Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, dispose l'article 375 du code civil, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées. » Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu naturel.

La protection judiciaire sous sa forme actuelle est alors en place. Elle s'adresse à deux types de population : les mineurs délinquants et les mineurs en « danger ». Pour les premiers, le juge des enfants doit choisir entre une sanction pénale et une mesure éducative (placement dans un centre, liberté surveillée, action éducative en milieu ouvert, etc.). Pour les seconds, il applique l'assistance éducative

qui prend, elle aussi, des formes diverses. Les structures d'accueil ou d'intervention sont celles de l'éducation surveillée et du secteur privé associatif, généralement subventionné par les directions départementales de l'action sociale et sociale (D.D.A.S.S.). Ces structures ne sont pas toujours adaptées. Le secteur public notamment, entre 1945 et 1964, a gravement manqué de moyens. A partir de 1964, une politique de construction a été menée. Mais à ces établissements pourvus de quelque cent vingt à cent cinquante personnes, on préfère maintenant — lorsque l'hébergement est vraiment indispensable — car la prise en charge principale est le milieu ouvert — des petits foyers de quinze à vingt personnes ou encore des logements que l'on loue dans des R.I.M.

des personnels de l'éducation surveillée (E.N.P.E.S.), d'échec, en bataille perdue, en venant à parler du « désastre des personnels ». « Il s'agit désormais de restaurer l'éducation surveillée dans la plénitude de son action sur les mineurs », affirme Mme Kratky. Un effort budgétaire avec six cent cinquante postes pour 1982 encadrant de pallier les carences des deux années précédentes. Une mission parlementaire sur l'éducation surveillée animée par M. Joseph Menges, député (P.S.) de Seine-Maritime, ancien édu- cateur, a été créée (Le Monde du 30 octobre 1981). Elle rendra son rapport à la mi-avril.

Des termes inadéquats

L'action éducative est par nature mouvante et évolutive, in- confortable pour ceux qui doivent la mettre en œuvre. Au début des années 70, après une période où on a estimé que le « tout édu- catif » était un mieux, on a com- mencé à en découvrir l'aspect coercitif, à partir d'une réflexion sur la notion de contrôle social. Etant mises en cause la maîtrise de l'état sur une catégorie de la population, l'intrusion dans la vie privée, et la création d'un

On insiste aujourd'hui sur le danger des ghettos éducatifs, source d'une marginalisation plus grande encore de jeunes déjà rejetés et les mineurs en « danger ». Pour les premiers, le juge des enfants doit choisir entre une sanction pénale et une mesure éducative (placement dans un centre, liberté surveillée, action éducative en milieu ouvert, etc.). Pour les seconds, il applique l'assistance éducative

**LE MONDE**  
diplomatique

NUMERO DE JANVIER

**POLOGNE : LA LONGUE MARCHÉ VERS LA NORMALISATION**  
(Ignacio Ramonet)

La fuite en avant et le rôle modérateur de l'Eglise.  
(Jean Offredo)

L'appareil militaro-policié, instrument du parti.  
(Jacques Sapin)

Le C.E.E. peut-elle réserver ses liens commerciaux avec les petits pays du Concom ? (Marie Lavigne).

ESPAGNE : La démocratie espagnole à l'épreuve du putschisme rampant (I.R.).

La Belgique sous un double choc (Ferdinando Scianna).

NORD-SUD : L'Europe et le tiers-monde dans la bataille de l'information (Jörg Becker).

La crise du sucre et l'avenir de la convention de Lomé (Gérard Foch).

ASIE DU SUD-EST : La politique chinoise en Asie du Sud-Est et le sort des partis communistes locaux (Marcel Barang).

Pékin et la réunification : le « retour de Taïwan » et les liens des alliances (Xavier Luccioni).

AMÉRIQUE LATINE : Au Nicaragua, construire un état de droit dans la légitimité révolutionnaire (Rodolfo Mattioli).

Argentine : Impuissant à enrayer la dégradation de l'économie, le régime militaire se revient aux recettes ultralibérales (Carlos Gabetto).

AFRIQUE : Soudan, le prix de « consensus stratégique » dans le Golfe (Marie-Christine Amiel).

**UN NOUVEL ORDRE MILITAIRE**  
I : Le « complexe technoculturel » :

Détournement de technologie (Mary Kaldor). — L'Amérique et ses modèles (Alain Joxe). — Remises en cause en Europe (Jeanet F. Finkelstein et Gilbert F. Rozier). — Les ventes d'armes conventionnelles : un rôle décisif et essentiel de la politique étrangère (Michael T. Klare). — La nouvelle vague des mercenaires (Philippe Lymarie). — La défense populaire (J.-F. F. et G.-F. R.).

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Les nouvelles poésies et l'œuvre révolte de la jeunesse en Allemagne de l'Ouest (Hans Christoph Beck).

LIVRES : « Un seul lit pour deux rêves », d'André Fontaine (Yves Florence). — Les intellectuels dans la révolution mexicaine (Daniel Haimov).

RECHERCHES UNIVERSITAIRES : L'Albanie sortie de l'ombre (Giovanna Zorbelli).

L'activité des organisations internationales.

Index des articles publiés en 1981.

5, rue des Halles, 75001 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du « Monde » - En vente partout  
Le numéro : 9 francs

AU TRIBUNAL DE PARIS

La splendeur perdue de M. Amsellem

C'était quelque'un, M. Jacques Amsellem, qui répond depuis lundi 25 janvier d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux, devient la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Et quand on a été quelque'un, on a évidemment du mal à n'être plus qu'un prévenu. Comme, de son côté, M. Jean-Michel Guth n'est pas un président sans relief, cela ne va pas sans affrontement.

Pour être financier, l'affaire est pourtant d'un entendement aisé. Elle se ramène à ceci : dirigeant de onze sociétés qui exploitaient à Paris et dans le midi de la France, une vingtaine de magasins de vente au détail sous l'enseigne Prisma ou Prisma, M. Amsellem se voit reprocher d'avoir prélevé, au détriment de ces diverses sociétés, entre 1975 et 1981, environ 11 millions de francs, et d'en avoir usé à des fins personnelles.

M. Amsellem ne discute pas tellement là-dessus. Il entend seulement soutenir que, si des prélèvements ont été effectués, et abondamment, ce n'était pas de son fait. Il a dû les laisser se poursuivre, car des racketteurs lui redoutaient le menaçant, ainsi que sa famille. C'est un moyen de défense qui, visiblement, irrite M. Guth. Que n'a-t-il porté plainte ? « Vous ne connaissez pas les racketteurs de la Côte d'Azur. J'ai un fils, une femme. Et puis, les plaintes, vous savez ce qu'elles ont fait dans les commissariats... »

Comme M. Amsellem laisse entendre de surcroît que M. Jacques Paul, inculpé avec lui, en saurait long là-dessus, cela ne facilite pas les rapports. D'autant moins que M. Paul, aujourd'hui demandeur d'emploi, mais à l'époque homme de confiance de M. Amsellem, qui l'avait nommé directeur régional à Marseille, affirme tout ignorer de ce racket. D'autant moins qu'il fut à l'origine de la chute de son patron, étant devenu, au début de 1981, l'auxiliaire très précieux de la direction des enquêtes fiscales qui allait découvrir le pot aux roses. Et

voilà M. Paul dans le rôle du ténor face à son sursis.

D'autant moins encore qu'un cahier rouge a été saisi et que Mme Jeannine Provyn, fidèle attachée de direction, qui le tenait à jour avec un scrupule exemplaire, dit que ce cahier servait à inscrire, d'une part, en crédit l'exact montant des prélèvements opérés, et de l'autre, en débit l'usage qu'en faisait M. Amsellem. C'était des usages divers, mais tout à fait personnels. Cela allait de 4,80 F pour l'achat d'un journal, à 5 millions, toujours remis en espèces, à des banques pour des achats d'actions ou d'autres opérations, en passant par 137 000 F pour le tailleur et le chimiste, 28 000 F pour l'achat d'une voiture, d'autres sommes encore pour des billets d'avion à monnaie et madame, des achats de masques, de fleurs, de pharmacie, de livres, de chaussures pour le fils.

**Rubans rouges**

Sans parler des 26 087,80 F représentant les dépenses engagées par M. Amsellem pour célébrer dignement une nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur au temps où il était conseiller au ministère du commerce extérieur : 26 100 F pour l'achat des rubans rouges, 212 F pour le croix elle-même, 1 516 F de cartons d'invitation à la célébration de l'événement, chez Ladoyen, établissement qui, pour sa part, encaissa le règlement d'une facture de 24 000 F.

Eh oui ! Mme Provyn a noté tout cela. Elle non plus n'a pas entendu parler de racket. Elle savait ce qu'elle voyait. Aurait-elle dû en être surprise, réagir, dénoncer ? « Vous savez, il disait toujours : « Ce sont mes affaires. C'est mon argent. » Alors, mon Dieu... »

Alors, mon Dieu, elle accepta, elle aussi, d'avoir été complice et d'être là, une fois encore, aux côtés de l'homme qu'elle servait assidûment durant vingt-cinq ans.

JEAN-MARC THÉOLYRE.

Faits et jugements

**Condamnée pour avoir mordu un policier**

Lyon. — La quatrième chambre du tribunal de grande instance de Lyon, siégeant en audience civile, a condamné le 14 janvier dernier Mme Marie-Joëlle Elie à verser 14 500 F à un policier, M. Jean-Pierre Cayrol, pour coups et blessures (Le Monde du 23 juin 1981). Ingénieur chimiste, Mme Elie s'était vu infliger 500 F d'amende avec sursis le 23 janvier 1982 par la sixième chambre du tribunal d'instance de Lyon. Mme Elie s'était vue infliger 500 F d'amende avec sursis le 23 janvier 1982 par la sixième chambre du tribunal d'instance de Lyon. Mme Elie s'était vue infliger 500 F d'amende avec sursis le 23 janvier 1982 par la sixième chambre du tribunal d'instance de Lyon.

**L'adjudant-chef de camp Gienzel est sanctionné pour mensonge**

L'adjudant-chef Gienzel, qui commandait la garde du camp militaire de Forêt (Ardennes) lors du vol d'armes opéré le 23 novembre dernier, a été sévèrement sanctionné par les autorités militaires pour avoir menti dans ses déclarations. Le commandant de la IV<sup>e</sup> région militaire, à Bordeaux, estime que le sous-officier a voulu dégrader sa responsabilité mais il se refuse à préciser le nombre des jours d'arrêt de rigueur qui frappent l'adjudant-chef.

À l'issue de l'enquête de police qui a permis de préciser les circonstances de l'attaque du camp militaire, une enquête de commandement a abouti à la conclusion que l'adjudant-chef Gienzel avait menti et demandé à ses subordonnés de se concerter pour fournir une version cohérente sur les conditions de l'opération. C'est à la suite de leurs déclarations que plusieurs responsables — dont le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, qui s'était rendu sur place deux jours après le vol — avaient estimé qu'il s'agissait d'un commando organisé militairement et techniquement parfait.

**La rentrée solennelle du tribunal d'Evry (Seine-et-Marne), qui avait été différée en raison d'un conflit entre le Syndicat de la magistrature et la hiérarchie (Le Monde du 13 janvier), a finalement eu lieu lundi 25 janvier. Le Syndicat avait invité à cette rentrée des syndicalistes et la hiérarchie le lui avait reproché. Après une assemblée générale, elle a finalement accepté et repris à son compte les invitations. La rentrée a donc pu avoir lieu normalement, le procureur de la République et la présidente du tribunal s'entretenant même avec les délégations représentatives.**

**Un cafetier du Perray (Val-de-Marne), M. Jean-Claude Tondoux, âgé de trente-huit ans, a été condamné, lundi 25 janvier, à une peine de cinq ans de détention avec sursis par la cour d'appel de Val-de-Marne pour avoir tué, le 1<sup>er</sup> janvier 1980, un consommateur portugais, Manuel Dos Santos (Le Monde daté 3-4 janvier 1980).**

**Inculpations en Sicile pour trafic de drogue.** — M. Giovanni Falcone, magistrat à Palermo (Italie), chargé du dossier sur le trafic de drogue en Sicile et des liens entre la mafia et les milieux politiques italiens, a inculpé, lundi 25 janvier, seize personnes accusées d'« association de malfaiteurs dans le but de vendre de la drogue ». Parmi les inculpés, figure M. Miguel Sindona, ancien conseiller financier du Vatican, condamné à vingt-cinq années de prison en juin 1980, à New York, pour « acquisition et association de malfaiteurs », actuellement incarcéré.

M. Falcone est l'un des deux juges italiens qui s'étaient rendus à Marseille en mars 1981, où ils avaient rencontré Pierre Michel, magistrat assassiné en octobre 1981.

M. Falcone estime, dans un rapport volumineux, que la majeure partie des revenus procurés par le trafic de la drogue est investie et blanchie dans des affaires de travaux publics.

0294100150



# DÉFENSE

Dictée par le souci d'une certaine centralisation des responsabilités

## La création d'un état-major de direction au SDECE entraîne des départs chez les officiers du renseignement

Des départs ou des mutations de fonctionnaires du renseignement ont eu lieu récemment au service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) sans que l'on puisse parler, pour autant, d'une « purge » spécialement intervenue au sein des services secrets français depuis la nomination, il y a sept mois, d'un nouveau directeur général, M. Pierre Marion.

A l'heure actuelle, ces mouvements de personnels ont porté sur une quarantaine d'officiers supérieurs tandis que des agents civils de l'âge de leur retraite au SDECE ont été sollicités pour un départ anticipé, à partir de soixante-deux ans.

La plupart des officiers du grade de commandant ou de lieutenant-colonel, avaient été recrutés après la guerre d'Algérie. Si l'on en croit des agents restés en poste, le départ de ces cadres militaires, décrits comme neutres, compétents et parfois même, plutôt sympathiques au changement de majorité de mai-juin 1981, est motivé davantage par des considérations organisationnelles que par des raisons politiques.

Pour les fonctionnaires plus âgés, les propositions de retraite anticipée touchent aussi les personnels souvent issus de la Résistance ou recrutés par cooptation, au début de la IV<sup>e</sup> République, lorsque le SDECE était principalement animé par des personnes au passé de militant socialiste.

D'autres départs sont, néanmoins, plus individualisés : ils concernent de hauts fonctionnaires, tels MM. Michel Mousni, Jean Bouteux ou René Dabnas, qui le précédent de M. Marion, M. Alexandre de Marenches, avait appelé auprès de lui à l'état-major du SDECE, et dont certains ont choisi le secteur privé ou ont été remis à la disposition de leur administration d'origine.

Mais c'est une loi non écrite qui veut que, usant du pouvoir discrétionnaire que lui confère le ministre de la Défense, un nouveau directeur général s'attende à sélectionner les conseillers qui l'entoureront.

On évite, cependant, chez les agents gouvernementaux du SDECE, de qualifier de « charnière » ces mouvements de personnels. On les attribue généralement à la volonté de M. Marion de donner à son service de nouvelles structures, calquées un peu sur le modèle des « machines industrielles » du directeur général à Paris, et à la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA), où il a œuvré précédemment.

Il est de fait que le nouvel organisationnel du service apparaît un complet bouleversement de la structure existante, avec le démantèlement de l'ancienne direction de l'Armée et des moyens DIRM, et une remise en ordre de la direction de la recherche qui est le secteur-clé, le plus secret, du SDECE.

Ces licenciements, ces reclassements à l'intérieur même du service et ces mises en congé spécial paraissent démentir l'idée que la réorganisation, en cours, du SDECE vise, en supprimant un certain nombre d'échelons intermédiaires, à placer la direction générale en prise directe sur les divisions subordonnées.

Le contrôle du général Fouillard. S'il est, au sein du SDECE, le secteur productif, par excellence, de renseignements obtenus par des moyens classiques, le S.R. n'est pas la seule source d'informations de la recherche. Le service « section », le contre-espionnage (qui vérifie les sources du S.R. et manipule les agents adverses) et le service des moyens techniques et de cryptage (interceptions radiométriques, écoute de radios étrangères, pose de micros et équipes de « plombiers ») concourent également à la collecte du renseignement.

Un autre service de la recherche évalue l'information fournie. L'expertise dans des synthèses ponctuelles qui sont dénommées B.R. ou « bulletins de renseignements » et l'orientation vers les différents échelons gouvernementaux.

M. Marion a juxtaposé à cette organisation une cellule « plan, prospective et évaluations », des études de radiations, pose de micros et équipes de « plombiers » concourent également à la collecte du renseignement.

La remise en ordre au sein de la direction, devenue simple division, de la recherche a consisté, en confiant à son responsable, le général Fouillard, le rôle de numéro deux du SDECE, qui se substitue à M. Marion en cas de départ et de toute évidence, l'administration du S.R. est directement exercée, désormais, par l'état-major de la direction générale du SDECE.

Le S.R., animé successivement par le colonel Maurice Robert, ancien ambassadeur au Gabon et, retourné, depuis, au secteur pétrolier, et par le colonel Deure, avait de l'être par le général Grigolais jusqu'à l'an dernier, est plus spécialement chargé de manipuler des « sources humaines » informées et recrutées dans ce que les experts appellent l'ordre de bataille des renseignements gouvernementaux à l'étranger. Il est divisé en secteurs géographiques (monde arabe, monde libre, Asie, Extrême-Orient, U.S.S.R. et « satellites » et Afrique noire), qui seraient, aujourd'hui, relativement indépendants au sein de la division de la recherche sous

le contrôle du général Fouillard. S'il est, au sein du SDECE, le secteur productif, par excellence, de renseignements obtenus par des moyens classiques, le S.R. n'est pas la seule source d'informations de la recherche. Le service « section », le contre-espionnage (qui vérifie les sources du S.R. et manipule les agents adverses) et le service des moyens techniques et de cryptage (interceptions radiométriques, écoute de radios étrangères, pose de micros et équipes de « plombiers ») concourent également à la collecte du renseignement.

Un autre service de la recherche évalue l'information fournie. L'expertise dans des synthèses ponctuelles qui sont dénommées B.R. ou « bulletins de renseignements » et l'orientation vers les différents échelons gouvernementaux.

M. Marion a juxtaposé à cette organisation une cellule « plan, prospective et évaluations », des études de radiations, pose de micros et équipes de « plombiers » concourent également à la collecte du renseignement.

La remise en ordre au sein de la direction, devenue simple division, de la recherche a consisté, en confiant à son responsable, le général Fouillard, le rôle de numéro deux du SDECE, qui se substitue à M. Marion en cas de départ et de toute évidence, l'administration du S.R. est directement exercée, désormais, par l'état-major de la direction générale du SDECE.

Le S.R., animé successivement par le colonel Maurice Robert, ancien ambassadeur au Gabon et, retourné, depuis, au secteur pétrolier, et par le colonel Deure, avait de l'être par le général Grigolais jusqu'à l'an dernier, est plus spécialement chargé de manipuler des « sources humaines » informées et recrutées dans ce que les experts appellent l'ordre de bataille des renseignements gouvernementaux à l'étranger. Il est divisé en secteurs géographiques (monde arabe, monde libre, Asie, Extrême-Orient, U.S.S.R. et « satellites » et Afrique noire), qui seraient, aujourd'hui, relativement indépendants au sein de la division de la recherche sous

le contrôle du général Fouillard. S'il est, au sein du SDECE, le secteur productif, par excellence, de renseignements obtenus par des moyens classiques, le S.R. n'est pas la seule source d'informations de la recherche. Le service « section », le contre-espionnage (qui vérifie les sources du S.R. et manipule les agents adverses) et le service des moyens techniques et de cryptage (interceptions radiométriques, écoute de radios étrangères, pose de micros et équipes de « plombiers ») concourent également à la collecte du renseignement.

Un autre service de la recherche évalue l'information fournie. L'expertise dans des synthèses ponctuelles qui sont dénommées B.R. ou « bulletins de renseignements » et l'orientation vers les différents échelons gouvernementaux.

M. Marion a juxtaposé à cette organisation une cellule « plan, prospective et évaluations », des études de radiations, pose de micros et équipes de « plombiers » concourent également à la collecte du renseignement.

La remise en ordre au sein de la direction, devenue simple division, de la recherche a consisté, en confiant à son responsable, le général Fouillard, le rôle de numéro deux du SDECE, qui se substitue à M. Marion en cas de départ et de toute évidence, l'administration du S.R. est directement exercée, désormais, par l'état-major de la direction générale du SDECE.

# CARNET

## Mariages

Jacques de LABRIOLLE et Solika JANSSENS ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

## Décès

### L'AMIRAL ROGER WIETZEL

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

Mme Roger Wietzel, née Paul King et leurs enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

M. et Mme Jean-Louis Dubreuil, leurs enfants et petits-enfants, ont célébré leur mariage, célébré le 26 décembre 1981, Ambassade de France, Addis-Abeba (Ethiopie).

# SPORTS

## COURSE AUTOUR DU MONDE A LA VOILE

### < Mor-Bihan > premier en temps compensé à Mar-del-Plata

Au terme de la troisième étape de la course autour du monde à la voile, Auckland-Mar-del-Plata, longue de 6 030 milles et doublant le cap Horn, le voilier français Charles-Heldsiek-III, mené par Alain Gabbay, est en tête du classement général provisoire en temps compensé, il précède Kriker-IX, d'André Vian, et Flyer, de Van Riechoten. En temps compensé également Mor-Bihan, de Philippe Foupou et Eugène Riguidel, a gagné cette troisième étape.

Surprise à Mar-del-Plata : Mor-Bihan, le voilier de 14,88 m de long, mené par Eugène Riguidel, a gagné en temps compensé la troisième étape de la course autour du monde à la voile, partie le 26 décembre d'Auckland.

Dessiné par Joubert-Nivelt et ayant à son bord un jeune équipage mené par Philippe Foupou et Eugène Riguidel, ce bateau construit l'an dernier par des passionnés de voile accède à la notoriété après avoir peu fait parler de lui entre Portsmouth et Auckland. Dixième au départ de la troisième étape au classement général provisoire, Mor-Bihan remonte à la sixième place, il a été réalisé grâce à des contributions émanant du département dont il porte le nom : elles ont été versées par quelque cinq mille personnes, une centaine d'entreprises et par le conseil Mor-Bihan, est la seule unité dotée uniquement de voiles françaises, coupées en Bretagne.

Au cours des deux premières étapes les voiliers de « petite » taille n'avaient pas figuré aux places d'honneur, occupées par de grands bateaux. A l'issue de la première étape Portsmouth-Auckland, le Cap, les trois premiers en temps compensé étaient Kriker-IX, Charles-Heldsiek-III et Flyer, mesurant respectivement 19 mètres, 20 mètres et 23 mètres. Très rapide, Flyer, premier en temps réel, apparait à Corneille Van Riechoten, banquier hollandais de cinquante-cinq ans. La deuxième étape Le Cap-

## LE GÉNÉRAL BIZARD EST CHARGÉ D'UNE MISSION D'ÉTUDE SUR LE RENSEIGNEMENT

Le général de division Alain Bizard, qui occupe actuellement la fonction d'adjoint à la direction de l'Institut des hautes études de défense nationale, a été chargé d'une mission de réflexion sur les problèmes du renseignement dans l'armée de terre française.

La mission de réflexion confiée au général Bizard consiste à sensibiliser l'armée de terre aux problèmes du renseignement et à étudier le recrutement, la formation et l'emploi des officiers de cette spécialité. De 1967 à 1969, le colonel Bizard a commandé le 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes (R.D.P.), mis à la disposition de l'armée de terre.

[Aujourd'hui âgé de cinquante-sept ans, le général Bizard, engagé volontaire à dix-neuf ans et combattant en Indochine (il fut prisonnier à Dien-Bien-Pu en mai 1954), a été en Algérie, a fait partie de ces officiers que le général Marcel Bizard, alors secrétaire d'Etat à la Défense en 1975, a promus à des postes importants lors de l'armée de terre, accoutumée par une grave crise interne, à un bouleversement de hiérarchie. C'est ainsi que le général Bizard, qui commandait la légation parachutiste à Toulouse, a été appelé en 1976 à diriger Saint-Oy.]

YVES ANDRÉ.

**INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE**

- MÉDECINE ET PHARMACIE, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années
- Stages pré-universitaires pour
- Préparation intensive par cours du soir ou stages.
- PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX
- Écoles de bio-ergo.
- Écoles d'orthophonie.
- Écoles d'orthoptie (à la demande).
- Écoles normales primaires.
- PRÉPARATION AUX CONCOURS ADMINISTRATIFS (catégorie B)
- B.T.S. TOURISME (2 options)
- SECRETARIAT MÉDICAL

Renseignements et inscriptions : **IPESUD**

Le Parc du Belvédère, Bât. D, 2, rue de la République, 34100 Montpellier, 04 67 12 12 12

**ROBLOT S.A.**

522-27-22

ORGANISATION D'ORSEQUES

**Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS**

**ACUPUNCTURE**

**IN FRANCE LES UNIFORMES**

**ROBLOTT**

**ACUPUNCTURE**



# Le Monde

## MEDECINE

### DROGUE, VIRUS ET DÉFENSE IMMUNITAIRE

Une mystérieuse épidémie  
aux États-Unis

par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

C'est par la multiplication des cas d'un cancer très peu connu dans nos pays, le sarcome de Kaposi, que tout a commencé. Les relevés hebdomadaires, qui concernent pour tous les grandes villes et les États américains les causes de maladie ou de mort, sont soigneusement enregistrés par l'Observatoire national d'Atlanta, mais rarement consultés par les médecins, qui n'y trouvent, la plupart du temps, que des données banales.

Or, en juin dernier, les relevés de New-York, de Los Angeles et de la Californie apportaient, dans la sécheresse dépeinte de leurs colonnes de chiffres, une information pour le moins extraordinaire : quarante et un cas de sarcome de Kaposi y étaient signalés. Tous observés chez des hommes jeunes, homosexuels, et dont le tiers étaient morts dans les mois qui avaient suivi le diagnostic. L'incidence de ce cancer est, en Amérique comme chez nous, de deux cas pour

trois millions d'habitants, et il ne frappe habituellement que des sujets de plus de cinquante ans ou des patients ayant subi une greffe de rein.

Marquée, à ses débuts, par l'apparition de taches et de nodules cutanés violacés, entourés d'un liséré bleu caractéristique, la maladie s'étend plus ou moins rapidement à tout l'organisme, et les tentatives thérapeutiques sont restées jusqu'à présent décevantes.

Le pourcentage de morts signalés soudain par seize hôpitaux californiens ou new-yorkais était considérable, et l'Observatoire d'Atlanta alertait, début juillet, l'ensemble des médecins américains.

Une « épidémie » de cancer, et d'un cancer aussi rare, n'est

pas chose banale, et les victimes américaines n'avaient apparemment que trois dénominateurs communs : leur sexe — masculin — leur jeunesse et leur homosexualité. Le fait qu'ils ne vivaient dans des lieux géographiquement éloignés et que leurs partenaires habituels ou occasionnels n'étaient pas atteints, ne plaçait guère pour une hypothèse contagieuse pure et simple. Mais nombre des victimes avaient été traitées auparavant pour des infections répétées dues à des parasites ou à des virus, herpes ou cytomégalovirus (C.M.V.) ; le rôle de ces derniers avait été évoqué, depuis quelques années, dans la genèse de la maladie de Kaposi, sans qu'une preuve formelle puisse en être apportée.

Les changements fréquents de partenaire, l'hygiène souvent douteuse des lieux de rencontre, les pratiques oro-anales, favorisent ces contaminations et la fréquence des amibiases, par exemple, augmentée de 700 %, en cinq ans, à San-Francisco, cependant que les praticiens voyaient apparaître chez les homosexuels toute une série de maladies parasitaires rares, réservées jusqu'alors aux bidonvilles tropicaux.

Même s'ils se sont aggravés ces derniers années dans les communautés américaines, ces faits étaient connus de longue date et ils n'avaient jamais encore entraîné des conséquences d'une gravité comparable à celle qu'observent actuellement les centres universitaires américains.

Des bactéries, des champignons, des protozoaires, des virus, attaquent, successivement ou simultanément, tous les organes, de la rétine aux intestins, à la peau ou aux poumons. Des ulcères herpétiques de la bouche ou de l'anus, atteignant plus de 20 centimètres de diamètre ; des pneumonies parasitaires, impossibles à maîtriser ; des hémorragies intestinales, des atteintes du mu-

« candida albicans » — et des parasites, rarement observés en Occident, comme le pneumocyste carinii.

Une telle diversité montre que l'atteinte du système immunitaire ne se limite pas à un agent pathogène précis, mais qu'elle est globale et, plus précisément, comme l'ont confirmé les recherches américaines, qu'elle concerne l'immunité cellulaire et non humorale.

C'est cette immunité qui se trouve aussi atteinte chez certains malades traités par des agents destructeurs des globules blancs, soit pour une affection maligne du sang (leucémie), soit en vue de transplantations rénales, pour éviter le rejet. Et les syndromes de poly-infections catastrophiques observés aux États-Unis ressemblent beaucoup à ceux que l'on déplore parfois chez ces malades.

Cette similitude fait irrésistiblement penser à l'action d'une drogue toxique qui extirperait ses ravages sur des organismes doublement sensibilisés par une prédisposition génétique sans doute, par des virus ensuite.

Ces mêmes virus — et plus précisément le cytomégalovirus — semblent devoir être mis en cause dans l'écllosion de cancers, ou sarco-

mes de Kaposi — habituellement très rares dans l'hémisphère Nord — graves et rapidement mortels qui accompagnent l'épidémie américaine. Cette dernière, qui a débuté avant l'été 1981 et bat son plein actuellement, avait été précédée en France, durant l'été et l'automne 1980, d'une épidémie inquiétante et brutale, chez de jeunes homosexuels, de septuagénaires gravissimes à mycoses (« candida albicans ») accompagnées de lésions oculaires telles qu'elles ont entraîné une cécité définitive dans un quart des cas.

Existe-t-il un lien entre ces événements dramatiques ? Un toxique quelconque, ou quelques virus inconnus, ou l'interaction de ces deux ? La communauté médicale a été mobilisée pour tenter de résoudre ce qui reste pour l'instant un mystère. Un mystère qui intrigue autant les cancérologues que les immunologistes ou les spécialistes des maladies à virus, car il se trouve au cœur de ces trois disciplines essentielles, et il n'est pas de penser que sa solution éclairera la pathologie, et très directement la cancérologie, de lumières importantes et, selon le professeur Jean Bernard, peut-être décisives.

## Pourquoi des cancers ?

par des contacts sexuels. A trente ans, et comme le montre une étude californienne, 54 % des hétérosexuels en sont porteurs et 94 % des homosexuels. Ces derniers sont particulièrement exposés aux contaminations infectieuses, qu'elles soient vénériennes, parasitaires ou virales. Ils continuent, à eux seuls, la moitié de tous les cas de syphilis masculine, et le virus de l'hépatite B est à ce point fréquent dans leur sang que c'est à l'aide du sérum qu'ils ont volontairement fourni que le récent vaccin américain contre cette affection a pu être développé.

### Champignons et parasites

lui donne une vigueur nouvelle (ou réaction) alors qu'il était intégré — et latent — au sein des tissus en général et des globules blancs en particulier, qu'il affectionne spécialement.

● L'autre circonstance, beaucoup plus fréquente, où le C.M.V. présente un danger particulier est à l'une de ses spécificités les plus remarquables : il traverse le placenta et peut donc frapper gravement, et de manière irréversible, l'enfant d'une femme enceinte contaminée.

Après une contamination, le cytomégalovirus peut excréter par les urines durant des mois ou des années. On le trouve aussi à niveau du col de l'utérus chez la femme, dans le lait et dans le sperme.

Ces lieux de prédilection expliquent qu'il puisse être transmis

de cardiaque, de la rétine, de l'œsophage, des fièvres éruptives, continuelles, entraînant, après une cachexie progressive, et en dépit d'efforts thérapeutiques exceptionnels, la mort dans les deux tiers des cas décrits jusqu'à présent. « C'est, à vrai dire, la mort à cent pour cent », dit l'un des trente-trois médecins américains qui signent l'un des quatre articles principaux consacrés à ce phénomène par le *New England Journal of Medicine*.

Chez certains des rares malades que les thérapeutiques mises en œuvre valent pour améliorer, les premiers signes du redoutable sarcome de Kaposi apparaissent en effet. Tout, pourtant, a été tenté.

Tous les antibiotiques courants ou expérimentaux sont utilisés, tous les moyens de réanimation les plus modernes, mais aussi les substances le plus récemment identifiées pour la lutte contre les mycoses, les parasites ou les virus herpès, et même certaines méthodes d'avant-garde, comme l'interféron, dont on pouvait espérer qu'elles stimuleraient les défenses naturelles défaillantes.

Le caractère commun de ces malades est, en effet, qu'ils souffrent d'une défaillance frappante, massive, de leur système de défense cellulaire, avec une diminution impressionnante des globules blancs qui assurent cette défense (les lymphocytes dits T). Le système de défense humorale est, pour sa part, intact, et continue à produire les anticorps normalement.

Quelle peut être la cause de cet effondrement des défenses naturelles ? C'est à cette question essentielle, restée pour l'instant sans réponse, que s'attachent des centaines de médecins américains alertés par l'Observatoire d'Atlanta et le groupe spécial opérationnel constitué à cette fin.

Il est illusoire de penser que la médecine pourrait remédier à une brèche aussi largement et aussi massivement ouverte dans le système immunitaire, le seul espoir réside donc dans la prévention, dans la découverte, puis l'élimination du ou des facteurs responsables.

Le fait que la plupart des sujets atteints sont des hommes jeunes et homosexuels a orienté les enquêtes vers une double piste, actuellement en cours d'exploration.

La première concerne le cytomégalovirus particulièrement fréquent chez les homosexuels et qui parasite les globules blancs supports de l'immunité. On sait, en outre et depuis peu, que ce virus est capable, à l'état de culture, de transformer une cellule maligne en cellule cancéreuse ; ses liens éventuels avec le sarcome de Kaposi avaient été évoqués auparavant ; en 1981, le génome de ce virus a même été retrouvé dans les cellules de ce cancer si particulière.

Mais si le cytomégalovirus peut induire à la fois une baisse des défenses naturelles et des sarcomes de Kaposi, son omniprésence de longue date ne permet pas d'expliquer l'apparition soudaine d'un syndrome manifestement nouveau, aigu et brutal.

Il faut, dès lors, imaginer — et c'est la seconde piste suivie par les Américains — qu'un facteur extérieurement, nouvellement apparu, est venu fausser la relation d'équilibre, de tolérance mutuelle, qui peut exister entre l'hôte (les cellules humaines) et les micro-organismes qui le para-

sistent (en l'occurrence les virus C.M.V., le protozoaire qu'est le carinii ou une mycose comme le *candida albicans*).

Le champ multiple, obscur et mouvant des drogues utilisées à des fins dites « récréationnelles » offre à ce titre des possibilités nombreuses, sinon évidentes. De tous les malades observés aux États-Unis, les seuls qui n'étaient pas homosexuels étaient de grands héroïnomanes et les substances utilisées dans les grandes villes, par les milieux dits marginaux, aux fins de sensations plus ou moins envahissantes, sont nombreuses et varient fréquemment.

(Lire la suite page 12.)

### EN FRANCE : LES TOXICOMANES AVEUGLES

Un seul cas similaire à ceux recensés aux États-Unis a été observé en France depuis mai 1981, à l'hôpital Claude-Bernard. Il s'agissait d'un homosexuel de trente ans qui avait séjourné aux États-Unis, et il avait subi de « poppers » et qui a présenté un syndrome massif d'infections diverses allant de l'hépatite virale à la pneumonie interstitielle, à la tuberculose sigmoïdienne et à la mycose urinaire.

Une épidémie plus spécifique et moins polyvalente avait, auparavant, alerté les spécialistes de la toxicomanie de la région parisienne. Trente-cinq cas de septiciémies massives dues à un champignon banal (le « candida albicans ») ont été observés en quelques semaines chez des jeunes toxicomanes, dont certains signalaient l'apparition des premiers symptômes (fièvre, frissons, douleurs articulaires) quelques heures après l'injection d'héroïne.

La maladie se transmettait, dans sa phase aiguë, par des lésions cutanées importantes, souvent une hépatite, une pneumonie, une méningite et des atteintes oculaires (chorio-rétinite) dont la gravité avait été, au départ, sous-estimée. Un malade sur cinq est définitivement aveugle.

L'équipe de l'hôpital Marmottan (docteur Marc Meltinger), qui avait été frappée par ce syndrome en avait averti tous les grands services hospitaliers. Elle avait émis l'hypothèse d'une contamination par une variété particulière d'héroïne (dite « blanche »), ce qui n'a pu être confirmé. Des cas sont apparus en province (à Rouen notamment) où une autre variété d'héroïne était utilisée. La recherche d'une défaillance de l'immunité cellulaire — qui semble en cause comme aux États-Unis — n'a pu être faite.

En somme, conclut le docteur Meltinger, « il s'agit d'une pathologie nouvelle en France, d'origine épidémique, sévissant principalement dans la région parisienne. On peut craindre l'apparition de récurrences ou de nouvelles localisations ». L'enquête que conduit le service de la toxicologie de l'hôpital Marmottan, en collaboration avec le docteur Ingold, montre en effet « clairement qu'il existe encore un certain nombre de toxicomanes touchés et non traités ».

Dr E. L.

### PREMIERE MONDIALE ENSEIGNEMENT ACCÉLÉRÉ

### ACUPUNCTURE

par vidéo-cassettes d'une durée totale de 500 heures. Séances par téléphone. Distribution APAMO : 59, bd Carnot, 08400 Carignan, (03) 45-57-24.

### Le « poppers », plus que centenaire

Le « poppers » connaît une vogue exceptionnelle depuis vingt ans. On estime à 5 millions le nombre d'Américains qui raffolent régulièrement des petits flacons ou des capsules censées contenir du nitrite d'amyle, baptisé le « cocaïne du pauvre ».

En vente libre dans les sex-shops, les flacons ne coûtent que 15 francs en Californie, où nombre d'homosexuels les portent en collier, comme l'a décrit Roger Peyrefitte dans son livre *Roy*. Le marché du poppers est des plus fructueux. Le docteur P. Lagaron, neuropédiatre, qui a séjourné longtemps en Californie, au titre de boursier de la Fondation pour la recherche médicale, estime son chiffre d'affaires à trois cents millions de francs par an (!). Sans compter les bénéfices de ceux qui achètent le flacon à 5 francs à la Pacific Western Distributing Company de San-Francisco (filiale du groupe Pharmax, qui contrôle la quasi-totalité du marché du poppers) et le revendant 60 francs à Amsterdam ou à Paris.

Le problème d'une éventuelle toxicité du poppers a été soulevé à plusieurs reprises et depuis des années aux États-Unis. Aucune des études conduites par la sévère Food and Drug Administration n'a été concluante, et le produit reste donc en vente libre. Le fabricant prêche toute-

fois qu'il s'agit d'un « odorant d'ambiance », qu'il faut laisser le flacon débouché dans la pièce, et que « toute autre utilisation peut être dangereuse ».

La police française a saisi à Toulouse, au début de novembre, la totalité des flacons de poppers détenus par les sex-shops de la ville, et cela dans le cadre de « la lutte contre la toxicomanie ». Il appartenait au ministère de la Santé française d'évaluer à son tour la toxicité éventuelle du nitrite d'amyle et d'en envisager l'interdiction, au risque d'augmenter les ventes de produits plus dangereux encore, comme les solvants divers qui s'inhalent également.

En toute hypothèse, le poppers n'engendre pas de toxicomanie, et son usage relève plus de la mode que du besoin. S'il s'avérait que le nitrite d'amyle, ou une autre substance qui lui aurait été ajoutée ou substituée, exerce à la longue des effets destructeurs sur les cellules de l'immunité, semblables à ceux des moutardes azotées ou de l'halothane, pour ne prendre que des exemples, son interdiction s'imposerait à l'évidence, mais pour des raisons qui ne tiennent que de la manière lointaine à la toxicomanie ou à l'homosexualité.

Dr E.-L.

(1) *Le Quotidien du médecin*, 30 novembre 1981.

### Annnonce aux médecins qui aiment les livres

L'une des préoccupations des participants aux Assises de la Recherche a été la publication en langue française de livres de haut niveau scientifique. Très spécialisés, ces ouvrages s'adressent à un public restreint, leurs tirages sont donc faibles, leurs prix élevés et, de ce fait, le nombre de lecteurs potentiels diminue encore, cercle vicieux que l'Association Médicale Française cherche depuis longtemps à rompre. Deux livres parus en décembre illustrent des solutions possibles à ce problème : coéditer (et donc cofinancer) avec des organismes de recherche ou publier à moindre coût sous forme de tirage offset de textes dactylographiés.

Grâce à la coopération avec l'INSERM, une collection intitulée « Acquisitions et perspectives », faisant le point sur un thème de recherche (organe, fonction ou discipline) a pu débuter en 1980. Deux titres sont déjà parus : LA FONCTION RENALE, sous la direction de J.P. BONVALET, GENETIQUE MEDICALE sous la direction de J. FEINGOLD.

L'objectif est, grâce à un prix de vente accessible, d'élargir le nombre de lecteurs et de les tenir au courant des recherches en cours et de l'évolution des connaissances.

Un ouvrage d'ensemble sur les travaux de Jean Dausset, prix Nobel en 1981, et de son équipe n'aurait pas été édité en français depuis 1956. Par la reproduction directe de la frappe dactylographiée des textes, technique habilement réservée aux comptes rendus de colloques, nous avons pu éditer ce livre qui, sinon aurait été publié en anglais et acheté dans cette langue par les spécialistes francophones.

GENETIQUE MEDICALE  
J. Feingold  
Un volume broché, 400 pages  
180 FF

LA FONCTION RENALE  
J.P. Bonvalet  
Un volume broché, 254 pages  
138 FF

HLA 1982  
J. Dausset  
Un volume broché, 424 pages  
150 FF

Flammarion-Médecine Sciences  
20, rue de Valenciennes 75006 PARIS

Dr. Ingold



## LE MONDE DE LA MÉDECINE

# Manipulations génétiques et droits de l'homme

Le Conseil de l'Europe se saisit du dossier

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe devait examiner, ce mardi 26 janvier, à Strasbourg, un projet de recommandation sur les manipulations génétiques présentées conjointement par MM. Elmqvist (Danemark) et Pettersson (Suède), respectivement rapporteur de la commission des questions juridiques et de la commission des sciences et de la technologie. Ce débat fait suite à l'audition parlementaire publique organisée par le Conseil de l'Europe à Copenhague les 25 et 26 mai 1981 (« Le Monde » du 3 juin 1981). S'il est adopté,

le texte sera rapidement transmis au comité des ministres du Conseil de l'Europe.

C'est la première fois qu'un organisme international cherche à définir la légitimité de l'application des techniques d'ingénierie génétique aux êtres humains. Il s'agit d'intégrer à la Convention européenne des droits de l'homme des dispositions visant à protéger l'individu contre les dangers inhérents aux possibilités qu'offrent les manipulations génétiques.

**D**eux grands mouvements animent aujourd'hui les réflexions sur les manipulations génétiques (1). D'un côté les milieux scientifiques concernés estimant qu'on a au début des années 70, démontré l'existence des risques de ces techniques et, partant, que les mesures initiales de protection qui les entouraient sont, aujourd'hui, trop sévères. De l'autre, l'opinion publique, un moment alertée par la communauté scientifique et par les médias, se désintéresse progressivement d'un sujet dont la complexité croissante cache l'ampleur et l'importance. Parallèlement, les travaux dans ce domaine sont de plus en plus nombreux et de plus en plus diversifiés. Les premiers résultats sont enregistrés, et les milieux d'affaires, aux États-Unis, et plus récemment en Europe, investissent de grosses sommes pour financer ces recherches.

On assiste ainsi, tout à la fois, à une multiplication des travaux et à un relâchement des mesures de contrôle initialement mises en place dans les laboratoires. En 1981, l'audition parlementaire du Conseil de l'Europe et le Colloque du comité économique et social des Communautés européennes ont permis à de nombreux parlementaires et responsables européens d'exprimer leur méfiance face à ce secteur d'activité aussi inquiétant que prometteur.

Ainsi, dans les préliminaires à leurs recommandations, les auteurs du projet présenté à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe estiment que « les techniques d'ingénierie génétique offrent un immense potentiel industriel et agricole, au cours des prochaines décennies, pour contribuer à résoudre les problèmes mondiaux de production alimentaire et d'énergie et de matières premières ». Ils soulignent aussi que l'inquiétude suscitée par ces techniques est de deux ordres : celle due à l'incertitude quant à leurs conséquences sur la santé, la sécurité et l'environnement et celle due à la nouvelle problématique juridique et éthique.

L'universalité du code génétique (2) dans le monde vivant explique, en effet, que des techniques mises au point et développées dans le monde végétal sur des organismes unicellulaires — voire sur des cultures de cellules de mammifères — aient un jour utilisées directement sur l'homme, et une accumulation du risque dans les pratiques de l'organisme dont il ne s'agit que d'une quinzaine de jours, explique, selon lui, cette action.

Peut-être trouvera-t-on, parmi les drogues « récréatives », le toxique inconnu pour l'instant et qui serait capable de détruire l'immunité aussi instantanément. Des essais viennent d'être entrepris dans plusieurs centres spécialisés qui mesurent l'effet de toutes les drogues disponibles sur les globules blancs. Les chercheurs n'excluent pas qu'ils puissent découvrir ainsi une nouvelle substance utilisable en thérapeutique, pour les leucémies notamment.

Mais il est clair que, même si l'on identifie ce toxique étrange et nouveau, d'autres facteurs de sensibilité individuelle ou d'environnement doivent lui être associés. En effet, les maladies jusqu'à présent dénombrées ne peuvent être dues à l'effet retardé, à l'accumulation progressive d'un toxique quelconque.

D'importantes défaillances des défenses immunitaires, cellulaires ont néanmoins été mises en évidence dès 1974 par le professeur Gabriel Nahas, chez des fumeurs chroniques de mari-

juana, et une accumulation du risque dans les pratiques de l'organisme dont il ne s'agit que d'une quinzaine de jours, explique, selon lui, cette action.

Le premier, en cours de réalisation, concerne l'établissement de la carte génétique détaillée des gènes humains. Ces derniers — des fragments d'ADN — sont intégrés dans les bactéries. Plus

le second épisode, selon la commission, se situe « dans un futur pas très lointain » (les cinq ans à venir). Elle concerne la modification du génome des cellules somatiques (3) par une « thérapie génétique », où l'on effectuerait une « transplantation » de gènes défectueux ou anormaux.

Le troisième épisode, enfin, concerne des répercussions beaucoup plus graves. Il s'agit de modifier le génome des cellules germinales (ovules ou spermatozoïdes), c'est-à-dire d'induire des modifications des individus, permanentes et héréditaires.

Compte tenu de ces risques, et de ceux qui, d'autre part, les avantages de ces techniques, M. Elmqvist estime « qu'il est possible, indépendamment des divergences politiques, d'admettre d'un commun accord que des décisions humaines ne doivent pas se substituer au libre jeu de la nature ». Il conclut au droit pour chacun « de ne pas être manipulé génétiquement ».

La difficulté de prévoir avec exactitude ce que seront les prochaines étapes, dans la maîtrise des phénomènes biologiques, entraîne le risque pour les propositions formulées de se révéler, à terme, caduques. Elles constituent néanmoins la première tentative à l'échelon international pour établir une protection juridique contre le pouvoir grandissant de la biologie moléculaire. Il reste à savoir, dans la multiplicité des questions posées, si cette tentative n'est pas trop tardive et, surtout, si la communauté scientifique et médicale saura percevoir et calmer les craintes qu'elle fait naître.

**JEAN-YVES NAU.**

(1) Plus ou moins synonymes, plusieurs termes définissent les travaux menés à partir des techniques qui modifient à l'échelle moléculaire le génome (ADN), support du patrimoine héréditaire : manipulations génétiques, ingénierie génétique, génie génétique, etc.

(2) Forme sous laquelle le message génétique est inscrit dans l'ADN. Ce code répond aux mêmes lois dans tout le monde vivant.

(3) Cellules qui constituent le corps d'un organisme, par opposition aux cellules sexuelles ou germinales.

se connaissent pas, ne se fournissent pas en drogues aux mêmes endroits et, lorsqu'ils vivent en couple ou en communauté, sont seuls atteints dans tout leur groupe.

Les spécialistes des groupes tissulaires cherchent, dès lors, à savoir s'ils présentent une spécificité particulière (2). Les virologistes traitent tous les virus en cause, cependant que les cancérologues reprennent avec un espoir nouveau leurs recherches sur le sarcome de Kaposi.

L'enjeu essentiel de toute cette effervescence scientifique relève évidemment de la santé publique. Au-delà des urgences, on pense, dans les milieux scientifiques, que le drame vécu par les victimes d'agents encore mystérieux pourrait être la source de connaissances et de thérapeutiques nouvelles concernant tant l'immunité que les virus et (surtout) les cancers.

**Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.**

**VALMONT**  
clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 GLIONS-S.-MONTREUX (Suisse)  
à 1 h. de Genève - Tél. 1941-21-613862 (8 lignes) - Télex 453.157

900 m d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, un repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie. Psychothérapie. Kinésithérapie - Electrothérapie - Rayons X - Examens de laboratoire. TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE

## L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

# L'EUROPE A LA RECHERCHE DU LANCEUR DES ANNÉES 90

Au moment même où la majorité des Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) s'approprient à participer au développement du lanceur Ariane-4, deux fois et demi plus puissant que le fusée Ariane actuelle, deux cent trente

industriels européens et représentants d'organismes spatiaux s'interrogent sur les caractéristiques du lanceur que l'Europe devra avoir à l'aube de la prochaine décennie.

Réunis du 19 au 21 janvier à Paris par le Centre national d'études spatiales (CNES), ces spécialistes, pour la plupart français et allemands, ont tenté de définir les contours de ce nouveau lanceur destiné à renforcer l'indépendance de l'Europe en matière de moyens de lancement. Tâche difficile, car la définition de ce futur lanceur passe par l'identification préalable des résultats qu'il devra assurer.

Pour l'heure, les experts en sont réduits aux hypothèses même si, dès à présent, on peut concevoir, à défaut de certitudes, un certain nombre de tendances. Il apparaît tout d'abord, selon le directeur général du CNES, M. Yves Sillard, que l'on va vers un multiplex et même une superposition de missions : communications, observation de la Terre — avec vraisemblablement une augmentation progressive de la puissance et de la puissance des satellites mis sur orbite.

D'autre part, il semble qu'il faille s'attendre à l'émergence de missions nouvelles réclamant des interventions en orbite : assemblage dans l'espace de gros satellites ; fabrication de matériaux dans l'espace ; réapprovisionnement en combustible et le dépannage en orbite de satellites, etc. Aussi, comme le faisait remarquer M. Jean-Claude Bouillier, directeur du CNES, « il faut jusqu'à Ariane-4 orienter son choix en matière de lanceurs vers une optimisation du véhicule, pour les mises en orbite qu'il s'agit de réaliser, et non vers d'autres tâches, dans la préparation et le développement des lanceurs de la prochaine décennie ». Cette dernière importance accorde aux études de faisabilité de gros satellites (kilomètres) et concevoir un lanceur polyvalent bien adapté à plusieurs types de missions et d'orbites.

**Homme ou robot ?**  
Toutes ces missions, toutes ces interventions posent en fait la question du rôle de l'homme dans l'espace. Du robot ou de l'homme, qui sera le mieux adapté à ces interventions dans l'espace ? L'un et l'autre, estime M. Sillard, mais à condition qu'il estime cependant qu'à plus long terme, il paraît difficile

pour l'Europe de ne pas imaginer qu'elle se prépare elle-même à cette capacité d'hommes dans l'espace. Un premier pas a été franchi dans ce sens avec la réalisation du laboratoire spatial européen Spacelab dont il appartient aux Européens de valoriser les acquis.

Beaucoup d'idées donc, mais « rien de définitif » si ce n'est le fait que le compte des résultats (...) acquis, l'Europe doit avoir l'ambition d'être présente le moment venu sur tous les créneaux spatiaux qui ont une véritable importance économique et politique.

Sur ce point, des convergences existent à l'échelle de l'Europe sur la nécessité d'avoir sous peu la maîtrise de techniques comme les opérations de rendez-vous dans l'espace, d'accostage, d'assemblage, de rentrée dans l'atmosphère ou de rémanipulation. Des modules de services de grande puissance, capables d'augmenter en orbite des radars d'observation de la Terre ou des usines de métallurgie spatiale, aux modules habitables en passant par les véhicules d'inter-vention — capsule récupérable de type Apollo ou planeur hypersonique Harrier — ou non, les projets ne manquent pas. Le CNES, à l'initiative des spécialistes du colloque à travailler dans ces deux volets tant qu'il subsistera encore des interrogations sur ce sujet.

**100 tonnes de poussée**  
Cependant, compte tenu des délais — environ dix ans — qui sont nécessaires pour développer des moyens de lancement, « il est absolument indispensable de définir, sans attendre de connaître de façon parfaitement définitive et de façon parfaitement claire ce que seront les futures missions, les lanceurs qui les transporteront ». En dépit de difficultés inhérentes à ce type de prospective, trois impératifs paraissent devoir orienter la définition du lanceur européen des années 90 :

— Être capable d'emporter en orbite des charges d'environ quinze tonnes, soit la moitié environ de la charge utile de la navette spatiale américaine ;

— Être relativement compétitif avec la navette pour ce type de mission ; en d'autres termes,

une heure et demi, mais seulement trois heures de la centrale nucléaire américaine de Ginna, dans l'Etat de New-York, a conduit, lundi 26 janvier, les autorités à déclarer un état d'urgence dans cette région, relativement peu peuplée de Rochester. Cette fuite a en effet entraîné le rejet dans l'atmosphère d'une faible quantité de vapeurs radioactives et d'hydrogène, le réacteur du bâtiment-réacteur d'une cinquantaine de mètres cubes d'eau contaminée.

Aussitôt, les procédures de sécurité ont été mises en place et le réacteur arrêté pour éviter d'éventuelles complications, tandis que les personnes non indispensables à la surveillance de cette centrale de 670 mégawatts étaient évacuées. Dans le même temps, un système de refroidissement d'urgence était mis en route pour évacuer les calories résiduelles du cœur, encore chaud, du réacteur.

Lundi soir, « la situation ayant été stabilisée » à l'intérieur de la centrale, les responsables de la commission de réglementation nucléaire américaine (N.R.C.) sont descendus d'un degré dans l'échelle des mesures de sécurité, et en comptant quatre, en remplaçant l'état d'urgence par une alerte locale. Aussi, le vice-président de la société propriétaire (Rochester Gas and Electric) de la centrale s'est-il invité, dimanche, l'ensemble du personnel à reprendre le travail, car « nous sommes, à-t-il dit, convaincus que la centrale ne présente plus de danger ». La N.R.C. a d'ailleurs rappelé que, contrairement à certaines affirmations de service national de météorologie, les vents faibles — de vapeurs radioactives n'avaient pas duré

offrir un coût de lancement d'une fois à une fois et demi supérieur à celui du véhicule américain.

Enfin, avoir la capacité et la flexibilité nécessaires pour transporter éventuellement des agents habités.

A l'occasion des journées du colloque, sept projets de lanceur, qui pourraient être opérationnels jusqu'en l'an 2010, ont été présentés : du concept le plus classique — véhicule entièrement consommable — à ceux plus évolués qui prennent en compte la récupération totale ou partielle des différents étages. Quel qu'il en soit, une certaine maîtrise de vus est déployée en faveur d'un lanceur à deux étages — un troisième pourrait éventuellement lui être adjoint — dont le premier représenterait la partie basse d'Ariane-4 et le second serait appelé à un gros moteur cryogénique (EHM-60) de 90 à 100 tonnes de poussée brûlant de l'oxygène et de l'hydrogène liquides.

Le coût d'un tel projet serait de 7 à 10 milliards de francs, sur dix ans. Le CNES a d'ores et déjà engagé une trentaine de millions de francs sur ce projet (1), car il convient d'aller relativement vite. L'objectif n'est-il pas, selon M. Sillard, de faire une présentation et une proposition aux différents gouvernements européens dans le courant de 1984, de façon à aboutir à des décisions à l'automne de 1984-1985 ?

Pour ces raisons, les études préliminaires de ce lanceur probablement opérationnel vers les années 1990-1994 vont commencer dès cette année. D'une certaine manière, le colloque du CNES était un premier pas, une occasion de faire prendre conscience aux industriels européens de leurs capacités. Encore faudrait-il, pour « fédérer les énergies » au service de tels objectifs, réimposer un certain consensus de la part des gouvernements des pays européens. Dans ces conditions, faut-il enclencher la marche vers 1988, d'une conférence spatiale européenne au niveau des ministres pour en discuter, et, partant, évoquer l'autonomie spatiale de l'Europe ?

**JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.**

(1) La Suède et la République fédérale d'Allemagne sont associées à ces travaux.

## MM. PIERRE CONTENSOU ET MAURICE ROSEAU ÉLUS A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

L'Académie des sciences a élu, lors de sa séance du 25 janvier, deux nouveaux membres dans sa section mécanique. MM. Pierre Contensou et Maurice Roseau.

(Né le 31 mai 1914, à Villeneuve-de-Rouergue (Aveyron), M. Pierre Contensou est docteur de l'école polytechnique, est ingénieur général de l'armement. Après avoir servi pendant vingt ans comme ingénieur du génie maritime, il rejoint en 1955 l'Office national d'études et recherches aérospatiales, où il est successivement directeur scientifique central en 1971. De 1973 à 1978, il est directeur de la section de mécanique de l'ONERA.

Spécialiste de mécanique et de mathématiques, il a créé la théorie de l'hydrodynamique des fluides visqueux ; il a notamment joué un rôle central dans la conception et la réalisation de la machine à vapeur à pistons, les engins Marmara et Malatou en service sur des bâtiments de la marine nationale. M. Contensou est membre de l'Académie aéronautique et astronautique de France, M. Contensou a été élu membre correspondant de l'Académie.

(Né le 3 novembre 1905, à Ambrès (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'école normale supérieure, docteur de sciences, M. Maurice Roseau, après avoir enseigné aux lycées de Lille, devient en 1932 professeur à l'université Paris-VI, où il dirige depuis 1970 le laboratoire de mécanique théorique. Spécialiste des problèmes de propagation d'ondes, il a notamment joué un rôle central dans la théorie des ondes, la mécanique des fluides, la théorie des oscillations non linéaires et les équations différentielles. M. Roseau est l'auteur de plusieurs traités sur ces sujets.)

## Incident dans une centrale nucléaire américaine

La rupture d'une canalisation du circuit de refroidissement de la centrale nucléaire américaine de Ginna, dans l'Etat de New-York, a conduit, lundi 26 janvier, les autorités à déclarer un état d'urgence dans cette région, relativement peu peuplée de Rochester. Cette fuite a en effet entraîné le rejet dans l'atmosphère d'une faible quantité de vapeurs radioactives et d'hydrogène, le réacteur du bâtiment-réacteur d'une cinquantaine de mètres cubes d'eau contaminée.

Aussitôt, les procédures de sécurité ont été mises en place et le réacteur arrêté pour éviter d'éventuelles complications, tandis que les personnes non indispensables à la surveillance de cette centrale de 670 mégawatts étaient évacuées. Dans le même temps, un système de refroidissement d'urgence était mis en route pour évacuer les calories résiduelles du cœur, encore chaud, du réacteur.

Lundi soir, « la situation ayant été stabilisée » à l'intérieur de la centrale, les responsables de la commission de réglementation nucléaire américaine (N.R.C.) sont descendus d'un degré dans l'échelle des mesures de sécurité, et en comptant quatre, en remplaçant l'état d'urgence par une alerte locale. Aussi, le vice-président de la société propriétaire (Rochester Gas and Electric) de la centrale s'est-il invité, dimanche, l'ensemble du personnel à reprendre le travail, car « nous sommes, à-t-il dit, convaincus que la centrale ne présente plus de danger ». La N.R.C. a d'ailleurs rappelé que, contrairement à certaines affirmations de service national de météorologie, les vents faibles — de vapeurs radioactives n'avaient pas duré

"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré"



**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

M. Jean Kahn, conseiller d'Etat, vient d'être nommé président du conseil d'administration de l'Institut géographique national, en remplacement de M. Jean Chappelle, au mois d'août 1981.

(Né le 25 juin 1922 à Paris, M. Jean Kahn est diplômé d'études supérieures de droit public, de droit privé et d'économie politique. Entré comme auditeur au Conseil d'Etat en 1946, il est conseiller d'Etat depuis 1978 et président de sous-section de la section des contentieux depuis 1974. En outre, M. Kahn est membre du tribunal des conflits depuis 1980 et, depuis 1981, président de la commission des comptes de la S.N.C.F. et de celle qui est chargée d'approuver les prévisions sur l'avenir des transports intérieurs.)

**INVESTISSEURS**  
EXPLOITATION AGRICOLE MODERNE EN ESPAGNE

- 240 ha (150 ha irrigués).
- 2 510 ha de vignes et oliviers.
- Facilité de communication par automobile et avion.
- Maison confortable.

Pour plus amples informations écrire à M. B. Bize, Agence de Services 48 114 de Madrid.



ÉDUCATION

Les dirigeants  
de l'enseignement catholique  
chez M. Savary

Rencontre  
du premier type

Quelque chose entre la réserve et l'amusant, comme chez celui qui songe aux tours qu'il cache dans son sac en sachant qu'il en aura bien besoin... Non, les quatorze dirigeants de l'enseignement catholique ne portaient pas le deuil au terme de leur entretien d'une heure et quart, lundi 25 janvier, avec M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. « Atmosphère d'écoute, d'écoute sympathique », ont-ils déclaré. « D'écoute mutuelle », a précisé leur porte-parole, le secrétaire général de l'enseignement catholique, l'abbé Paul Guibertau.

Ils étaient venus, souhaitant être reçus « présiblement à d'autres types de rencontres », au seul de la phase de discussion engagée à la demande du président de la République en vue de jeter les bases d'un « grand service public, unifié et laïc de l'éducation nationale » (le Monde du 26 janvier).

Sur ces trois adjectifs : public, unifié et laïc, ils espéraient - ou redoutaient - des précisions. M. Savary s'est tu. Ils attendaient des explications pour la rentrée prochaine, comme pour gagner une année, puis au contraire. Le ministre de l'éducation nationale s'est fait normand : il a répondu qu'il n'est pas exclu que la rentrée de 1982-1983 soit semblable aux précédentes quant au statut de l'école privée, mais il ne s'y est pas engagé fermement, car il doit tenir compte « et du gouvernement et du Parlement ».

Ce que les responsables de l'enseignement catholique ont appris, en revanche, c'est que les discussions dureront probablement jusqu'aux Pâques prochaines. M. Savary recevra toutes les organisations (il y en a une quarantaine) et toutes les personnes de l'enseignement privé qui en manifesteront le désir. Puis le gouvernement rédigera ses propositions. Alors, pourrions-nous commencer « les véritables négociations ».

Les quatorze membres de la commission permanente du comité national de l'enseignement catholique ont pu répéter au ministre leurs convictions et leurs points de vue. Lui dire qu'il se sentait « partie prenante d'une transformation du système éducatif », que l'enseignement privé « représente une partie de la nation », qu'il veut « conseiller son droit à la différence », que l'Etat doit être « non un garant de toutes les actions éducatives mais le garant de toutes les communautés culturelles ». Enfin, que « seule une réforme structurelle profonde du système scolaire français pourrait ouvrir à l'enseignement privé des perspectives d'associations ».

Tout de même, en partant, les quatorze émissaires se repré-

sentent à douter. « Nous

été écoutés, nous n'avons pas

été compris », confiait l'un

d'eux. « Rien n'est réglé, nous

restons fondamentalement in-

quiets sur l'avenir », concluait

l'abbé Guibertau.

Le contenu de la loi ayant

évolué, il est vraisemblable qu'ils

ne croient plus au diable. Mais ils

se demandent avec Baudelaire

si sa plus grande malice n'est

pas de faire croire qu'il n'existe

pas... »

CHARLES VIAL

VIENT DE PARAÎTRE

LA LETTRE HEBDO

DU SECONDAIRE

La lettre d'information

des responsables

de l'Éducation

14, rue du 8 mai 1945

75010 Paris

Tél. : (1) 241.82.05

Se perfectionner, ou apprendre

la langue est possible

en anglais

LES COURS D'ANGLAIS

DE LA BBC

cours avec explications en français

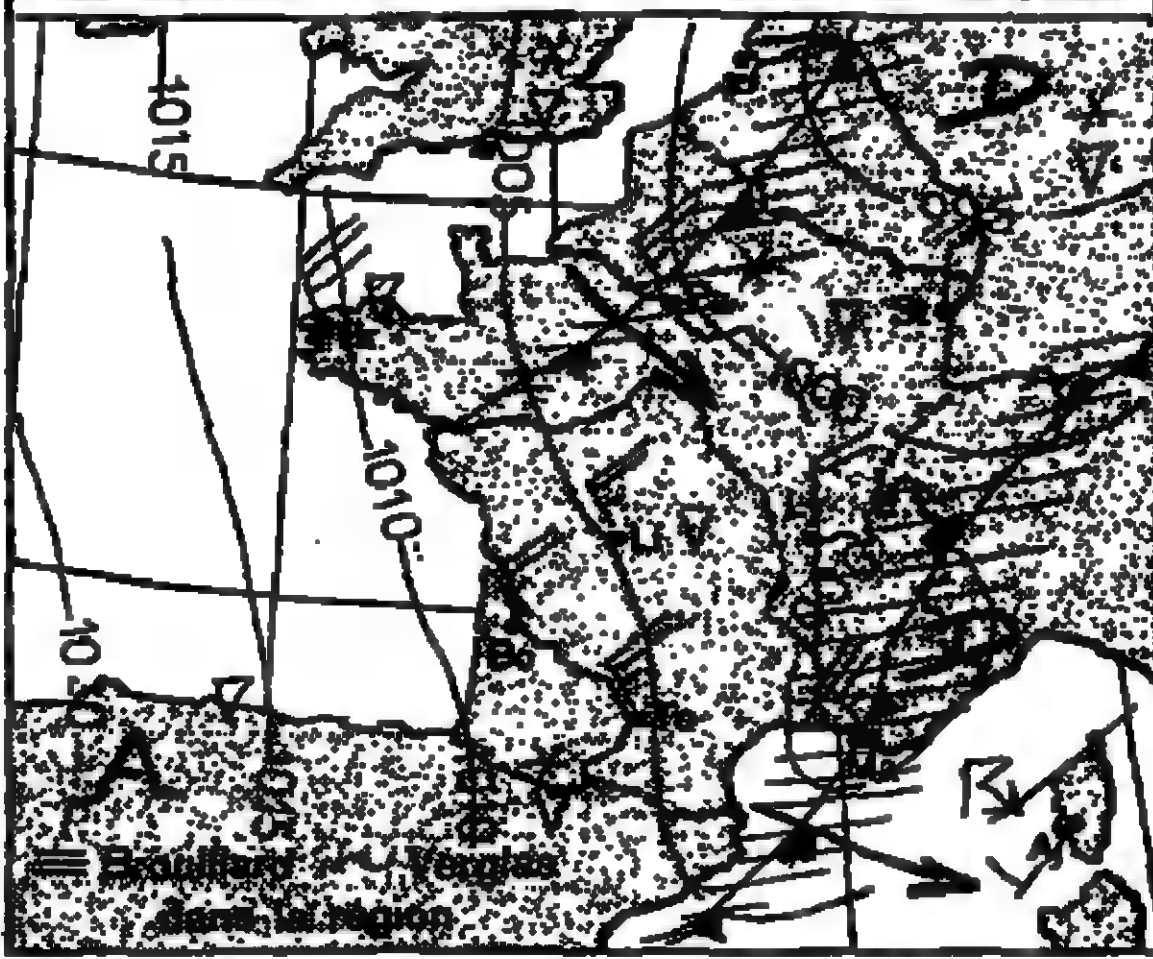
Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BBCM

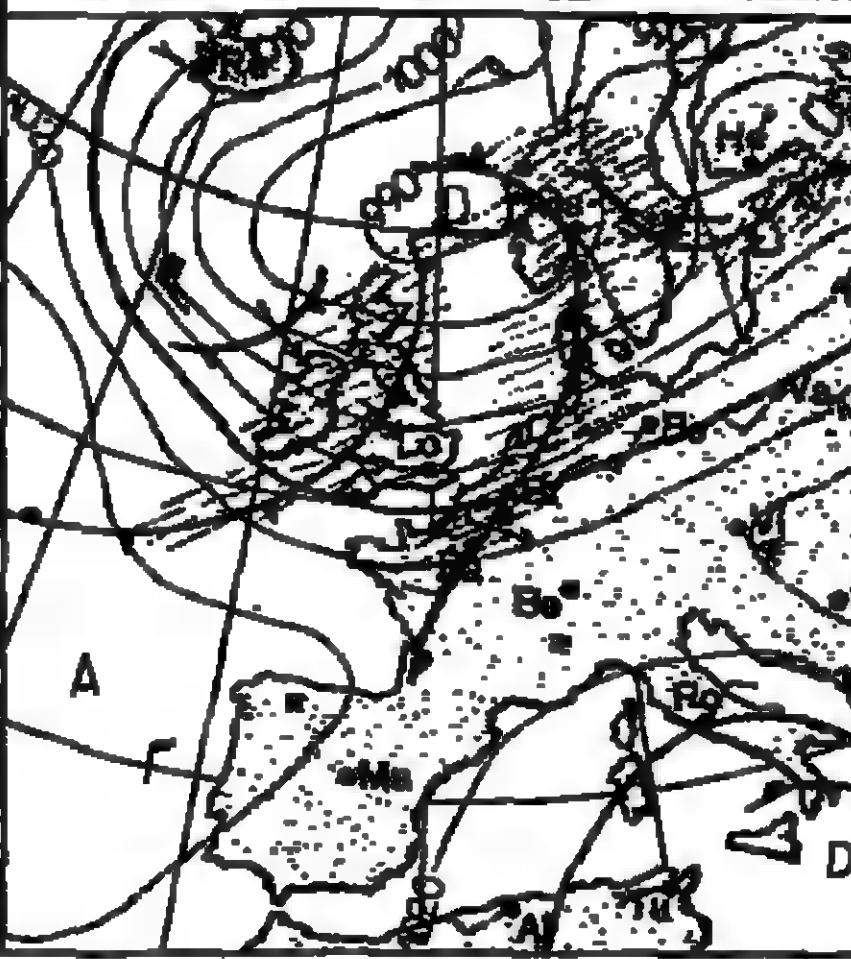
8, rue de Béri - 75008 Paris

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 27.1.82 DÉBUT DE MATINÉE



SITUATION LE 26-01-82A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 26 janvier à 0 heure et le mercredi 27 janvier à 24 heures :

La baisse du champ de pression se poursuivra sur l'Europe occidentale et la perturbation, dont le front froid traversait les îles Britanniques mardi matin, affectera progressivement la France par le nord. Après son passage, qui provoquera un adoucissement passager sur la moitié sud-est du pays, des masses d'air instables plus fraîches pénétreront avec des discontinuités secondaires.

Mercredi matin, une zone de temps couvert avec des pluies (neige en moyenne montagne) achèvera de traverser nos régions, s'étendant du pourtour méditerranéen aux Alpes, accompagnée par quelques orages sur le Sud-Est.

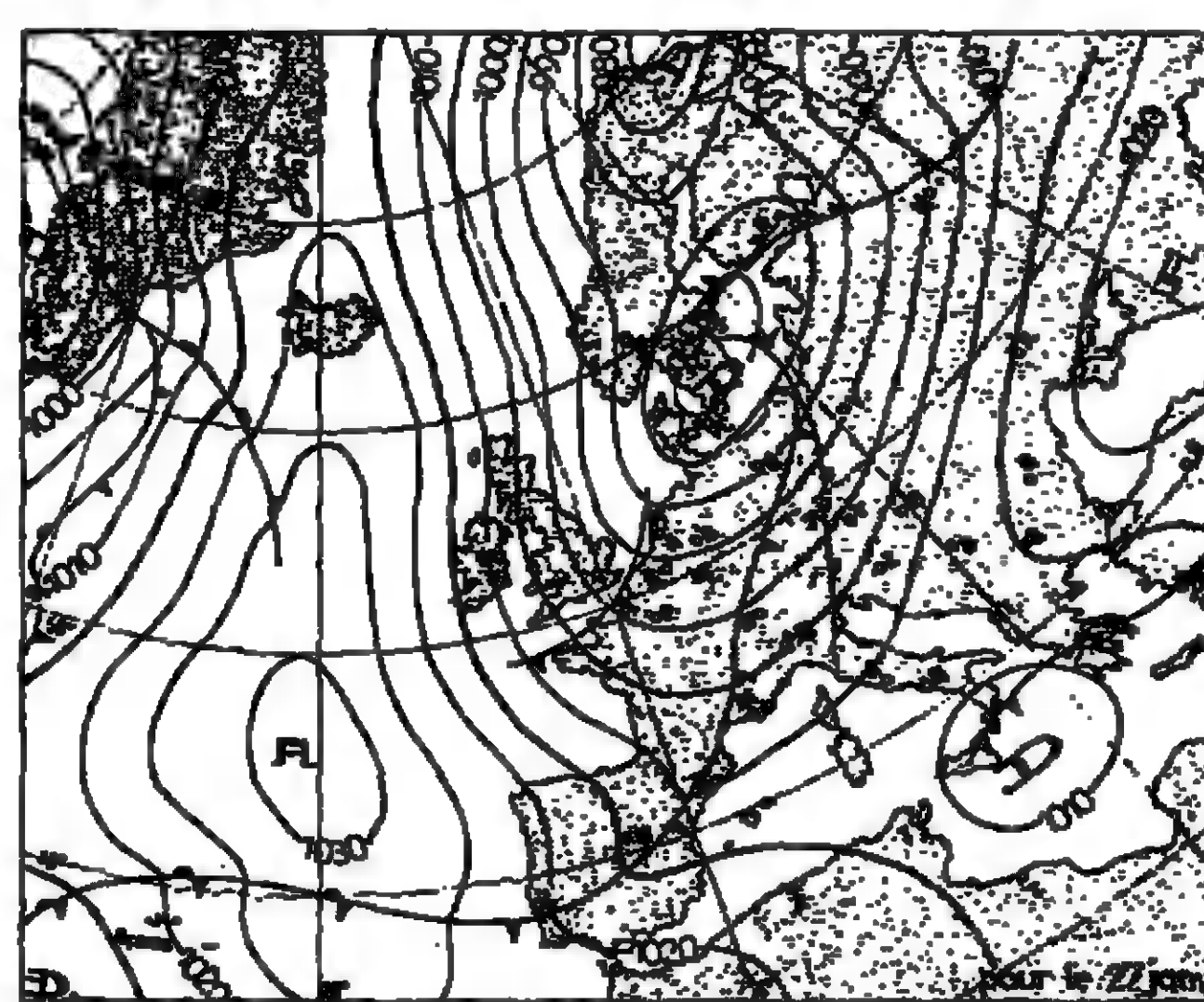
Après ce passage, un temps plus variable se généralisera sur notre pays. Il sera caractérisé par des passages nuageux accompagnés d'averses ou de giboulées, qui alterneront avec des éclaircies. Ces dernières deviendront belles près du golfe du Lion où le mistral et la tramontane s'établiront. Par contre, les versants ouest et nord des montagnes verront un moyen nuageux déboulonné plus fort. Les vents de nord-ouest puis de nord seront en général assez forts avec de fortes rafales sous les giboulées. On notera une hausse des minimums sur la moitié sud-est. Les températures diurnes seront en baisse, sauf sur le Nord-Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 26 janvier 1982 à 7 heures, de 1013,3 millibars, soit 760,0 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 janvier) : Ajaccio, 11 et -1 degré ; Biarritz, 9 et 8 ; Bordeaux, 6 et 6 ; Bourges, 4 et 3 ; Brest, 10 et 9 ; Caen, 9 et 8 ; Cherbourg, 9 et 7 ; Clermont-Ferrand, 3 et -3 ; Dijon, 2 et -2 ; Grenoble, 5 et -4 ; Lille, 2 et 2 ; Lyon, 3 et -3 ; Marseille, 9 et -3 ; Nancy, 2 et -1 ; Nantes, 9 et 8 ; Nice, 13 et 13 ; Paris-Le Bourget, 3 et 3 ; Pau, 9 et 6 ; Perpignan, 11 et 7 ; Rennes, 10 et 8 ; Strasbourg, 0 et -3 ; Tours, 4 et 4 ; Toulouse, 7 et 5 ; Poitiers-Pitre, 29 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 6 degrés ; Amsterdam, 3 et 3 ; Athènes, 10 et 8 ; Berlin, 2 et 0 ; Bonn, 8 et 8 ; Bruxelles, 2 et 2 ; Le Caire, 16 et 9 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 1 et 1 ; Dakar, 32 et 15 ; Genève, 4 et -4 ; Jérusalem, 13 et 6 ; Lisbonne, 15 et 6 ; Londres, 11 et 8 ; Madrid, 14 et 3 ; Moscou, -8 et -8 ;

PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Nairobi, 27 et 13 ; New-York, -6 et -10 ; Palma-de-Majorque, 13 et -1 ; Rome, 12 et 2 ; Stockholm, 0 et -3.

PROBABILITÉS

POUR LA FIN DE LA SEMAINE

Jeu, les vents de nord souffleront sur la France en apportant le froid. Au lever du jour, les températures seront voisines de 0 degré sur les régions les plus continentales. Près de la Méditerranée, le soleil sera présent car le mistral et la tramontane souffleront. Mais partout ailleurs les nuages seront passagèrement abondants. Dans l'Est et sur les versants nord des reliefs, on observera des giboulées et des averses de neige. Les nuages envahiront aussi les régions de l'Ouest puis du Sud-Ouest en donnant un temps légèrement moins froid avec quelques petites pluies.

Vendredi, un temps plus doux mais nuageux et gris envahira peu à peu la moitié nord du pays avec des pluies parfois précédées de neige dans le Nord et le Centre. Le froid résistera encore dans l'extrême Nord-Est et l'Est où se produiront les dernières averses de neige. Sur les régions méridionales il fera beau et l'on observera la disparition du mistral et de la tramontane.

Pour la fin de la semaine, le temps

pluvieux envahira le pays, poussé par des vents de nord-ouest ou d'ouest. Sur les régions méridionales les éclaircies seront encore belles samedi, mais le ciel deviendra peu à peu nuageux dimanche et du nord-ouest. La hausse des températures sera plus sensible sur les minimums qui atteindront 6 à 8 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 25 et 26 janvier :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 14 octobre 1969 portant application aux instituts de faculté ou d'université préparant à un diplôme d'ingénieur de la loi du 12 novembre 1968.

● Concernant les appellations d'origine contrôlées « Côtes du Rhône » et « Vin de Corse ».

UN ARRÊTÉ

● Portant attributions du brevet technique (option Etudes militaires supérieures).

MODE

Les collections :  
retour du décolleté

Conséquence inattendue de la situation économique : la mode de printemps en haute couture joue le retour du décolleté, pile ou face et montre les jambes par exemple.

PIERRE CARDIN délaie le laboratoire d'idées en faveur de silhouettes seyantes et actuelles... pour tous les âges. Des vestes-gilets à emmanchures jouant en spirale découvrent les manches de belles blouses et s'appuient à la taille par des découpes en plastron à boutonnerie simple ou croisé sur jupes droites. Il élargit les épaules par des amplexements en forme de joug de labour, en cœur sur le haut du bras, enfin en aile de papillon sur les robes droites de crêpe. Des effets blousants et de magnifiques plissés sculptés germent sur les robes du soir.

Du côté de JEAN-LOUIS SCHERRER, le romantisme anglais s'achève revu par David Bailey et Sarah Moon prend corps en taffetas changeants, dentelles et froufrous de couleurs claires et précieuses comme les premières fleurs de printemps. Dommage que les formes s'inspirent si systématiquement des costumes

impressionnistes de Renoir. Il y a trop de dentelles, de plissés, d'incrustations, de fleurs en sou-tache et de volants pour 1982.

Chez CHRISTIAN DIOR, Marc Bohan gonfle en bulle le blouson que tant de femmes souhaitent porter avec jupe, pantalon et débardeur. Aussi leur offre-t-il des tailleurs à taille basse, dont les blouses en satin reprennent la coupe jusqu'au moindre bouton. Ils sont superbes dans les imprimés de draperie masculine à dessins en noir et blanc sur grosse soie. On trouve aussi de très subtils mélanges de couleurs dans les robes du soir courtes à jupes amples et stagnées de taffetas sur cordages décollés ou en bustiers.

Le plus réussi des thèmes courants de l'automne, c'est le trench traité en transparence sur des panoplies diverses. Des effets de col marin sont traités en positif-négatif noir et blanc, en tailleurs à petites basques sur jupes pied-de-poule, en robes-manteaux à revers de piqué blanc, voire, pour le soir, en mélanges d'imprimés de poids plissés ou rayés.

N. MONT-SERVAN



(Croquis de MARCO)  
PIERRE CARDIN : tailleur en cuir broché à emmanchures géantes en spirale se rattachant au corsage sur les basques en gilet. Portée avec une blouse imprimée de noir à grandes manches, le bas de la jupe, accessible-veste de la collection, des collants blancs opaques et des escarpins à petites talons bobine.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.F. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

483 F 862 F 1241 F 1620 F

ÉTRANGER

(par aérogrammes)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

II. - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) versent leur

chèque ou chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) :

non abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les sous-propos en

capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants :

Jacques Faurer, directeur de la publication,

Claude Jadin.

Imprimerie

de « Le Monde »

15, rue des Italiens

PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles,

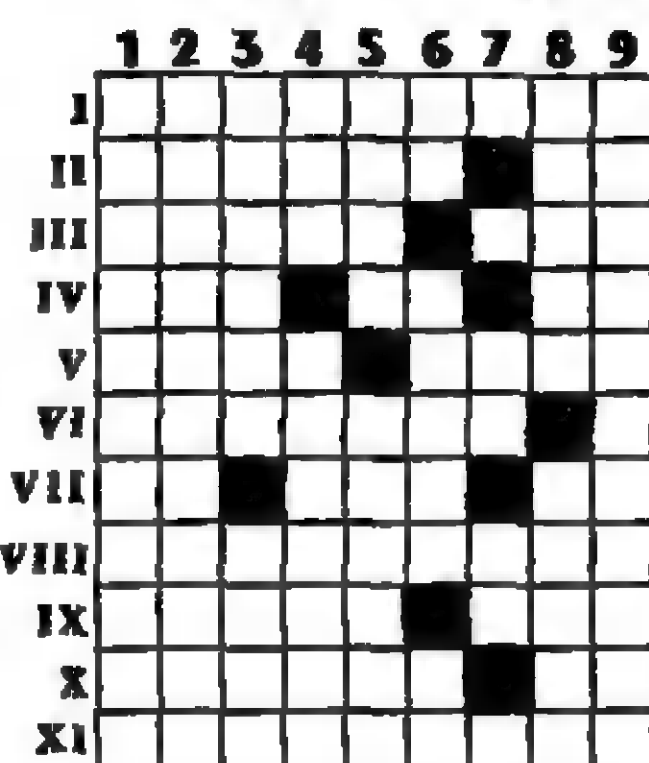
sous réserve de l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications : n° 57 437

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3112



HORIZONTALEMENT

I. Cela va sans dire ! - II. Mauvais coup aux quilles. Les réceptions se multiplient quand vient son jour. - III. Entraîne l'assistance. Provoque une allergie. - IV. Officier ou officiel. Symbole. Se distingue au bridge. - V. Tous les hommes sont contents quand il devient général. Enguirlanda, par exemple. - VI. Elle fait prendre des gams. - VII. Envahisseurs. Naissance d'un fleuve ou d'une rivière d'Amérique. En classe. - VIII. Ils décollent et piquent auprès des vieilles tiges. - IX. Qui ébouriffe. Se plante beau-

coup en Écosse. - X. Étouffée. Dans la purée et dans l'opulence. - XI. Tank sur un navire.

VERTICALEMENT

I. Il conserve longtemps ses vieilles feuilles qui jaunissent. - 2. Qui met bas. - 3. Mortel à l'atterrissage. Pronom. - 4. Des amis de l'ordre réclament son exécution. Se dispute. - 5. Entendent souvent le jara. Était plus grand qu'un canon. - 6. Pronom. Rêve sans queue ni tête. - 7. Note. Conjonction. - 8. N'est pas seul pour achever une plâtrie. Couche dehors. - 9. Cave, dans la Haute-Garonne.

Solution du problème n° 3111

Horizontalement  
I. Hippocrate. - II. Apre. Na ! - III. Béatitude. - IV. Ici ! Elder. - V. Laryngite. - VI. Aïse. - VII. Eper. Ré. - VIII. Maladroit. - IX. Es. Dragon. - X. Jeûnera. - XI. Toe. Etre.

Verticalement  
1. Habilleme. - 2. Ipéca. Pau. - 3. Prairie. Je. - 4. Pot. Rade. - 5. Iéna. Drue. - 6. Antigivrant. - 7. Taudis. Oger. - 8. Déclat. - 9. Evers. Etra.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 JANVIER

« Paris Mérovingien », 10 h 30, 23, rue de Sévigné, Mme Chapuis.  
« Les Fastes de Gothique », 11 heures, Grand Palais, Mme Halot.  
« La mode et les poupées », 15 h 10, rue Pierre-I-de-Serbie, Mme Legré.  
« Saint-Germain-des-Près », 15 heures, 6, place Farnesberg, Mme Meyniel (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Art et religion en Égypte », 15 heures, musée du Louvre, porte Champanne, (Approche de l'art).  
« La mode et les poupées », 15 heures, 10, avenue Pierre-I-de-Serbie, (L'Art pour tous).  
« Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot. (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Basilique de Saint-Denis nécropole royale », 15 heures, Paris. (Lutèce-Vizcaya).  
« Les chefs-d'œuvre du Musée », 10 heures, musée du Louvre.  
« Autour de Saint-Martin-des-Champs », 14 h 30, métro Temple. (Paris pittoresque et insolite).  
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie. (Résurrection du passé).  
« Notre-Dame », 14 h 30, façade, portail central, M. Roman.  
« Place des Vosges », 14 h 30, 2, rue de Sévigné. (Le Vieux Paris).  
« Fastes de Gothique », 15 h 40, Grand Palais. (Vissages de Paris).

CONFÉRENCES

15 heures : 2, place du Palais-Royal, Mme C. Goldschneider. - « Rodin et la sculpture monumentale ».  
18 h 30 : Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée, MM. F. Derré, D. Romig, R. Jaccard, J. Le Rider, C. Ravy, G. Schlocker. - « Arthur Schnitzler ou le pressentiment de la rupture d'un monde ».  
18 h 30 : Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V. - « New-York - Los Angeles ».  
19 heures : 12, avenue de Tourville, M. G. Desgorges. - « La Syrie à l'époque romaine ».

BREF

FORMATION PERMANENTE

LES STAGES DE L'UNION FÉMI-

NINE. - L'Union féminine civique et sociale organise des stages de formation-pré-professionnelle. Ces stages de dix semaines auront lieu du 16 avril au 28 juin, à Paris (6, rue Béranger, 75003) et Fontaine (95300).

● U.F.C.S. formation continue

75003 Paris. Tél. : 272-19-18.

JEUNESSE

RENCONTRES PROTESTANTES.

- L'Association protestante de liaison interuniversitaire invite les étudiants et leurs amis aux rencontres hebdomadaires qu'elle organise tous les jeudis soir, à 20 h 30, 33, place Maubert, à Paris. Le centre est fréquenté par des étudiants de quatre-vingt pays différents : débats d'actualité, soirées spirituelles, artistiques, dîn-

ners.

★ 33, place Maubert, 75005

Paris. Tél. : 326-77-51.

LA MAISON

CUBE AUDIO-VIDEO - Philippe vient de sortir un cube noir, de 27 cm d'arête, monté sur un socle rotatif. Sur les quatre faces de ce combiné portable sont disposés : un téléviseur noir et blanc, un récepteur radio, un magnétophone à cassettes et une horloge digitale. Le téléviseur a un tube image de 23 cm et une antenne télescopique orientable ; le magnétophone enregistre à partir de la radio, de la TV ou d'un micro. L'horloge assure aussi la programmation du réveil par radio, téléviseur ou magnétophone.

★ « Quantor » Philips, 2.190 F. En vente chez Eclair, 46, rue de la Chapelle, 75018 Paris. Tél. : 687-54-99. Expédition en province.



Jeudi 28 Jan 82



THÉÂTRE

CE TITRE, TU ES NÉ AVEC... D'ALEXIS NITZER  
ACTEUR, A QUOI SONGES-TU ?

Dans la vie d'un acteur de théâtre, on dit qu'il peut arriver que telle ou telle œuvre dramatique prenne beaucoup de place, revienne à la tête souvent, demande à être réparée, réquestionnée.

Et cela à temps perdu, comme une idée pas vraiment fixe, mais tout de même, et sans qu'il y ait, pour cet acteur, une urgence, un rôle à tenir, effectivement, dans cette pièce.

Entre l'acteur et cette pièce, qui peut être de Racine, de Tchekhov ou de quelque autre, une histoire s'est nouée. Des fragments de phrases restent là, qui changent un peu d'expression d'un jour à l'autre. Une page, en revanche, échappe toujours, ce qui fait que l'on y revient.

Persiste aussi ce phénomène particulier au théâtre : vous vous mettez à lire une pièce et de quelque manière que vous envisagiez les choses, que vous imaginiez les personnages, aucune hypothèse n'est la bonne : il y a chaque fois un moment, un tournant, où l'action ne tient plus droite, fait un nœud, où le caractère se contredit avec excès.

Ce revenez-y d'une ou plusieurs pièces, que l'acteur peut avoir jouées ou jamais jouées, tient dans sa vie le rôle d'un aliment de la mémoire, d'un stimulant de la conscience. Dans la vie de tout un chacun, une maison de famille et son jardin, ou un groupe de parents, ou bien une espérance jamais accomplie encore, peuvent tenir ce rôle.

Mais la position de l'acteur, engagé dans un combat affectif, imaginant incertain et presque obsessionnel avec une œuvre dramatique, s'avère plus brûlante, parce que, aux yeux de l'acteur, les faits et les êtres qui sont dans cette pièce peuvent

sembler plus vrais, plus proches, que des faits et des êtres réels. Ne pas jouer effectivement cette pièce suscite un manque plus douloureux que ne plus courir dans le jardin ou le corridor de la maison, que ne plus feuilleter un album d'images pendant qu'une grand-tante et une mère tiennent des propos bizarres.

L'un de nos acteurs les plus attachants, Alexis Nitzer, a eu l'idée de vivre en public, durant deux heures, ce défilé intime du comédien avec une pièce - il s'agit ici du *Roi Lear*, de Shakespeare.

Avec une jeune actrice, Nadine Levi, Nitzer explore, revisite, la plupart des moments de cette œuvre inextinguible. A eux deux, ils tiennent toutes les situations, tous les personnages. Les ustensiles de cette recherche sont assez simples : du sable, une vieille écharpe, trois miroirs au tain usé, un cerceau de fer, un bateau à voile d'enfant.

Plus d'une fois, les paroles de Shakespeare nous arrivent plus nettes que lorsque la cérémonie entière de la représentation est là. Comme si nous nous trouvions plus près des secrets des choses. Plus près du secret du théâtre lui-même. Sentiment aussi de voir un criminel revenir seul sur les lieux, répéter ses actes sans aucun témoin et prendre, seulement alors, conscience de ce qui a été.

C'est là une belle soirée, très émouvante, qui, ce faisant, suscite des examens de conscience personnels. Il faut citer le décorateur Dominique Puisais et le metteur en scène François Duperon, ils ont accompagné avec beaucoup de délicatesse cette équipée pas ordinaire.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre de la Cité universitaire, 20 h. 30.

« SPAGHETTI BOLOGNESE », DE TILLY ET HERMON A SAINT-DENIS

Le masque du bonheur calme

Depuis Jean Vilar, c'est seulement à la Comédie-Française ou au Boulevard que l'on frappe les trois coups et que le rideau - de velours rouge - se lève sur un décor généralement applaudi. Au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, pour *Spaghetti Bolognese*, de François Louis Tilly dans la mise en scène de Michel Hermon, on frappe les trois coups, le rideau - de tissu noir - se lève, et si on n'applaudit pas le décor de Jacques Deneux, c'est par désabitude, car il est luxueusement raffiné : meubles Louis XVI, plancher de marquetrie, cloison vitrée entre le salon et la salle à manger, jardin d'hiver au troisième plan, avec son « inestimable poterie chinoise ».

Pour essayer les meubles, le valet de chambre a le tour de main que donne vingt-deux ans de service. L'histoire se passe dans la haute bourgeoisie mais ce n'est pas du Boulevard, et d'ailleurs, il n'y a pas d'histoire. Les gens heureux n'en ont pas.

Aidés par une étiquette pointilleuse, éprouvée le long des siècles, ils effacent les histoires et tout ce qui pourrait rider l'harmonie de leur lisse apparence. Le masque du bonheur calme est leur politesse, gloire exemplaire de la culture française, où l'acte criminel est rejeté hors de la vue. La radio annonce quatre-vingts victimes. D'émotion (dégout, peur ?) il vomit, salet la marquetrie précieuse. Le tuer n'est pas nécessaire, on appelle la bonne pour nettoyer, et on peut passer à table. Le valet ferme la cloison de verre. Dans la cage, on entend plus les sirènes insistantes des secours.

On célèbre les fiançailles du bon fils, déprimé à trente ans, avec une femme encore jeune, juive mais banquière, dont la seule famille est une sœur un peu idiote.

Tilly et Hermon ne vivent pas la comédie humaine à la Balzac, ni la saga déconstruite à la Zola, ni le drame. Ils prennent la vérité telle qu'elle nous parvient à travers les détails sélectionnés ou reconstruits par le cinéma, la télévision, la mémoire.

Le spectacle est une accumulation de détails exacts, une scène de conversation faite de mots soigneusement neutres, un collage de « paroles » vraies, séparées en raccourci réel par des silences qui racontent le vide des relations entre ces personnages instruits des détours et

arrière-plans des codes de bonne manière, dont ils se servent négligemment, allusivement, à la manière d'un langage chiffé. Des personnages-clés auxquels les comédiens apportent une vérité lourde, hallucinante, redoutable Jean Bolo, André Chaumau, Jeanne Coudray, Olivier Fey, Caroline Loeb, Eve Loré, Charles Nelson, Josiane Stoleru. Et puis Hélène Surgère, fascinante : qui, sinon elle, pourrait se montrer séduisante en papotant habillée d'un tailleur rose façon Chanel ?

On retrouve la même intensité de vie que dans *Charcuterie fine*, mais il ne s'agit plus de compenser les insuffisances de vocabulaire par des

gestes obsessionnels, il s'agit d'enrober des actes pervers sous un voile d'insignifiance. *Spaghetti Bolognese* ne révèle rien, provoque par l'émotion et par là montre le mystère des sphères de puissance et de privilège. Monde protégé, secret, qui fournit des tonnes de littérature sans rien livrer, monde des *best-sellers*, des feuilletons rediffusés, des *Dames de la côte*, des *Forsythe* et autres dynasties, monde après tout enviable dont on pourrait avoir envie de faire partie, décrit ici de l'extérieur, aujourd'hui en France.

COLETTE GODARD

\* Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, 20 h 30.

« Le paradis sur terre » de Tennessee Williams à Reims

DERNIER SURSAUT

Une baraque déginguée dans un village menacé d'inondation. Un pays de tourmente avec des personnages - deux hommes, une femme - braqués sur une idée fixe, ou plutôt crispés sur une pulsion qui les tient au ventre.

La femme (Brigitte Rouan) « Marilyn du pauvre », qui en a vu de dures, a saisi l'occasion de fuir la déchéance galopante en épousant Lot (Laurent Mallet), beau jeune homme doux, mais imbuissable et tuberculeux. Lui s'est marié pour empêcher son demi-frère (Richard Böhringer) de prendre la maison que sa mère lui a léguée et qui, après sa mort, doit revenir au bâtard.

Dans leur huis clos, ces trois panamés sont cernés par l'invisible : la pluie et le fantôme de la mère. L'univers de Tennessee Williams est un crépuscule moite, un vertige, une peur primitive, un étouffement, un cauchemar auquel les personnages n'échappent que par l'hystérie du dernier sursaut, du coup de pied pour remonter à la surface d'un océan noir, par des gestes de survie, comme s'ils pendaient agrippés par

les doigts à un rebord glissant au-dessus d'un nid de serpents.

Le théâtre de Tennessee Williams porte le mûle à des dimensions mythiques, pose l'encre comme postulat, cultive les passions sulfureuses, les couvre de dialogues apparentement naturalistes. C'est un théâtre dangereux, mais l'adaptation de Mathieu Galey est simple et forte, la mise en scène de Pierre Romans, par sa sobriété, sert les comédiens.

Il se trouvent sur un terrain glissant, et doivent porter en eux la tension et les ambiguïtés de l'histoire. Laurent Mallet est trop transparent, tout de suite résigné, pas assez féroce, mais Richard Böhringer, bloc de colère retenue, masse pétrifiée, parvient à faire deviner les fragilités de son personnage, à le rendre sinon sympathique de moins autre chose qu'une brute cynique : un être humain malade de ne pas savoir ce qui le fait souffrir. Et Brigitte Rouan, avec sa malice bornée, son visage tiré, sa volonté sauvage de s'en sortir, est remarquable. — C.G.

\* Théâtre de la Comédie à Reims, jusqu'au 13 février.

CINÉMA

AUTOUR DU RAPPORT BREDIN

Exploitation et collectivités locales

La composition de la commission d'avances sur recettes, dont on sait désormais qu'elle sera présidée par M. Jacques Perrin (lire ci-dessous), et la définition d'une politique précise qui devrait accompagner ces nominations, seront prochainement les premières mesures gouvernementales prises en faveur du cinéma, après le spectaculaire accroissement du budget.

En attendant, le ministère de la culture a reçu, il y a peu de temps, les conclusions des principales organisations professionnelles à propos du rapport Bredin, qui continue d'être la référence de tous les débats.

Deux manifestations ont permis récemment aux exclus des grands circuits de diffusion de rappeler leurs difficultés. Le 21 janvier, l'association Temps libre et le comité Léo Laget de Paris, organisant une rencontre avec M. André-Marie Deloche-Fourcade, rapporteur de la mission Bredin et directeur général de la Cinéma française.

MUSIQUE

La Fantasia Baetica de Falla

Au milieu d'un récital fort classique (Beethoven, Schumann, Ravel), Dominique Merlet a eu le mérite de faire revivre une œuvre splendide de Manuel de Falla, la *Fantasia Baetica*, bien rarement jouée. Arthur Rubinstein, qui, pourtant, l'avait commandée, ne l'apprenait guère.

Domage pour la célébrité de cet admirable poème dédié à l'Andalousie (dont la Bétique est le nom romain), qui flambe dans une lumière sèche sur de rudes motifs de danse incantatoire, musique sauvage et altière où passe parfois le cri étriqué du conte *Jordá*.

C'est déjà, en 1919, l'Espagne à être, figurative, des *Trois dans la neige* et du *Concerto pour éléphant*, la tradition de l'Andalousie à l'austère Castille. Mais il faut la technique de fer, l'intensité expressive d'un Dominique Merlet, alliées à cette richesse sonore qu'il déploie si bien dans les pages contemplatives des *Miroirs* de Ravel, tels les *Oiseaux tristes*. Une barque sur l'Océan ou la Vallée des cloches.

J. L.

L'impossibilité pour certaines salles d'obtenir les films qui font la fortune des grands circuits, et qui leur permettraient de poursuivre le travail entrepris avec des premières œuvres, la méfiance croissante du public à l'égard des auteurs inconnus ou « difficiles » ont été évoquées. Il a également été fait allusion à l'attitude de certains distributeurs qui refusent de louer pour les hommages ou les rétrospectives les copies dont ils détiennent les droits. M. Deloche-Fourcade, qui, pour les autres points s'est reporté aux mesures prises par le rapport Bredin - a précisé que la Cinéma française connaissait ce genre de problèmes.

Cette question de l'accès aux films nouveaux, et de l'accès au patrimoine, comptait également parmi les préoccupations citées par les participants des Journées de Bondy, les 22 et 23 janvier. Ils se réunissent sur le thème « Cinéma et collectivités locales », à l'initiative de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, sous la présidence de M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône (P.S.), délégué national à l'action culturelle au sein de la Fédération, chargé de mission auprès de M. Jack Lang. Le ministère de la culture était représenté par MM. Jacques Sallois, directeur du cabinet du ministre, et Francis Beck, conseiller technique, chargé du cinéma et de l'audiovisuel.

Directement gérées par les municipalités, ou bien par des associations, deux cent cinquante salles sont aujourd'hui placées sous la responsabilité des collectivités locales, qui luttent ainsi contre la fermeture des cinémas et la désaffection de tout un public populaire. A cette prise en charge, il convient d'ajouter les subventions qu'accordent certaines villes aux exploitants indépendants, comme à Angers.

Ces salles, a-t-il précisé, « se situent dans une perspective professionnelle (qualité de l'accueil, de l'organisation, de la programmation) ». Il s'agit de concilier la logique du marché et celle du service public, de développer, avec une diffusion de type nécessairement commercial, un travail d'action culturelle. Pour beaucoup d'animateurs de ces salles, les enjeux sont les mêmes que ceux de certains exploitants indépendants, avec qui il faudrait établir un dia-

logue, envisager une coopération ponctuelle, toute concurrence étant exclue. Exclue également, la possibilité de créer un « quatrième circuit » en face des trois qui dominent le marché.

Des revendications précises - là encore posées en termes professionnels - ont été énoncées, notamment en ce qui concerne le versement par l'Etat de la taxe spéciale additionnelle (perçue lors de l'exploitation des films), qui devrait être modifiée. On a parlé enfin de la responsabilité des collectivités locales en matière de création audiovisuelle. Mais là, on n'a pas avancé, et l'on ressent, en tous cas, la nécessité de la décentralisation.

CLAIRE DEVARIEUX.

Jacques Perrin  
président de la commission  
d'avances sur recettes

Le producteur et comédien Jacques Perrin, nouveau président de la commission d'avances sur recettes, succède à Danièle Delorme qui, après M. Georges Kiejman, a exercé deux mandats consécutifs.

En 1941, Jacques Perrin fait ses débuts d'acteur en 1957. On le voit dans des films de Clouzot (*La Vérité*), Zurlini (*La Fille à la valise*), Costa-Gavras (*Compromission*), Demy (*Les Dames de Rochefort*, *Papa d'âne*), Schöndorfer (*La 317<sup>e</sup> Section*, *Le Crabe-Tambour*). En 1968, il devient producteur, il est ainsi associé au financement d'une douzaine de films, parmi lesquels *Z*, et il continue sa carrière d'acteur.

M. Michel Crestin vient d'être nommé directeur général adjoint du Centre national de la cinématographie (C.N.C.). Chargé de la production, de la distribution, de la diffusion et des relations extérieures, il succède à M. Noël Chabid-Nourail, dont le mandat arrivait à expiration.

VARIÉTÉS

INAUGURATION DU MIDEM  
PAR M. JACK LANG

M. Jack Lang, ministre de la culture, a inauguré le lundi 25 janvier le seizième MIDEM (Marché international du disque et de l'édition musicale), qui, cette année, accueille à Cannes près de mille cent cinquante sociétés venues de cinquante-trois pays (le Monde du 23 janvier).

M. Jack Lang a notamment déclaré aux professionnels français que « la question de la T.V.A. sur les disques sera résolue aussi rapidement que possible ». « Nous ne pouvons pas toucher à un morceau sans remanier l'ensemble », a ajouté le ministre de la culture, précisant qu'il ne rejetait pas la revendication des éditeurs de musique et que « le ministère aura des propositions à faire ». « Le gouvernement, a-t-il dit également, est prêt à aider les éditeurs français pour l'exportation de leurs produits ».

« Notre position ne sera ni l'ingratitude ni l'indifférence », a d'autre part affirmé M. Jack Lang, qui a l'intention de dresser avec les professionnels « un inventaire complet de leurs difficultés », parmi lesquelles la piraterie commerciale, qui « représente 5 % du marché français et exige que soient prises des mesures à l'échelon international ».

En ce qui concerne l'extension de la copie privée, M. Jack Lang a annoncé le projet d'un « système de prélèvement qui puisse corriger le pillage opéré par les particuliers ».

Tous les TECHNICIENS DES ARTS (restaurateurs, ébénistes, bronziers, experts, etc.) et 70.000 renseignements sur les antiquaires et brocanteurs de France et d'Europe dans le GUIDE EMER 81-82 (par les 1000 ouverts Centre : 168 F 80, 7, de l'Hôtel de Ville, 75004 Paris)

Chaque semaine  
dans le Monde Dimanche  
UNE PAGE  
L'ACTUALITÉ DU DISQUE  
Classique - Jazz - Rock - Variétés

TCA AUBERVILLIERS  
THÉÂTRE DE LA COMMUNE  
jusqu'au 14 février  
Susan  
H. ACHTERNBUSCH  
833.16.16 mise en scène HANS PETER CLOS



# SPECTACLES

## théâtres

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

**PROTÉE**, Essai (278-46-42), 21 h.

**L'ORAGE**, Artistic-Athénien (355-27-10), 20 h 30.

**LA PATTE MOULÉE**, Michodière (742-95-22), 20 h 30.

**AMADEUS**, Michodière (256-04-41), 20 h 30.

**LA JEUNE FILLE ET L'ENFANT**, Cergy-Pontoise CAC (3-030-33-33), 21 h 30.

**L'ÉTRANGLEUR S'ÉCARTÉ**, Arts Hebert (387-34-24), 20 h 30.

**STRATÉGIE POUR DEUX JEAN-BONIS**, Espace Galté (327-95-94), 22 h.

**TRIO**, Moderne (280-09-30), 20 h 30.

**GIOVANNA MARINI, MARIONNETTES TOONNE**, Petit TEP (797-96-06), 20 h 30.

### Les salles subventionnées et municipales

**Opéra** (723-47-77), 18 h 30 : Lohengrin.

**Comédie-Française** (236-10-20), 20 h 30 : Andromaque.

**Châtelet** (272-61-15), 20 h : Faust, salle Gémier, 20 h 30 : La Sonate d'une nuit d'été.

**Grand Foyer**, 18 h 15 : Entrée avec M. Sali Hémoullé.

**Odéon** (325-70-32), 20 h 30 : Le Palais de justice.

**Théâtre de la Ville** (274-22-77), 18 h 30 : L. Muzil, 20 h 30 : Quel qu'on fasse, on casse.

**Théâtre municipal de Paris** (261-19-83), 20 h 30 : Ballet-théâtre français (Hommage à Diaghilev).

### Les autres salles

**Antoine** (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.

**Antier** (606-49-24), 21 h : Le Nonnain.

**Bouffes-du-Nord** (239-34-50), 20 h 30 : La Tragedie de Carmen.

**Bouffes parisiens** (296-97-03), 21 h : Dieux d'homme.

**Cartoucherie**, École de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Écrits contre la Commune.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 26 janvier 1982

**Théâtre de la Tempête** (328-36-36), 20 h 30 : L'Étranger dans la maison.

**Claf International** (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : La Religieuse ; la Galerie, 20 h 30 : Ce livre, la saut avec... la Resurre.

**Comédie Chamaris** (742-43-41), 21 h : Reviens d'été à l'Élysée.

**Comédie des Champs-Élysées** (720-08-54), 20 h 45 : Le Jardin d'Épouse.

**Comédie Italienne** (321-22-22), 20 h 30 : Le Servant amoureux.

**Comédie de Paris** (281-00-11), 20 h 30 : Le Chantier d'Opéra.

**Damon** (261-68-14), 21 h : La vie est trop courte.

**Espace Muzil** (271-10-19), 20 h 30 : Le Misanthrope.

**Fondateur** (874-74-40), 20 h 30 : Les Trois Jeunes.

**Galté Montparnasse** (322-16-18), 20 h 15 : Ce fait mal quand je touche ; 22 h : Est-ce que les fous jouent-ils ?

**Hochel** (326-98-99), 20 h 30 : La Cantatrice chauve ; 21 h 15 : Le Lézard.

**La Bruyère** (874-76-99), 21 h : Le Divan.

**Laurénaire** (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : Vénus ; 22 h 15 : Elle lui disait dans l'île ; Théâtre Rouge ; 20 h 30 : Mésalliance ; 22 h 15 : Le Combat de la Mousche ; Petite salle, 18 h 30 : Paroles françaises.

**Madeleine** (265-07-09), 20 h 45 : De vent dans les branches de mes rêves.

**Marie Stuart** (508-17-80), 20 h 30 : L'île des chèvres ; 22 h 15 : Pourquoi la robe d'Anne ne veut pas redescendre ?

**Marigny**, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : Le Garçon d'appartement.

**Mathurins** (265-90-00), 18 h 30 : Le Grain de sable ; 21 h : Jacques et son maître.

**Michod** (265-35-02), 21 h 15 : On dinait au lit.

**Montparnasse** (320-89-90), 21 h : Trébuchet ; petite salle, 20 h 30 : Les Archibuts.

**Nouveautés** (770-52-76), 21 h : Forme les yeux et pense à l'Anglais.

**Opéra** (874-42-52), 20 h 30 : Orchestre.

**Palais-Royal** (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.

**Petit Forum** (297-53-47), 20 h 30 : Toute petite boe.

**Pléiade** (320-00-06), 20 h 45 : Frère et Sœur.

**Poché** (544-50-21), 21 h : Baron baronne.

**Requêtes** (805-71-51), Petite salle, 20 h 30 : Il était trois fois.

**Saint-Georges** (878-65-47), 20 h 45 : Le Châli.

**Studio des Champs-Élysées** (723-35-10), 20 h 45 : Le Cœur sur la main.

**Studio Fortin**, 21 h : Touche pas à mon squelette.

**Théâtre d'Épave** (322-11-02), 20 h 30 : Vampires au positionnement ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire ; 23 h 15 : Vinc' avait raison.

**Théâtre du Rond-Point** (387-88-14), 20 h 30 : Mésalliance.

**Théâtre de l'Épave**, (271-51-00), 20 h : Écrivains.

**Théâtre de la Madeleine** (278-63-53), 20 h 30 : Heart IV.

**Théâtre Noir** (797-85-15), 20 h 30 : Les Jours de la vie ? Pardon Monsieur.

**Théâtre du Parc** (633-06-80), 20 h 30 : Écrire la nuit.

**Théâtre de la Rose-Pot** (256-70-80), 20 h 30 : L'Amour de l'homme ; petite salle, 20 h 30 : De toutes les couleurs ; Maison internationale du théâtre.

**Théâtre de Saint-Simon**, le voyage, 18 h 30 : Les 226-47-47, 22 h : Gaspard.

**Théâtre-Bernard** (322-08-00), 21 h : Une heure à tuer.

**Variétés** (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

### Le music-hall

**Bobino** (322-74-84), 20 h 45 : M. Sosa.

**Espace Galté** (327-95-94), 20 h 15 : M. Bena.

**Espace Muzil** (271-10-19), 22 h 30 : Les mines électriques.

**Fondateur** (874-74-40), 22 h : La combe - Asselin.

**Gaspard** (246-79-79), 21 h : Le Grand Orchestre du Splendid.

**Laurénaire** (544-57-34), 21 h : Manolo Moreno.

**Opéra** (742-25-09), 21 h : N. Monstour.

**Palais des Glaces** (607-49-93), grande salle (20 h 30) : Les Étoiles.

**Palais des Sports** (828-40-90), 20 h 30 : Les Étoiles.

**Paradise** (261-42-53), 20 h 45 : Alex Métyer.

**Troisième de Boum** (260-44-41), 21 h : R. Calderella, Jacina.

### Les concerts

**Église Saint-Étienne-de-Mont**, 20 h 30 : Ensemble Bach de Paris, dir. J. Von Wichel (Bach).

**Institut Néerlandais**, 21 h : H. Haas pianiste (Pijper, Chausson).

**Église des Églises**, 21 h : Orchestre de chambre de France, dir. A. Bonifroy (Vivaldi, Corelli, Albini).

**Salle Ravel**, 21 h : L. Cabot, L. Caravassalis (Händel, Gluck, Telemann).

**La Madeleine**, 19 h 45 : Ensemble J. Proulx (Beethoven, Dvorak, Franck) ; 21 h : L. Petrova-Benedict, A. Perchat, M. Makarenko (Lievina).

**Radio-France, Auditorium** 106, 18 h 30 : P. Müller (Debussy, Berio, Feireis, Zimmermann, Aky).

**Salle Gaveau**, 21 h : A. Weissenberg (Schumann).

### Jazz, pop, rock, folk

**Belles Douches** (887-34-40), 21 h : C. Bartholomay.

**Caveau de la Huchette** (326-65-05), 21 h 30 : D. Doris, Zanini.

**Crique d'Ivoire** (503-47-59), 21 h : Jacques Elégant.

**Feeling** (271-33-41), 22 h 30 : Trio R. Urtoger.

**Jazz Unité** (776-44-26), 21 h 30 : J. Tchicai, original band.

**New Morning** (523-51-41), 21 h : Patrice Anani ; A. Romano.

**Petit Journal** (326-28-59), 21 h 30 : C. Bolling trio.

**Petit Chaperon** (236-01-36), 23 h : J. Gourley, A. Cullaz, Ph. Combelles.

**Sleep Club** (233-94-30), 21 h 30 : M. Laferrère.

**MAISON DES ARTS CRÉTEIL**

ce soir 26 janvier 20h30

**MARDI JAZZ A CRÉTEIL**

**BOBBY FEW**

piano solo

**DOLLAR BRAND**

piano

**CARLOS WARD**

anches

Place Salvador Allende tel 899 94 50

M Crétail Prefecture

27 et 28 JANVIER

CHAMPS-ÉLYSÉES 20 H 30

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS 15 H.

**RAMEAU**

Castor et Pollux

**ENGLISH BACH FESTIVAL**

### La danse

**Centre mandapa** (589-01-60), 20 h 45 : D. Dopy.

**Ramagis** (288-64-44), 20 h 10 : A. Dezyus, J. Cazeau.

**Théâtre de Paris** (280-09-30), 20 h 30 : L'Ensemble de Pécin.

**Théâtre 18** (226-47-47), 20 h : Mel. Ten.

### Les cafés-théâtres

**An Rec film** (296-20-35), 20 h 15 : Tolu But ; 21 h 30 : La Prison ; 22 h 45 : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.

**Blancs-Manteaux** (887-15-84), 1. 20 h 15 : Averb = M.C. ; 21 h 30 : Les Démons London ; 22 h 30 : Des bulles dans l'acier ; 23 h 15 : Jeanot Ri-bouche arrive ; 24 h 30 : Qui a tué Betty Clancy ?

**Café d'Édgar** (322-11-02), 1. 20 h 30 : Tiers, voilà deux bouillies ; 21 h 45 : Mangennes d'hommes ; 22 h 15 : Demain, l'enfer le soir ; - 11. 21 h 45 : C'était ça ou le chantage.

**Café de la Gare** (278-52-51), 20 h 15 : Qu'est-ce qu'il y a dedans ? ; 22 h 15 : Le Chasseur d'hommes.

**Coupe-Chou** (272-01-73), 20 h 30 : Le Petit Prince ; 22 h : Feydeau-Courtes-Labiche.

**Le Petit Casino** (278-36-30), 21 h : Douby, be good ; 22 h 15 : T'es pas vu nos bananes ?

**Point Virgule** (278-67-03), 20 h 15 : Ça alors ; 21 h 30 : De retour sur les blé ; 22 h 30 : Les Chocottes.

**Splendid Saint-Martin** (208-21-93), 20 h 30 : Papy fait de la résistance.

**Le Tintamarre** (887-33-82), 19 h : C. Espinal, D. Bourdon ; 20 h 30 : Pâle ; 22 h : Annonces instrumentales.

**Théâtre de Des-Honneurs** (606-07-48), 20 h 15 : Chantons des Américains ; 21 h 30 : Il en est, de la police ; 22 h 30 : Teleny.

**Vamp-claque** (499-36-59), 21 h : Tintamarre ; 22 h : R. Crevé.

**Vieille grille** (707-60-93), 20 h : Catherine Tardieu.

### Les chansonniers

**Caveau de la République** (278-44-45), 21 h : Acheter Français.

**Deux-Axes** (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

### En région parisienne

**Ambertville**, Théâtre de la Commune (833-16-16), 19 h 30 : Susan.

**Bonloges**, T.B.S. (603-60-44), 20 h 30 : Théâtre Ragini.

**Coulm**, M.C. (782-42-70), 20 h 30 : C. Nongaro.

**Croix**, Maison des Arts (899-94-50), 20 h 30 : Jim Hail trip.

**Nanterre**, 21 h : Les Amateurs (721-18-81), 21 h : La Chambre d'écho.

**Passy**, CAC (074-70-18), 21 h : B. Derrain.

**Saint-Denis**, Forum des Chocottes (990-30-94), 21 h : G. Lafaille.

**Sartroville**, Théâtre (914-23-68), 21 h : Tout ce qu'est une destinée normale.

**La Vierge**, C.A.L. (976-32-75), 21 h : Le Faire siffler trois fois.

**Villiers-sur-Marne**, CAC (462-49-97), 21 h : Le Foulon.

**Vincennes**, M.J.C., 21 h : M. Thomas.

## CONCERTS

**Radio France**

FORMATION DE CHAMBRE DU NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Dir. : Sándor VEGH

J.-F. HEISSER, piano

QUATUOR POST

Schubert - Chausson

Mendelssohn

**SAISON LYRIQUE**

**KORNGOLD**

Die tote Stadt

H. GOETZ - R. BESSE

E. GUY-KUMMER

J. TRUBEL - M. BENOÎT

C. EYRICH

CHŒURS ET MAÎTRISE DE RADIO FRANCE

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

Dir. : Henry LEWIS

**MUSIQUE DE CHAMBRE**

**A. MEUNIER**

**A. PLANES**

Mendelssohn, Webern

Brünn - Beethoven

Debussy

**SOLISTES DU NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**

Dir. : E. KRIVNE

F. Martin, R. Strauss

Beethoven

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

**SAISON LYRIQUE**

**RAMSKY-KORSAKOV**

Le Coq d'Or

H. BLOCH - E. BAYARD

N. WITTS, D. BARRAT, F. TARDI

CHŒURS DE RADIO FRANCE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Direction :

Jean-Pierre MARTY

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**Richard STRAUSS**

Dietrich FISCHER-DIESKAU

Plan :

Hartmut Höll

**Ramzi YASSA**

BACH, LISZT

SCRIBINE

CONC. LAMOREUX

Sous le patronage de la mairie et de la ville de Paris

**Jean-Pierre RAMPAL**

joue et dirige

Mozart, Beethoven

**GWYNETH JONES**

Plan :

Clifford PARSONS

BRAMMS, MAHLER

SCHUBERT, STRAUSS

**JARD VAN NES**

Musico-Contralto

Gérard Van Blerk

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHUMANN

DE FALLA

**TRIO : CLAUDE MAILLOLS**

Plan :

BERNARD BERNARD

BEETHOVEN

Plan :

TRIO n° 3

SCHUBERT : Trio op. 90

**HET HAAGS**

Pianotrio

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**JEANNINE VIEUXTEMPS**

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**A. LIEBERMANN**

(violiniste)

**SILVIA NAVARRETE**

(soprano)

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**BACH**

MAGNIFICAT

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**JUSTUS VON WEBSKY**

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**AUSTRALIAN CHAMBER ORCHESTRA**

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**John HARDING**

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**QUATUOR ENDELION**

Plan :

PIERRE VERMEULEN

RAVEL, SCHOSTAKOVITCH

CHAUSSON

**21 - 31 JANVIER**

**BROCANTE de PARIS**

160 antiquaires

- et brocanteurs

Porte Champerret

Chapiteau chauffé

**SALE GAVEAU**

SAMEDI 30 JANVIER - 20H30

DIMANCHE 31 JANVIER - 17H30

**kurt redel** direction

christian crenne, violon

heinz holliger, hautbois

MOZART

Location

Salle Gaveau

et Agences

201.101.20



# L'ETRANGER DANS LA MAISON

de Richard Demarcy

La nouvelle pièce écrite et mise en scène par Richard DEMARCY est un chef-d'œuvre. Le rite est sans cesse présent dans cette œuvre... La poésie innée des paroles et des images met la conscience d'une brillante émotion, et cette émotion continue pendant que le rite échoie.

Le théâtre de Richard DEMARCY et de sa complice Thérèse MONTA est à la fois drôle, simple, imprévu, naïf et évident... Par le rite seul qui n'est que le rite, DEMARCY et ses camarades réussissent, comme s'ils jouaient entre eux, à saisir ce qu'il y a dans ce geste de plus irradiable, c'est-à-dire le tréfonds de l'âme, jointe à la plus implacable lucidité, une sorte de gaieté ludique où tendresse et insolence se mêlent.

Pierre MARCABRU (le Figaro).

RAYMOND ROHAUER présente

## LES TROIS MOUSQUETAIRES LE VOLEUR DE BAGDAD

**DOUGLAS FAIRBANKS**

FLMS DU MARAIS

(EN ALTERNANCE)

# MICHEL BLANC • ANÉMONE

# MA FEMME S'APPELLE REVIENS



UN FILM DE  
PATRICE  
LECONTE

## SPECTACLES

### cinémas

Les films marqués (\*) sont intervenus aux  
moins de trois ans.  
(\*\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Le message, de R. Rouleau ; 19 h :  
Hommage à Georges Cukor : Vacances ;  
21 h : Rétrospective Sholoi Imamura :  
L'espérance de l'humanité.

REAUROUX (778-35-57)

Rédécouverte

Les exclusivités

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE

(All., v.o.) : Marni, 2 (778-47-86).

ALL STARS FESTIVAL (A.) : Vidéo-

store, 6 (325-60-34).

AMERICAN POP (A., v.o.) : Impérial, 2

(742-72-52) ; Clary Palace, 2

(354-07-76) ; Ambassade, 8

(359-19-08) ; Parisiennes, 14

(329-83-11).

L'AMOUR DES FEMMES (Suiz.) :

Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ;

Olympie Balzac, 8 (561-10-60) ;

14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ;

Olympie-Entrepre, 14 (542-67-42).

ARHUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6

(325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées,

8 (359-12-15) ; Magic-Convention, 15

(828-20-64) ; V.F., Caméo, 9

(246-66-44) ; Bimbois Montparnasse,

15 (544-25-02).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 6

(326-79-17) ; Ambassade, 6

(359-19-08) ; Georges-V, 8 (562-41-46).

— V.F. : Paramount Opéra, 9

(742-56-31) ; Parisiennes, 14

(329-83-11).

BLUE SUED SHOS (Ang., v.o.) : For-

um, 1 (297-53-74) ; Elysees-Lincoln, 9

(359-36-14) ; Hollywood Boulevard, 9

(770-10-41) ; Parisiennes, 14

(329-83-11).

CARMEN JONES (A., v.o.) : Georges-V, 8

(562-41-46).

LA CHEVRE (Fr.) : Gaumont Les Halles,

1 (297-49-70) ; Richelieu, 2

(233-56-70) ; Hautefeuille, 6

(633-79-38) ; Montparnasse 83, 6

(544-14-27) ; Ambassade, 8

(359-19-08) ; Saint-Lazare Paquier,

8 (387-35-43) ; Nation, 12

(343-00-65) ; Faubette, 13

(331-64-86) ; Bimbois Montparnasse,

14 (544-25-02) ; Gaumont Convention,

15 (828-20-64) ; Murat, 16

(651-99-75) ; Paramount Maillet, 17

(757-77-78) ; Gaumont Gambetta, 20

(636-10-06).

CONDORMAN (A., v.o.) : Napoléon, 17

(380-41-46).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE

(It., v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ;

Clus Beaubourg, 2 (271-52-36) ; Studio

Alpha, 5 (354-39-46) ; Paramount

Odéon, 6 (325-99-83) ; Georges-V, 1

(562-41-46) ; Monte-Carlo, 8

(225-09-83) ; — V.F. : Marivaux, 2

(296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2

(261-50-32) ; Max-Linder, 2

(770-10-41) ; Paramount Opéra, 9

(742-56-31) ; Paramount Bastille, 12

(343-79-17) ; Paramount Gobelin, 13

(707-12-28) ; Paramount Galade, 13

(343-00-65) ; Paramount Odéon, 6

(540-45-91) ; Paramount Montparnasse,

14 (329-90-10) ; Convention Saint-

Charles, 15 (579-33-00) ; Pamy, 16

(288-62-34) ; Paramount Maillet, 17

(758-24-24) ; Paramount Montmartre,

18 (606-34-25).

COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux,

2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9

(325-99-83) ; Paramount City, 8

(540-45-76) ; Paramount Montparnasse,

14 (329-90-10).

CROQUE LA VIE (Fr.) : Marbeuf, 9

(543-67-42).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5 (354-15-04).

DIVINE CREATURE (It., v.o.) : Quin-

V.F. : Rio Opéra, 2 (742-56-31) ; Mont-

ville, 2 (770-72-86) ; Montparnasse, 14

(327-52-37).

L'ETRE LE PLUS FROID A PEKIN

(Chin., v.o.) : Ciné Seine, 5

(325-99-83).

L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Studio

de la Harpe Hochette, 2 (633-86-40).

HOTEL DES AMERIQUES (Fr.) : Para-

mount Marivaux, 2 (296-80-40).

IL FAUT TUEZ BIRGIT HAAS (Fr.) :

U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

LE JARDINIER (Fr.) : Lucernaire, 6

(544-57-34).

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE

(All., muet) : Studio Gît-le-Cœur, 6

(323-83-25) ; Pagode, 7 (705-12-15) ;

U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(336-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

### LES FILMS NOUVEAUX

ANTHROPOPHAGOUS (\*\*), film

italien de Jos. Amato, v.f. : Quin-

ette, 5 (633-79-38) ; Ambassade,

8 (359-19-08) ; Max-Linder, 2

(770-72-86) ; Français, 2

(770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14

(327-54-50) ; Montparnasse-Publi,

14 (322-19-23) ; Images, 18

(522-47-42).

PONTAMARA, film italien de Carlo

Lizzani, v.o. : Studio Logos, 5

(354-26-42) ; Olympie Balzac, 8

(561-10-60) ; Olympie Entrepre, 11

(542-67-42).

MUR MURS : DOCUMENTAIRE,

film français d'Agnes Verda : For-

um, 1 (297-53-74) ; Racine, 6

(333-47-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6

(326-58-00) ; Olympie Balzac, 8

(561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11

(357-90-81) ; Olympie Entrepre, 11

(542-67-42).

LES FANTASMES DE MADAME

JORDAN (\*), film suédois de Du-

dan Makavejev, v.o. : Gaumont

Bastille, 1 (297-49-70) ; Quin-

ette, 5 (633-79-38) ; Quartier Latin, 5

(326-84-65) ; Elysees-Lincoln, 9

(359-36-14) ; Marignan, 8

(359-92-42) ; v.f. : Impérial, 2

(742-72-52) ; Capri, 2

(508-11-69) ; Montparnasse-83, 6

(544-14-27) ; Nations, 12

(343-04-67) ; Faubette, 13

(331-64-86) ; Gaumont Sud, 14

(327-54-50) ; 14-Juillet-Beaugre-

nelle, 15 (579-79-79) ; Clichy Pa-

rib, 16 (522-46-01).

VENIN film anglais de Peter Hag-

ard, v.o. : U.G.C. Odéon, 6

(325-71-08) ; Biarritz, 8

(723-69-23) ; v.f. : Rex, 2

(326-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2

(261-50-32) ; Caméo, 9

(246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon,

12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelin, 13

(336-83-93) ; Mistral, 14

(539-52-43) ; Montparnasse, 14

(327-52-37) ; Magic Convention,

15 (828-20-64) ; Murat, 16

(651-99-75) ; Paramount Mont-

parnasse, 14 (329-90-10) ; Secré-

taire, 1







	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### CLESID CREUSOT-LOIRE EQUIPEMENTS SIDERURGiques

80 % du C.A. à la Grande Exportation recherche pour son Etablissement de SAINT CHAMOND (Loire)

#### 1 INGENIEUR D'AFFAIRES

Responsable de la réalisation complète des contrats d'engineering jusqu'à la réception définitive des installations et matériels chez le client.  
Ce poste de très haut niveau couvre une large et importante plage de responsabilités de diverses natures et exige du candidat des qualités de négociateur de coordination technique de gestion financière confirmées.  
Il conviendrait à un ingénieur expérimenté issu d'une grande école. Anglais indispensable. Ce poste est à pourvoir d'urgence.  
La rémunération qui peut être élevée tiendra compte des compétences et expériences acquises.

#### 2 INGENIEURS METALLURGISTES

POUR LE DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT PRODUITS

Chargés des problèmes de développement et de l'assistance technique aux bureaux d'études en matière de procédés pour les lignes de parachevment de bandes en continu telles que recuit, décapage, galvanisation, planage, formage et soudage de tubes etc...

Dans le cadre des contacts indispensables avec l'exploitant ils devront mener une action de service après-vente.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs issus d'une grande école Mines, Centrale ou équivalent - Débutant ou ayant une première expérience de la fonction - Formation de base matériaux et un goût pour la mécanique.  
Déplacements fréquents en France ou à l'étranger.  
Anglais indispensable.

Adresser les candidatures avec CV, photo et prétentions au Siège Social de CLESID 51, rue Sibert, 42403 SAINT CHAMOND à l'attention de Monsieur NEYME

#### 1 INGENIEUR METALLURGISTE

POUR LE DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT PRODUITS

Chargé des problèmes de développement et de l'assistance technique aux bureaux d'études en matière de procédés dans le domaine des fours électriques de fusion de l'acier.

Dans le cadre des contacts indispensables avec l'exploitant il devra mener une action de service après-vente.

Ce poste conviendrait à un ingénieur issu d'une grande école : Mines, Centrale, Arts et Métiers ayant une formation de base électrotechnique, un goût pour la mécanique et la thermique.

Expérience industrielle indispensable soit en exploitation soit en service entretien.

Déplacements fréquents en France ou à l'étranger.  
Anglais indispensable.

VILLE D'ANRANS

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Collaborateur direct du Secrétaire Général chargé de contribuer à optimiser l'utilisation des moyens matériels financiers, humains de la ville.

Conditions souhaitées :  
- 30 ans environ.  
- Formation type Institut d'Etudes Politiques, sections économique et financière ou service public.

RÉMUNÉRATION BRUTE MENSUELLE DE DÉBUT : 10.165 F. (traitement + indemnité).  
Candidature à : Monsieur le maire, B.P. 2720 - 80027 Amiens Cedex, avant le 31 janvier 1982.

Association Audition de l'habitat recherche technicien

Connaissance logement, ou bâtiment collaborateur de la Direction.  
Envoyer C.V. + photo + prétentions à : ARMI NID-PRÉFÈRE, 7, rue du Port-Guillaume, 31000 TOULOUSE.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE MAGASINAGE recherche pour son entreprise REGION LYONNAISE

#### 1 ASSISTANT CHEF DE DÉPOT

Niveau I.U.T. ou équivalent. Expériences acquises 5 à 10 ans.

Connaissances en transport après, mais non indispensables.

Rémunération en fonction de l'exp. au min. 80.000 F/an.

Env. C.V. et photo, n° 22.221, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>.

Pour démarcher les collectivités locales Société Industrielle connue sur le marché recherche des

#### AGENTS

Secteurs : Champagne - Lorraine Alsace - Franche-Comté Rhône-Alpes - Bourgogne Haute et Basse-Normandie Centre.

Mission : Etudes d'implantation et ventes de containers pour collecter les déchets des ordures ménagères. Activité en constante expansion. Contacts avec élus locaux et techniciens.

Envoyer C.V. détaillé et photo au n° 877 à Agence HAVAS, 28, rue des Capucins, 67081 STRASBOURG CEDEX.

## MICHELIN Commerce International

**1982:**  
le développement de notre commerce international se poursuit.  
Nous recherchons des

**JEUNES CADRES COMMERCIAUX**  
HEC - ESSEC - ESCP  
(débutants ou 1<sup>re</sup> expérience)

**1984:**  
vous serez à l'étranger  
**RESPONSABLES, INDÉPENDANTS**  
Vos talents et votre formation vous permettront d'animer une de nos filiales commerciales.

Tous les renseignements vous seront fournis au cours d'entretiens particuliers, à Paris ou en province. La discrétion la plus complète est assurée.

Adressez votre candidature à :

MICHELIN  
Service du Personnel SP 33/5158 B  
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX

### Technico-Commercial Haut Niveau Arts Graphiques - Charente 200 000 +

Notre Client, une PMI française bien gérée, crée, réalise, commercialise des impressions de très bonne signature qui font sa réputation et sa raison d'être.

Le Cadre Technico-Commercial recherché, collaborateur direct du P.D.G., entretiendra et développera une clientèle dans les créances où la Société s'est spécialisée (étiquettes et emballages pour les alcools, impressions publicitaires).

Nous souhaitons rencontrer une personnalité ayant au moins 7 ans d'expérience de la négociation. Ses réelles connaissances techniques d'imprimerie lui permettront de bien prendre en compte les problèmes de ses clients, de leur vendre de la création et du service.

Ce poste basé dans une ville agréable de Charente peut impliquer quelques déplacements. Il doit intéresser un candidat de valeur : un directeur technique à l'aise dans les contacts commerciaux ou un technico-commercial arts graphiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle sous référence 82516 M à Madame Claude FAVEREAU.

centor

13 bis, rue Henri Monnier  
75008 PARIS  
Tél : 265.1553

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### OGER international

Société mandataire de :

#### SAUDI OGER

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BATIMENT

2500 personnes venant de France en Arabie Saoudite sur un effectif total de 6000 personnes.

recherche dans le cadre de sa croissance au Proche et Moyen-Orient, des

### Contrôleurs de gestion

Formation I.U.T. ou Ecole de gestion (ESCAE). Expérience professionnelle minimum de 5 ans de préférence dans le domaine du Bâtiment. Ils auront la charge du suivi budgétaire d'un important chantier de bâtiment. L'anglais sera un atout. La rémunération à laquelle s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation, sera fonction de l'expérience.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans l'année, nous prendrons le temps d'aborder chaque candidature.

Adresser C.V. + photo à Oger International, Société mandataire, Service du personnel expatrié, Tour GAN Cédex 13 92082 Paris La Défense.

### EUROPEAN CENTRE FOR MEDIUM RANGE WEATHER FORECASTS

has the following vacancy:  
OPERATIONAL ANALYST (A2/A3)

ECMWF is an inter-governmental organisation, established by 17 European countries and located in Reading, Berkshire, United Kingdom.

The Centre prepares weather forecasts up to 10 days ahead and carries out related research activities for the Member States. The computer complex consists of a CRAY-1, a CDC CYBER 175, a CDC CYBER 170-730E and special purpose sub-systems for telecommunications and graphics based on RC3000.

The analyst will be working in the Computer Operations Section. He will be controlling the operational implementation of applications and basic software, liaising with applications and basic software teams, including communications, develop the technical operational interface to these teams. He will be involved with final testing and quality assurance for software enhancements, ensuring that operations procedures are accurate. He will assist with training of computer operators.

University education or equivalent, completed by training in programming and analysis, is required. A solid background in software engineering, communications and computer operations is highly desirable.

Fluency in at least one of the Centre's working languages, i.e. English, French or German, and a good knowledge of one of the others is required.

Basic salary: £ 1070.00 to £ 1786.00 per month, net of tax. The Centre has a range of allowances and operates a pension scheme.

Application forms should be obtained from the Centre or from national Meteorological Services and should be sent, together with C.V., not later than 11 February 1982, to:

The Director, European Centre for Medium Range Weather Forecasts, Shinfield Park, Reading, Berkshire RG2 9AX, United Kingdom. Telephone (...44) 734-85411, Telex 847 908.



En forte et constante expansion, leader sur ses marchés, 3 000 personnes, 7 usines, 5 réseaux de vente, dont 3 à l'étranger.

Offre le Poste de

### JEUNE INFORMATICIEN INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Aux côtés du chef de projet industriel et en liaison avec les exploitants, le Service Informatique et les Services de Services extérieurs, vous serez chargé de la conception et de la mise au point de systèmes informatiques de pilotage de processus industriels.

Vous êtes ingénieur ou possédez une maîtrise d'informatique.

Votre expérience industrielle d'1 ou 2 années vous a familiarisé avec les micro-processeurs, la robotique, les automatismes et les automates programmables.

Vous avez la pratique de l'anglais et êtes prêt à effectuer des missions de longue durée sur sites éloignés.

Ce premier poste vous permettra de faire valoir vos compétences dans des techniques de pointe, de voir les résultats industriels de vos actions, et avec la réussite, d'évoluer rapidement vers d'autres fonctions dans le domaine des études d'application ou dans celui de l'exploitation.

Rémunération attractive.

Poste basé à proximité de Colmar (Alsace).

Vous adresserez lettre manuscrite, C.V., détaillé, photo (retournée), sous REF. K3, à BEGHIN-SAY

B.P.A. - 54, avenue Hocher - 75008 PARIS

Discrétion assurée

#### SOCIÉTÉ

recherche

#### DIRECTEUR DU CONTENTIEUX

- Important personnel à gérer.
- Expérience et références exigées.
- Lieu de travail : Lyon.

Salaire 150.000 à débattre.

Ecrire s/r 031.367 M à Régis-Pressat

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.



emplois régionaux

QUARTIER FRANCE



RESPONSABLE ADMINISTRATIF usine SAINT-ETIENNE

base de données

unisab

sema

Chef de Centre

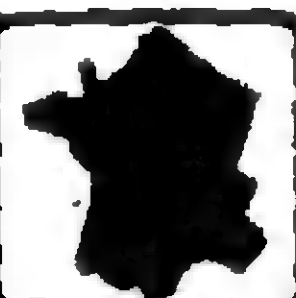
bachs

LTT

INGÉNIEURS ELECTRONIQUES



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

QUAKER FRANCE

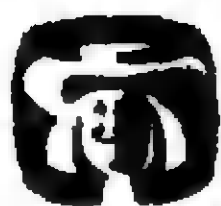


## RESPONSABLE ADMINISTRATIF usine SAINT-ETIENNE

Capable d'organiser la gestion administrative de notre nouvelle usine. Prendre la responsabilité de la gestion du personnel, du contrôle des coûts et du suivi des budgets. Nous recherchons un cadre ayant une première expérience de production et de gestion du personnel. De formation grandes écoles, parlant anglais et n'ayant pas moins de 28 ans. Filiale française d'un groupe agro-alimentaire multinational, notre principale activité est la fabrication de Petfoods. Notre C.A. est de 450 Millions de F et notre croissance supérieure à 30% par an.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence ASE.1 à :

QUAKER FRANCE  
Direction du Personnel  
40 Boulevard de Dunkerque  
13002 MARSEILLE - Tél. : (01) 91.91.48

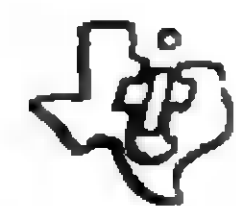


## Linguiste ou phonéticien, devenez le professeur de diction de nos ordinateurs.

Vous savez peut-être que dès aujourd'hui certains ordinateurs font plus que dialoguer, ils parlent. C'est l'une des nombreuses applications de la synthèse de la parole et nous sommes les premiers dans ce domaine. Pres de Nice, notre laboratoire européen développe ces applications dans la conception de nouveaux produits grand public : jeux éducatifs, automobile... et dans des recherches pour des clients extérieurs.

Pour remplacer la spécialiste venue des Etats-Unis créer ce service, nous recherchons un(e) jeune diplômé(e) d'une maîtrise de linguistique ou de langues. Vous aimez le goût de la phonétique, servi par une audition parfaite, l'intérêt pour l'informatique et le travail patient et précis à la connaissance de trois langues au moins parmi le français, l'anglais, l'allemand et l'italien ? Vous avez alors les qualités de base pour réussir dans cette fonction : organiser les enregistrements, traiter les données informatiques de la synthèse de la parole, perfectionnant les sons traduits par les programmes. Mais aussi assurer les contacts avec les clients, participer activement à la gestion du laboratoire et aux travaux de recherche sur de nouvelles technologies. Nous assurerons votre formation à l'ensemble de la fonction et à la programmation, si vous ne l'avez pas déjà pratiquée. Et quand vous connaîtrez bien votre métier, vous formerez à votre tour de nouveaux spécialistes.

Monique NERVEN vous prie de lui adresser votre candidature sous référence HQ/0182/1M à Texas Instruments France B.P. 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.



TEXAS INSTRUMENTS  
FRANCE

## spécialiste base de données



Orléans

Filiale d'un groupe international, UNISABI est le premier fabricant et distributeur en France d'aliments préparés pour animaux familiers (Canigou, Ronron, Kitekat, Pal, Frolic, Wiskas, Loyal).

L'expansion rapide de la société entraîne celle de l'informatique dans tous les domaines : gestion, production, commercial, bureautique (équipement actuel : 2 IBM 4341, MVS, CICS, VTAM, Transpac). Dans le cadre de ses nouveaux développements, UNISABI crée le poste de spécialiste base de données.

Le candidat recherché, de formation supérieure, participera à la conception et à la mise en œuvre de la base de données ; il devra assurer la liaison entre l'équipe système et les équipes de développement. Il possèdera une expérience de développement en base de données ou une expérience système DL/I.

Le poste est à pourvoir à Orléans, dans une unité moderne située dans un environnement naturel agréable. Pratiquant une politique sociale et salariale stimulante, UNISABI souhaite rencontrer des candidats en mesure de s'intégrer dans des équipes jeunes et dynamiques, et motivés par de réelles perspectives de carrière.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite sous la réf. 13027/M à S. Beaunoir, Sema-Sélection Centre Metz 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Un Important Organisme Public à caractère régional recherche son

## Chef de Centre Informatique

IL AURA POUR MISSIONS :

- la direction et l'animation d'un service de 70 personnes (études + exploitation)
- la gestion rigoureuse d'un budget de 20 millions de Francs
- l'élaboration de la politique informatique de demain en collaboration avec la direction générale
- la mise en œuvre et la réalisation des objectifs déjà définis par le plan directeur actuel :

LE CANDIDAT QUE NOTRE CLIENT DESIRE RENCONTRER

aura nécessairement :

- une formation supérieure (ingénieur ou maîtrise)
- une solide expérience d'informatique (connaissance des matériels CII HB appréciée)
- des qualités éprouvées de gestionnaire
- un goût marqué pour l'organisation et la négociation.

LIEU DE TRAVAIL situé à 1h30 de Paris.

Envoyer lettre, CV et prétentions sous réf. 002/M à CII HONEYWELL BULL - Service ACLES (chargé de cette sélection) - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT  
Etablissement public de l'Etat, pour son Centre de RECHERCHES ANTHROPOLOGIQUES (Alpes-Montélimar) :

## 2 INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

(4, Paris et Champs-Élysées, Centrale...) ou

## DOCTEURS D'ÉTAT

pour effectuer des recherches sur les applications THÉRIAPES, GROS DE L'ÉNERGIE SOLAIRE et les possibilités de stockage de chaleur dans le bâtiment.

Adresser C.V. et prétentions à : C.S.T.A. B.P. 21 05052 VALDONNE CEDEX

Organisme d'étude recruté pour l'élaboration de la politique de développement des sciences de la route. Forte disponibilité en raison des horaires.

1<sup>er</sup> poste :

formation mécanique générale type IUT ou équivalente, plus connaissances conception, entraînement véhicules automobiles.

2<sup>nd</sup> poste :

formation études supérieures, licence physique-sociologie entraînement non dirigé.

Scr. : 7.732 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

## Juriste

150/180 000 Frs Région Nord

Nous sommes la société de services juridiques et économiques d'un très important groupe français.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons actuellement un excellent praticien du droit des sociétés pour venir en appui à notre Responsable des Services Juridiques.

Vous aurez à assurer le suivi juridique des nombreuses sociétés du groupe (Conseils d'Administration, Assemblées, etc.), participer à l'organisation des actionnaires et vous intervenirez enfin comme conseil aux associés, par exemple en termes de fiscalité.

Vous disposez d'une solide formation juridique (droit des sociétés), vous faites la preuve d'une première expérience réussie acquise dans un Cabinet ou un Holding et vous savez vendre vos idées.

Si enfin, vous avez le goût de l'opérationnel, de l'autonomie et de la diplomatie, rencontrons-nous au plus vite.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5284 à Michel MONIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  
28, avenue de Messine  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

## Chef comptable

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PERFORMANTE ET RENOMMÉE (C.A. 170 millions de francs) Filiale d'un groupe international, recherche son Chef Comptable.

Il aura la responsabilité :

- de la comptabilité générale (jusqu'au bilan y compris),
- de la comptabilité analytique (prix de revient, budgets),
- de la trésorerie,
- des formalités fiscales,
- de la formation d'une équipe.

La réussite dans ce poste nécessite :

- une formation type ESC, DECS ou niveau équivalent,
- une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, acquise en milieu industriel,
- l'habitude de travailler avec l'informatique,
- la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne,
- une bonne pratique de l'anglais (lu, écrit, parlé).

Poste à Lyon. Rémunération : 150.000 F.

Ecrire sous réf. NX 302 AM.



4 rue Massenet 75016 Paris

SOCIÉTÉ FRANÇAISE GARDY  
Filiale MERLIN GERIN

Notre Société est spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel pour la distribution Basse Tension. Pour conserver notre avance nous recherchons nos recherches dans le domaine de l'électronique.

Notre Service Etudes et Développement recherche deux ingénieurs Grande-Ecole.

## UN INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

ESE, ou équivalent

Dans une première période vous vous consacrez à connaître parfaitement l'ensemble de notre appareillage. Vous participerez au développement des produits nouveaux. Vous engageriez des recherches en vue de concevoir et d'optimiser des FONCTIONS ELECTRONIQUES. Puis vous les adapterez à des dispositifs électromécaniques.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur créatif et réalisateur, très motivé pour la recherche appliquée. Anglais souhaité. Réf. 42 M 010.

## UN INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

bonnes bases en électronique.

Vous prendrez progressivement en charge la conception et la mise au point d'une gamme de nos produits jusqu'au stade de la pré-industrialisation. Très rapidement vous aurez la responsabilité d'une petite équipe de techniciens de B.E. labo et plate forme. Vous serez en contact direct avec les utilisateurs professionnels et les services commerciaux.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur passionné par les Etudes et la mise au point en laboratoire technique. Anglais souhaité. Réf. 42 M 003.

L'appartenance de notre société au groupe MERLIN-GERIN crée de réelles possibilités d'évolution de carrière. Ces deux postes sont à pourvoir à CHALON S/SAONE.

Adresser votre C.V. manuscrit en précisant la référence choisie à notre conseil CPA, 69 rue de Monceau 75008 Paris.



MEMBRE DE SYNTec

Maison Phénix Rhône-Alpes

## chef comptable

(homme ou femme), au siège à Grenoble

Sous l'autorité du Directeur Financier, vous êtes responsable de la comptabilité et de la gestion. Vous centralisez les comptabilités des agences et filiales, arrêtez les bilans et les comptes d'exploitation et assurez l'ensemble des déclarations comptables et fiscales du Groupe. Pour cela, vous êtes assisté au siège, d'une équipe de 8 collaborateurs et de 10 autres en agence.

A terme, vos fonctions peuvent s'élargir.

Diplômé HEC, ESCP, ESSEC + un DECS, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la comptabilité ou l'audit. Non diplômé, vous avez déjà prouvé vos compétences dans un poste similaire.

Notre consultant Mme P. SAURIS vous remercie de lui écrire (en indiquant vos prétentions) sous référence 729-LM à



ALEXANDRE TICS S.A.  
7 RUE SERVIENT - 68003 LYON  
PARIS-LILLE-NANTES-BRUXELLES-LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

47/100/150



**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

Constructeur International de biens d'équipements industriels, leader européen, recherche pour son unité de production du Nord (plus de 2000 personnes) son

## Chef des Services Techniques

Vous êtes l'adjoint d'un Directeur Technique dans le domaine de la mécanique moyenne série ou le responsable des Méthodes dans une entreprise importante, ce qui vous a amené, depuis 8 ans ou plus, à développer des projets pour la fabrication et le montage (spécialement tôlerie, carrosserie).

Votre nouveau job ? Responsable de l'ensemble des Services Techniques que vous saurez gérer sous l'angle :

- Technique : méthodes, préparation, entretien, équipements et implantations, outillage, avec une aide extérieure de sous-traitance pour certains projets.
- Financier : gestion des budgets d'investissements et de fonctionnement de l'établissement.
- Personnel : 200 collaborateurs à animer avec l'appui d'une solide équipe de spécialistes.

La pratique de l'anglais est vivement souhaitée, nous pourrions vous aider à la perfectionner. A terme, une évolution de carrière en fonction de votre réussite et de vos intérêts. Notre implantation française et internationale vous le permettra.

Cette proposition vous intéresse ? Envoyez votre CV détaillé sous référence 4186 M (mentionnée sur l'enveloppe) à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS.

Discretions assurées.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL Spécialisé dans les équipements de bord aéronautique

recherche pour son UNITÉ DE PRODUCTION DANS LA VIENNE

### INGÉNIEUR ELECTRONICIER

27 ans minimum. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur de formation électronique générale, inséparable avec aptitude particulière à la mécanique, désireux de participer à tous les aspects de la fabrication de matériels aéronautiques embarqués.

Après une formation technique et pratique au Siège, lui permettant d'acquies une connaissance parfaite des produits et de leur environnement, devra à terme encadrer techniquement et améliorer la productivité des différents groupes participant à la fabrication.

Expérience dans le domaine souhaité.

Envoyer C.V. avec prétentions s/r 22133, CONTESSÉ Publicité, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE CORSE recherche pour env. BASTIA

### CHEF COMPTABLE

Si possible étudier notions informatiques. Envoyer C.V. manuscrit INESCO, 11 bis, rue Scribe, 75006 Paris, ou tél. 265-21-48.

Hôtel Club des Calanques à AJACCIO recherche, pour son exploitation (bars à occ.)

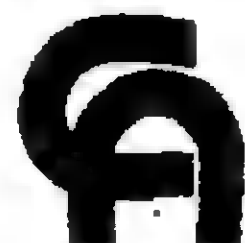
RESPONSABLE ANIMATION

Adresser C.V. et photo à : Direction Hôtel des Calanques, 20000 - AJACCIO.

Recherche pour village de VACANCES STATIONS des KARELLIS

DIRECTEUR exp. C.C. du Tourisme SOCIAL.

Env. C.V. + photo à A.L.P. 123, 15, rue Voltaire, 02100 St-Quentin.



La Caisse Régionale du Crédit Agricole du JURA cherche son

## RESPONSABLE ETUDES - ORGANISATION

Informaticien disposant d'une solide expérience de conception et de réalisation. Il a déjà conduit des projets dans leur totalité et assumé des responsabilités d'encadrement. Des compétences en bases de données et TP seraient très appréciées.

Dans le cadre d'importants projets techniques (implantation d'un réseau, développement du parc...), il devra organiser et superviser la conception de projets, les choix méthodologiques et animer son équipe (20 personnes).

Rattaché à la Direction Informatique, ce poste pourra ouvrir d'intéressantes perspectives professionnelles.

Lieu du travail : Lons-le-Saunier.

Candidature et CV sont à adresser sous référence 73385 LM à



ETHNOS - Conseil en recrutement Membre de Syntec Informatique 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT



Filiale de Thomson CSF informatique recherche pour son Centre de Grenoble

## Ingénieur Marketing Achats

- Formation ingénieur électronique générale.
- Anglais lu et parlé.
- secteur d'activité : circuits intégrés.

Sous la responsabilité directe du chef de département achats, le titulaire sera responsable de :

- l'étude du marché fournisseurs,
- la promotion interne des nouveaux produits auprès des services,
- des négociations avec les fournisseurs,
- du support technique et commercial des services approvisionnement.

Le poste s'adresse à des candidats ayant une solide expérience technique ou électronique (en particulier circuits intégrés) et une bonne capacité à négocier à haut niveau et de façon autonome.

Envoyer lettre + C.V. + photo à SEMS - Service du Personnel - 1, rue de Provence - 38130 Echirolles



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

Notre Société occupe une des toutes premières places dans la PROMOTION IMMOBILIERE.

Nous recherchons pour notre

DIRECTION REGIONALE DE NICE

## comptable confirmé

Certificat comptable D.E.C.S. - B.T.S. - D.U.T., ou niveau équivalent. Sous l'autorité du Chef Comptable, il sera principalement chargé : de contrôler le travail d'une petite équipe et de tenir la comptabilité des programmes immobiliers et d'assurer l'exécution de tous les travaux comptables nécessaires à la présentation annuelle du bilan, du compte d'exploitation générale et du compte de "pertes et profits".

Vous devez être ouvert aux problèmes informatiques et posséder outre le sens des responsabilités, le goût du travail en équipe, ainsi qu'une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet ou en Entreprise.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et prétentions sous référence 7580 à :

OF organisation et publicité 2 rue MARCELIN JURY PARIS XIV TRAI.



THOMSON-CSF

DIVISION DES EQUIPEMENTS AVIONIQUES CENTRE DE BORDEAUX LE HAILLAN

Nous sommes installés dans un cadre agréable à moins de 10 kms de Bordeaux dans un établissement de moins de 500 personnes.

Nous étudions et développons des équipements électroniques aéroportés mettant en œuvre des technologies d'avant-garde dans les domaines civils et militaires.

Nous recherchons des

## INGENIEURS

de formation X - ENST - ENSAE - ECP - ESE - A & M - ENSI

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

- électronique générale
- production
- logiciel de base
- bureau d'études
- logiciel d'application
- soutien logistique et maintenance.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'une photo au Service du Personnel - B.P. No 3 - 33180 LE HAILLAN.

## Fisher-Price

### directeur financier controller

Fisher-Price est, comme vous le savez probablement, le leader mondial du jouet pour la petite enfance (de la naissance à la grande école). La filiale française est devenue également leader du marché en cinq ans et notre expansion continue.

Dépendant directement du Directeur Général, ce poste recouvre toutes les fonctions d'un Contrôleur au sens anglo-saxon : la comptabilité bien sûr (générale, fournisseurs, clients, trésorerie), et la comptabilité analytique, mais aussi le reporting (et ses procédures), le planning et l'informatique.

Vous organiserez et animeriez ainsi le travail d'une quinzaine de personnes, et assurerez vous-même les relations au niveau international.

Vous avez une formation supérieure HEC, ESSEC, SUP DE CO ou Grande Ecole de Gestion, complétée par un DECS.

Par ailleurs, votre expérience de 5 ans minimum de la comptabilité, du contrôle de gestion et de l'informatique a été acquise dans un contexte anglo-saxon (de préférence au sein d'un grand groupe). De ce fait, vous maîtrisez parfaitement et complètement la langue anglaise.

Enfin, vous êtes plutôt attiré par la vie de province; nous sommes situés à ORLÈANS, ville universitaire proche de Paris.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5277 à Michel GARNIER.



28, avenue de Messine 75008 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

### METRAVIB

Société pour la Mesure et le Traitement des vibrations et du bruit

recherche jeune ingénieur technico-commercial, quelques années d'expérience, pour la promotion d'instrumentation scientifique dans le domaine de la mécanique vibratoire.

Envoyer C.V. et prétentions à Metravib, 64, chemin des Houlles, B.P. 122, 69130 ECULLY.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche

pour sa division BATIMENT (PRÉFABRICATION LÉGÈRE)

## UN INGÉNIEUR COMMERCIAL BATIMENT

Au sein d'une équipe jusqu'alors centrée sur l'exportation, il aura pour mission de développer le marché français. SES PRINCIPALES FONCTIONS SERONT :

- la recherche et la mise au point de produits nouveaux ;
- la promotion de ces produits sur le marché national.

Ce poste sera confié à un ingénieur bâtiment (formation ESTP ou équivalent) ayant 3 à 5 ans d'expérience commerciale ou équivalente à un Cadre Commercial de formation ESC ayant acquis son expérience dans le secteur bâtiment.

POSTE A POURVOIR EN NORMANDIE

Adr. lettre cand. C.V. et prêt s/réf. 7817 à Pierre LICHOU S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmet.

Directeur d'une Unité de Production, au sein d'un important Laboratoire Pharmaceutique - filiale d'un groupe international diversifié - je recherche

## LE CHEF DU PERSONNEL

de mon établissement (Ville universitaire/Bords de Loire)

Vous êtes jeune d'esprit et décontracté, votre culture générale vous permet de vous adapter à tous les milieux, vous avez des idées libérales sur la vie et généreuses sur les hommes, Bien évidemment,

vous avez une expérience de la fonction en usine, une bonne connaissance des contraintes administratives, et d'excellentes qualités relationnelles, je vous attends, avec vos C.V., photo et prétentions que me transmettra personnellement CONTESSÉ Publicité - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01. Sous référence 21969.

VOUS ÊTES LE CANDIDAT IDEAL POUR CE POSTE

Nous sommes le No 1 Français du meuble et nous voulons nous imposer sur le marché international.

Nous recherchons notre

## Directeur Commercial Export

- en liaison directe avec le Directeur Général, ses missions sont les suivantes :
- proposer et mettre en œuvre la politique commerciale adaptée à chaque pays
- organiser l'administration commerciale nécessaire à ce développement
- apporter son assistance lors de négociations de haut niveau.

Le poste sera confié de préférence à un (e) candidat (e) de formation supérieure, ayant acquis une expérience de vente internationale, de la responsabilité d'un centre de profits et de l'animation d'une équipe.

La pratique des produits de grande diffusion et de leur circuit serait un atout supplémentaire.

Le dynamisme, le sens de l'organisation, la disponibilité ajoutés à la maîtrise des langues Allemande et Anglaise sont les qualités principales pour réussir dans ce poste.

POSTE A POURVOIR DANS UNE REGION AGREABLE DE L'EST DE LA FRANCE.

Envoyer CV, photo, prétentions sous référence 16616 M, à :

JEAN REGNIER PUBLICITE

39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE REGION SUD-EST

recherche pour ses BUREAUX D'ETUDES ENGINEERING

## INGENIEUR FORMATION INSA OU A.M.

OPTION GENIE MECANIQUE ET BUREAU D'ETUDES

Connaissance indispensable de l'anglais écrit et parlé.

FONCTION :

- négociations techniques avec clients,
- négociations commerciales et techniques avec fournisseurs,
- coordinateur entre différents services (études, planning, production),
- goût des contacts humains.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 21943 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

FLONIC

Schlumberger

HAVAS CONTACT



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Mobil

recherche pour  
sa raffinerie  
de (76) N.D. de GRAVENCHON  
Ingénieur  
électricité/instrumentation

(SUP'elec - ENSERG-ESIEE - etc)  
2 à 3 ANS D'EXPERIENCE SOUHAITES

Le poste prévoit :  
- une période de formation qui pourra comporter des séjours dans des établissements du Groupe en Europe ou aux Etats-Unis  
- des responsabilités concernant l'ensemble des installations électriques, les chaînes de régulation, les automatismes et les analyses.  
- des possibilités d'ouvertures variées vers différents postes plus importants soit en raffinerie soit dans des activités connexes au Siège Social ou à l'étranger.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Prière d'adresser sous référence 22142 lettre manuscrite, C.V. et photo (retournée) à  
MOBIL OIL FRANCAISE Service Central Recrutement  
Tour Septentrion 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

ENTREPRISE LEADER NATIONAL  
DANS SA PROFESSION

Recrute

### UN INFORMATICIEN

Diplômé de l'Enseignement supérieur, ou équivalent, ayant quelques années d'expérience sur P.D.P. - 11 (assembleur), avec connaissances avancées du Pascal.

Le candidat devra avoir une bonne pratique de la langue anglaise, et être disponible pour passer 6 mois de mission aux Etats-Unis.

Après ce séjour, il participera à la mise en place et à l'évolution d'un logiciel complet de fabrication d'un journal.

Le Poste est à pourvoir dans grande ville de l'Ouest.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions, sous n° 116406 M, à  
RÉGIE PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CARRIÈRE BANCAIRE LILLE (Réf. EEL/RB)  
110/160.000 F MONTPELLIER (Réf. EEM/RB)

Banque française de haute réputation (Siège à Paris) développe les activités de sa Direction de l'Exploitation et recherche pour ses succursales de Lille et Montpellier.

### DEUX EXPLOITANTS D'ENTREPRISE ATTACHÉS DE DIRECTION (CL V OU VI)

Les candidats retenus (H. ou F.), d'au moins 28 ans, auront de formation supérieure (ES, DES ou Maitrise de Gestion, Sc. Eco, Droit...) ou professionnelle (CEBB, ITB), et auront déjà acquis une solide base technique des divers aspects du financement d'entreprise. Une première expérience d'au moins 2/3 ans dans une fonction similaire est nécessaire, une bonne connaissance des opérations avec l'étranger sera particulièrement appréciée.

Chargés de suivre et de développer un portefeuille de sociétés dont ils seront personnellement les interlocuteurs directs, leur présentation, leur dynamisme, un bon contact humain et le goût des responsabilités seront des atouts majeurs pour bien réussir dans cette fonction.

R. BATFOULIER, notre Conseil en Recrutement, vous garantit une totale discrétion et une réponse rapide, si vous voulez bien lui écrire (avec votre numéro de téléphone) à :  
T.H.P., 18, rue Vignon, 75009 PARIS.

Les premiers entretiens auront lieu à Lille et à Montpellier sous 3 semaines.

### EST DE LA FRANCE TRANSFORMATION DE L'ACIER

Une grande société spécialisée en laminage et frappe à froid recherche

### UN INGÉNIEUR

pour prendre la direction de son service entretien

SON EXPERIENCE : Celle de la gestion d'un service entretien au sein d'une entreprise industrielle.

SES COMPETENCES : La prévention, les contrôles, la gestion des différents papiers, l'exploitation de certains services de distribution (distribution électrique, air comprimé, chauffage...), le bilan énergétique de la société.

SES QUALITES : C'est un meneur d'hommes, capable de diriger et de motiver une certaine de personnes.

SON AGE : 30 ANS MINIMUM.

Si cette carrière vous intéresse, n'hésitez pas à envoyer votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et de vos prétentions, s/r 116281 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

### MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.  
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.  
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.



Filiale du géant américain PPG cette société est incontestablement très performante car elle ne cesse d'augmenter ses parts de marché dans des domaines pourtant très concurrentiels. Figurant déjà dans le groupe de tête des fabricants de peintures, elle continue sa progression et renforce ses structures en créant un poste de

### Futur chef de produits Peintures bâtiment

Attentif à l'évolution du marché et des besoins de la clientèle, il sera chargé de veiller à l'adaptabilité permanente de la gamme des produits. Traduisant en termes de spécifications techniques les besoins des services commerciaux, il étudiera avec le responsable du développement technique les solutions possibles, et prendra en charge leur réalisation en assurant la coordination de tous les services intervenants (laboratoires, bureau des méthodes, fabrication, contrôle). En outre, il contribuera à améliorer la compétence technique du réseau de ventes par des actions de formation et des missions d'information. Ce poste, varié et vivant, s'adresse à un jeune diplômé d'études supérieures ayant à son actif une première expérience réussie soit comme assistant d'un chef de produits, soit comme technico-commercial dans la vente de matériaux de second œuvre du bâtiment. S'il a déjà acquis une formation peintures cela facilitera son démarrage. A Valenciennes, où il sera basé, il trouvera une équipe de travail sympathique, prête à l'accueillir et une société dynamique pouvant répondre à ses aspirations d'évolution. La rémunération de départ sera à la mesure de ses compétences actuelles et potentielles. Merci de vous faire connaître en écrivant à Daniel Landeau - Réf. M 20044 (Roubaix).

Discrétion totale assurée.

### SFENA

DIVISION APRES-VENTE

BORDEAUX MÉRIGNAC  
recherche

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN TECHNIQUE AVIONIQUE DE POINTE (ENAC, ENSI ou équivalent)

Il animera une équipe ayant pour tâche l'installation sur avion et la maintenance de nos systèmes de pilotage embarqués. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur possédant des connaissances en techniques numériques et si possible en avionique. Déplacements de courte durée en Région Parisienne et en province. Adresser CV photo et prétentions sous réf. I/109 T à SFENA - DAV - Avenue du Président J.-F. Kennedy 33700 Mérignac.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## ALUMINIUM PECHINEY

recherche pour une de ses usines de 300 à 800 personnes, située dans les ALPES ou les PYRÉNÉES; un

### ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ENTRETIEN Mécanique, Bureau d'études, Travaux neufs

Le jeune ingénieur, 25/30 ans, de formation A.M., Ecac, Icam, etc., débutant ou possédant une première expérience, se voit confier d'emblée des responsabilités importantes.

De bonnes connaissances en mécanique, hydraulique, automatismes, pneumatiques sont indispensables.

Au bout de quelques années, le jeune adjoint, nommé chef de service, est muté dans une usine d'électrolyse en France ou à l'étranger (Cameroun, par exemple).

A terme, mutation au Siège ou à l'étranger: ingénierie, logistique, bureau d'études, assistance technique. Intéressantes possibilités de mutation au-delà de la société, non seulement dans la Branche mais dans le Groupe PUK.

Les qualités requises, outre les qualités techniques indispensables:

- être capable d'améliorer les techniques existantes;
- savoir commander et animer une équipe;
- être intéressé par l'industrie lourde (usines à feu continu);
- être mobile, accepter de s'expatrier;
- connaître l'anglais courant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Aluminium Pechiney - DRP Recrutement  
23, rue Balzac - 75008 Paris.

### BLEZAT MOSE CONSULTANTS CONSULTANT MARKETING LYON CONSULTANT ORGANISATION LYON

Société d'études et de conseil leader en France des marchés agro-alimentaires et restauration et dont le développement à l'export est prometteur, cherchons à étoffer notre équipe avec hommes ou femmes de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup. de CO), ayant d'excellentes bases en anglais et 3/5 années d'expérience en cabinet ou entreprise industrielle.

Les 2 chargés d'études seniors doivent pouvoir évoluer à 3 ans vers le travail de consultant et/ou de direction des études.

Société créée en 1974 - 12 personnes + 45 %/an C.A. Moyenne d'âge 30 ans. Adhérons à un groupe de 100 personnes, spécialistes de l'agro-alimentaire en France et à l'étranger. De grande réputation depuis plus de 30 ans.

Téléphonez personnellement à Pierre BLEZAT ou Pierre-Yves MOSE au (7) 859-82-95 ou écrivez nous : BLEZAT MOSE CONSULTANTS  
15, rue de la Garenne 69322 LYON cedex 2.

### Directeur des ventes France AGRO ALIMENTAIRE Région ANGERS

Nous sommes un important groupe Agro Alimentaire, leader dans sa branche et recherchons notre futur Directeur des Ventes France.

Il devra être capable de gérer ce secteur qui représente 50% de notre activité, d'animer un réseau de 50 agents, de participer à la définition de la politique commerciale, de traiter les plus importantes marchés avec les centrales d'achat.

Ce poste qui exige des déplacements et dès lors une grande disponibilité, conviendrait à un candidat expérimenté possédant notamment de réelles qualités de négociateur et de gestionnaire.

Nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions à Daniel DERREY sous réf. 92523

Le Tertre au Jau-Route de Cantenay-Epaulard  
49000 Angers, qui le traitera confidentiellement.

ouest recrutement

### INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

VOUS

- êtes ingénieur Grande Ecole;
- avez entre 30 et 35 ans;
- orientez votre carrière vers vos activités commerciales;
- parlez et écrivez couramment l'anglais;
- préparez efficacement vos déplacements, exposés et documents.

NOUS

- offrons un poste d'Ingénieur Commercial Export, basé à Brest;
- Ceci implique :
  - de bonnes connaissances en électronique, et particulièrement en acoustique, pour matériels militaires;
  - la préparation et la réalisation d'exposés et de proposition complètes;
  - des déplacements à l'étranger pour prospection et soutien de vos propositions.

Envoyer C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF  
Division des Activités Sous-Marines  
Route du Conquet - 29283 BREST Cedex

### THOMSON-CSF

DIVISION ACTIVITES SOUS-MARINES

### GRUPE D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES EN PROVENCE/LANGUEDOC

recherche

### CADRE - 35 ANS ENVIRON -

Ayant expérience réelle dans conduite de stratégie de développement et de commercialisation des entreprises agro-alimentaires, pour orienter, animer et coordonner un programme de développement, de dynamisation et de promotion de secteur agro-alimentaire régional.

Envoyer C.V., photo et prétentions, s/r T031.263 M, à :  
RÉGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Je tiens à...



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## CIMENT : ENGINEERING INTERNATIONAL

Nous exportons des usines dans le monde entier.

L'activité CIMENTIERIE s'est développée très rapidement par l'obtention de plusieurs contrats très importants à l'étranger. Nous avons constitué une équipe de haut niveau technologique - apte à s'imposer sur le plan international - que nous voulons compléter dans nos différents établissements.

Paris - Bourgogne - Loire

### • INGENIEUR SPECIALISTE PNEUMATIQUE-AERAIQUE

- Formation : ingénieur ou équivalent
- Expérience : connaissance des problèmes de manutention pneumatique, de dépoussiérage et de ventilation
- Anglais parlé indispensable

### • INGENIEUR PROCÉDÉS CIMENTIERIES

- Formation : ingénieur ou équivalent
- Expérience : Ingénieur Procédés dans une grande entreprise (Cimenterie - Plâtre - Chimie - Pétro-Chimie) et supervision d'une équipe d'Ingénieurs Procédés
- Anglais parlé indispensable

### • INGENIEUR COORDINATEUR ETUDES CIMENTIERIES

- Formation : ingénieur
- Expérience : contrôle et suivi des études d'installation de grands Projets. Coordination d'ingénieurs spécialistes. Interlocuteur technique du Client.
- Anglais parlé indispensable.

Votre candidature sera étudiée avec la plus grande attention par nos services. Nous vous demandons de bien vouloir adresser votre CV + photo sous No 21.972, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discretion assurée.

## Vilmorin

Pour répondre à notre développement, nous offrons à des

### INGENIEURS AGRONOMES

des postes de terrain dans les domaines de :

#### • La Recherche Appliquée

Chargé de la sélection tomates, cet ingénieur s'intégrera dans l'équipe du Centre de Mimos (34), et aura de préférence une formation complémentaire en amélioration des plantes. **référence 20581**

#### • La Production

Basé à Angers (49) et ayant une première expérience acquise dans les semences potagères ou les cultures légumières, ce futur responsable de la sélection conservatrice devra faire preuve de qualités de rigueur et de méthode. **référence 20581**

#### • L'Assistance Technique

En France, sur plusieurs départements, ou à l'exportation sur l'Europe du Sud, ces postes très ouverts et susceptibles d'évoluer rapidement comportent des responsabilités d'expérimentation et de promotion. Ils exigent de leurs futurs titulaires des qualités de contact et de disponibilité. **référence 20781**

Votre dossier de candidature avec CV détaillé doit être adressé sous **référence correspondante à LIMAGRAIN - BP 51 - 83360 GERZAT.**

## Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT

recherche pour PARIS

### ANIMATEUR D'EQUIPE COMMERCIALE

- Sous la responsabilité du Directeur de l'exploitation, il assurera l'animation d'une équipe d'Attachés Commerciaux chargés du développement d'une clientèle de particuliers.
- Il participera également à l'élaboration de la politique commerciale et au suivi des objectifs, tout en assurant la formation de son personnel.
- Ce poste s'adresse à un commercial de Banque soucieux d'évolution et désireux de participer à l'expansion d'une banque dynamique.

Position classe III ou IV selon expérience

Envoyer CV, photo, classification actuelle et prétentions, à Monsieur REGIS Direction Administrative - B.P.F.D. 78 rue Olivier de Serres - 75739 PARIS Cedex 15

Nous sommes une Société d'Électronique. Les importantes perspectives de développement nous conduisent à créer des postes pour des

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Nous cherchons des Diplômés Grande École, débutants ou ayant une première expérience d'environ 5 ans.

Il leur sera confié des études d'équipements électroniques employant des techniques ANALOGIQUES et DIGITALES notamment dans l'utilisation

de microprocesseurs.

Ils s'intégreront dans de petites équipes pluridisciplinaires qui ont su prouver, au sein de notre groupe, leur dynamisme et leur compétence.

Ces fonctions doivent déboucher sur d'importantes responsabilités.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest. Merci d'adresser vos dossiers de candidatures avec photo sous référence 39359 à :

**HAVAS CONTACT**  
156 boulevard Haussmann  
75008 PARIS,  
qui garantit toute discrétion.

annonce parlée\*

### Ingénieur d'application

Tests Automatiques

Importante société française développant des systèmes de technologie avancée dans le domaine des tests automatisés, recherche pour renforcer son service d'application, un Ingénieur Electronicien, diplômé d'une grande école ou université. Il participera aux études préliminaires et aux négociations et assurera l'interface technique entre les clients et l'entreprise pour des projets importants. Une bonne connaissance de l'anglais constituera un atout supplémentaire.

\* Avant de faire acte de candidature, prendre connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre, conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15, référence 1180.

**SVP Information Carrière**  
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

**GROUPE INDUSTRIEL PARIS**

recherche

### ANALYSTE-PROGRAMMEUR

IUT ou équivalent, 3 ans d'expérience minimum pour importants projets de gestion. Une connaissance des matériels et logiciels ICL (IME 24, IDMS, TIME-TP) serait un atout. Poste à pourvoir quartier St-Lazare avec déplacements fréquents en Province.

Adresser CV et prétentions si n° 41966 HAVAS CONTACT - 156 bd Haussmann 75008 PARIS, qui transmettra.

## BS

**BITUMES SPÉCIAUX**

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, nous fabriquons des systèmes de revêtement spécifiques à l'industrie, aux bâtiments et aux pipelines

Pour renforcer nos équipes commerciales, nous recherchons **DEUX COLLABORATEURS**

DANS LE CADRE DE NOS VENTES EN FRANCE

### Animateur commercial

Sous la dépendance du responsable des ventes, il aura pour mission :

- suivre, animer et contrôler un groupe d'agents
- mettre en œuvre la politique commerciale auprès de ces agents
- suivre un réseau de négociants.

L'homme 30-35 ans que nous recruterons aura une expérience antérieure d'animation si possible dans l'anti-corrosion. Une connaissance de l'anglais est souhaitée.

Lieu de travail : PARIS - Déplacements fréquents.

DANS LE CADRE DE NOS VENTES A L'EXPORTATION

### Cadre commercial export

Sous la dépendance du responsable des ventes export, il aura pour mission de :

- promouvoir les produits nouveaux à l'étranger en liaison avec les chefs de produits
- mettre en place des agents dans les pays limitrophes
- organiser et animer un réseau d'agents.

L'homme (32 ans minimum) qui réussira dans ce poste sera un gagnant, un battant et un imaginaire à l'affût des opportunités. Très disponible, négociateur subtil, bon gestionnaire, il devra apporter la preuve d'expériences et de réussites à l'exportation en produits industriels de grande consommation. Formation supérieure.

Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable, une connaissance de l'allemand est souhaitée.

Lieu de travail : PARIS - Nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Mme GARDETTE, 22, avenue de la Grande Armée 75017 PARIS.

ORGANISME D'ASSURANCE DE DIMENSION NATIONALE recherche un

### DEBUTANT

ADJOINT (E) DU CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure, type maîtrise de gestion, Sup de Co, vous n'avez pas encore d'expérience professionnelle, mais vous êtes un esprit curieux qui sait faire preuve d'initiative et d'imagination, vous aimez les contacts et le travail en équipe.

Après une période de formation, vous serez chargé d'assurer progressivement le contrôle de gestion d'un département de 550 personnes, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 2,5 milliards.

Envoyez votre CV, détaillé + photo + salaire actuel en précisant la référence BL 21 M à :

**CARRIERES SERVICES**  
13 rue de la Paix - 75002 PARIS

Groupe CGS  
Conseils  
en recrutement

**SECIM (Groupe Creusot-Loire)**

80% de son CA à l'exportation

Vous êtes motivé pour faire avancer une technique et la rendre très performante par une amélioration constante de son automatisation. Nous vous proposons de venir renforcer la compétence du service RÉALISATION de notre Département LAMINOIRS.

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Ayant une première expérience en débutant, de formation ENI, option électronique, vous réaliserez des études complètes d'automatisme de process en temps réel: conception des schémas détaillés, essais et réglage en place, mise au point sur site lors des installations de matériel.
- Vous avez acquis une bonne connaissance de l'anglais.
- Un stage d'environ un an à COURBEVOIS (92) vous permettra de vous perfectionner avant d'être affecté à notre unité de MAUREBOIS (66).

Adresser nous votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle: SECIM - Service Gestion des Cadres - Bât. GR3 M - 107, bd de la Mission-Mareband 92408 COURBEVOIS CEDEX.

4, rue Massonnet 75018 P

Un manager  
direction  
des ventes  
des produits

Chef  
de service  
entretien  
mécanique

Conducteur  
de travaux  
pour  
compteur

Adjoint de  
direction  
financière  
ingénieur  
grandes usines  
ou HES. 6001

Ingénieur  
génie chimique  
départ  
haut niveau  
pour  
opérationnel

Juriste  
d'entreprise

ECP, Mines  
AM, ESTP  
confirme  
haut niveau

ECP, Mines  
AM, ESTP  
fort potentiel  
débutant

et



REPRODUCTION INTERDITE

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

**etap**

**Un manager pour une direction du personnel et des relations sociales**

référence KV 344 AM

**UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU SECTEUR ALIMENTAIRE** (1 200 personnes) performant, en expansion et rattaché à puissant groupe international recherche son Directeur du Personnel et des Relations Sociales (prise de fonction après une période de recouvrement avant le départ en retraite du titulaire actuel).

Membre du Comité de Direction, il agira avec une large délégation pour assurer l'intégrité des fonctions de personnel en mettant l'accent sur :

- l'élaboration de la politique sociale et les négociations avec les partenaires sociaux,
- la participation au management de l'entreprise et sa compétitivité par une gestion efficace et prévisionnelle des hommes,
- la production des techniques de communication et d'information qui assurent la continuité du succès de l'entreprise.

Ces fonctions impliquent une formation supérieure, une expérience réussie au niveau d'une direction du personnel et des relations sociales.

Poste région ouest. Rémunération : 300 000 F

**Chef de service entretien mécanique**

référence BH 337 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DU SECTEUR INDUSTRIE LOURDE** recherche le Chef de Service Entretien Mécanique, d'une grande usine en cours de modernisation.

Ce poste conviendrait à un candidat AM, ESME ou équivalent ayant acquis dans l'industrie lourde à feu continu, une solide expérience de l'entretien mécanique. L'habileté de diriger du personnel, des qualités marquées d'animation et d'organisateur, la capacité d'apporter une contribution personnelle aux évolutions technologiques des installations sont indispensables.

Poste : ville sud-est.

**Conducteurs de travaux pour postes commerciaux**

référence NR 257 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (matériaux de constructions)** offre à des Conducteurs de Travaux, minimum 35 ans, la possibilité de faire des carrières commerciales.

Ces postes conviendront à des candidats ayant des aptitudes et un goût marqué pour la vente, capable de gérer un secteur commercial ou un centre de profits. Postes intéressants pour candidats mobiles, dynamiques, désireux d'évoluer dans ce groupe.

Postes en province.

**Adjoint de direction financière ingénieur grande école ou HEC, ESSEC...**

référence LM 345 AM

**ÉTABLISSEMENT FINANCIER D'UN IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES** à forme mutualiste recherche un Adjoint de Direction Financière, ingénieur grande école ou HEC, ESSEC.

La titulaire du poste devra participer à une activité de gestion et d'analyse financière et d'information des Sociétés du Groupe sur les évolutions des conjonctures financières, boursières et monétaires. Homme de rigueur et de contact, il devra être sensibilisé à la gestion de portefeuille (actions/obligations) et connaître les systèmes informatiques d'aide à la décision. Sa première expérience de 2 à 4 ans aura été acquise de préférence dans le cadre d'une banque, d'un service financier d'une grande entreprise ou auprès d'un agent de change. Rémunération selon compétence et expérience. La structure de l'établissement et du groupe peut permettre une évolution vers un poste de direction. Poste à Paris.

**Ingénieur génie chimique débutant haut niveau pour poste opérationnel**

référence LY 285 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**, offre une très intéressante opportunité de formation et de carrière à un jeune Ingénieur ENSIC (ou formation génie chimique équivalente).

Il commencera sa carrière en usine et assumera rapidement des responsabilités opérationnelles importantes dans le domaine de la fabrication et du process. Il évoluera ensuite dans ce groupe en fonction de ses goûts et aptitudes. Ce poste conviendrait à un candidat mobile, dynamique, ayant le goût de la technique alliée à des qualités d'homme de terrain.

Poste en province.

**Juriste d'entreprise**

référence IT 342 AM

**UNE IMPORTANTE ENTREPRISE DE BÂTIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS** propose un poste actif et varié de Juriste d'Entreprise.

Seul spécialiste dans son domaine, il jouera un rôle important dans la société et sera en particulier chargé :

- des assurances (négociation et gestion des contrats, suivi des sinistres),
- du contentieux (expertises, liaisons avec les avocats...),
- des baux et des contrats (contrats de sous-traitance, travaux en participation, etc.),
- d'études juridiques variées.

Poste impliquant des qualités marquées de rigueur, de dynamisme et de contact pour candidat ayant une maîtrise de Droit Privé et une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans le domaine des travaux publics ou du bâtiment.

Poste : ville Côte d'Azur.

**ECP, Mines, AM, ESTP (section méca-élec)... confirmés haut niveau pour futurs postes de directions opérationnelles**

référence NP 282 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DU SECTEUR INDUSTRIE LOURDE**, plusieurs usines en France et à l'étranger, poursuit au sein de la compétition internationale, une politique volontariste de développement et recherche plusieurs ingénieurs dans le cadre de sa gestion prévisionnelle de ses structures d'encadrement et de direction.

Nous recherchons :

• ECP, Mines, AM, ESTP (section méca-élec)... confirmés haut niveau pour futurs postes de directions opérationnelles. Il s'agit d'ingénieurs confirmés, ayant 8 à 10 ans d'expérience professionnelle impliquant animation du personnel, gestion de production, mise en œuvre d'installations modernes et automatisées. Ils seront formés aux techniques du groupe et évolueront vers des postes de direction.

• ECP, Mines, AM, ESTP (section méca-élec)... fort potentiel, débutants. Il s'agit d'ingénieurs débutants ayant le désir d'assumer des responsabilités concrètes en usine, capables d'acquies rapidement les connaissances et la formation nécessaires pour animer du personnel et assurer des responsabilités de production et/ou d'entretien.

Ces postes nécessitent des personnalités affirmées, du dynamisme, une mobilité tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions.

Écrire en précisant la référence.

**etap**

4, rue Massenet 75016 Paris

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

**etap**

**PONTS, ECP, MINES, + MBA pour poste de direction**

référence VF 309 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** recherche un Ingénieur grande école, ayant une expérience professionnelle en entreprise et diplômé d'une école de Gestion.

Il assumera des responsabilités opérationnelles de premier plan :

- gestion, animation, contrôle et développement des filiales,
- études des rachats de sociétés.

Ce poste de haut niveau conviendrait à un candidat, minimum 35 ans, ayant de très grandes qualités de contact et le profil d'un "patron d'entreprise".

Poste à Paris.

**Juriste d'entreprise haut niveau**

référence JZ 335 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** recherche un Juriste de premier plan, capable d'assumer un rôle d'études et de conseil auprès de la Direction Générale.

Ce poste conviendrait particulièrement à un candidat, minimum 35 ans, de formation supérieure en Droit (formation complémentaire Sciences PO appréciée) possédant des connaissances étendues dans le domaine du droit des sociétés et du droit du travail.

Seul spécialiste juriste du groupe, il devra être spécialement fiable et il sera étroitement associé à la vie et au développement de la société.

Poste à Paris.

**Chargé d'études industrielles et économiques**

référence EP 339 AM

**UN ORGANISME D'ÉTAT** assurant la direction et la coordination de programmes touchant le domaine aéronautique recherche un Chargé d'Études.

Adjoint au responsable de la politique industrielle, ses missions consisteront :

- à évaluer le potentiel technique et économique des entreprises industrielles,
- à apprécier les investissements nécessaires,
- à participer à la négociation et la préparation des contrats.

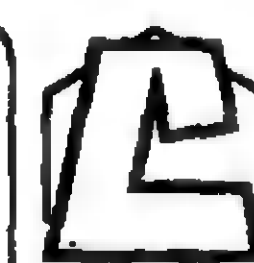
Le poste proposé nécessite une expérience de préférence dans un domaine proche de l'aéronautique ou dans l'ingénierie d'ensembles industriels.

La fonction comportant des aspects techniques et de gestion conviendrait à un candidat Ingénieur-Grande École + I.A.E., ou ESSEC, ESCP... déjà familiarisé avec un environnement technique.

Lieu de travail : Paris.

**Responsable logistique exportation**

référence BR 340 CM



**CIMENTS LAFARGE FRANCE**

3 milliards de CA dont 400 millions à l'export recherche pour sa Direction de l'Exportation, le Responsable de la logistique d'exécution des contrats.

Il agit comme conseil vis-à-vis des négociateurs et assure la logistique des affaires, depuis la prise en charge des produits en usine, jusqu'à leur arrivée à destination finale.

La pratique des aspects "operating", de l'exécution des chartes-parties et des problèmes de manutention portuaire de pondéreux en vrac est indispensable. Cette fonction conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une dizaine d'années d'expérience de la fonction, acquise (de préférence) dans une société industrielle commercialisant des produits pondéreux ou dans le service "operating" d'une compagnie maritime.

La gestion des carrières, au sein de la société et du groupe, peut permettre un développement personnel dans les activités internationales de Lafarge-Coppée.

Lieu de travail : Saint-Cloud.

**PROTECTION ÉLECTRIQUE**

**Ingénieur ESE, INPG haut niveau, pour secondar le Directeur technique**

référence JU 343 AM

**UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE INDUSTRIELLE EN PLEINE EXPANSION**, à taille humaine (200 personnes) et à vocation internationale, leader dans l'engineering des réseaux électriques industriels et de distribution d'énergie électrique, offre un poste évolutif et actif à un jeune Electro-Technicien, diplômé d'une grande école et ayant 5 à 8 ans d'expérience.

Directement rattaché au Directeur Technique, il sera chargé d'étudier sur le plan technique et économique, l'emploi des matériels dans les installations électriques de grandes sociétés françaises et étrangères.

Il assumera personnellement les liaisons techniques avec les clients qui se situent dans des secteurs industriels très variés.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant un goût marqué pour la technique et d'excellentes capacités de contact.

Poste : ville 50 km est de Paris.

**Jeunes ingénieurs ESTP pour importantes responsabilités commerciales**

référence DO 338 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (matériaux de constructions)** fera confiance à des Ingénieurs ESTP, 25 ans minimum, ayant une première expérience professionnelle, et leur confiera des responsabilités de ventes sur le terrain auprès d'une large clientèle.

Leur réussite dans ces premiers postes leur donnera la possibilité d'accéder à des responsabilités commerciales importantes.

Ces postes conviendront à des candidats mobiles, dynamiques, bons négociateurs, désireux de faire carrière dans le groupe.

Postes en province.

**Cadre débutant**

référence AS 341 AM

**UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS MONDIAUX DANS SON DOMAINE** offre au sein d'une importante usine (1 500 personnes) dotée d'installations modernes et automatisées, une réelle opportunité de carrière à un Cadre débutant, formation ingénieur ou sciences humaines.

Au sein de la Direction du Personnel et des Relations Sociales, il débuttera par une importante mission visant l'amélioration des conditions de sécurité du travail.

A l'issue de cette mission, il pourra évoluer soit dans la fonction Personnel, soit dans une fonction technique opérationnelle.

Poste intéressant et évolutif pour candidat motivé.

Poste : ville agréable nord France.

**Ingénieur électricien débutant haut niveau pour poste opérationnel**

référence IS 284 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR INDUSTRIE LOURDE** offre une très intéressante opportunité de carrière à un Ingénieur électricien ESE, IEG, ESTP (ou équivalent).

Après formation sur le terrain, il assumera rapidement la responsabilité du service Électricité d'une importante usine moderne et fortement automatisée.

Situation convenant à un candidat dynamique, intéressé par la technique et ayant des qualités d'animateur, et d'homme d'action.

Poste en province.

**etap**

4, rue Massenet 75016 Paris

*Jeune femme*



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**CHARGE D'ETUDES  
ADMINISTRATIVES  
ET COMMERCIALES**

Paris 150000 F+

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE, filiale d'un puissant groupe international, recherche un chargé d'études administratives de la vie médicale, adjoint au responsable de la vie médicale.

Il devra notamment mettre en place un système central la gestion et la suivi administratif du réseau commercial à l'aide de moyens informatiques, fichiers, analyses des coûts, rentabilité, etc...

Il est responsable de l'organisation et de l'efficacité de son service comprenant une dizaine de personnes.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'Etudes Supérieures Commerciales, ayant acquis au moins deux années d'expérience dans un poste similaire.

La pratique de l'anglais serait appréciée.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) avec référence 31.85-M à CLA Recrutement 11 Avenue Delcassé - 75008 Paris.



**ELECTRONIQUE MARCEL DASSAULT**

**recherche pour ses services de  
fabrications mécaniques  
ingénieur haut niveau**

Il aura des relations hiérarchiques avec un effectif de 100 personnes (Ingénieurs - Cadres - Techniciens - Professionnels), devra établir des relations fonctionnelles avec les Responsables des autres Départements, et assurer la liaison avec les sous-traitants extérieurs (120 MF CA/an).

Ce poste conviendrait à un **DIPLÔMÉ D'ETUDES SUPERIEURES SCIENTIFIQUES**, ayant au minimum 15 ans d'expérience.

Il nécessite des qualités d'adaptation à des situations très variées, de la rigueur dans l'établissement des prévisions, coûts, délais, et du goût pour une gestion et une organisation efficaces.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2236 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**JEUNE  
directeur d'usine**

240000 F+

Un très important GROUPE MULTINATIONAL recherche pour l'une de ses FILIALES FRANÇAISES (transformation de produits chimiques élaborés), un JEUNE DIRECTEUR D'USINE (banlieue parisienne, 100 personnes).

Rattaché au DIRECTEUR GÉNÉRAL et Responsable de l'établissement, il sera chargé de l'ensemble des fonctions Techniques de Production. S'y ajouteront les problèmes de personnel, de gestion de production et d'investissements - dans le cadre d'un budget et d'un plan à 5 ans - (une extension prochaine de l'usine est programmée).

Ce poste conviendrait à un JEUNE INGÉNIEUR à fort potentiel, soit type ARTS et MÉTIERS, soit **DIPLÔMÉ ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE**, possédant de bonnes connaissances en MÉCANIQUE et/ou GÉNIE CHIMIQUE.

Âgé de 22 ans minimum, il possèdera une expérience de quelques années de Direction d'Atelier de Fabrication et si possible de service Méthodes ou Organisation.

Cette expérience de Direction d'Usine autonome lui permettra de valoriser son acquis dans un Groupe fortement décentralisé et performant.

ANGLAIS courant indispensable pour échanges nombreux avec usines du Groupe à l'étranger.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2319 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**correspondant informatique**

90000 F

Une grande MAISON D'ÉDITION FRANÇAISE recherche pour sa FILIALE VENTE par CORRESPONDANCE un CORRESPONDANT INFORMATIQUE.

Il sera chargé des liaisons entre les Sociétés externes de Service Informatique - assurant la gestion des différents fichiers - et les Services internes « Clients », Marketing et Financier. Il sera notamment appelé à jouer un rôle moteur vis à vis du prestataire de service dans le but de faire évoluer le SYSTÈME mis au point en fonction des exigences du Marketing.

Ce poste conviendrait à un jeune CORRESPONDANT INFORMATIQUE ou RESPONSABLE de SERVICE EXPLOITATION par exemple, âgé de 26 ans minimum, soucieux d'utiliser une première expérience de gestion et d'organisation liée à l'informatique, exigeant des qualités de rigueur, de contact et d'initiative.

ANGLAIS lu et parlé indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2320 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE  
recherche**

**DELEGUE  
REGIONAL  
Ile de France**

INGENIEUR DIPLOME MECANICIEN

Il sera chargé des relations d'aide technique aux entreprises de mécanique de la région et des liaisons avec les organismes de recherche, les établissements d'enseignement et les instances régionales.

Ce poste exige des qualités de contact et une solide expérience acquise à la Direction Technique (bureau d'études et fabrication) d'entreprises de mécanique de moyenne importance.

Adresser C.V., photo et prêt. à no 22145 CONTEXTE Publiété 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES  
recherche**

**AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS**

- Formation supérieure + D.E.C.S.;
- Connaissances informatiques;
- Allemand ou italien ou anglais;
- Deux à trois ans d'audit interne.

Les postes, basés à PARIS, impliquent des déplacements équivalents à trois quarts du temps de travail.

Nous invitons les candidats ressortissants de la C.E.E. à adresser leur C.V., photo et prétentions sous n° 16.635 à JEAN REGNIER PUBLICITE,

39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

**SOCETEC**

Société d'ingénierie spécialisée en utilités et offsites des industries de base et production d'énergie, recherche

**INGENIEUR  
ELECTRICIEN**

- diplômé E.S.E. ou équivalent,
- ayant plusieurs années d'expérience dans production et distribution d'électricité et automatisme,
- Anglais parlé, lu et écrit courant.

Envoyer curr-vitae, photo et prétentions à SOCETEC, 5, rue Chante-Cocq, 92808 Putaux Cedex.

**Comptable  
rattaché au  
Directeur Financier**

P.M.I. EN FORTE CROISSANCE, filiale d'un puissant groupe alimentaire, 350 personnes, recherche pour son siège, un Cadre Comptable rattaché au Directeur Administratif et Financier.

Age de 28 ans minimum, ce cadre devra disposer d'une bonne expérience en comptabilité générale et être désireux d'évoluer vers des techniques modernes de contrôle de gestion (comptabilité analytique - contrôle budgétaire - reporting...).

Poste évolutif au sein du groupe pour candidat de valeur.

Résidence banlieue sud-ouest de Paris.

Ecrire sous réf. SC 306 CM.



**SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE PARIS  
recherche**

**UN EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ**

3 EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES  
HEC, ESSEC, ESC,

ayant déjà une expérience de 2 à 3 ans.

Lettre manuscrite, C.V. et photo seront adressés s/réf. 11.365 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

**Opérations bancaires**

**chef de service**

Nous sommes une importante banque à vocation internationale et nous recherchons un CHEF DE SERVICE pour notre siège social situé à PARIS.

Il se verra confier l'animation et le contrôle des services caisse, compensation, transferts France et étranger, recherches.

Plus qu'à sa formation (ITB, CESB ou formation plus générale), nous nous attacherons à son esprit d'analyse et de synthèse, à son aptitude au management et à son expérience (5 ans au minimum).

Outre la pratique courante de l'anglais, il possèdera une connaissance approfondie de la comptabilité bancaire, de la réglementation des changes.

Ce poste très autonome implique une bonne disponibilité horsaire.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence LM 1623 à



(Réponse et discrétion assurées).

**Important Groupe Bancaire  
à structure régionale  
recherche pour son  
DÉPARTEMENT FINANCIER**

**Cadre commercial**

Il sera chargé de concevoir et de mettre en œuvre des actions propres à favoriser le placement par les banques du groupe des produits et services financiers mis à leur disposition.

Il assurera par ailleurs le développement et le suivi de la clientèle institutionnelle. Ce cadre justifiera d'une formation Grande Ecole ou Universitaire et d'une expérience bancaire de quelques années.

Ce poste présente pour un élément de valeur de larges possibilités d'évolution. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 1647 à



(Réponse et discrétion assurées).

**THOMSON-CSF**

**INGENIEUR  
grande école**

DEBUTANT  
OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

- Au sein d'une équipe chargée d'orientations technologiques des systèmes électroniques futurs, il aura pour mission de conduire des expérimentations et simulations sur le comportement physique des structures de matériel.

- Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur souhaitant valoriser une solide formation de base dans divers domaines (électronique, mécanique, thermique...) par une expérience industrielle dans un secteur de pointe.

- De larges possibilités d'évolution sont offertes.

- Notions d'informatique appréciées - Anglais nécessaire - Bons contacts humains.

Envoyer CV, photo au Service Recrutement - THOMSON-CSF Domaine de Corbeville - B.P. 10 91401 ORSAY CEDEX

**MANUFACTURIERS HANNOVER BANQUE NORDOISE  
recherche**

**analyste  
de crédit**

- possèdent de préférence une première expérience d'un ou deux ans, il poursuivra sa carrière d'analyste au sein d'une direction du crédit, très ouverte sur les dossiers internationaux.

- Il est impératif d'avoir une bonne pratique de l'anglais, surtout écrit; l'ensemble des rapports étant rédigés dans cette langue.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions au Service du Personnel - MHBN - BP 259-08 75354 PARIS CEDEX 08

**auditeurs  
informatique**

Nous sommes un Cabinet international d'audit. Pour faire face à l'expansion de notre département audit informatique, nous recherchons des Auditeurs Informatique.

Les candidats retenus seront intégrés au sein d'une équipe dynamique et seront assurés d'une large possibilité de formation et de carrière en France et à l'étranger.

Nous souhaitons une expérience minimale de 2 ans environ dans les domaines suivants :

- Audit informatique (revue générale, revue d'application, utilisation de l'ordinateur à des fins d'audit),
- Audit financier,
- Analyse et programmation.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel sous référence 5550-M à I.C.A. 3, rue d'Hautville - 75010 Paris qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising NEW YORK PARIS

**GROUPE PHARMUKA  
accélérant son développement international,  
recrute pour son CENTRE DE RECHERCHE**

**CADRE BIOCHIMISTE  
HAUT NIVEAU**

Quelques années d'expérience industrielle indispensables dans les domaines :

- interactions récepteurs - ligands
- turn-over
- enzymologie

**DIRECTEUR DES  
ETUDES GALENIQUES**

CADRE HAUT NIVEAU

10 ans d'expérience au moins

Rémunération ouverte

**TECHNICIENS - BIOCHIMISTES**

Formation IUT de préférence

Adresser CV à Direction Scientifique Pharmuka Laboratoires 85 Quai du Moulin de Cage - B.P. 158 92281 GENNEVILLIERS CEDEX



OFFRES D'EMPLOI	1 ligne*	1 ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

1 ligne*	1 ligne T.T.C.
71,00	83,50
48,00	56,45
48,00	56,45
48,00	56,45
140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	1 ligne**	1 ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,19
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES recherche un

## Jeune praticien de l'information

pour rejoindre l'équipe chargée de l'information permanente du Groupe.

Il participera plus spécialement à la rédaction de publications régulières, expression de l'actualité économique et professionnelle et de la vie interne du Groupe.

Il devra : - disposer d'un diplôme d'études économiques supérieures

- aimer et savoir rédiger
- avoir le goût des contacts et du travail en équipe.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V., photo et prétentions sont à adresser sous réf. I.N. à Monsieur CASTETS



131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17.



THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son

DÉPARTEMENT RADIOTÉLÉPHONES

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

débutants ou avec une première expérience industrielle

Ils seront chargés de définir et d'étudier les futurs équipements et systèmes constituant le domaine d'activité du département :

- liaisons radio-civiles professionnelles,
- systèmes de recherche de personnes, - téléphone de voiture.

Moyenne d'âge des équipes d'études : 32 ans.

Notre dimension et notre croissance assurent aux candidats de valeur, motivations par notre orientation résolue vers l'innovation et la communication, de larges perspectives de carrière et de développement personnel.

Adresser C.V. et photo à M. POTUS THOMSON-CSF Division Télécommunications 16, rue du Fossé Blanc 92231 Gagneville

## achats

Les BRASSERIES KRONENBOURG souhaitent renforcer leur Direction des Achats et Approvisionnements pour faire face à leur développement international. Elles recherchent un jeune diplômé (ESC, École Supérieure d'Approvisionnement...) disposant d'une première expérience des achats.

Il sera plus particulièrement responsable des négociations et achats des matières et matériels nécessaires aux activités de plusieurs brasseries implantées en Afrique. Il prendra aussi en charge les achats d'un certain nombre d'articles et fournitures destinés aux usines et au siège de Kronenbourg en France. Il exercera ses responsabilités dans le cadre d'une politique fournisseurs très rigoureuse. Celle-ci repose notamment sur des études précises et actualisées de l'environnement économique et des marchés ; sur une sélection stricte des fournisseurs à partir de cahiers des charges précis et d'une mise en concurrence systématique. Une large utilisation de l'informatique permet un suivi et une gestion efficaces. Ce poste présente des perspectives d'évolution intéressantes. Lieu de poste : Strasbourg. Connaissance de l'Anglais nécessaire.

## chef de service entretien travaux neufs

GERVAIS DANONE FRANCE recherche le Chef de Service Entretien Travaux Neufs de son usine située en banlieue sud de Paris. Cette usine produit le quart des yaourts et desserts de la société. D'importants investissements (plusieurs dizaines de millions de francs par an) doivent y être réalisés pour augmenter de 30% sa capacité de production.

Membre du Comité de Direction, le responsable recherché animerait un service d'une quarantaine de personnes dont un Ingénieur Travaux Neufs. Il devra mener à bien les programmes d'investissements qui concernent en particulier l'automatisation des lignes de conditionnement. Il optimisera les rendements machines en organisant de façon novatrice la fonction Entretien. Il mettra en place des outils de gestion performants utilisant l'informatique et assurera la gestion de ses budgets.

Des connaissances en électronique et en automatismes, trois à six ans d'expérience opérationnelle acquise dans la maintenance d'installations industrielles, auront préparé l'ingénieur que nous recherchons à assurer des responsabilités plus larges dans une fonction où il saura valoriser ses qualités de gestionnaire et d'animateur. Nous accorderons une attention particulière à son potentiel d'évolution compte tenu des perspectives offertes au sein de la société et du Groupe.

## ingénierie alimentaire

Dans le cadre de leur développement international, les BRASSERIES KRONENBOURG recherchent un jeune ingénieur d'affaires. Il est depuis 3 à 5 ans dans une société d'ingénierie ou dans les services techniques d'une entreprise industrielle. Il a déjà mené à bien la réalisation de projets concernant le secteur alimentaire.

Il prendra la responsabilité du service études et réalisations techniques à la Direction du Développement International. Ce service intervient dans le cadre de tout investissement industriel destiné à la fabrication de bières Kronenbourg à l'étranger. Les fonctions confiées à ce jeune ingénieur seront variées : tenir à jour les technologies de la société propres à des transferts de savoir faire. Réaliser les études techniques de faisabilité pour tout nouveau projet d'investissement industriel. Établir les cahiers des charges et les dossiers d'appel d'offres. Assurer les consultations, le dépouillement des offres et recommander le choix de l'assemblé. Suivre et contrôler la réalisation des travaux jusqu'à l'homologation et à la réception des installations. Ce poste est à pourvoir à Strasbourg. Il nécessite la connaissance de l'Anglais.

## contrôleur de gestion responsable administratif - vosges

BSN-EMBALLAGE recherche le responsable administratif et du contrôle de gestion de la plus importante de ses 4 usines françaises de fabrication de bouteilles. Implantée de longue date près d'Épinal, cette usine à feu continu emploie 1000 personnes.

Les bouteilles de bière et de vins d'Alsace constituent la majeure partie de sa production. Membre du Comité de Direction, le responsable recherché anime une équipe de 35 personnes chargée des budgets, de la comptabilité générale et analytique (largement informatisée), des achats et approvisionnements. Il coordonne l'élaboration et le suivi des plans et des budgets. Il fournit à tous les services de l'usine les moyens d'analyser, interpréter et orienter leur action. Il est au niveau de l'usine l'interlocuteur des services financiers et de contrôle de gestion du siège.

Une personne de formation supérieure, de 35 ans minimum, ayant le goût et la pratique du contrôle de gestion conviendrait à ce poste. Son expérience industrielle l'aidera à développer et adapter l'approche économique des problèmes à l'évolution de l'usine. Son intérêt pour la région des Vosges sera un facteur favorable à une action durable et suivie dans ce poste.

Adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone • bsn

Société de Construction Aéronautique  
située en Région Parisienne  
recherche

## Chef de l'Administration du Personnel

FONCTION : Adjoint au chef du service des relations sociales et du personnel.

Il aura pour mission d'organiser dans l'entreprise les relations sociales concernant la législation sociale, les conventions collectives, la jurisprudence, l'indemnité toutes les procédures de licenciement, l'application et le contrôle, les versements de cotisations de retraite, les versements de cotisations de retraite, les versements de cotisations de retraite.

PROFIL : Homme de 35 ans minimum, diplômé d'université ou d'une école supérieure, avec une expérience de 10 ans minimum dans un poste similaire.

Adresser votre candidature avec CV + photo à :

CONSILIA Conseil en Ressources Humaines  
5, rue Lavoisier  
75005 Paris

## ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes pour la recherche et l'exploitation pétrolière. Son Service Brevets recherche pour exercer une activité d'Ingénieur-Conseil sur l'ensemble des problèmes de propriété industrielle, un

## ingénieur brevets

Électronicien ou Physicien Grande École ou équivalent  
+ CEIPI - 1 à 5 ans d'expérience

Il devra notamment assurer des contacts réguliers avec les Ingénieurs de recherche, rédiger les textes et conduire l'examen des brevets français et étrangers, ainsi que les études de validité et de contrefaçon. Il participera à la négociation et à la rédaction de contrats de licence.

Il assurera la liaison avec nos Services de Brevets américains et pour cela possèdera une très bonne connaissance de la langue anglaise, éventuellement de la langue allemande. Son dynamisme et sa réussite dans ce premier poste lui ouvriront des possibilités d'évolution au sein du Groupe à caractère international.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV détaillé, sont à adresser sous référence 73347 M à

ETUDES ET PRODUCTIONS  
SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée  
92142 CLAMART

Nous sommes une Société internationale basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triviale et traitée par 150 spécialistes.

Notre Département Juridique recherche :

## 1 JURISTE

Droit des affaires  
Niveau D.E.S.S.

pour répondre à ses interlocuteurs : Chefs d'entreprises, juristes d'entreprise, avocats, conseils juridiques...

Vous avez acquis au cours d'une expérience professionnelle de plusieurs années en cabinet ou en entreprise, une excellente maîtrise du droit des affaires (droit commercial, distribution, concurrence, propriété industrielle, assurances...)

Homme de dialogue et de conseil, vous avez le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Envoyez votre candidature détaillée, en indiquant votre rémunération actuelle, à SVP Direction du Personnel  
54 rue de Monceau  
75384 PARIS cédex 08

## un(e) responsable comptable de haut niveau

Sous l'autorité du chef de division financière et assisté d'une équipe, vous gerez la comptabilité de l'ensemble des programmes immobiliers : comptabilité générale et analytique, trésorerie, bilans et comptes d'exploitation mensuels, rapports d'activités, etc. en liaison avec un centre informatique externe.

C'est un poste tremplin pour accéder à terme à des responsabilités plus larges au sein du groupe.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4105 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANT  
ETABLISSEMENT FINANCIER  
pour son centre  
de TRAITEMENT DE CHEQUES

## Cadre Comptable

Coordonner et contrôler les travaux comptables et le traitement des réclamations effectuées par les unités qu'il encadrera.

Assister le Chef du département dans l'analyse du suivi budgétaire.

Tenir le tableau de bord de sa division.

DECS et 10 années d'expérience en comptabilité générale et contrôle budgétaire.

Expérience en précontentieux appréciée.

Goût marqué pour les relations humaines.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel à No 21482

CONTEXTE PUBLICITE, 26, avenue de l'Opéra  
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

## CHEFS DE PROJET INGENIEURS-ANALYSTES

Vous possédez déjà une solide expérience informatique, nous vous proposons de participer à la conception et à la mise en œuvre de l'ensemble de nos systèmes informatiques en assumant la responsabilité de la gestion d'équipe de personnel informaticien.

Nous sommes fière du deuxième groupe français d'assurance et développons nos systèmes sur des matériels informatiques de très grande puissance et utilisant des bases de données ainsi qu'un important réseau de télétransmission. Actuellement 1200 terminaux répartis en France, 100 milliards d'octets en ligne sur disques, 2 systèmes de mémoire de masse, 2 systèmes 3033 AP et 1 système 3081.

Lieu de travail : La Défense.

Pour un premier contact, écrivez-nous à la Direction du Personnel, GIE, Tour Franklin Cedex 11, 92051 Paris La Défense, Tel. 776 41 92.



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

médiat system

Depuis 1980



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## telesystemes questel

Le Centre Serveur QUESTEL est devenu en deux ans l'un des principaux centres européens d'information automatisée. Plus de 2000 utilisateurs en France, en Europe, et aux USA interrogent ses bases et banques de données qui couvrent les domaines de la science, de la technologie, des sciences humaines et sociales et de l'économie.

Pour poursuivre son développement (nouvelles bases de données), et pour répondre aux nombreux projets qui lui sont proposés (terminaux vidéotex, technologies avancées), TELESYSTEMES recherche des ingénieurs informaticiens intéressés par un domaine en plein essor.

### INGENIEURS CONSULTANTS

chargés d'assurer la formation et l'assistance technique des utilisateurs. Une première expérience des systèmes d'interrogation interactifs sera appréciée.

### INGENIEURS D'ETUDE

pour le développement et la mise en place d'applications de bases de données. Un à deux ans d'expérience.

### INGENIEURS LOGICIELS

pour le développement de logiciels conversationnels d'interrogation de bases de données. Un à trois ans d'expérience, pratique du CPL1 ou PL1 et de MVS appréciée.

## INGENIEURS PRODUITS ET SERVICES NOUVEAUX

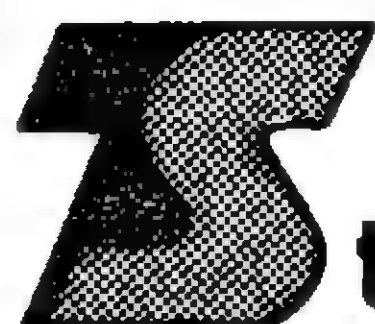
pour la réalisation d'études sur les média nouveaux et la participation à leur définition et à leur réalisation.

Généralistes ayant de solides connaissances dans l'ensemble des techniques à mettre en œuvre (matériels, logiciels, télécommunications), aimant les contacts et les rédactions de synthèses.

Ces postes sont à pourvoir rapidement à Paris et/ou Valbonne.

Adressez curriculum vitae et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse. Telesystemes questel - 40, rue du Cherche Midi - 75006 Paris.

La tradition d'avant garde



telesystemes

Dessein

## L'AIR LIQUIDE

recherche

### UN CHEF DE SERVICE FABRICATION

Il dirige l'ensemble des ateliers du

DÉPARTEMENT MATÉRIEL MÉDICAL

composés d'une quarantaine de personnes dont un cadre et cinq agents de maîtrise sous l'autorité du Chef des Services Technique et Administratif du département.

Ceci entraîne la responsabilité des approvisionnements, de la fabrication et de la sous-traitance de gammes de matériels aussi divers que les appareils de mise en œuvre des gaz médicaux, d'aspiration médicale de ventilation artificielle, ces derniers utilisant les techniques électroniques et, prochainement, des microprocesseurs.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation ARTS et MÉTIERS ou équivalent, pouvant se prévaloir d'au moins une dizaine d'années d'expérience dans la direction d'ateliers d'électro-mécanique et/ou d'automatisme.

Il existe de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 5337, à L'AIR LIQUIDE

Direction des Relations Humaines

75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07.

Importante Société Métallurgique et Minière (non ferreuse) ayant des Mines et des Établissements industriels en Région Parisienne, en Province et à l'Étranger Recherche

### jeune ingénieur A.M ou équivalent

Débuteant ou ayant 1 à 3 ans d'expérience pour lousie de Mines (concentration et valorisation de minerais). Référence 1187

### jeune ingénieur exploitation mines

École de Mines. Référence 1178

Adressez votre dossier de candidature complet en précisant la référence à

SVP RESSOURCES HUMAINES

7 rue de Logelbach 75017 Paris.



MATERIALS RESEARCH CORPORATION

Filiale Française du groupe américain MRC lié au secteur des composants électroniques. nous avons développé une nouvelle gamme d'équipements. Pour promouvoir la vente de ces matériels nous recherchons un

### INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Ses qualités :

- Esprit d'analyse pour études et négociations de contrats haute technologie en clientèle
- Volonté de valider une formation d'ingénieur ou équivalent (université, grande école) dans le domaine commercial.
- Sens de l'organisation et du contact humain tirés de 5 années d'expérience professionnelle dans le monde de l'industrie microélectronique (technologie du vide)
- Bonne connaissance de l'anglais

Nous lui assurons :

- Une gamme de produits de haute réputation.
- Une ambiance de travail jeune et autonome à l'esprit d'équipe
- Une rémunération très motivante.
- La possibilité d'atteindre des objectifs de carrière ambitieux par sa valeur personnelle

Prière d'adresser CV, photo et rémunération actuelle, sous réf 46 005 LM, à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Faucher 75017 PARIS.

**Mercuri Urval**



BOEHRINGER MANNHEIM FRANCE S.A.

B.P. 22 38240 MEYLAN

Vous avez acquis récemment une MAÎTRISE DE BIOCHIMIE. L'ANGLAIS LU ET PARLÉ est souhaitable. Une première expérience de la vente est un atout supplémentaire. Vous possédez un véhicule personnel. Vous voulez concilier une carrière commerciale et vos connaissances scientifiques.

Sur la région PARIS-LILLE-STRASBOURG, nous vous offrons cette opportunité.

Envoyez-nous. Un premier examen de votre CURRICULUM VITAE et de vos PRÉTENTIONS, adressés à notre DIRECTION GÉNÉRALE, permettra de nous faire une idée de vos chances réelles de réussite.

Grande Société du Secteur Tertiaire recrute pour un SERVICE COMPTABLE (20 personnes)

### CORRESPONDANT ORGANISATION INFORMATIQUE

MISSIONS :

- coordonner les activités relatives à l'informatique (dates d'arrêts, constitution et suivi des plannings)
- étudier les besoins du service, formuler ses demandes auprès des informaticiens, proposer de nouvelles procédures internes
- participer à la mise en place de ces procédures impliquant de plus en plus de traitements interactifs.

LE CANDIDAT :

- titulaire du BTS ou DUT Comptabilité, Gestion, Informatique
- justifiant d'une première expérience dans un service comptable informatisé (écrans)
- intéressé par l'organisation administrative, capable d'évoluer dans cette voie
- apte à la communication écrite et orale.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à N° 21-598 à Contesse Publique 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

## Ingénieur

X, ECP, MINES

Vous n'avez peut-être jamais pensé que vous pourriez travailler dans l'assurance pourtant...

Une expérience réussie de 5 à 8 années au sein d'un cabinet spécialisé ou d'une grande entreprise vous a permis d'aborder la fonction organisation dans le tertiaire. Si vous êtes motivé pour l'encadrement nous vous proposons de mettre en œuvre vos compétences dans le cadre d'un secteur opérationnel important. Ce poste basé à Paris vous conduira à des responsabilités effectives en matière d'animation des hommes, d'organisation dans un contexte informatique, de développement d'un contrôle de gestion et également de technique de l'assurance à laquelle bien sûr nous vous formerons. Votre fort potentiel pourra vous ouvrir à terme des perspectives intéressantes.

Prenez contact avec notre Département Recrutement 33, rue Lafayette 75426 Paris Cedex 09.



Important organisme du secteur tertiaire recherche pour son service informatique, situé à PARIS 17ème, un

### Chef de Projets

170 - 190.000 F.

pour prendre en charge la refonte complète d'une application de gestion. Après la phase d'étude, la phase de réalisation en informatique TRANSACTIONNELLE impliquera plusieurs dizaines d'années/hommes.

La personne recherchée a, de préférence, une formation supérieure et l'expérience de la conduite d'importants projets en informatique transactionnelle. La connaissance du secteur ASSURANCE sera un atout.

Merci de nous adresser votre C.V. + photo précisant votre salaire sous référence : AL 21 M, à :

CARRIÈRES SERVICES

219 rue de la Paix 75002 PARIS

Groupe EGS

Conseils en recrutement

المرحوم

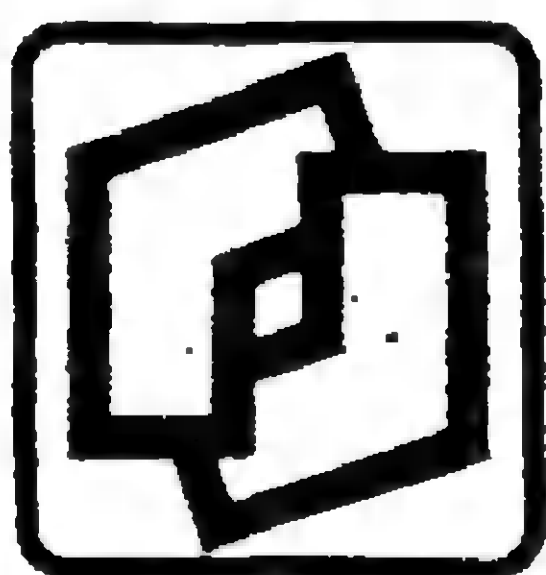


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



# elf aquitaine


**elf aquitaine**

 RECHERCHE POUR SA DIRECTION DE L'INNOVATION ET DE LA  
VALORISATION DE LA RECHERCHE A COURBEVOIE

## CADRE JURIDIQUE

réf. A

**PROFIL :**  
Titulaire au minimum d'une maîtrise en Droit,  
il aura :

- quelques années d'expérience en propriété industrielle et droit de la concurrence
- de bonnes qualités de rédaction
- une bonne connaissance de l'anglais lu et écrit.

### MISSION :

- Rédaction et participation à la négociation des contrats de licence et de coopération avec des tiers en Recherche et Développement
- Montages juridiques pour création d'activités nouvelles
- Rôle de conseil pour les problèmes relatifs au transfert de savoir-faire et licence de propriété industrielle.

### INTERET :

Possibilité de carrière au sein du groupe pour candidat motivé et mobile géographiquement.


**elf aquitaine**

 RECHERCHE POUR LE DEPARTEMENT CONTENTIEUX ET AFFAIRES  
GENERALES DE SA DIVISION DES SERVICES JURIDIQUES A PARIS

## 2 CADRES JURIDIQUES

réf. B

**PROFIL :**  
- l'un des postes à pourvoir nécessite au minimum une maîtrise et un DEA en Droit des Affaires  
- pour l'autre poste il est indispensable d'être titulaire d'une maîtrise en droit des Affaires (ou droit privé) et d'un DEA de Droit Pénal.

Une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'avocat, chez un conseil juridique ou en entreprise serait appréciée.

### MISSION :

Constitution, suivi et gestion des dossiers à caractère contentieux des activités Distribution et Raffinage.

### INTERET :

Possibilité de carrière au sein du Groupe pour des candidats motivés et mobiles géographiquement.

 Si l'une de ces fonctions vous concerne, envoyez lettre, C.V., photo et rémunération actuelle en précisant la référence du poste à :  
Service Recrutement ELF FRANCE 137, rue de l'Université 75340 PARIS CEDEX 07.

## C'EST PAR LE COMMERCIAL QUE VOUS ÉVOLUEREZ

Le Groupe SIGOS - Division Conseil et Réalisation - connaît une expansion régulière, qui lui permet aujourd'hui de créer un nouveau poste d'INGÉNIEUR COMMERCIAL intervenant auprès du Secteur Public.

Très formatrice et préparant à une importante évolution professionnelle dans le Groupe, les fonctions de cet ingénieur allient des responsabilités commerciales couvrant toutes les prestations de SIGOS à une étroite participation au travail des équipes techniques : élaboration de propositions, négociations, suivi des réalisations...

Elles s'adressent à un informaticien possédant au minimum 3 ans d'expérience, si possible technico-commerciale, acquise chez un constructeur ou une SSCI, et connaissant les milieux des grandes entreprises publiques ou privées.

Merci de m'adresser une candidature accompagnée d'un CV détaillé à Marie-Josée DEVAY

**SIGOS-DCR**

26, rue des Pavillons - 92800 Puteaux

## MECANIQUE DE POINTE

Vous êtes ingénieur mécanicien diplômé d'une grande école (ENSAM, ECP, INSA...), débutant ou possédant une première expérience.

Nous vous proposons de valoriser vos connaissances en intégrant le Groupe Schlumberger, où de nombreuses possibilités d'évolution vous seront offertes à l'échelle internationale.

Pour débiter, vous travaillerez sur des sondes destinées à la recherche pétrolière et devant fonctionner dans des conditions particulièrement difficiles (200°C, 2000 bars).

Vous exercerez vos fonctions dans l'un des domaines suivants :

- ANALYSE audits de fiabilité
- PROJET lancement et suivi des fabrications
- ACHATS recherche et homologation des Fournisseurs.

Pour assurer ces responsabilités et les élargir rapidement, vous devrez être suffisamment autonome et posséder le goût des contacts humains.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 73375 à

 ETUDES ET PRODUCTIONS  
SCHLUMBERGER

Schlumberger

 26, rue de la Corvée  
92142 CLAMART.

 IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER  
recherche pour son  
Centre de Traitement  
d'Opérations Bancaires

## un Comptable

place sous l'autorité du chef comptable, il devra

- participer à l'organisation de la comptabilité
- recueillir l'étude et mise en place de chaînes comptables informatiques sous l'aspect utilisateur - rédaction en fonction des procédures
- analyser les données comptables et contrôler la conformité des opérations
- procéder à la centralisation de la comptabilité recouvrement

DECS et BP Banque et 3 à 5 années d'expérience en comptabilité bancaire.

 Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous  
réf. 8465 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle  
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

 Une importante Société  
livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant  
à l'un des plus grands groupes industriels français  
recherche pour son Siège à Paris :

## JEUNES INGENIEURS EN APPROVISIONNEMENT

 Ecrire avec C.V. et photo sous référence 22157 à CONTESSÉ PUBLICITÉ  
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

- Diplômés Grandes Ecoles : A.M. - CENTRALE - ENSI - INSA.
- Nous vous proposons une carrière de haut niveau : vous négocierez des contrats très importants en approvisionnement de matériels pour de grands ensembles industriels à l'étranger. Nous vous assurons une formation complète avec de véritables professionnels de ce métier.
- Anglais parlé indispensable.

## cadre administratif

pour assurer au sein d'une Caisse de Retraite Complémentaire la gestion d'un service de 30 personnes (employés + A.M.), il est indispensable que vous soyez diplômé universitaire, que vous ayez quelques années d'expérience dans une fonction analogue et que vous ayez une connaissance approfondie de l'informatique.

Le salaire sera fonction de l'expérience et de la réussite. Nombreux avantages sociaux.

 Adresser CV + photo + prétentions sous  
No 116267M à REGIE PRESSE, 85 bis  
rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra

## jeunes diplômés, ingénieurs et cadres

 CREUSOT-LOIRE offre à de jeunes ingénieurs et cadres diplômés, des  
opportunités de carrière évolutive au sein de la Société et du Groupe.

Dans cette perspective, nous recherchons :

- des INGENIEURS DIPLOMÉS ECP, MINES AM, ENSI, INSA, souhaitant occuper  
une fonction de carrière dans la fonction ETUDES, RECHERCHES DÉVELOPPEMENT ou dans la fonction PRODUCTION (mécatronique, mécanique).

- des CADRES COMMERCIAUX DIPLOMÉS HEC, ESSEC, ESCP, intéressés par  
la vente, la force d'équipement, la maintenance, la réparation.

- des CADRES ayant une formation supérieure en Sciences Humaines et Sociales  
et ayant descriptif à occuper des fonctions de gestion de personnel dans des  
usines de production, en puissance.

 Nous cherchons également des candidats débutants ou très des  
expériences et cadres ayant de 1 à 3 ans d'expérience en milieu industriel et capables  
d'acquiescer à terme à des responsabilités importantes en acceptant les exigences  
de travail qui en découlent.

 Les candidatures, avec la rémunération actuelle et les prétentions, doivent être  
adressées à CREUSOT-LOIRE, à l'attention du Responsable de la Gestion  
des Cadres du CL Industriels 42 rue d'Alsace 75008 Paris.

**CREUSOT-LOIRE**


COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

 Une des premières sociétés mondiales de géophysique appliquée à la  
recherche minière et pétrolière recrute  
pour son Département Organisation  
Informatique de Gestion

## ingénieur

Grande École

- Solide expérience en conception et organisation de systèmes d'information de gestion.
- Disponible pour voyager à l'étranger.
- Maîtrise parfaite de l'anglais

Envoyer CV et prétentions sous réf. M.T. à

 C.G.G.  
6, rue Galvani  
91301 MASSY

 GROUPE BANCAIRE  
recherche  
pour son service de TRÉSORERIE, un (une)

## CADRE COMPTABLE

 chargée de gérer le refinancement de la Société et de ses Filiales,  
de superviser l'établissement du tableau de bord, d'assurer  
l'ajustement et le suivi des comptes de trésorerie.

 De formation bancaire, les candidats devront faire état d'une  
expérience confirmée en comptabilité et être familiarisés avec  
les documents établis mensuellement pour la Commission de  
Contrôle des Banques.

 L'évolution de carrière, grâce à l'expansion régulière du groupe,  
s'envisagera, à terme, dans le secteur d'origine (trésorerie) ou dans  
tout autre secteur ou département du groupe correspondant aux  
compétences du titulaire.

 Convention Collective des Banques. Accord d'Entreprise, avan-  
tages divers.

Le lieu de travail se situe dans la banlieue Sud de Paris.

 Veuillez transmettre vos dossiers de candidature (lettre, curriculum vitae, photo)  
à HAVAS CONTACT - 150, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

 sous référence 39326  
Discretion assurée.

671101550



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**usinor**

L'INFORMATIQUE AU STADE INDUSTRIEL

L'union sidérurgique du Nord et de l'Est de la France se situe aux premiers rangs de la sidérurgie européenne. L'usine de Dunkerque constitue la principale unité du groupe avec ses 10.000 personnes et sa capacité de production annuelle de 8.000.000 de tonnes d'acier.

L'informatique, dotée de moyens modernes et puissants (2X IBM 303X DB/DC, important réseau temps réel), y est un atout capital pour relever le défi industriel. Les objectifs de performance qui lui sont fixés nécessitent le recrutement de

## 2 INGENIEURS INFORMATIENS

grandes écoles

### LE RESPONSABLE DES PROJETS (3 ans d'expérience).

Il devra assez rapidement prendre totalement en charge le service réalisation. Responsable de la gestion des différents projets il encadrera les ingénieurs-chefs de projet. Il s'attachera plus particulièrement aux problèmes de coordination dans un souci de meilleure performance et aux problèmes de méthodologie dans le suivi des déroulements des projets.

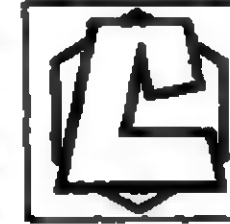
### UN INGENIEUR D'ETUDES (débutant à 2 ans d'expérience)

Il rejoindra les équipes de réalisation et devra pouvoir à court terme prendre des responsabilités d'études en liaison directe avec les utilisateurs.

Le groupe USINOR apporte un soin particulier à la gestion des carrières et garantit l'actualisation permanente des compétences techniques de ses cadres.

Adressez pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions, sous la référence choisie à Olivier de LAUGEIRET.

**Ordis** CONSEIL EN RECRUTEMENT  
10 rue Aubert - 75009 PARIS



CIMENTES LAFARGE FRANCE

1<sup>re</sup> entreprise nationale dans le domaine des ciments, a sa relier ses 27 établissements par un réseau informatique adapté à ses besoins.

Pour maintenir et développer ce réseau, les Ciments Lafarge France, créent un poste d'

## INGENIEUR RESEAU

Au sein de l'équipe support technique réseau, vous serez en contact avec les utilisateurs et participerez aux recherches pour les nouveaux développements dans les domaines de la télématique et de l'informatique répartie. Vous aurez de nombreuses responsabilités au niveau de la conception et de la réalisation.

En outre, vous participerez à la représentation des Ciments Lafarge France auprès des interlocuteurs (P.T.T., constructeurs, associations professionnelles...).

Ingénieur de formation type E.S.M.E., Violet, Bréguet ou équivalent, vous souhaitez ne pas perdre l'acquis d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire et vous apprécierez d'être dans un environnement informatique soucieux d'efficacité.

Le poste est à pourvoir au siège social à Saint-Cloud (proximité transports en commun).

Adressez, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions, sous réf. MOL/CR/IR à Olivier de LAUGEIRET.

**Ordis** CONSEIL EN RECRUTEMENT  
10 rue Aubert - 75009 PARIS

L'UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS est une association loi 1901 qui regroupe un effectif permanent de 60 personnes et dont le budget annuel est de 35 millions de Francs. Elle édite notamment la revue « QUE CHOISIR » tirée à 350 000 exemplaires. Elle cherche à pourvoir les postes suivants :

### Ingénieur au service technique HF

Paris - 130 000 F +

Le service technique de l'UFC a pour fonction principale de mettre au point les tests comparatifs de produits ou de services dans le domaine des biens durables de grande consommation et d'en exploiter les résultats vis-à-vis du consommateur, des Pouvoirs Publics et des professionnels.

L'ingénieur recherché complètera l'équipe en place. Diplômé AM, ENSI ou équivalent, 28 ans minimum, il aura déjà quelques années d'expérience acquise soit en Bureau d'Etudes Engineering, soit dans le contrôle qualité en entreprise, par exemple. La maîtrise de l'anglais est nécessaire, la fonction impliquant, outre des relations et des missions tant au plan national qu'à l'étranger, la rédaction de notes ou de rapports techniques. (réf. 8158 LM).

Adressez lettre manuscrite et C.V. en précisant la référence correspondante à François ROUSSEAU, CONEXHOM - Tour Aurore - 18, place des Reflets - 92080 PARIS La Défense Cedex 06.

La référence 8158 LM sera transmise directement.

### Directeur administratif et financier HF

Paris - 170 000 F +

pour prendre en charge la gestion complète de l'association : financière, matérielle et humaine, ainsi que son organisation.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat diplômé d'enseignement supérieur commercial ou de gestion, 30 ans minimum, justifiant de quelques années d'expérience analogue acquise si possible dans le secteur de la presse ou sinon en PME ou au sein d'organismes parapublics ou du secteur privé. (réf. 8159 LM).

**Conexhom**  
Conseil en Recrutement

BANQUE

Filière d'un important groupe financier, recherche pour son Service INFORMATIQUE

## Universitaire

(Maîtrise, licence, DUT, informatique ou scientifique) débutant ou ayant 1 à 2 années d'expérience.

Après une période de formation, il participera à des développements sur CII-HB Mini 6 de façon à prendre progressivement la responsabilité d'applications conversationnelles de la Banque.

Ce poste convient à une personnalité dynamique, ayant le sens des relations humaines et des responsabilités.

Le recrutement a été confié à la Compagnie Générale d'Informatique.

Adressez CV + photo sous réf. NN/989 à Nadia NASTORS - C.G.I. 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

DIFFUSION COMPOSANTS  
recherche

## ANALYSTE FINANCIER

TITULAIRE DECS

Anglais indispensable

ayant 3 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- comptabilité de gestion
- comptabilité anglo-saxonne
- analyse budgétaire
- reporting

Opérationnel immédiatement.

Salaire et statut en fonction des compétences

Envoyer C.V., photo et prétentions  
au Service du Personnel  
38, avenue Henri Barbusse  
92223 BAGNEUX.

**ICM** Composants et  
Instruments

## Jeune ingénieur grande école : compétence et force de conviction pour mieux vendre

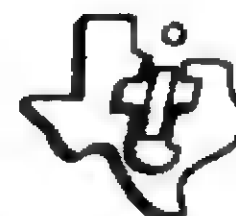
Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs. Vous avez peut-être une première expérience professionnelle et assurément le goût des affaires menées en pleine autonomie, de la négociation avec des interlocuteurs de haut niveau, exigeants au plan technique et commercial.

NOTRE DIVISION SEMI-CONDUCTEURS, premier fabricant au monde, fournit en circuits logiques, microprocesseurs et mémoires... les principales industries à technologie de pointe : informatique, télécommunications, aéronautique, automobile... Rencontrer les Directeurs Techniques de nos clients, étudier leurs projets et besoins particuliers, conclure l'affaire par votre compétence technique et votre force de conviction, tout en négociant avec nos services Fabrication, Ingénierie, Finances... les délais et les spécificités nécessaires, tel sera l'essentiel de votre mission.

Nous vous choisirons compétent, motivé par le commercial et exigeant sur vos objectifs de développement. Nous saurons en retour reconnaître vos performances.

Poste basé à Paris.

Monique NERRET vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence SC0182/2M - Texas Instruments France  
B.P. 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET



**TEXAS INSTRUMENTS**  
FRANCE

Möbil Plastics Europe

recherche pour la vente  
de film étirable pour palettisation

### ATTACHE(E) COMMERCIAL(E)

Diplômé (e) et ayant quelques années d'expérience dans la vente de l'emballage industriel.

Anglais exigé.

Après formation à Paris, il (elle) se verra confier la partie Nord de la France.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention de Monsieur SULLY  
Tour Septentrion - Cedex 9  
92081 PARIS LA DEFENSE.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE (PARIS)  
Suite à une promotion interne, nous recherchons le

## RESPONSABLE DU SERVICE AUDIT

Rattaché au Directeur des Services Financiers, il dirigera une équipe internationale d'une vingtaine d'auditeurs intervenant dans 35 pays et il aura pour objectif principal de faire respecter l'application de l'ensemble des procédures.

Ce poste nécessite des aptitudes confirmées à la direction d'une équipe et à la formation des auditeurs, et il exige une grande disponibilité en raison des déplacements fréquents.

Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, de formation supérieure et de préférence ayant bénéficié d'une expérience significative dans une entreprise internationale.

La maîtrise de l'anglais et la pratique de l'espagnol, de l'allemand ou de l'italien seraient appréciées.

Le développement de notre entreprise et les perspectives d'évolution de carrière sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 16634, à :  
JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE NATIONALE  
SECTEUR TERTIAIRE  
pour son Siège (3500 personnes)  
recherche

### conseiller en recrutement et orientation

diplômé Enseignement Supérieur.

Au sein d'une équipe, il sera chargé d'assurer le recrutement et la gestion des carrières des Agents d'une ou plusieurs Directions de l'Entreprise. Expérience de la fonction Personnel exigée 3 ans minimum.

Poste Paris puis Banlieue Ouest.

Envoyez CV, photo, salaire et prétentions sous référence 5451 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris  
Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE  
FRANÇAIS

recherche

## responsable produits

Cet ingénieur sera chargé également de la conception et du développement de circuits électroniques en relation avec la clientèle et les différents services de l'Unité.

### ingénieur SERVICE CONTRÔLE

Il assurera le développement de mesure des circuits électroniques.

(Référence S.C.)

FORMATION INSA ou équivalent.

Connaissance de l'ANGLAIS.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, en indiquant la référence du poste choisi à :

**QIP** organisation et publicité  
3 rue MARCOUSSE 75001 PARIS

Organisation bancaire mutualiste agricole  
recherche

### JEUNE INSPECTEUR

formation : E.S.C., Institut de gestion, I.E.P., ingénieur possédant expérience de la gestion.

Sous l'autorité du responsable du service inspection, il aura à contrôler : la gestion, l'organisation, la comptabilité générale des caisses de l'ensemble du réseau en France Métropolitaine.

Le candidat : âgé de 25 ans minimum aura une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire ou dans un organisme bancaire.

Large perspectives de carrière.

Poste basé à Paris, mais nécessitant de très nombreux déplacements en Province.

Salaire : 90.000 F + fonction expérience.

Adressez C.V. détaillé, photo (retournée) à notre Conseil qui étudiera votre candidature en toute discrétion sous référence M 5 002 à :

**SRC** Conseil en Recrutement  
57 rue de Richelieu  
75002 PARIS

PARIS - LYON

**TITN**

Société d'engineering  
en informatique  
Filière THOMSON CSF INFORMATIQUE

Notre expansion rapide dans les domaines de la téléinformatique, de la gestion interactive temps réel et des microprocesseurs, nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et à rechercher :

## Ingénieurs Chefs de Projets

GRANDE ÉCOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (téléinformatique, base de données).

(Réf. 1 M)

## Ingénieurs Système

GRANDE ÉCOLE, expérimentés sur mini ou micro-ordinateur.

(Réf. 2 M)

## Analystes - Programmeurs

MIAGE ou IUT informatique, pour analyse et programmation de systèmes de Gestion interactifs sur mini-ordinateur.

(Réf. 3 M)

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références choisies à T.L.T.N. - 1 à 3 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.



	tarif	tarif T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

	tarif	tarif T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\*Degré de surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



RECHERCHE

### CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- CHARGES DE PROJETS IMPORTANTS :
- Etudes des stratégies de développement ;
  - Diagnostic d'entreprises ;
  - Etudes sur la maintenance et l'entretien des patrimoines immobiliers ou d'infrastructures industrielles ;
  - Schéma directeur informatique.

NOUS SOUHAITONS RENCONTRER :

#### DES INGÉNIEURS

(X, CENTRALE, MINES, TÉLÉCOMMUNICATIONS...)

dont la formation initiale est valorisée par :

- Une personnalité affirmée ;
- Profil d'organisateur ;
- Grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail ;
- Excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement ;
- Une expérience professionnelle réussie.

ILS SERONT INTERESSÉS FINANCIÈREMENT AUX RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, prétentions, date de disponibilité à  
**OBJECTIFS CONSEIL** 160, rue de Bagnolet, 75020 PARIS.

SAPHYMO STEL, filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE recherche un

### INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Electrotechnicien ou Electronicien

chargé de commercialiser à l'export des biens d'équipement dans le domaine de l'ELECTROTHERMIE.

Expérience de la vente de 2 ans minimum nécessaire.

Anglais indispensable. Espagnol, Italien souhaités.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à Madame JAULIN - 29, avenue Carnot - 91301 MASSY.

SAPHYMO-STEL

Importante société implantée en banlieue Nord de Paris recherche

### INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN OU TECHNICIEN SUPÉRIEUR pour homologation de ses produits

Le candidat retenu devra, si possible, être rodé aux problèmes normatifs et réglementaires.

Outre ses qualités de contacts et de méthodes, une bonne connaissance de la langue anglaise est exigée. Ce poste nécessite des déplacements de courte durée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous no 21651 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Challenge de l'innovation 1981 - Oscar de l'exportation 1981  
**LABORATOIRE GUERBET**  
spécialisé dans les produits de radiodiagnostic  
(Département Recherche et Développement)

recrute, POUR SON SERVICE DE PHARMACOLOGIE :

### UN CADRE adjoint au chef du service

Responsable de 2 unités de pharmacodynamie (8 personnes) et d'une unité de pharmacocinétique (3 personnes)

- Solide expérience en pharmacologie nécessaire (pharmacien ou médecin avec expérience universitaire ou DEA/GES)
- Maîtrise de l'anglais indispensable.
- Expérience industrielle ou universitaire appréciée.
- Après une formation spécifique à la pharmacologie des produits de contraste, ce cadre prendra la responsabilité des 3 unités de recherche dont il devra assurer l'animation sur les plans technique, organisationnel et humain.

Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence BB 20/1/82 à :



guerbet.s.a.

B.P. 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS CEDEX

## ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche des

## INGENIEURS

POUR LE GROUPE ETUDES

ET REALISATIONS CENTRALES THERMIQUES

Lieu de travail : PONT DE SEVRES.

### de SUIVI d'ACHATS d'ENTREPRISE

Dans le cadre des installations conventionnelles de Centrales Nucléaires, assurera les rapports avec le fournisseur depuis le stade de la consultation jusqu'à la fin des obligations contractuelles.

FORMATION : Ingénieur 5 ans d'expérience, soit en exploitation, soit dans des Services techniques, technico-commerciaux ou de fabrication.

Anglais apprécié.

### de CONTRAT

pour suivi de chantiers (liaisons avec les Bureaux d'Etudes et les Fournisseurs) et assistance à l'Ingénieur de contrat pour l'ensemble des tâches de suivi financier technique et de gestion.

FORMATION : Ingénieur mécanicien et thermo-dynamicien connaissant si possible les Centrales Thermiques ou au moins les ensembles industriels dans le domaine des gros équipements mécaniques et thermiques (Arts & Métiers ou similaire). Plusieurs années de pratique. Allemand nécessaire, Anglais souhaité.

### d'APRES-VENTE

Assurera les liaisons avec les chantiers, les partenaires, les sous-traitants et le suivi de chaque affaire.

Préparera les contrats correspondant aux travaux et Services d'après-vente.

Participera à la rédaction des commandes et aux missions après-vente.

FORMATION : Ingénieur AM - IDN - ENSI... 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Anglais nécessaire.

Curriculum vitae et prétentions à adresser au Chef du Département Administration et de Gestion du Groupe CTM.

204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92100 BOULOGNE

### ADMINISTRATION - GESTION DE GRANDS PROJETS

Dans le cadre de notre développement vers l'étranger, nous avons actuellement de gros chantiers de travaux publics pour lesquels nous recherchons des hommes d'excellent potentiel.

Ils seront nos interlocuteurs privilégiés en matière de logistique, gestion, comptabilité, trésorerie, mouvements de personnel...

Sur place ou au Siège, ils seront responsables de la coordination et de l'animation des différentes directions fonctionnelles ou opérationnelles concernées.

Globalement, ils sont en permanence à l'écoute des problèmes techniques et humains de nos chantiers.

Pour réussir, il leur faut soit une première expérience de ce genre d'activité, soit une formation qui leur permettra d'être très rapidement opérationnels (écoles d'ingénieurs, écoles supérieures de commerce...), l'essentiel restant de solides qualités de rigueur et d'organisation ainsi que leur aptitude à comprendre l'ambiance d'un chantier de grande dimension.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyez votre candidature sous référence 7609 à :

O.P. organisation et publicité  
2 RUE MARSEILLE 75001 PARIS/QUI TRANS

Degremont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX

### RESPONSABLE technique et commercial Conditionnement export

L'importance des marchés déjà acquis et la volonté de les développer conduit à créer ce poste qui aura pour objectifs :

- Développer l'activité en s'appuyant sur le réseau international DEGREMONT.
- Prendre en charge directement certains clients.
- Promouvoir le conditionnement, auprès des services "ETUDES" et "PROJETS" de la société.

Ingénieur chimiste, le candidat a 10 ans d'expérience tant technique que commerciale, sa préférence en traitement des eaux. Il possède parfaitement l'anglais, il est disponible pour des déplacements courts mais fréquents.

Merci d'adresser une lettre de motivation et un C.V. en précisant la rémunération souhaitée sous référence 370 à :

DEGREMONT  
183 Avenue du 18 Juin 1940  
92500 RUEIL MALMAISON

SINTRA



### INGENIEURS D'ETUDES

Notre Société en expansion recherche pour son activité Systèmes d'Armes Navals

### DE JEUNES INGENIEURS DIPLOMES OU UNIVERSITAIRES 3e CYCLE

#### ► INGENIEURS INFORMATIENS

Pour participer à la réalisation de systèmes informatiques en Temps Réel embarqués à haute performance. (Réf. I)

#### ► INGENIEURS D'ETUDES THEORIQUES

Chargés de recherches appliquées dans le domaine du traitement du signal et de l'information. (Réf. II)

#### ► INGENIEURS ELECTRONICIENS

Pour laboratoire d'électronique de développement. Possibilité d'évolution vers des fonctions de Chef de Projets d'équipements complets. Bonne pratique de l'anglais exigée. Déplacements de courte durée. (Réf. III)

Si un de ces postes retient votre attention, adressez votre dossier de candidature avec la réf. du poste à J.F. SILVESTRE - SINTRA ALCATEL 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUREL.

Je tiens à :

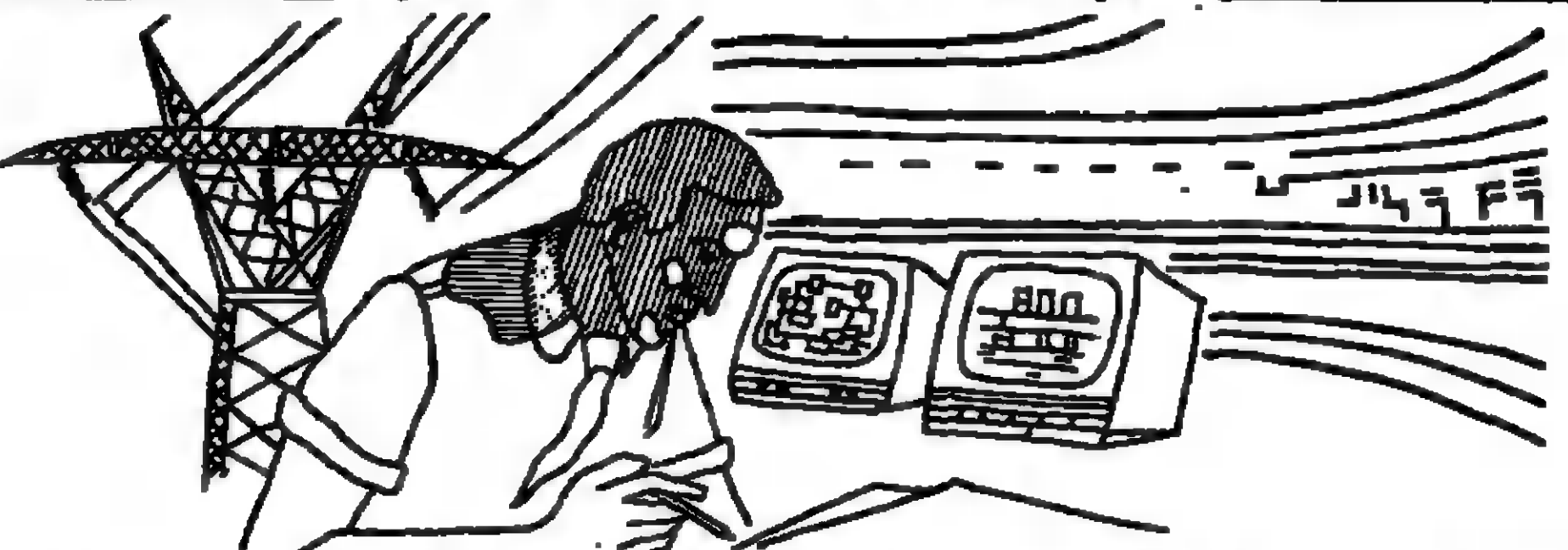


## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

CGEE ALSTHOM  
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Si vous souhaitez développer les techniques de pointe dans des systèmes de transport et de distribution d'énergie électrique exportés dans le monde entier, votre candidature intéresse le GROUPE TRANSPORT D'ENERGIE, pour les postes suivants :

**INGENIEURS LOGICIEL  
DE CONTROLE DE PROCESSUS**

Intégrés au sein d'équipes performantes, ils participeront à la conception et à la réalisation de logiciels d'application en temps réel par microcalculateurs ou microprocesseurs pour la conduite et l'automatisation de réseaux électriques.

Ces postes offrent de grandes perspectives d'avenir pour des ingénieurs compétents et dynamiques, débutants ou ayant quelques années d'expérience. Anglais indispensable. (réf. 01M)

**INGENIEURS ET TECHNICIENS  
SUPERIEURS EN ELECTRONIQUE**

Ils participeront au développement de matériels d'automatismes très évolués utilisant des microprocesseurs.

Une formation d'électronique de base est nécessaire et une expérience en hardware à microprocesseurs serait appréciée. Anglais souhaitable. (réf. 02M)

Pour tous ces postes, dont le lieu de travail est la Région Parisienne, adressez votre candidature avec CV détaillé, photo et prétentions, sous référence choisie, à :

R. ANDRY

CGEE ALSTHOM

13, rue Antonin Raymond - 92309 Levallois Perret

Maîtrisez avec nous les techniques de pointe à travers le monde.

**LE LOGICIEL DE BASE :  
UNE INFORMATIQUE DE PROFESSIONNEL**

Importante société d'études informatiques, nous renforçons nos équipes intervenant dans les domaines suivants : logiciel de base, réseaux, systèmes d'exploitation.

Les ingénieurs que nous souhaitons recruter développeront ces outils sur des matériels mini et micro.

En fonction de leurs compétences et de leur expérience, ils participeront aux grands projets actuels (ADA, Telecom 1, Annuaire Electronique, etc.).

Candidatures et CV sont à adresser sous référence 73300 à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

Discrétion totale assurée.

**DÉVELOPPER LES OUTILS INFORMATIQUES DE DEMAIN****2 ingénieurs A.M.**

Les trois activités du groupe ROUSSEL UCLAF sont présentes dans notre établissement de ROMAINVILLE (93) : la recherche, la fabrication pharmaceutique, la production chimique. L'ensemble occupe 3000 personnes et s'étend sur 22 hectares, d'où l'importance des installations et des responsabilités, tant techniques qu'humaines qui seront confiées à :

**« MONSIEUR ENERGIE »**

Ingénieur diplômé de l'ENSAM, vous avez peut-être une formation complémentaire de l'IFI, de l'I.F.E., ou vous avez été officier mécanicien de la Marine Nationale. Vous serez le gestionnaire d'un centre de coût important pulvérisant responsable de tous les fluides (électricité, gaz, eau, vapeur, froid), de leur livraison (contrats avec EDF), de leur production, et de leur distribution. Votre service fonctionnant en continu, cela implique que toutes les responsabilités, tant humaines que techniques vous incomberont : application des mesures de sécurité, et prescriptions réglementaires, climat social (40 personnes), le bon fonctionnement des installations, les études pour leur amélioration.

Chef de service énergie, vous serez en liaison avec l'ensemble des services utilisateurs, le bureau d'études, le service entretien et le contrôle de gestion.

**« MONSIEUR ENTRETIEN »**

Ingénieur diplômé de l'ENSAM, vous serez rompu à toutes les techniques : mécanique, tuyauterie, chaudronnerie, et serez confronté en permanence à tous les corps de métiers entretien-bâtiment. Vous organiserez le travail de vos équipes (100 personnes dont 15 agents de maîtrise). Il va sans dire que les responsabilités humaines, tant au plan social qu'au plan de la sécurité, vous incomberont. Le contrôle du travail sera aussi de votre ressort.

Pour ces deux postes, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant le poste choisi à ROUSSEL UCLAF, Service de gestion des Cadres, 35, Bd. des Invalides 75007 PARIS.

roussel uclaf

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**

recherche à PARIS

pour le Département MÉTHODES INFORMATIQUES

**SPÉCIALISTE TÉLÉINFORMATIQUE****Mission :**

Participer à la Définition et à la mise en place de la prochaine génération de son réseau d'Applications Informatiques.

**Profil :**

- Ingénieur Grandes Ecoles ou Université ;
- Expérience système d'exploitation MVS ;
- Expérience réseau de Télécommunications SNA ;
- Habitude du travail en équipe ;
- Anglais courant.

Ecrire sous le numéro 116.252 M - RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE

**TRINDEL**

INSTALLATIONS ELECTRIQUES, EQUIPEMENTS, AUTOMATISMES ET INFORMATIQUE INDUSTRIELS

recherche

**INGENIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL**

Diplômé Grande Ecole - Réf. A 82 / 16  
Rattaché à la DIRECTION COMMERCIALE FRANCE, il lui sera confiée une importante mission commerciale du SECTEUR PETROLE - CHIMIE.  
D'abord en aval, son action impliquera une participation aux négociations auprès d'interlocuteurs de haut niveau et un suivi Clientèle de grande qualité.  
Véritable « ENTREPRENEUR », le candidat devra posséder une réelle expérience (5 ans minimum), acquise dans ce domaine et auprès d'une clientèle analogue. La connaissance du contexte professionnel concerné, associée à une envergure personnelle certaine, seront les atouts majeurs de sa réussite.

**CADRE ADMINISTRATIF ET  
FINANCIER EXPORT**

PARIS - Réf. A 82 / 19  
Adjoint au Chef de Service « MARCHES », il assurera le montage du financement et la gestion administrative et financière de contrats (OPERATIONS DE CREDIT ET ASSURANCE).  
Ce poste s'adresse à un jeune diplômé ESCAE ou équivalent, ayant une formation en COMMERCE INTERNATIONAL. Une expérience similaire de 2 à 3 ans dans ce domaine est exigée. L'ANGLAIS courant est impératif, une seconde langue sera appréciée.  
Enfin, quelques déplacements sont à prévoir.

CES POSTES, BASES AU SIEGE (PARIS 8ème)

OUVRENT D'INTERESSANTES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE CARRIERES DANS UN GRAND GROUPE.

Nous étudierons avec intérêt et discrétion votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), précisant la réf. du poste choisi.

Société Trindel - Service DP / PS  
44 rue de Lisbonne 75363 PARIS - Cédex 08 -

RSCG CARRIERES

DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE

Importante Société Française Sud

**INGENIEUR  
ANALYSTE-PROGRAMMEUR**

Micro-informatique en temps réel.  
Diplômé ISEP - INSA - ISEN ou SUPélec.  
Diplômé O.M. Débutant accepté.  
KELLER FRANCE - 102, Champs-Élysées (91),  
962-91-08 chargé du recrutement.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
D'ASSISTANCE**

recherche

**CHEFS DE GROUPE**

- Niveau agent maîtrise.
- Expérience dans l'assistance demandée

Envoyer C.V. + photo sous réf. 32159 M à :  
BLEU Publicité  
17, rue du Docteur Lebel  
94300 VINCENNES

Dans le cadre de son expansion et de la mise en place d'une gestion de production informatisée,  
R&E-Réalisations Etudes Electroniques recherche

**RESPONSABLE DE  
L'ORDONNANCEMENT**

Cadre de formation BTS ou équivalent doté d'une bonne expérience de la fonction, de préférence dans une entreprise électronique et ayant, si possible, utilisé un système de gestion de production en temps réel. Anglais souhaitable.

**AGENT  
D'ORDONNANCEMENT**

qui secondera le responsable plus particulièrement dans les travaux internes du service.

Lieu de travail : ORSAY (91) Z.A. de Courtabouf.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, prétentions et détails de disponibilité au :  
C.S.E. - 19 Square R. Bazin Parly 2  
78150 LE CHESNAY  
chargé du recrutement

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE**

Maître d'ouvrage d'opérations industrielles et commerciales (bureaux, entrepôts)

**RECHERCHE**

Pour le service technique à :

NANTERRE LA DÉFENSE

**INGÉNIEUR E.T.P.**

(en équivalent)

5 à 7 ans d'expérience dans l'étude et la réalisation des chantiers du bâtiment.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 031.324 M, à :

RÉGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**GROUPE INDUSTRIEL**

renforçant sa Division Export télécommunications domaine câbles et installations réseaux publics

recherche pour

proche banlieue PARIS

**INGÉNIEUR  
COMMERCIAL**

Minimum 30 ans. Grande école généraliste ou spécialisée énergie télécom. Première expérience export.

**INGÉNIEUR  
SYSTÈMES  
TECHNICO-COMMERCIAL**

Formation spécialisée ou expérience systèmes sur câbles.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 21.436, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75000 PARIS CEDEX 11, qui transmettra.

**GRANADA**

La Filiale Française d'un groupe multinational spécialisée dans la location de T.V. et de magétoscopes crée un poste d'

**ASSISTANT  
CONTROLLER**

Il prendra en charge le reporting, la gestion des immobilisations, le développement des applications informatiques, les études ponctuelles, la mise en place des procédures comptables.

Il possède une formation supérieure (HEC, ESSEC ...) 27 à 30 ans, un anglais courant et une première expérience de 2 à 3 ans de préférence dans un cabinet d'audit.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à No 22, CONTEXTE Publicité, 20, Av. de l'Opéra 75000 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**INGENIEUR  
ELECTROTECHNICIEN  
diplômé débutant**

Groupe industriel et minier français, recherche un jeune électrotechnicien pour le préparer aux responsabilités d'ingénieur entretien d'ordre. Son activité portera sur la maintenance et l'amélioration d'équipements sophistiqués et onéreux ainsi que sur les essais de matériels nouveaux. Il est prévu pour lui une évolution de carrière, vers d'autres filières : soit production fond ou jour, soit encore études ou ingénierie. Possibilités missions étranger. 110.000 + selon diplôme, et prestations en nature dont logement.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. PA/ENF2 30, av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

CETAGEP

Après 10h15



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## SÉRI RENAULT INGENIERIE

Pour suivre LA REALISATION D'ENSEMBLES MECANQUES SPECIFIQUES permettant l'assemblage, la maintenance et le transport de matériels complexes de grandes dimensions, nous recherchons :

## UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

Diplômé Grande Ecole (A.M., I.N.S.A. ...) possédant, si possible, une première expérience de 2 à 3 ans, il doit être capable de s'adapter à l'activité spécifique de l'ingénierie.

Placé sous l'autorité du responsable technique, il aura pour mission, outre le suivi des réalisations d'assurer l'étude et la conception des modifications à apporter à ces matériels compte tenu de l'évolution des engins maintenance.

Adresser s/réf. M 2-01, lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à :

**Séri**  
Renault Ingénierie

Direction du Personnel  
Séri Renault Ingénierie  
2, Avenue du Vieux Etang - B.P. 19  
F-78390 BOIS D'ARCY

Compagnie d'Assurances  
recherche

## correspondant informatique

Nous demandons une solide formation en informatique de gestion et/ou en organisation administrative (par exemple IESTO), et une bonne expérience de l'analyse fonctionnelle.

Le poste à pourvoir se situe à Paris.

Nous vous prions d'envoyer C.V. et prétentions sous réf. 8887 à Media System 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

## ENTREPRISE BATIMENT PREMIER PLAN

Implantée en région Parisienne  
filiale d'un groupe international  
recherche

## DIRECTEUR D'AGENCE

Le titulaire du poste assurera la responsabilité totale d'une unité de production comportant la réalisation de plusieurs chantiers en région parisienne. Ses domaines d'intervention se situent au plan : commercial, soutien et participation aux études des marchés bâtiment concernant son secteur, animation d'une équipe de directeurs de travaux et de conducteurs, contrôle et gestion des chantiers placés sous sa responsabilité, pour réussir dans cette mission le candidat de formation ingénieur (Centrale, ESTP, ou équivalent) devra justifier d'une expérience professionnelle bâtiment de plusieurs années comprenant le passage dans des fonctions commerciales, études de prix et chantiers où il aura exercé la responsabilité totale de l'exécution d'opérations importantes.

Adresser CV et prétentions sous N° 8134 à PARFRANCE Annonces  
4, rue Robert Etienne 75008 Paris  
qui transmettra



Société de services et conseil en informatique  
(70 personnes)  
recherche pour son département FORMATION

## UN FORMATEUR INFORMATICIEN ORIENTE MATERIEL IBM

Ce poste requiert une double expérience :  
Expérience technique :  
- Les candidats auront acquis au cours d'une expérience de 5 années une bonne pratique des techniques DB/DC ;  
CICS ou IMS ;  
DLI ;  
et une bonne connaissance des langages de programmation :  
COBOL - PLI

Expérience pédagogique :  
- Les candidats ayant une réelle expérience de formation et très motivés par cette activité trouveront de grandes possibilités de développement.

Envoyer C.V. détaillé à :  
ECL RECRUTEMENT - (242 R 306)  
55 rue Hémel - 75018 PARIS

## SOCIÉTÉ JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE DIRECTION ILE-DE-FRANCE

## COLLABORATEURS

Expériences en droit social-droit fiscal  
Expériences professionnelles acquises dans :  
- gestion du personnel ;  
- activité de conseil en droit social ;  
- droit des affaires et de la distribution ;  
- service juridique des entreprises ;  
- administration fiscale.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à :  
M. J.-L. PAUL, 2 bis, rue de Villiers, 92380 Levallois.

Notre Division Avionique participe avec succès sur tous les marchés mondiaux à la compétition entre les Grands des équipements électroniques. Notre développement nous conduit à recruter un

## ingénieur qualité

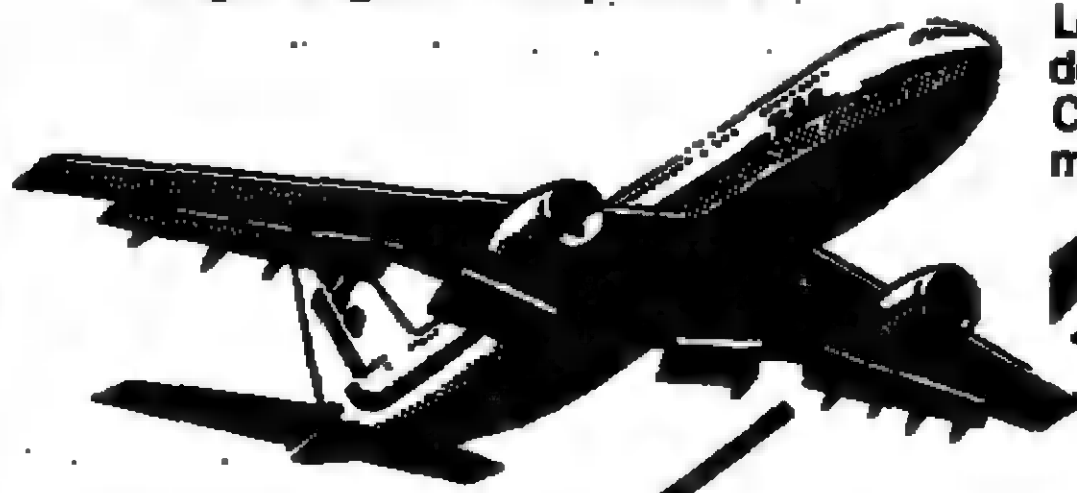
Il possède nécessairement une solide expérience dans les domaines de l'électronique et de la physique.

Il développera et animera un groupe technique chargé des investigations sur la fiabilité des composants et équipements de matériels optiques aéroportés.

Ce poste implique un dialogue permanent avec des spécialistes de haut niveau.

De nombreux déplacements de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

Langue anglaise indispensable.



Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF - 52, rue Guyonmer - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**THOMSON-CSF**  
DIVISION  
EQUIPEMENTS AVIONIQUES

## BANQUE PRIVÉE

Quartier Champs-Élysées  
recherche  
pour son Département

## « GESTION DE PATRIMOINES »

## ou

## GESTIONNAIRE

(position cadre)

pour assister le Responsable de Département.

Il devra développer et entretenir une clientèle de particuliers fortunés, et justifier à cet effet de connaissances adaptées dans les domaines suivants :

- gestion de portefeuilles titres
- marchés Nord-Américains
- anglais
- droit et fiscalité.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 7 634 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

## jeune secrétaire général

Filiale commerciale d'un important groupe du secteur automobile, ayant réalisé en 1981 un CA de 150 MF, notre développement nous impose de renforcer notre structure et de créer un poste de secrétaire général. Rattaché au Directeur Général, il sera responsable des problèmes financiers et de trésorerie de l'entreprise et mettra en place puis supervisera les procédures de contrôle de gestion. Par ailleurs, il sera chargé des problèmes administratifs et du personnel. Ce poste conviendrait à une personne diplômée d'une école supérieure de gestion ayant complété sa formation par un DECS. Une première expérience de 4 ou 5 années dans un cabinet d'audit ou dans un service de contrôle de gestion d'une société à vocation internationale sont des atouts pour réussir dans la fonction et évoluer dans un groupe performant.

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite précisant votre n° de tél., sous réf. 806LM : NASSAR, 47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.

## Important Etablissement Financier recherche pour son Centre chargé de mettre en œuvre la politique de développement carte et automates bancaires

## un(e) Chargé(e) d'Etudes

- Pour réaliser des enquêtes, bilans sur actions en cours, et mettre au point des supports d'information (revue de presse interne à rédiger et diffuser).
- Et participer à la réalisation d'études destinées à la promotion et commercialisation des moyens de paiement.

DUT technique de l'information, bonne maîtrise de la langue anglaise et 3 à 4 années d'expérience bancaire.  
Envoyer C.V. phot. et pret. s/réf. 5472 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris  
Codex 02 - qui transmettra

## Contrôleur de gestion chez le leader du B.T.P.

38 % d'expansion réalisée en 1981, 38 % d'expansion prévue en 1982.

Après une période de formation assurée par un directeur financier pendant environ un an, en France, vous serez affecté, en fonction de vos souhaits et des disponibilités, en France ou à l'étranger, dans une filiale ou dans une branche opérationnelle.

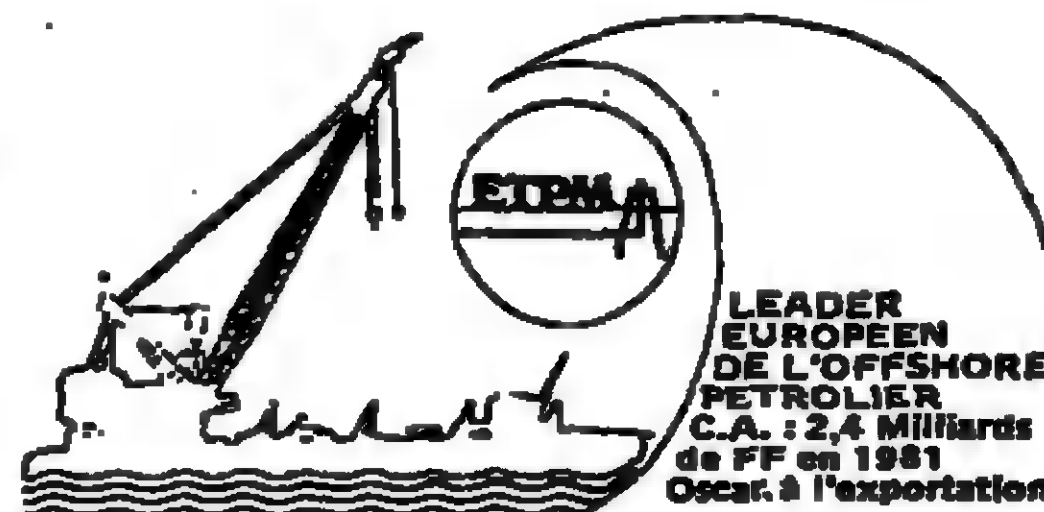
Vos missions : • établissement des plans • suivi des réalisations • animation des gestionnaires • actualisation des prévisions pour des unités réalisant de 100 MF à 1 MF de chiffre d'affaires, en prise directe avec la Direction Générale.

Parmi les nombreuses possibilités d'évolution de carrière : la direction financière d'une de nos Sociétés, le Secrétariat Général, etc.

Débutant ou déjà expérimenté, diplômé d'une grande école de Gestion, vous souhaitez vous associer à la réussite d'un Groupe performant.

**BOUYGUES**

Merci d'adresser votre candidature à A. Filou - Direction du Personnel  
(Référence 7517 CG) - BOUYGUES - B.P. 204  
92142 CLAMART CEDEX



## FIELD ENGINEERS

Le poste :  
Pour la réalisation de travaux pétroliers en mer, vous êtes prêts à travailler suivant le système de rotation :  
• 1 mois au Siège à PARIS,  
• 1 mois aux Barges,  
• suivis de 15 jours de congés.

LE PREMIER MOIS : vous préparez les opérations avec les ingénieurs de Projets : participation aux études techniques et analyse approfondie des procédures de travaux.

LE DEUXIEME MOIS : sous la responsabilité de la région d'activité concernée, vous serez envoyés sur nos Barges pour suivre l'exécution des travaux, assister le Chef de Barge, dialoguer avec le Client, puis rédiger les rapports d'opérations, afin de rendre compte aux Responsables Techniques du Siège et d'assurer le lien entre réalisation et préparation.

Votre profil :  
Vous avez environ 32 ans et vous êtes :  
- soit Ingénieurs de formation type ENSI, INSA, ENI ou équivalent, et vous pouvez faire état d'une expérience d'au moins 5 ans acquise sur des chantiers de TP en FRANCE ou à l'étranger ;  
- soit Chefs de Chantier ou Conducteurs de Travaux (formation : EYROLLES, EGLETONS ou niveau DUT) et vous possédez une expérience confirmée d'une dizaine d'années.

Vous pensez avoir les aptitudes physiques et les qualités morales exigées par ce type d'existence. Vous avez une autorité naturelle indiscutable et VOUS PARLEZ PARFAITEMENT L'ANGLAIS.

Si vous êtes fortement motivés par ce poste, envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. 6393M à PIERRE LEHAU S.A. BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

## responsable formation terrain

Leader mondial dans notre secteur de marché, nous créons ce poste en France afin d'améliorer encore le rythme de notre croissance.

Spécialiste de la vente à la grande distribution, vous avez recruté, animé et formé des commerciaux. Sur la base de cette solide expérience des techniques modernes d'animation, vous serez à l'écoute sur le terrain les besoins en formation de nos vendeurs, puis à construire les plans de formation appropriés et ensuite à entraîner « sur le tas » nos équipes commerciales afin d'améliorer leur performance.

Bien plus qu'un diplôme, nous recherchons une personnalité bien « trempée », capable d'écouter, d'analyser, de transmettre son savoir-faire et son enthousiasme.

Notre fort développement devrait vous permettre d'évoluer rapidement au sein de notre Société.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5287 à Michel MONIER :

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**  
28, avenue de Flandre  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

## BERTIN &amp; Cie

recherche pour sa division  
mécanique des fluides et structures  
plusieurs

## INGENIEURS Grandes Ecoles

(ECP, SUP AERO, ENSMA, DOCTORAT...)

pour développer ses activités dans les domaines :

- STRUCTURES (dimensionnement dynamique)
- MECANIQUE DES FLUIDES (modélisation par éléments finis).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous référence 823 à :

M. R. BOY - BERTIN & Cie  
B.P. 3 - 78370 PLAISIR

## ORGANISME PROFESSIONNEL

Secteur Santé  
Siège à Paris-17°

## ATTACHÉS DE DIRECTION

Vue service administratif et études juridiques et économiques.

Licence en Droit souhaitée, option Droit Travail et Sécurité Sociale.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo, s/n° T 031.341 M à : REGIE-PRESSE, 66 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## Comité d'entreprise

## PERSONNE QUALIFIÉE

pour tenue bibliothèque documentaire. Adresser demande avec C.V. et prétentions au comité d'entreprise de l'URSSAF, rue Franklin, 93100 La Courneuve-93.

## GESTION 2000

## INGENIEUR PROCESS

pour Unité d'Unité, Formation gère chimique. Tél. 246-42-01 pour R.V.

## JOURNALISTE PROFESSIONNEL

ayant profil  
secrétaire rédactions pour  
publications secteur audio-visuel  
et relations presse  
d'un important organisme social.

Adresser C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions à No 22.043 CONTESTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Jeune Ingénieur







	Ligne	Ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	184,64

# ANNONCES CLASSEES

	Ligne	Ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface au nombre de parutions

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## Représentations offres

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE MÉDICALE**  
recherche pour son département ULTRASON

### (EA/1) Un ingénieur en micromécanique

Formation : A.M., E.N.S.M.M. Besançon ou équivalent ;  
Bonne connaissance en électronique d'asservissement appréciée ;  
Expérience industrielle d'au moins trois ans ;  
Poste proposé au service études pour assurer l'étude et le développement de dispositifs électromécaniques de précision en liaison avec une équipe jeune et dynamique.

### (EE/2) Un agent technique électronique

Formation : B.T.S. ou D.U.T. ;  
Expérience en analogique et numérique rapide appréciée ;  
Poste proposé au laboratoire d'études électroniques pour participer à l'étude de matériels électroniques de pointe.

Ecrire s/r 7614 le Monde Pub., Service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC**  
rech. pour un de ses clients (grande administration) :

### un INGÉNIEUR INFORMATICIEN

confirmé ayant l'expérience de l'ingénierie-système HB-DPSS (GECOS 3, DM 4, ...), de la mise en œuvre de réseaux, de la définition et de la mise en application de normes de programmation et d'exploitation ;  
Il sera notamment chargé d'un rôle de conseil auprès des bureaux d'études pour la réalisation d'importantes applications de gestion transactionnelle ainsi que de la mise en place d'un centre informatique.

Envoyer C.V. avec prétentions et photo à CESMAP, 67, avenue Léonie - 94112 ARCUEIL Cedex.

### BANQUE PRIVÉE

Quartier Champs-Élysées

recherche

pour son Département

### GESTION DE PATRIMOINES

ou

### GESTIONNAIRE

(position cadre)

pour assister le Responsable de Département.

Il devra développer et entretenir une clientèle de particuliers fortunés, et justifier à cet effet de connaissances adaptées dans les domaines suivants :

- gestion de portefeuilles titres
- marchés Nord-Américains
- anglais
- droit et fiscalité.

Envoyer lettre manuscrite

avec C.V. détaillé, photo et prétentions

sous réf. 7 634 à PLAIN CHAMPS,

5, rue du Helder, 75009 PARIS.

### PUBLISCOPE CONSEIL

recherche

### UNE CHEF

### DE PUBLICITE

Une expérience en Agence

est nécessaire.

Ecrivez en résumant votre carrière

sous référence 94 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (tel. 73 742-44-10)

Cherchez PERSONNE pour ORPÈVRE MAISON 35 km Paris. Tél. 331-64-02.

Service Publicité Périodique Professionnel de Mode recherche

J.H. ou J.F.

Sortie Ecole Publique ou marketing.

Chargé promotions dans le journal. Assurances et contacts avec les annonceurs.

Libre immédiatement. Ecrire M. FERRON, 21, impasse Thullot, Paris-11e.

ÉDITEUR MÉDICAL ET SCIENTIFIQUE PARIS (18e) recherche

RESPONSABLE

D'ÉDITION

(Édition, relecture, relations d'auteurs).

Formation sciences médicales ou biologiques souhaitée.

Bonne connaissance de l'anglais.

Env. C.V. man., photo et prêt. sous n° 118087 M.

RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RECHERCHE - URGENT

ANIMATEURS (TRICES)

pr. sect. enf. et adol., av. sol. exp. Env. C.V., M.J.C., 14, r. des Écoles, 92310 ST-DENIS.

BOULEVARD SERVICES recherche

INGÉNIEURS

INFORMATIQUES

- Exp. 1 à 2 ans ou débutant.

- Fortes connaissances en programmation, en bases de données.

Env. C.V., M.J.C., 14, r. des Écoles, 92310 ST-DENIS.

BOULEVARD SERVICES recherche

COMPTABLE

STOCKISTE

EXPÉRIENCÉ (E)

sur ordinateur ICL.

Ad. C.V., photo, prétentions ACTUAL, 89, rue de la Tour, 75016 PARIS.

MENSUEL, branche

AUTO - MOTOS - ROCK

recherche

JEUNE SECRÉTAIRE

DE RÉDACTION

Libre de suite.

Téléphone : 233-56-65.

Cherchez RESPONSABLE

PÉDAGOGIQUE et ADMINIS-

TRATIF pour centre de formation. Env. C.V. : ASPIRADOR, 183, bd Hausmann, Paris-8e.

IMPORTANT

LABORATOIRE PHARMAC.

DE RÉPUTATION MONDIALE

recherche pour son

DIVISION « DIAGNOSTICS »

2 Technico-Commerciaux

1) Secteur Ouest France.

2) Secteur Paris Ouest.

Avant une formation ST-BTS.

Analyses biochimiques, et spécialités dans la vente de produits ou mat. de laboratoire, pour assurer la promotion technique auprès de ses clients.

Stage de formation assuré, véhicule fourni.

Adresser C.V. détaillé aux Laboratoires WELCOM S.A., Direction du Personnel, 189, rue Nationale, 75001 PARIS CEDEX 13.

AGENT DE CHANGE

Spécialiste obligataire

confirmé pour développer ses relations avec importante clientèle institutionnelle.

Env. s/r 7 688 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

formation professionnelle

LE CENTRE DE FORMATION

ASTER INFORMATIQUE

forme

DE FUTURS ANALYSTES

PROGRAMMEURS

qui, à l'issue d'une formation privée complète (COBOL, BASIC, TELA/TREMENT) d'une durée de quatre mois, se verra confier un poste au sein de notre SOCIÉTÉ ou d'ENTREPRISES CLIENTES.

Ad. C.V. lettre manuscrite, photo et dossier, au responsable CENTRE DE FORMATION ASTER INFORMATIQUE, 6, impasse des Deux-Cousins, 75017 PARIS.

COURS ET STAGES

D'ANGLAIS

EN ENTREPRISES

Initiation, perfectionnement ou spécialisation par professeurs qualifiés. Tél. pour renseignements : 350-50-27.

propositions

diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Amérique, Canada, Afrique, Amérique, Asie) env. le dossier gratuit.

MIGRATIONS

B.A.O. 3, rue Montoye, 75428 Paris Cedex 09.

travail

à domicile

Occasité à domicile. Tâches divers. Tél. 630-30-88 le matin et le soir ap. 18 h.

travaux

à façon

ENTREPRISE sér. réité. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, électricité, plomberie, etc. sous corps d'art. Devis gratuits. Tél. 368-47-84, 882-50-02.

### ERIN

recherche pour développement logiciel de base, contrôle de processus industriels (sur mat. et micro-ordinateurs)

### DES INGÉNIEURS

Grandes Ecoles, option informatique, Automatique, Électronique ou Universitaires.

Débutants à 3 ans d'expérience.

Env. s/r 7 674 à AXIAL Publicité.

27, rue Taitbout, 75008 Paris, qui transmettra.

GRUPE FRANCAIS IMPORT.

recherche

DIRECTEUR

EXPORT

Formation : Ecole de Commerce. Age minimum : 35 ans.

Expérience : min. 5 ans. Responsable export.

Langues : anglais-allemand. Rémunération selon exp.

Env. C.V. + photo s/r 2988.

SHWEITS, B.P. 258,

75424 Paris Cedex 08, qui tr.

Le Centre d'Information Financière recherche FUTURS CADRES COMMERCIAUX

- dynamiques et ambitieux ;

- grds du concept leur niveau ;

- très bonne présentation ;

- sans des responsabilités.

Pour R.V., 853-91-30, P-201.

BANQUE PRIVÉE

recherche

pour son département

GESTION DE FORTUNE

Diplômé agrégé/marketing

supérieur.

Parfait bilingue anglais.

Environ 5 ans d'expérience.

Adresser C.V. et prétentions

sous n° 7 256 M à PUBLISCOPE, 23, rue Réaumur, 75002 Paris.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ

sous contrat d'association

recherche

PROFESSEUR

DE MATHÉMATIQUES

(horaire 18 heures)

pour classes de 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>.

- Excellentes capacités rédactionnelles.

- Sens de l'organisation et des responsabilités.

- Disponibilité.

- Situation stable, avantages sociaux, 13ème

mois, et primes diverses.

Adresser C.V. photo et prétentions

sous référence 6894 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris

Cedex 02 - qui transmettra.

JEUNE INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

CONFIRMÉ

Pour vivre et suivre des affaires en département industrie auprès des ingénieurs, installateurs et techniciens de la région parisienne. Connaissances anglaises.

Env. s/r 7 688 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

AGENT DE CHANGE

Spécialiste obligataire

confirmé pour développer ses relations avec importante clientèle institutionnelle.

Env. s/r 7 688 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

capitaux

propositions

commerciales

Recherche

CABINET IMMOBILIER

Activités diversifiées, poss. associat. ou reprise progressive.

Sorte sous le n° 031.585 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Domiciliation - secrétariat

Champs-Élysées - Boulogne

à partir de 100 F/mois

Téléphone : 603-27-77.

cours

et leçons

Professeur auxiliaire donne cours russe, polonais, serbo-croate. Téléphone : 708-49-86.

Animateur et formateur diplômé univers., exp. natural., franç., esp., animation et cours portugais ou français, formation permanente, donne ré. entreprises. Tél. MENDONÇA, 665-13-84.

Préparation intensive

BAC FRANÇAIS

Escr. et oral, 2 h. par semaine. 180 F. Téléphone : 728-74-21.

Editions du

MONITEUR

Editions de

L'USINE

SPECIALISÉES DANS LES LIVRES TECHNIQUES

ET PROFESSIONNELS

recherchent un

### REPRÉSENTANT

Sous l'autorité du Directeur commercial, il visite les clients actuels et développe le réseau aussi bien à Paris qu'en province.

Il est donc conduit à de fréquents et longs déplacements.

Son potentiel lui permettra d'évoluer vers l'éventuelle animation d'une force de vente.

Une expérience de quelques années dans l'édition est un atout majeur.

La rémunération, motivante, sera liée aux résultats.

Envoyer curr. vitae et prétentions à : Joseph OSMAN, C.E.P. Édition - 17, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

Agent immobilier F.N.A.I.M.

VERSAILLES

spécialiste fonds de commerce et rédaction d'actes

recherche

mâgoc, salarié avec référence.

Env. sous le n° 116.433 M.

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

secrétaires

Importante Société d'Assurances

recrute pour PARIS

### Secrétaire

- B.T.S. de secrétariat

- Bonnes connaissances en sténo-dactylographie

- Excellentes capacités rédactionnelles.

- Sens de l'organisation et des responsabilités.

- Disponibilité.

- Situation stable, avantages sociaux, 13ème

mois, et primes diverses.

Adresser C.V. photo et prétentions

sous référence 6894 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris

Cedex 02 - qui transmettra.

Association recherche

SECRÉTAIRE

COMPTABLE

niveau B.T.S.







Le Monde

# régions

## CORSE

## L'ENJEU CULTUREL

QUEL AVENIR POUR LE BILINGUISME ?

### Une langue qui sort à peine de la clandestinité

De notre correspondant

Bastia. — Enseigner la corse à l'école est l'une des revendications fondamentales des différents associations culturelles. En fait, cet enseignement existe déjà depuis quelques années, mais il est à peine d'une certaine clandestinité comme le reconnaît sans détours M. Gérard Marchetti, inspecteur d'académie de Haute-Corse, chargé pour la Corse entière de diffuser la langue et la culture insulaire. « Pendant des années, ajoute-t-il, la politique du ministère n'a pas été très claire dans ce domaine et, quand nous procédions à des enquêtes sur le nombre d'instituteurs qui utilisaient la corse en classe, nous n'avions aucun résultat. »

Pourtant, en juin 1980, une étude fait apparaître que, dans 48 % des écoles primaires, l'idiome local est enseigné. Comment ? Les expériences sont, en fait, diverses, sinon disparates. « Certains maîtres font du corse à tous les brins, d'autres ne s'y adonnent pas », reconnaît l'un des cinq enseignants chargés de suivre et de conseiller les enseignants.

Cet « extraordinaire kaléidoscope de situations » réside en fait à la fois une profonde disparité de niveaux et des volontés très différentes chez les instituteurs eux-mêmes quant à l'utilisation d'une langue qui, si elle n'est pas étrangère, est de moins en moins maternelle, et n'a pas de véritable statut officiel. Malgré cela, beaucoup d'initiatives sont prises : à San-Lorenzo, en Castagniccia, la maîtresse ne marquant pas le corse, c'est le père d'un élève qui, à la demande de l'enseignant, vient chaque semaine dans la classe. En Balagne, les enfants de quatre écoles de village se regroupent selon les niveaux pour participer le vendredi après-midi aux ateliers de corse : théâtre et éducation physique. En Balagne encore — en pointe pour cet enseignement —

des élèves de sept écoles ont rédigé deux romans collectifs, d'autres ont fait des saynètes ou des bandes dessinées. Depuis la rentrée de 1981, la Corse occupe près de la moitié des sept heures d'activités d'atelier à travers l'étude du milieu et de l'histoire. Si l'apogée de chaque instituteur est importante et la pédagogie très souple, le grand problème demeure, la formation des maîtres. Celle-ci se fait à partir de stages régulièrement organisés.

#### Le volontariat

Dans le secondaire, la situation est tout aussi inégale. L'enseignement du corse repose encore sur le volontariat des professeurs, mais celui-ci n'est guère stimulé par des emplois du temps qui réignent ces cours aux mauvaises heures. Heures d'activités dirigées pour les sixièmes et les cinquièmes, deuxième langue vivante pour les quatrièmes et les troisièmes, option corse au baccalauréat, telle est la place de l'idiome — toujours facultative — dans l'enseignement secondaire.

Pant-il alors considérer comme bonne la proportion des candidats au baccalauréat (13 %) qui choisissent l'option corse au même titre que l'option musique ou dessin ? A côté des structures officielles, des associations comme celle des enseignants corse (Ajaçcio, ou Scolia corsa (école corse) et surtout Scolia aperta (école ouverte) à Bastia ont mis en chantier un matériel pédagogique déjà très diversifié (méthode audio-orale, lecture, dialogue) qui doit favoriser la généralisation et l'intensification de l'enseignement du corse préparant, selon le vœu des associations, l'instauration du « bilinguisme intégral ».

DOMINIQUE ANTONI.

POINT DE VUE

### Les conditions du renouveau

par JACQUES FUSINA (\*)

Le renouveau culturel corse amorcé depuis quelques années semble arrivé aujourd'hui à une étape charnière que d'aucuns qualifient d'irréversible et de décisive. A la mesure des immenses espoirs du printemps, engendrent les conséquences les plus graves.

C'est pourquoi les « culturels » (d'ailleurs sollicités parfois hâtivement par les « politiques »), individuellement ou par le canal de leurs associations, ont avancé de nombreuses propositions, et on a vu depuis la rentrée fleurir études et articles qui ne se limitent pas à l'évocation de problèmes généraux, ont voulu ancrer dans le concret l'ensemble de leurs projets. Ils savent en effet que les seuls résultats ont été acquis par le harcèlement des idées et des actions, par les luttes sur le terrain et le travail long et patient, au ras du sol sans moyens et toujours sans gloire.

Réalistes, ils savent que rien n'aboutira sans la conjonction : 1) des possibilités que l'institution peut offrir ; 2) de la volonté politique du pouvoir en place ; 3) de l'efficacité, enfin, des applications pratiques. Mais ils sont persuadés que le défi actuel vient d'être relevé et qu'une victoire est possible dans leur domaine si le gouvernement accepte résolument, ainsi que l'ont laissé

entendre nombre de ses représentants, d'appliquer à l'île des solutions sans commune mesure avec ce qui a été consenti jusqu'ici, soit une planification des moyens structurels mis en œuvre, une incitation officielle efficace, une organisation sérieuse du retour des Corsais qui le désirent.

La statistique, dans sa lettre, mais surtout dans son esprit, pourrait ouvrir des voies non négligeables si on l'utilise du moins comme l'instrument émancipateur qu'il prétend être plus que comme une sacro-sainte loi figée.

On sait cependant que quelques-unes des implications profondes des mesures envisagées interpellent aujourd'hui certaines consciences : les concepts évoqués de double culture ou de bilinguisme administratif et scolaire, l'obligation d'apprentissage de la langue corse, voire l'aspect nationalitaire des revendications culturelles en affaiblissent plus d'un en effet. Il ne s'agit pourtant pas de se retrancher derrière des mots non plus que de les excès de zèle maladroits. Plus que jamais, au contraire, s'impose la dédramatisation d'une terminologie-écran, et ces notions brandies de bilinguisme, d'état ou de nation, doivent pouvoir être abordées en toute lucidité et, a fortiori,

que peuvent, que doivent occuper l'étude et la pratique de la langue corse ? Deuxième interrogation importante : comment vont s'organiser, dans la nouvelle région, les rapports entre le pouvoir politique, le pouvoir économique et, enfin, le pouvoir ? L'initiative culturelle ? Car tout est lié, comme le montre les aventures et mésaventures de cette sorte de « fruit-symbole » que représente, pour l'île, la châtaigne.

d'agissant de la Corse, lieu d'un est où elles demandent un réajustement délicat aux réalités, une réévaluation sérieuse en tenant compte de la complexité de la société insulaire, de sa volonté d'identité, étendue entre peuple et nation.

A partir de ces données majeures, peu importe au fond de discuter du décompte d'a heures d'enseignement, pourvu qu'on veuille et qu'on sache innover véritablement dans les nombreuses voies suggérées, celles de la planification d'a structures administratives d'incitation et de contrôle, de la formation des maîtres, de l'adoption de la langue corse comme instrument d'étude, véhicule de savoir, et non seulement comme objet d'étude, de l'organisation des méthodes et des programmes par des commissions spécialisées à mettre en place, de l'utilisation optimale des médias.

Le pouvoir politique actuel doit bien être persuadé que ce sont là des axes prioritaires de la renaissance culturelle. Il doit, pour réussir à écarter les demi-mesures qui ne satisfont personne. De même, la jeunesse de l'île doit-elle se convaincre qu'il s'agit d'être présente effectivement à ces nouveaux créneaux ouverts, moins spectaculaires sans doute que d'autres, mais combien décisifs pour l'avenir de la culture corse !

(\*) Professeur, auteur de *Langues corse : modernités et défis*.

### Les mésaventures d'un « fruit-symbole »

#### LA CHATAIGNE DEPUIS LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

reste, de ce temps, la longue complainte de l'arbre à pain qui fustige les Corsais de leur « ingratitude ».

Fruit-symbole, la châtaigne était, jusqu'à hier, dévalorisée et bradée. Mais, la saison, les choses ont changé. L'héritage nourricier, multiséculaire, a retrouvé sa place dans la culture avant de la reprendre dans l'économie. Celle-ci sera forcément nouvelle : on est loin du système autarcique dans lequel le fruit, frais, séché ou transformé en farine, subvenait, pour l'essentiel, à l'alimentation familiale.

Pour définir cette nouvelle place, les études, rapports, colloques et commissions n'ont pas manqué. Les premières tentatives, abondamment subventionnées, ont tourné court. Pas facile, dans un environnement économique aussi pauvre que la montagne corse, de rendre, même à la principale superficie agricole de l'île (25 000 hectares mais moins de 4 000 entretenus) une productivité réelle. Faut-il d'abord restaurer le capital végétal, malade de l'abandon,

ou s'attacher à réactiver les différents circuits de production, de transformation, de commercialisation ? Et avec quels hommes et quelle formation ?

Lein d'opposer les deux « priorités », M. Patrick Arrighi, technicien castagnicole du SIVOM de la petite Castagniccia, microrégion qui a conclu un contrat de pays, se veut d'abord pragmatique. Depuis deux ans, avec l'aide de la COPACOR, la principale coopérative agricole de l'île insulaire en pleine, il va chercher les châtaignes directement chez les producteurs. 26 tonnes récoltées en 1980, 80 tonnes en 1981. « On est encore, reconnaît-il, au stade expérimental. Mais nous avons réussi un début de valorisation en payant les fruits 1,75 franc le kilo. » Un prix qui, loin d'être mirabolant, est assez incitatif pour qu'on recommence à en ramasser.

Conditionnées pour le marché de bouche, les châtaignes sont parties pour Marseille, Rungis et Nantes, mais aussi pour l'Allemagne et l'Italie. A la COPACOR, on estime à

4 000 tonnes la quantité de fruits exportables. Sort qui est la récolte totale actuelle.

A La Porta, au cœur de la châtaigneraie, l'association de producteurs de Castagniccia a décidé de jouer la carte de la transformation sur place. « Nous produisons de la farine car elle valorise beaucoup plus le fruit, explique Pierre Mari. Le kilo est vendu autour de 18 francs cette année. Mais, pour imposer la qualité du produit, nous devons lutter contre la farine italienne, qui arrive très tôt sur le marché et casse les cours. »

Le responsable de l'association ne veut pas en rester là. A terme, la création d'un groupement de producteurs doit permettre d'assurer une transformation plus diversifiée : marrons au naturel, crème, confiture. Les créneaux ne manquent pas.

Mais il ne faut pas rêver : la castagniculture ne peut assurer qu'un complément de ressources dans une polyculture bien pensée. Elle peut aider l'intérieur à retrouver une partie de ses forces. — D. A.

**L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**  
et aux Etats-Unis pour  
8-12 ans, 12-15 ans et 15-18 ans

● durée : 15 heures de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.  
● après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, piano à voile.  
● soutien scolaire franco-anglais.  
● sélection rigoureuse et contrôle constant des familles.

**OXFORD**  
**INTENSIVE**  
**SCHOOL**  
**OF ENGLISH**

21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. (1) 533.13.02

**VERS LA LICENCE EN DROIT**

préparation à la  
**CAPACITE EN DROIT**

autres préparations :  
Concours Administratifs  
L'ECOLE CHEZ SOI  
enseignement privé à distance  
1, rue Thénard  
75240 PARIS CEDEX 05  
Tél : 329.21.99

**LES FOURRURES MALAT**  
ont la fourrure qu'il vous faut.

**FOURREUR**  
**FABRICANT**  
**GARANTIE**  
**DE CONFIANCE**

**SOLDES**

Service après-vente. Tél. : 878-60-67  
47, rue La Fayette, 75009 PARIS - Métro La Fayette

**Pour oublier l'hiver, choisissez une croisière au soleil des Caraïbes.**

De Paris, rejoignez Puerto Rico par avion, puis vivez des vacances de rêve à bord de Carla C, Daphné et World Renaissance.

3 formules de croisière de 7 jours (9 jours Paris/Paris) à partir de 9.265 F avec des escales à La Barbade, Grenade, La Guadeloupe, aux Iles Vierges, à La Martinique, Curaçao, Caracas.

**CROISIÈRES PROQUET**  
N°1 de la croisière en France.  
Agent général Coris Azumari

Brochure et renseignements chez votre Agent de Voyages et Croisières Proquet : 5, Bd Malesherbes 75008 Paris - Tél. 266.37.39.

**CETTE SEMAINE DEMANDEZ**

**LAVO "SPECIAL IMPOTS"**

Son inégalable guide du contribuable

UN DOCUMENT UNIQUE EN FRANCE

DEMANDEZ LA VO "IMPOTS" aux militaires CGT ou chez votre dépositaire habituel. PRIX 12F

Dans le même numéro, un grand dossier syndical : ouvrons les portes du 41<sup>e</sup> CONGRES de la CGT, dans l'action pour réussir le changement.

**FABRICANT IMPORTATEUR**

Show-Room - 179, Bd Malesherbes, 75017 PARIS. T. : 287-51-45

Vend à prix exceptionnel un stock de

**60 CANAPÉS CONVERTIBLES**

2 places : 1350 F - 3 places : 1850 F

Dépôt et Entrepôt de Fabrication et d'Importation  
174-176, rue de Charenton, 75012 PARIS - Tél. : 341-68-58

Offre valable du 25 au 31 janvier dans la limite du stock

**Halte au Vol**

● 1 ●  
serrure à 8 points à pompe  
**LAPERCHE**  
(Fabrication Française) depuis 1728

**GARANTI 5 ANS**

+  
1 blindage acier 15/10°  
+  
4 goujons d'acier anti-dégondage

**2.350 F TTC**  
Pose et dépot compris  
PARIS-BANQUE

autres marques :  
**BRICARD - PICARD**  
**IZIS - FICHT - MUEL**  
DEMS GRATUIT

**Société**  
**PARIS PROTECTION**  
(à seule adresse)  
55, av. de la Motte Picquet  
75015 PARIS  
Tél. 566.65.20

**CREDIT GRATUIT**  
en 4 versements

Je tiens à...



## ÉNERGIE

## LES RÉACTIONS A LA SIGNATURE DU CONTRAT GAZIER FRANCO-SOVIÉTIQUE

## M. Mauroy : la part de l'U.R.S.S. dans nos approvisionnements énergétiques restera inchangée

## M. Maire : un accord particulièrement mal venu

L'opportunité du contrat d'achat de gaz soviétique par la France continue de susciter une vive controverse dans les milieux politiques.

M. Mauroy a évoqué cet accord à deux reprises lundi dans le Nord - Pas-de-Calais.

A l'hôtel de ville de Cambrai, dans une réponse improvisée à une allocution du maire, M. Legendre (R.P.R.), ancien secrétaire d'Etat, qui s'était déclaré « choqué » que cet accord ait été conclu « alors que l'état de siège n'est toujours pas levé en Pologne », le premier ministre a indiqué : « Il ne faut pas mélangier les problèmes (...). Faut-il ajouter au drame des Polonais le drame supplémentaire des Français qui seraient privés d'approvisionnement en gaz ? (...) L'accord soviétique ne met absolument pas en cause nos grands choix sur la pile internationale, et en particulier notre solidarité à l'égard du peuple polonais. Partout où la liberté est en cause, nous la défendons (...) ».

M. Mauroy est revenu sur le sujet à l'hôtel de ville de Rou-

baix : « Le débat sur l'énergie tenu au parlement à l'automne 1981 a mis en évidence l'importance pour notre sécurité et notre indépendance énergétique d'une double diversification de notre approvisionnement : diversification des sources d'énergie et diversification de leur origine géographique. (...) Dans le cadre de cette politique, il a été décidé d'accroître la part du gaz naturel dans notre bilan énergétique. Le gaz soviétique de 12 % de notre consommation en 1981 à près de 15 % en 1990. (...) »

« C'est dans cette perspective que les négociations ont été engagées et se sont poursuivies avec l'U.R.S.S., les pays africains du golfe du Persique, les pays riverains de la mer du Nord. L'autorisation de négocier un nouveau contrat avec Soyuzgas Export s'ajoutait à celui qui avait été signé en 1975, et été donné à Gaz de France en 1980. Les discussions ont abouti à la conclusion, le 22 janvier 1982, d'un accord commercial soumis à l'examen du gouvernement pour approbation. (...) »

« Actuellement, les importations d'énergie provenant d'U.R.S.S.

(gaz naturel, pétrole et charbon) représentent 5 % de notre consommation d'énergie. Ainsi, compte tenu de la réduction de nos achats de pétrole et de l'évolution de notre consommation d'énergie totale, la part de l'U.R.S.S. dans nos approvisionnements énergétiques resterait inchangée. Par ailleurs, le pourcentage demandé à Gaz de France de garantir la sécurité d'alimentation en gaz des usagers par deux mesures complémentaires de nature à pallier une interruption éventuelle des livraisons de nos principaux fournisseurs : seront développés, d'une part, l'extension de stockages souterrains de gaz, d'autre part, les contrats interruptibles prévoyant l'existence chez des clients des installations d'équipement leur permettant de recourir, en cas de nécessité, à une autre forme d'énergie. (...) »

De son côté, M. Jospin, premier secrétaire du P.S., a estimé « hypocrite le raisonnement (selon lequel) c'est la Pologne qui paie le gaz soviétique. Il faut savoir que des droits de l'homme de la logique économique. (...) »

La majorité n'est pourtant pas unanime à approuver sans réserve ce contrat. M. Schwab, président du M.R.G., a indiqué qu'il aurait préféré qu'il y ait moins de précipitation et plus grande information sur un contrat de cette importance. (...) »

Mais le jugement le plus sévère des partisans de la majorité est venu de M. Maire. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a réaffirmé les positions de sa centrale lors du journal d'Antenne 2 : « Ce contrat, a-t-il dit, est particulièrement mal venu, car il engage la France dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S., avec 40 % de notre consommation de gaz dans dix ans. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

Le sénateur centriste a regretté cet accord qui montre que, « malgré les déclarations d'intention du gouvernement, le commerce prime sur des considérations humanitaires ». « En signant cet accord honteux, le gouvernement offre aux Soviétiques sur un plateau d'argent une caution morale et politique inespérée », ajoutait M. d'Aubert (député U.D.F. de Mayenne). Millon (député U.D.F. de l'Ain), Noir (député R.F.R. du Rhône) et Seguin (député R.P.R. des Vosges).

A l'étranger enfin, il faut noter les réactions non dépourvues de satisfaction en R.F.A. Comme l'écrit le journal Die Welt, le contrat ôte à Paris « toute qualification morale pour critiquer les Allemands pour leur tudeur à l'égard de la Pologne ».

## « LA CARAVANE PASSE »

M. René Andrieu évoque, sous le titre « La caravane passe », dans l'Humanité du 26 janvier, les réactions à la signature du contrat franco-soviétique. L'éditorialiste de l'organe du parti communiste « s'acorde » vigoureusement notre journal en écrivant : « Il est curieux que le Monde s'efforce de voir que l'U.R.S.S. couvrira environ 5 % de l'ensemble des besoins énergétiques, alors qu'il n'a jamais, à notre connaissance, souligné le danger que constitue pour notre indépendance économique le fait que l'Arabie Saoudite nous fournisse plus de 50 % de notre pétrole. (...) »

M. René Andrieu n'a pas de chagrin. « Sans regarder la collection "compilée" du Monde, il lui aurait suffi de lire notre journal écrit le 26 janvier pour y découvrir que Bruno Dethomas écrivait, page 28 : « Certes, les grands principes ont été rappelés, qu'il s'agisse de la réduction de la dépendance ou de la diversification des approvisionnements. Mais ces mots ont-ils un sens lorsque le montant est chiffré à 35,12 milliards de francs, soit une augmentation de 22 % par rapport au projet initial et se décomposant ainsi : (...) »

« Groupes industriels : 12,38 milliards de francs (+ 14,3 %) ; (...) »

« Compagnies financières : 9,15 milliards de francs (+ 34,6 %) ; (...) »

« Banques nationales : 68 millions (- 27,9 %) ; (...) »

« Banques cotées : 7,53 milliards de francs (+ 31,3 %) ; (...) »

« Évaluation du coût de l'indemnisation des actionnaires des sociétés non cotées en Bourse est plus élevée, mais le rapporteur du projet de loi, M. Michel Charzat, estime qu'elle devrait être comprise entre 4,9 et 7,7 milliards de francs. (...) »

« La nationalisation des deux nouveaux P.D.G. des groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor "interviendront" mercredi 27 janvier », a déclaré M. Pierre Mauroy, en cours de son voyage dans le Nord. (...) »

« Cette offensive s'explique aussi par les tensions que les socialistes tirant (...) »

## Les partis de gauche et les syndicats sont divisés

(Suite de la première page.)

Se mettre ainsi à dos un secteur, celui de l'économie sociale, qui doit être, selon les engagements socialistes, privilégié entre tous n'est pas du goût des députés, pas plus que celui du P.S.

La solution envisagée par M. Le Garrec une fois la nationalisation de ces trois établissements votée et approuvée par le Conseil constitutionnel, serait de... les dénationaliser (sans le dire). La formulation devrait donc être plus ambiguë : le gouvernement devrait s'engager à déposer un projet de loi d'organisation du secteur coopératif et mutualiste.

Enfin, le gouvernement devrait accepter de supprimer, comme le demandent les députés, l'article 4 du projet permettant d'autoriser les sociétés nationalisées à aliéner tout ou partie de leurs participations majoritaires dans leurs filiales à l'étranger, en attendant l'entrée en vigueur de la loi. Une telle suppression, outre la concession qu'elle représente à l'égard des députés, aurait l'avantage de priver M. Etienne Dailly, vice-président (Gauche dém.) du Sénat, de la possibilité de déposer une exception d'irrecevabilité.

Les difficultés qui ont surgi entre le gouvernement, d'une part, le groupe socialiste et certains dirigeants du P.S., d'autre part, devraient trouver leur conclusion jeudi après-midi, à l'Assemblée nationale.

## « Les experts de l'erreur »

La vivacité de la réaction des députés et de certains responsables se comprend d'autant mieux que le gouvernement a préféré consulter force experts et juristes afin, précisément, de ne prendre aucun risque juridique. C'est, au fond, cette prudence des experts et de l'entourage du premier ministre qui est contestée. M. Pierre Joxe n'a-t-il pas parlé des « experts de l'erreur » ? Ces derniers sont soupçonnés de considérer que les nationalisations sont une sorte de « purge » qu'il faut avaler en prenant garde d'en limiter les effets. (...) »

Cette divergence, qui ne peut pas ne pas attendre le premier ministre (la réunion le 26 janvier dernier du bureau exécutif du P.S. a permis de le vérifier), n'exclut pas qu'il y ait, comme de coutume, une certaine part de la vérité, qui correspond à la répartition des fonctions.

Au chef de l'Etat, gardien des Institutions, il revenait... de ne pas intervenir publiquement, et de trancher, dans les instances gouvernementales, en faveur de la solution la plus proche des termes de la décision du Conseil constitutionnel. Au premier ministre est échue la tâche la plus ingrate : celle de protéger le président de la République. Priorité a donc été donnée à une solution qui, aux yeux du gouvernement, en évitant au maximum les risques d'inconstitutionnalité, écarte le risque d'un conflit institutionnel entre les neuf membres du Conseil constitutionnel et M. Mitterrand. Au parti socialiste et à ses responsables, il restait donc à porter un jugement politique, en forme de condamnation de ce Conseil dont les textes du P.S. prévoient le remplacement par une Cour suprême. La violence verbale utilisée à l'encontre du Conseil constitutionnel par les dirigeants socialistes s'explique moins par le souci de promouvoir une telle réforme, que par la volonté de prévenir l'entrée en vigueur de la loi de nationalisation du gaz soviétique.

La violence des réactions des socialistes s'explique aussi par la mesure où le groupe a pris des positions conformes aux critiques formulées à l'encontre de l'Assemblée du Palais-Royal, c'est-à-dire des positions aussi proches que possible du texte voté au mois de décembre.

A ce stade, on ne peut manquer de souligner que certains peuvent être tentés de succomber à la tentation de la surenchère. Il est clair que les « généraux » du P.S. se positionnent les uns par rapport aux autres, afin non seulement d'écarter politiquement mais aussi de préparer l'avenir. C'est ainsi que, au cours du bureau exécutif, c'est M. Jospin qui a assuré la défense du premier ministre face aux critiques de MM. Joxe, Mermoz, Popere, Charzat et Motchane. Il est tout aussi clair que l'offensive, sur le terrain des nationalisations, a été surtout conduite par M. Joxe et par la C.F.D.T.

Cette offensive s'explique aussi par les tensions que les socialistes tirant (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

## La firme allemande Mannesmann va livrer à l'U.R.S.S. 1,2 million de tonnes de tubes pour gazoduc

La firme onest-allemande Mannesmann a annoncé, le lundi 25 janvier, un nouveau contrat industriel portant sur la fourniture à l'U.R.S.S. de 1,2 million de tonnes de gros tubes pour gazoduc, dont 500 000 tonnes doivent être livrées en 1982 et 650 000 tonnes en 1983. Un porte-parole de Mannesmann, s'il a refusé de préciser le montant du contrat, a affirmé que ces tubes pouvaient techniquement être utilisés pour le gazoduc euro-sibérien.

Mannesmann fournit des tubes à l'U.R.S.S. depuis 1970 et n'est connu pour l'utilisation.

Ainsi se poursuit la signature des contrats de fourniture nécessaires à la mise en valeur du gaz sibérien. Soyuzgas Export, l'exportateur de gaz, va, de son côté, reprendre les négociations avec plusieurs pays européens. Outre l'Allemagne (10,5 milliards de mètres cubes, + 0,7 milliard pour Berlin) et la France (8 milliards de mètres cubes), l'Italie (3 à 5 milliards), les Pays-Bas (3 à 5 milliards), l'Autriche (3 milliards) et la Suisse (1 milliard de mètres cubes par an), devraient signer dans les mois à venir avec les Soviétiques.

Les industriels ont décidé d'une « pause » dans les négociations.

Mais à Rome, on affirme que, après la signature du contrat par Paris, les pressions vont être fortes pour reprendre les discussions. Quant aux Belges, ils ont réclamé une position commune des membres de la Communauté pour ne pas s'engager au-delà de 25 % des approvisionnements en gaz (ce qui signifierait pour la Belgique 3 milliards de mètres cubes par an plutôt que 5 milliards de mètres cubes). Cette position commune n'est plus possible puisque la France et la R.F.A. sont engagées pour plus de 30 % à l'égard de l'U.R.S.S.

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

## ÉTRANGER

## LES CHEMINOTS BOYCOTTENT LE « SUN » ET LE « TIMES »

(De notre correspondant.)

Londres. — Alors que la grève des conducteurs de locomotive, qui paralysait tout le trafic ferroviaire en Grande-Bretagne trois jours par semaine, se poursuivait, un nouveau conflit vient d'éclater entre le syndicat et le groupe de presse News International, qui publie notamment le Times. Les conducteurs de locomotive de la gare londonienne de King Cross, qui dessert notamment le nord-est de l'Angleterre et le Yorkshire, boycottent depuis le vendredi 22 janvier les journaux du groupe en refusant de les transporter.

L'affaire a éclaté vendredi à la suite d'une article du Sun, journal populaire du groupe, affirmant que certains conducteurs de locomotive, qui refusent tout effort pour améliorer la productivité avant une augmentation des salaires de 3 %, ont une grande partie de leur temps à boire, chanter, danser, dans les dépôts quand ils ne rentrent pas simplement chez eux après avoir travaillé.

Malgré le phylodoy des responsables syndicaux en faveur d'un arrêt du boycottage, les cheminots ont voté, le lundi 25 janvier, par trois cents voix contre cinquante pour la poursuite de la protestation. Après avoir suspendu les deux assistants, la direction des chemins de fer a ordonné une enquête. — D. V.

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition, en revanche, oublieuse du fait que ce sont ses dirigeants qui ont engagé les négociations avec l'U.R.S.S. lorsqu'il était au pouvoir, est une mauvaise action vis-à-vis des Polonais et une décision dangereuse. (...) »

« L'opposition,



## C.E.E.

## L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS AGRO-BUDGÉTAIRES

## La Grande-Bretagne joue la crise

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Dix, qui tenaient lundi 25 janvier, la troisième réunion « spéciale » consacrée à la négociation agro-budgétaire depuis le Conseil européen de novembre, ne sont pas parvenus à rapprocher un tant soit peu leurs points de vue. La discussion a porté principalement sur la compensation à accorder à la Grande-Bretagne à partir de 1982 pour réduire sa « contribution nette » au budget euro-

péen ; les Britanniques estimant avoir droit à une compensation permanente et quasi intégrale de l'écart entre ce qu'ils versent et ce qu'ils reçoivent du budget européen ; les autres États n'ayant qu'un tel droit puisse servir dans la Communauté. M. Nordemann, ministre des affaires étrangères de Belgique, qui préside les travaux des Dix, et M. Thorn, président de la Commission, ont accepté une nouvelle mission de médiation : ils vont sonder les différents capitales afin de

rechercher une solution dans l'idée de réunir le Conseil vers la fin février. La Communauté entre donc dans une nouvelle phase de crise, il y a tout lieu de penser que les Britanniques vont bloquer la fixation des prix agricoles. Ils ont l'espoir que les Neuf, ainsi confrontés à une situation politique difficile et insupportable, sur une longue durée, de faire preuve de cohésion, céderont par exemple à l'occasion du Conseil européen qui doit se tenir fin mars à Bruxelles.

## De notre correspondant

Ainsi les Britanniques ont décidé de jouer la crise. Cette évidence est apparue dès le début de la réunion. Lord Carrington, plus forte que jamais, formule des revendications dont il savait qu'elles étaient inacceptables, aussi grande que soit l'inclination à concéder de ses interlocuteurs. Le gouvernement de Londres joue avec sang-froid la répétition de l'exercice qui lui a si bien réussi en mai 1980. Lord Carrington a commencé par manifester cette intransigeance, apparemment ravivée par les derniers conseils de cabinet consacrés contre-Marché au dossier, à propos du soutien modeste demandé par la France en faveur des petits producteurs de lait, dont que les Néerlandais et les Danois, jusqu'à présent les plus réticents, faisaient preuve de compréhension, le secrétaire au Foreign Office explique que le problème était d'imposer des disciplines accrues pour empêcher la création d'exécédents laitiers.

Mais lord Carrington réservait le meilleur de son talent pour le débat sur la compensation budgétaire à accorder au Royaume-Uni. Il choisit de l'exercer surtout à propos de la réduction de dépenses : la compensation, affirmant les autres États, doit être dégressive pour disparaître au bout de quatre

ou cinq ans. « Nous ne pouvons prendre la moindre engagement sur une éventuelle dégressivité tant que nous ne savons pas ce que sera notre contribution nette au cours des prochaines années », répliqua le secrétaire au Foreign Office. Autrement dit, aux yeux des Britanniques, cette dégressivité ne peut résulter que d'une amélioration spontanée, grâce au jeu des nouvelles politiques communautaires, des comptes du Royaume-Uni dans le budget européen.

« C'est un raisonnement logique. Le malheur, c'est que ce raisonnement ne repose pas de la Communauté telle qu'elle existe », répliqua M. Cheysson. Jamais la Communauté n'a retenu la notion de juste retour, jamais la Communauté n'a été prévue pour rembourser à chacun ce qu'il a payé : les seuls transferts de ressources doivent se faire par la voie des politiques communes, non par la voie de versements budgétaires directs.

Pour le ministre français des relations extérieures, compte tenu des traités, il n'y a pas de « situation inacceptable » indéfiniment corrigée. Certes, la France veut bien accorder un soutien fortal- taine et dégressif aux États dont l'intégration à la Communauté pose problème. « Mais », a noté M. Cheysson, dans notre esprit il

agit d'une aide, et non d'un droit à compensation. Nous ne parlons pas, les Britanniques et nous-mêmes, de la même Communauté. Les ministres français s'estiment cependant que l'Europe, qui soit ainsi complètement livrée.

En dépit des oppositions très fortes exprimées par M. Carrington, certaines délégations — les Belges, qui exercent la présidence, et les Néerlandais — ont multiplié les propositions de compromis. Ces tentatives ont échoué et il a été décidé que MM. Nordemann et Thorn effectuaient un nouveau tour des capitales dans l'intention de réunir le conseil d'ici environ un mois.

M. Cheysson estime qu'une telle réunion était inutile, tant si les sondages permettaient d'espérer une solution. « Nous ne sommes pas prêts à continuer cet exercice qui consiste à échanger indéfiniment les mêmes arguments. Nous serons présents par courtoisie, mais ne participons pas à un débat que nous jugeons par avance inutile ». Le ministre français fait remarquer qu'il n'y a aucune urgence de calendrier, puisque c'est seulement en 1983 que se posera le problème de l'allègement de la contribution britannique. Il admet cependant

que l'échec de la négociation est « détestable pour le climat de la Communauté ».

La France redoute-t-elle que les Britanniques bloquent la fixation des prix agricoles ? M. Cheysson souligne que « la fixation des prix fait partie du fonctionnement de la Communauté. Si les prix ne sont pas arrêtés, il y a carence du conseil ».

Régissant de l'affaire britannique, il n'y a ni obligation juridique, ni contrainte rapide de calendrier. Le ministre français a confirmé ainsi la position exprimée lors de la précédente session : faute d'être parvenus à un accord, les Dix devraient laisser dormir le dossier budgétaire pendant quelques mois. Mais il n'y a aucun doute que les Britanniques ne l'attendront pas la sorte.

Alois que fera-t-on s'ils opposent leur veto à l'adoption des prix agricoles ? C'est ce que M. Cheysson a déjà dit : « On s'observe ». M. Cheysson, rappelant ainsi la menace de blocage brandie par Londres en 1980, « Plusieurs formules juridiques existent et sont envisagées », a-t-il ajouté. La Commission, qui avait différé sa décision pour attendre les résultats des travaux du conseil, aborde en tout cas, mercredi 27 janvier, les propositions sur les prix agricoles applicables en 1982-1983. Un débat extrêmement tendu va commencer.

PHILIPPE LEMAITRE.

## COMMERCE INTERNATIONAL

## Le libre-échange a la vie dure

(Suite de la première page.)

Tant il est vrai qu'il n'y a pas de secteur condamné, mais seulement des technologies dépassées, comme on aime à le rappeler, notamment en France.

La vague protectionniste ne semble donc pas encore prête de submerger le monde, comme certains le craignent. Les doctrines de la tarification douanière générale sont bien loyales. Le plus ardent de ses défenseurs au cours des dernières années, M. Wynne Godley, de l'université de Cambridge, a eu assez peu de disciples.

Hostile aux mesures sélectives de défenses proposées par la confédération des syndicats pour protéger des secteurs en déclin, M. Godley préconise un régime uniforme de tarifs douaniers élevés. La mise en place de ce système devrait s'accompagner d'une réduction générale des impôts visant à maintenir les importations à un niveau global aussi élevé que celui qu'elles auraient atteint autrement, afin d'éviter toute justification à d'éventuelles représailles.

Le but de cette mécanique nouvelle : maintenir un niveau adéquat de la demande afin d'éviter une aggravation de la récession, sans risque pour la balance des paiements.

Beaucoup plus subtil, M. Jean-Marcel Jeanneney avait préconisé, en 1978, on le sait, dans son livre *Pour un nouveau protectionnisme*, un éventail de droits de douane dont les taux varieraient suivant la situation des secteurs, mais qui ne s'appliqueraient qu'à l'extérieur du monde. En somme, on serait revenu sur certaines des concessions négociées au GATT pour l'abaissement du tarif extérieur commun.

La lumière jetée par la France depuis le 10 mai dernier sur la reconquête du marché intérieur avait fait craindre à quelques-uns de nos partenaires du marché commun que Paris allait de nouveau jouer les « enfants terribles » et remettre en cause certains acquis fondamentaux de l'application du traité de Rome.

Certes, la France souhaite faire travailler davantage ses usines, et elle n'est pas la seule. Mais M. Davidson, vice-président de la Commission de Bruxelles, est sorti rassuré de l'entretien qu'il a eu avec M. Mauroy, le 15 novembre dernier, sur le sujet général de la politique industrielle française : l'harmonisation des décisions du gouvernement avec les règles du marché commun sera sauvegardée, lui a assuré le premier ministre.

## De nouvelles réductions

Allons ! Le libre-échange ne se porte pas si mal que cela. Il n'est pas inutile de rappeler que les négociations commerciales multilatérales, dites « Tokyo round », qui renforceront l'accord de libre-échange généralisé, se dérouleront de 1973 à 1979, soit en pleine crise pétrolière. Et déjà l'on parle d'un nouveau « round » de réductions tarifaires au GATT, qui pourrait s'ouvrir en novembre prochain.

Sait-on que pendant cette difficile période 1973-1980, le volume des échanges de produits manufacturés est passé de 575 à 2 000 milliards de dollars : qu'aujourd'hui les accords de libre-échange industriels intensifient dix-neuf pays européens : les dix de la C.E.E., les sept de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) (1), la Liechtenstein et l'Espagne, dont les barrières douanières sont progressivement levées.

Le Japon, très sollicité on s'en doute lors de la réunion des Quatre en Floride, a promis d'ici la fin janvier des « améliorations considérables » sur le chapitre des barrières non tarifaires. Car il faut bien reconnaître que les entraves techniques sont souvent aussi efficaces que les droits de douane, sinon plus, pour freiner les échanges. (2).

A l'heure où les menaces sur l'emploi paraissent venir de partout, la liberté de commerce avec les pays du tiers-monde

paraît particulièrement dangereuse. Or il n'en n'est rien : les études les plus sérieuses émanant d'organismes de recherche de nombreux pays parviennent à des conclusions convergentes (3).

1) Si dans certains secteurs comme l'habillement, les importations en provenance des pays en voie de développement représentent un pourcentage relativement important (11 à 12 %) de la consommation intérieure des nations développées, en revanche cette part est globalement faible (3 à 4 %).

2) Les exportations de produits manufacturés des pays du tiers-monde ne représentent dans leur ensemble qu'une proportion réduite de leur production, dont la plus grande partie est destinée à la consommation intérieure.

3) La part des pays en développement dans les exportations totales de produits manufacturés des pays développés n'a cessé de progresser (25 % en 1979). Le tiers-monde est plus important comme marché que comme fournisseur pour les nations occidentales. Il a donc joué un rôle « positif » sur le chapitre de l'emploi dans les pays riches. Et ses marchés continueront de croître plus vite que ceux de l'Occident.

Il ne suffit pas de veiller à la liberté du commerce international pour qu'il progresse toujours. Les chiffres de 1981 ne sont pas encore connus, mais en 1980 le volume des échanges mondiaux n'a augmenté que de 1,5 % contre 7 % en 1979. C'est le taux d'expansion le plus faible depuis deux décennies, si l'on excepte 1976, où le volume du commerce mondial avait fléchi de 5 %. Si la récession américaine se prolonge, 1982 ne sera sans doute pas très brillant sur ce même chapitre.

Mais comment ne pas voir qu'on aggraverait la crise si l'on cherchait du côté de nouvelles barrières sur échanges la réponse aux difficultés de l'Europe ?

PIERRE DROUIN.

## AGRICULTURE

## La colère des maraîchers des Pyrénées-Orientales

## Les manifestants ont arraché 800 mètres de voie ferrée

De notre correspondant

Perpignan. — La journée « agriculture morte » et les manifestations organisées, le lundi 25 janvier en Roussillon, par les organisations professionnelles et syndicales agricoles à la suite de la campagne de la « salade (laitue et carottes) » ont été largement suivies.

Les maraîchers n'ont pas ramassé leurs produits. Sur le marché d'importation de fruits et légumes de Saint-Charles, dans la zone industrielle de Perpignan, aucune transaction n'a été effectuée lundi, et aucun camion espagnol n'a franchi la frontière. Tous les véhicules étaient d'ailleurs arrêtés par la garde civile à partir de Gèze et jusqu'à la Jonquera, à la frontière. Toutefois, dès 8 heures, des barrières étaient installées sur la R.N.9 par plus de deux cents tracteurs, qui déversaient en plusieurs points, entre Perpignan et Le Boulou, des gâteaux de rivière pour arrêter le trafic. Les agriculteurs se déplaçaient d'un barrage à l'autre en fonction du mouvement des gendarmes mobiles venus de Nîmes et de Hyères renforcer la police du département.

## 1 million de francs de dégâts

Le trafic sur la R.N.9 a été perturbé durant toute la matinée. Puis, vers midi, c'est sur l'autoroute reliant Perpignan au Puy-en-France que les manifestants dressèrent des barrières. Huit cents mètres de voie ferrée étaient arrachés par les agriculteurs près du Boulou. Ces derniers devaient, plus tard, en déposer quelques dizaines de mètres contre la porte principale de la préfecture, à Perpignan. En raison des dégâts causés (se estimant à 1 million de francs par la S.N.C.F.), la circulation des trains provenant ou allant vers l'Espagne par Le Boulou a été interrompue jusqu'à mercredi soir.

Vers 18 heures, les agriculteurs se massaient au centre de Perpignan et sur le quai longeant la préfecture, où un barrage de C.R.S. était rompu par les manifestants. Des slogans hostiles à Mme Cresson, et réclamant le contingentement des importations, le respect du calendrier (accords bilatéraux sur les dates d'entrée de produits espagnols en France) et de la préférence communautaire étaient scandés par les agriculteurs.

Le trafic avec l'Espagne a été rétabli sur l'autoroute lundi soir. Les premiers camions espagnols ont pu alors circuler à travers les Pyrénées-Orientales, escortés par la police.

JEAN-CLAUDE MARRE.

## Le Fonds international de développement agricole

## a reconstitué ses ressources

De notre correspondant

Rome. — Le conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), réuni à Rome du 19 au 22 janvier, a décidé le montant du renouvellement de ses ressources pour l'exercice 1981-1982 : 1 200 millions de dollars destinés à un programme de prêts aux pays du tiers-monde.

Le FIDA, créé en 1977, est une institution spécialisée des Nations unies. Son originalité tient au fait que le Fonds est destiné en priorité aux pays les plus démunis afin de les aider à développer leurs cultures vivrières. Composés de cent trente-six pays répartis en trois catégories (pays industrialisés, pays membres de l'OPEP et pays pauvres), le FIDA est, par excellence, une institution de recyclage du capital international : les pays industrialisés contribuent à 80 % environ des ressources et les pays de l'OPEP à environ 40 %.

Le principe de parité dans les contributions, demandé par les pays industrialisés, n'a pas été retenu, les pays membres de l'OPEP faisant valoir que leur produit national brut ne représente en tout état de cause que 7 % de celui des pays riches.

Le problème du renouvellement des ressources se posait de manière impérative. Les négociations ont été laborieuses puisque ce n'est qu'en 1982 que le conseil des gouverneurs a approuvé le budget 1981. Les pays de l'OPEP ont fait passer leur contribution de 430 à 450 millions de dollars. Celle des pays industrialisés s'élevait à 620 millions de dollars. La diminution des contributions des États-Unis (180 millions de dollars contre 200) a été compensée par un effort de pays comme la Hollande, l'Italie et la France.

Le placement des contributions du Fonds apporte un supplément de revenu de 250 millions de dollars. L'augmentation de la contribution de la France (50 millions de dollars, soit + 75 % par rapport au budget initial) s'inscrit dans le cadre de la politique actuelle de Paris, consistant à donner une priorité à l'aide au développement. Le FIDA est sans doute l'une des institutions permettant de toucher principalement les pays les plus démunis, mais aussi, chez ceux-ci, les catégories les plus défavorisées, grâce à des opérations pragmatiques et originales, comme celle réforme du système du crédit agricole au Bangladesh, qui permet aux petits agriculteurs traditionnels d'y accéder, car la garantie du prêt n'est pas la terre, mais la production.

Mais, comme l'a fait remarquer le député français, l'une des faiblesses du FIDA tient à la lenteur des versements effectivement réalisés.

La diminution de la contribution américaine répond au souci de Washington de comprimer les dépenses.

PHILIPPE PONS.

## Les accusations de Washington contre les Dix

(Suite de la première page.)

seront donc importants aux États-Unis, tandis que la demande de produits américains va diminuer à l'étranger. M. Reagan doit tenir compte de deux réalités : la balance commerciale est de plus en plus dépendante de l'agriculture, et celle-ci est de plus en plus dépendante des exportations, alors que le chômage touche 1 million d'emplois qui dépendent directement des exportations agricoles.

Enfin, l'acceptation des plaintes des producteurs nationaux s'inscrit dans une attitude générale de l'administration. Attitude plus agressive — au moins verbeuse — à l'égard de la C.E.E. et du Japon. On officialise la démarche des ministères des affaires, comme on a officialisé récemment celle des fabricants d'acier. En proclamant haut et fort que le seul remède aux guerres commerciales est le libre marché, sans barrières douanières, sans quotas et sans subventions, Washington estime que ce libre marché devrait s'étendre aux produits agricoles et aux biens manufacturés, mais aussi aux services (banques, assurances, information, transports, etc.) et aux investissements étrangers.

« Nous sommes prêts de perdre confiance en nos partenaires commerciaux », affirmait le 22 janvier M. Robert Doi, président de la commission des finances de la Chambre des représentants et ami intime du président. Il était aussi sévère à l'égard de la C.E.E. que du Japon. « Ayant dépensé plus de 8 milliards de dollars pour subventionner les exportations agricoles en 1981, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que nous perdions leur adhésion au GATT pour argent comptant. »

M. Doi agitait une menace : « Au Congrès d'ailleurs, beaucoup nous pressent maintenant d'insister sur la réciprocité dans le commerce international. » Autrement dit, traiter les autres comme ils nous traitent. Cette menace reste très vague.

D'autre part, on prévoit de bonnes récoltes cette année. Les surplus

seront donc importants aux États-Unis, tandis que la demande de produits américains va diminuer à l'étranger. M. Reagan doit tenir compte de deux réalités : la balance commerciale est de plus en plus dépendante de l'agriculture, et celle-ci est de plus en plus dépendante des exportations, alors que le chômage touche 1 million d'emplois qui dépendent directement des exportations agricoles.

Enfin, l'acceptation des plaintes des producteurs nationaux s'inscrit dans une attitude générale de l'administration. Attitude plus agressive — au moins verbeuse — à l'égard de la C.E.E. et du Japon. On officialise la démarche des ministères des affaires, comme on a officialisé récemment celle des fabricants d'acier. En proclamant haut et fort que le seul remède aux guerres commerciales est le libre marché, sans barrières douanières, sans quotas et sans subventions, Washington estime que ce libre marché devrait s'étendre aux produits agricoles et aux biens manufacturés, mais aussi aux services (banques, assurances, information, transports, etc.) et aux investissements étrangers.

« Nous sommes prêts de perdre confiance en nos partenaires commerciaux », affirmait le 22 janvier M. Robert Doi, président de la commission des finances de la Chambre des représentants et ami intime du président. Il était aussi sévère à l'égard de la C.E.E. que du Japon. « Ayant dépensé plus de 8 milliards de dollars pour subventionner les exportations agricoles en 1981, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que nous perdions leur adhésion au GATT pour argent comptant. »

M. Doi agitait une menace : « Au Congrès d'ailleurs, beaucoup nous pressent maintenant d'insister sur la réciprocité dans le commerce international. » Autrement dit, traiter les autres comme ils nous traitent. Cette menace reste très vague.

D'autre part, on prévoit de bonnes récoltes cette année. Les surplus

seront donc importants aux États-Unis, tandis que la demande de produits américains va diminuer à l'étranger. M. Reagan doit tenir compte de deux réalités : la balance commerciale est de plus en plus dépendante de l'agriculture, et celle-ci est de plus en plus dépendante des exportations, alors que le chômage touche 1 million d'emplois qui dépendent directement des exportations agricoles.

ROBERT SOLÉ.



Bimestriel du Comité d'Action pour le Solaire

Dans le numéro 4 de janvier 1982

● Une enquête inédite sur le marché des capteurs solaires :

"1981 : année de crise ou année de vérité ?"

● Une interview exclusive de Hubert Prévot, Commissaire au Plan :

"Politique énergétique et nouvelle planification"

Ce numéro sur simple demande 15 F franco.

Abonnement au prix de lancement (valable jusqu'au 31-1-1982) 6 numéros + 2 spéciaux : 70 F au lieu de 140 F

Comité d'Action pour le Solaire

7, rue du Laos, 75015 PARIS

Tél. : 306.77.22

## NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT

Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 janvier 1982

VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE

RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER

M. GERARD - Tél. : 821-60-21

42/1.10.1.520



# SOCIAL

LES CADRES ET LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

## Les ministres socialistes ne sont pas prêts à écouter les propositions qui ne sont pas orthodoxes

nous déclare M. Jean Menu, président de la C.G.C.

La Confédération française de l'encadrement-C.F.E., suivant la décision de son comité confédéral en novembre, lance le 28 janvier, à Paris et en Ile-de-France, une campagne de mobilisation nationale qui devrait se conclure en octobre par la tenue d'un « inter-congrès ». Le ton est celui de désillusion chez M. Jean Menu, président confédéral, tenu de croire chez M. Marchetti, numéro deux de la confédération. Pour ce dernier, « la politique économique n'est pas, c'est une succession d'incertitudes ». Il fustige ces ministres qui ne devraient plus se conduire « comme au temps où il

avaient le ministère du Verbe et rien d'autre ». A chacun son style. Les préoccupations de la C.G.C. sont ardues, à entendre M. Menu.

« Pourquoi une telle mobilisation ? Depuis le 10 mai, nous avons regardé ce que faisait le gouvernement. Nous l'avons parfois critiqué et parfois approuvé. Au fil des semaines, le bilan s'est alourdi. En matière économique, la situation ne s'est pas améliorée, le chômage, l'inflation, le déficit extérieur, se sont aggravés. Nous demandons l'élaboration d'une vraie politique industrielle, créatrice d'emplois productifs, seule manière de lutter contre le chômage. Nous protestons contre une politique salariale égarée. Enfin, plutôt que d'accroître les cotisations sociales comme on le fait actuellement, nous demandons la réduction des dépenses de la Sécurité sociale.

« Quant à la retraite à soixante ans, qui ne paye ? Les contribuables ou les salariés dans les entreprises ? Tous les jours les mêmes. Autre problème : les caisses de retraites complémentaires devront augmenter les cotisations de 30 % pour maintenir le niveau des pensions versées hier à soixante-cinq ans, demain soixante ans. Or, alors la diminution de ces pensions sera considérable, y compris pour celles actuellement versées. Le gouvernement a décidé. Nous attendons encore le texte de l'ordonnance. Or est la concertation ?

« Tous ces points font monter l'inquiétude chez nos adhérents. Les ministres socialistes nous écoutent avec une grande courtoisie, mais ils ne sont pas prêts à étudier les propositions qui ne sont pas orthodoxes.

« Que pensez-vous de l'accord franco-soviétique pour la libération de gaz ?

« Le moment est mal choisi de signer un tel accord. Cet accord nous paraît être un coup de poignard dans le dos de nos camarades syndicalistes emprisonnés de Solidarité. Nous demandons au gouvernement de retarder la signature de cet accord. Ce dernier est une nouvelle raison de nous mobiliser le 28 janvier.

« Vous avez perdu des voix aux dernières élections professionnelles chez Renault ?

« Pourquoi ?

« Nous gardons la totalité des sièges dans la troisième collège (cadres). Notre ambition est de réunir tout l'encadrement, cadre et maîtrise. Nous avons perdu des voix, c'est vrai, dans le deuxième collège (agents de maîtrise et techniciens). Peut-être est-ce en partie le résultat de notre opposition avec la C.G.T. Ces hauts et ces bas, selon les événements, ne sont pas dramatiques. La lutte entre la C.G.T. et la C.F.D.T. chez Renault est aussi sévère sinon plus.

« Qu'attendez-vous de la future « table ronde » de la fonction publique ?

« Prévue pour la mi-janvier, puis finalement pour la mi-février, cet ordre du jour est encore mal connu. Il semblerait que le gouvernement veuille la limiter aux cadres stricto sensu — ce n'est pas notre vocation — et à l'étude des problèmes de fiscalité. Cette restriction est regrettable après un tel battage. Nous réclamons cette « table ronde » depuis longtemps et nous sommes très déçus par sa préparation.

Propos recueillis par DANIELLE ROUARD.

## Large majorité au conseil national de la C.F.D.T. pour la recherche de « nouvelles solidarités »

« Construire de nouvelles solidarités et valoir le chômage ; conquérir des droits nouveaux pour changer le travail ; changer le type de développement pour vivre ensemble autrement » : telles sont les trois priorités que s'est fixées la C.F.D.T.

Dans son avant-projet de résolution, adopté à une large majorité (1) par son conseil national, tenu du 21 au 23 janvier à Paris, la centrale de la rue Cadet réaffirme d'abord la nécessité de « développer la mobilisation des travailleurs et des travailleuses par une pratique d'action efficace qui lie étroitement l'élaboration des revendications, la conduite de l'action, la négociation pour obtenir des résultats ». Cette pratique, poursuit-elle, « prend en compte les réalités de la période de crise économique et sociale et les profondes mutations qui caractérisent la société française et le monde d'aujourd'hui. Le contexte politique nouveau lui ouvre de nouvelles possibilités ».

« Construire des nouvelles solidarités et valoir le chômage ; être solidaires devant l'emploi, assure la C.F.D.T., c'est, dans les trois ans, faire qu'aucun salarié ne travaille plus de trente-cinq heures hebdomadaires en moyenne (1) ; obtenir que tous les postes de travail soient accessibles aux travailleuses ; agir pour que chaque jeune sorte du système scolaire avec une qualification professionnelle et sociale ouvrant sur un emploi ; résorber le recours aux travailleurs à statut précaire (J.A.N.P.E. doit devenir le seul organisme habilité à effectuer le placement des travailleurs).

« Conquérir des droits nouveaux pour changer le travail : pour cela, il faut, dans les trois ans, à venir, des accords dans chaque entreprise permettant de débattre collectivement des conditions de travail et de modifier le contenu du travail, mettre en place un droit syndical dans les petites entreprises ;

étendre la négociation collective, mettre en place par priorité des conseils d'atelier et de services dans toutes les entreprises nationales et les collectivités locales ».

« Changer le type de développement pour vivre ensemble autrement » : « La C.F.D.T. veut imposer un type de développement plus équilibré, refusant le productivisme, donnant la priorité à la consommation collective, fondée sur une appropriation du pouvoir par les travailleurs et le peuple, et permettant de nouveaux rapports de coopération entre les pays ». Elle réclame notamment le relèvement négocié du pouvoir d'achat du SMIC, une réforme des prestations familiales liée à celle de la fiscalité, une efficace intervention des comités locaux de l'emploi, et elle indique qu'il faut « faire de la décentralisation et de la régionalisation un moyen d'élargissement de la démocratie ».

Rappelant ses principales revendications (augmentation du pouvoir d'achat des bas salaires, droit à la retraite à 60 ans sans abattement, création de la cinquième équipe pour les postes de travail en continu, réforme de la Sécurité sociale et « sa gestion par les travailleurs dès 1982 », etc.), la centrale de la rue Cadet veut développer une « nouvelle pratique unitaire » : « Elle recherchera l'unité d'action avec toutes les organisations syndicales : la C.G.T., la plus importante, F.O., C.F.T.C., C.G.C., F.E.N. ».

Assurément, enfin, que « la C.F.D.T. n'est pas un mouvement présente dans la diversité de la classe ouvrière », le conseil national veut agir pour « une C.F.D.T. forte et plus enracinée » dans la lutte pour la conquête d'une société socialiste ouvrière et de la négociation le moteur de la dynamique sociale ».

« A Renault - Billancourt la C.F.D.T. est arrivée en tête dans le deuxième collège (employés, techniciens et encadrement) des usines, aux élections des délégués au personnel qui se sont déroulées vendredi 22 janvier, devantant la C.G.T. qui perd 11 points par rapport à 1981. Sur 3 945 suffrages exprimés (pour 5 889 inscrits), la C.F.D.T. obtient 21,15 % (20,21 % en 1981), la C.G.T. 30,39 % (41,63 %), la C.G.C. 25,52 % (30,87 %), la F.O. 11,4 % (14,5 %), la F.E.N. 2,58 % (1,7 %) et le S.R. (ex-C.F.T.) 0,92 % (1,9 %).

En pourcentage des voix aux élections professionnelles

## F.O. n'arrive qu'en quatrième position chez les agents de l'Etat

révèle le ministère de la fonction publique

Force ouvrière n'arrive qu'en quatrième position chez les fonctionnaires, mais l'organisation de M. Bergeron occupe un nombre confortable de sièges. Le document qui contient ces révélation et qui émane du ministère de la fonction publique et des réformes administratives, est, en effet, un peu plus clair : c'est le résultat des élections aux commissions administratives paritaires (CAP) qui se sont déroulées au cours des années 1978-1979 et 1980. Pourquoi trois ans ? C'est la durée d'un mandat. Pourquoi avoir lâché cette petite bombe, dans la situation politico-sociale actuelle ? La réponse paraît évidente, si l'on se réfère à la politique entre R.O. et la Rue de Babylone, relative à la pénalisation communale dans les grandes corps de l'Etat M. Le For, le ministre concerné, étant membre du P.C.F.

Sur 1 349 943 votants (tous les chiffres cités sont en pourcentage moyen 1978-1980), seulement 15,3 % des voix se sont portées sur Force ouvrière. La F.E.N., avec son cortège d'enseignants, arrive en tête avec 29,7 % des voix, suivie de la C.G.T. 20,7 %, et de la C.F.D.T. 16,5 %. L'image de marque de F.O. qui se présente souvent comme majoritaire dans le secteur public est ainsi sérieusement écornée, même si le mi-

APRÈS UNE NOUVELLE OCCUPATION

## La direction de CERAVER (Tarbes) décide de fermer une de ses usines

De notre correspondant

Tarbes. — La direction de la CERAVER, filiale de la C.G.E., entreprise nationalisée, a décidé de fermer définitivement une de ses usines situées dans la banlieue de Tarbes, à Bordes. Cette usine a pratiquement terminé un ultime programme de commandes de barrières de protection nucléaire Eurodif. Cette décision fait suite à une deuxième occupation de cette usine depuis le 21 janvier par la C.G.T., ainsi que de l'usine voisine de CERAVER, à Tarbes-Bas.

La C.G.T. s'oppose au licenciement de sept cent trente-six personnes, la direction, selon la C.G.T., ne désirant plus conserver que cinq cent quatre-vingt employés affectés à la sous-usine de Baset, qui s'orienterait vers de nouvelles activités. Pour 53 %, les salariés se sont prononcés pour une nouvelle occupation des usines après une première du septembre à novembre 1981. Le mouvement avait alors abouti à un accord provisoire pour assurer la production liée à la commande Eurodif et à financer le plan social. Certains clients ont très mal supporté déjà la première occupation de deux mois. Avec une nouvelle occupation, beaucoup de clients vont devoir perdre toute confiance en l'entreprise.

La C.G.T. a estimé que cet accord était remis en cause et s'est prononcé pour l'évacuation de force. La C.F.D.T. et la C.G.C. sont dans l'expectative et deman-

dent de nouvelles négociations. Ces deux organisations considèrent avec réalisme que l'usine Eurodif ne peut plus désormais qu'être effectivement fermée.

De son côté, M. Alain Auried, directeur adjoint de la CERAVER, a déclaré : « La C.G.T. affirme que nous n'avons pas respecté l'esprit de l'accord-cadre défini au ministère de l'Industrie, c'est faux. Plusieurs points de détail du plan social ont bien été réalisés. A la fin de la commande Eurodif, le personnel de l'usine de Bordes devait être mis en chômage technique avec une garantie de ressources correspondant à 70 % du salaire brut. Le salaire correspondant aura été versé. La fin de la commande Eurodif devait représenter un chiffre d'affaires d'un milliard de centimes. La livraison ne peut être faite, c'est autant de perdu pour les travailleurs de la CERAVER, puisque les deux tiers de la commande Eurodif devaient servir à financer le plan social. Certains clients ont très mal supporté déjà la première occupation de deux mois. Avec une nouvelle occupation, beaucoup de clients vont devoir perdre toute confiance en l'entreprise. »

GILBERT DUPONT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**ENERGIA**  
SICAV

Rappelons que la SICAV Energia investit de préférence dans les valeurs liées à l'énergie, ainsi qu'à l'acier et aux ressources naturelles. Elle a en outre comme règle de maintenir au moins 60 % de valeurs françaises dans son portefeuille.

Le stabilisateur des prix du pétrole après la forte hausse des deux années précédentes, et la chute des cours de l'or de 500 dollars à 400 dollars l'once ont entraîné en 1981 un profond recul des cours des valeurs de ces secteurs, tandis que le dollar a apprécié de 47 % par rapport à la devise titre comprise.

En définitive, l'actif net d'Energia s'élève à 1 200 millions de francs et la valeur liquidative par action à 180,45 F, soit un recul de 10,8 % pour l'année comparée à l'année précédente et de 6 F mis en paiement le 31 mars 1981.

Toutefois, la répartition par secteur était la suivante :

- 15,5 % pour l'énergie (dont 10,5 % pour les services et les pements pétroliers et 5 % pour le pétrole et le gaz naturel) ;
- 24,5 % pour les entreprises françaises classiques et les liquidités en francs ;
- 4,7 % pour les valeurs liées à l'or ;
- 4,3 % pour les autres valeurs.

Voici quelques éléments. A la même date, les dix lignes les plus importantes du portefeuille :

- Emprunt d'Etat 13,80 % 1980 ;
  - Caisse Nationale de l'Energie 3 % ;
  - Atlantic Electric ;
  - Compagnie Générale de Géophysique ;
  - Hughes Tool ;
  - Baker International ;
  - Emprunt d'Etat 8,90 % 1977 ;
  - Baker Tool ;
  - L'Air Liquide ;
  - Getty Oil.
- Sur les marchés financiers, les valeurs d'énergie se trouvent actuellement à un niveau très bas comparativement à leurs actifs et à leurs résultats.
- C'est ainsi que les grandes valeurs pétrolières américaines ne dépassent souvent à sept fois les bénéfices 1981, leurs réserves de pétrole et de gaz naturel, représentant entre deux et quatre fois les cours de bourse.
- Quant aux valeurs de services, elles se négocient autour de dix fois les bénéfices 1981, alors que les résultats ont été multipliés par trois ou quatre depuis 1977 et que les dividendes de Baker International et de Hughes Tool, qui font autorité en la matière, prévoient une croissance de leurs activités et de leurs résultats.
- En conclusion, la balance a frappé indubitablement les valeurs de service pétrolier, les valeurs de charbon et celles de pétrole et de gaz naturel. Les actions Energia peuvent être acquises auprès des établissements suivants :
- Banque pour l'Industrie Française, 24, rue La Fayette - 75009 Paris Tél. : 247-53-34.
  - Banque de Mutuelle Industrielle, 35, rue La Boétie - 75008 Paris Tél. : 263-11-72.
  - Société Générale, 29, boulevard Haussmann - 75008 Paris Tél. : 266-54-00.
  - Banque Worms, 45, boulevard Haussmann - 75009 Paris Tél. : 266-30-10.

## CESSATION DE GARANTIE

Par suite de la cessation d'activité de la Société Immobilière Michoud, S.A. au capital de 100 000 F, dont le siège social est à 75016 Paris, 78, rue Michel-Ange, la garantie qui lui avait été accordée par la Banque Vernet et commerciale de Paris, S.A., au capital de 126 040 000 F dont le siège social est à 75008 Paris, 32, avenue Rodière, pour les opérations de : Transmissions sur immeubles et fonds de commerce ; Gestion immobilière ; Visées par la loi du 21 janvier 1970, cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la Banque Vernet et commerciale de Paris dans les trois mois de cette inscription.

## CESSATION DE GARANTIE

Par suite de la cessation d'activité de la Société Immobilière Michoud, S.A. au capital de 100 000 F, dont le siège social est à 75016 Paris, 78, rue Michel-Ange, la garantie qui lui avait été accordée par la Banque Vernet et commerciale de Paris, S.A., au capital de 126 040 000 F dont le siège social est à 75008 Paris, 32, avenue Rodière, pour les opérations de : Transmissions sur immeubles et fonds de commerce ; Gestion immobilière ; Visées par la loi du 21 janvier 1970, cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la Banque Vernet et commerciale de Paris dans les trois mois de cette inscription.

## SOLEIL INVESTISSEMENT

An 31 décembre, l'actif net de la Société s'élevait à 126 263 876,30 francs et le résultat d'exploitation à 320 832 francs net de répartition comme suit :

- obligations françaises... 22,32 %
- obligations étrangères... 6,45 %
- actions françaises... 12,18 %
- actions étrangères... 24,07 %
- autres éléments d'actif... 11,78 %

Au 31 décembre, la valeur nette de l'action était de 300,44 F. Un coupon de 18,54 F assorti d'un impôt de 448 par an au Trésor de 1,36 F a été mis en paiement le 20 mars 1981.


## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	10 MOIS	20 MOIS	30 MOIS
1. E.-U.	5,9390 5,9330	- 25 - 18	- 70 - 15	- 210 - 90
2. Can.	4,9788 4,9785	- 47 - 6	- 70 - 15	- 210 - 90
3. Yen	2,5528 2,5525	+ 108 + 108	+ 350 + 350	+ 1057 + 1140
4. S. A.	2,5482 2,5487	+ 87 + 108	+ 181 + 214	+ 838 + 685
5. Florin	2,2226 2,2252	+ 81 + 108	+ 188 + 198	+ 324 + 397
6. F. S.	4,2715 4,2727	+ 108 + 108	+ 188 + 198	+ 324 + 397
7. F. S.	3,1859 3,1858	+ 123 + 171	+ 250 + 300	+ 581 + 1005
8. L. (1980)	4,7339 4,7416	- 285 - 221	- 578 - 490	- 1750 - 1680
9. L. (1981)	11,0578 11,0579	- 4 + 103	+ 37 + 181	+ 420 + 725

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 J.	10 J.	10 J.	10 J.	10 J.	10 J.	10 J.	10 J.	10 J.
1. E.-U.	9 7/8	10 3/8	10 1/2	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8
2. Can.	14 7/8	15 3/8	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
3. Yen	8 5/8	10 3/8	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
4. S. A.	14 3/4	16 1/4	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
5. Florin	3 7/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
6. F. S.	11 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
7. F. S.	14 1/4	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8
8. F. S.	14 3/4	15 1/2	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8	14 7/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



**A LOUER**  
TRÈS BEL IMMEUBLE  
ÉTAT NEUF  
**1.200 m<sup>2</sup>**  
PARKING  
**AV. HOCHÉ**  
POUR AMBASSADE  
OU ADMINISTRATION

S'adresser à M. BING  
9, rond-point des Champs-Élysées - Paris-8<sup>e</sup>  
Téléphone : 359.14.70

*Opinion*







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ : « Le risque de la liberté », par François Desgrèges du Lou ; « Choisir l'école publique », par Jean-Pierre Morin ; « Les deux faces », par Louis Lenoir ; « L'école et le travail », par Manuel de Diegueux.

### ÉTRANGER

#### 3. LA SITUATION EN POLOGNE

Le général Jaruzelski ne sait pas quand il pourra lever l'état siège.

#### 4. EUROPE

FINLANDE : l'élection de M. Kivisto à la présidence de la République.

#### 5. ASIE

EGYPTE : le président Mubarak annonce la normalisation avec l'U.R.S.S.

Les ministres de la défense du Golfe, réunis à Riyad, veulent renforcer la coordination de leurs politiques.

#### 6. AFRIQUE

ETHIOPIE : le colonel Mengistu annonce une grande offensive contre la rébellion en Erythrée.

« Le Magreb entre le modernisme et l'intégrisme » (III), par Michel Debré.

### POLITIQUE

7. L'adoption du projet sur les droits et obligations des bailleurs et des locataires à l'Assemblée nationale.

8. Le voyage du premier ministre dans le Nord-Pas-de-Calais.

La préparation du vingt-quatrième congrès du P.C.F.

### SOCIÉTÉ

9. JUSTICE : au tribunal de Paris, la splendide perdue de M. Amsel.

10. DÉFENSE : la création d'un état-major de direction du SDECE.

SPORTS : la course autour du monde à la voile.

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

11. Drogues, virus et défense immunitaire.

12. Manipulations génétiques et droits de l'homme.

### L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

« Europe à la recherche du cancer des années 90 ».

### CULTURE

14. THÉÂTRE : Co tire, tu es né avec, d'Alexis Nizier ; Spaghetti hollande, de Saint-Denis.

### RÉGIONS

35. CORSE : l'enjeu culturel.

### ECONOMIE

36. ÉNERGIE : les réactions à la signature du contrat gazier franco-soviétique.

37. C.E.E. : l'échec des négociations agro-industrielles.

### AGRICULTURE

38. SOCIAL : une interview de M. Jean Mesu, président de la C.C.C.

PRESSE : le conflit des Dépêches de Dijon se durcit.

### RADIO-TELEVISION (17)

INFORMATIONS - SERVICES - (13) :

Mode : les collections de printemps ; Mots croisés ; Météorologie ; Journal officiel.

Annouces classées (18 à 34) ; Carnet (10) ; Programmes spectacle (15 à 17) ; Bourse (13).

### ARTIREC

Moquettes revêtues de matériaux de qualité et de 2ème choix, en direct des meilleures usines européennes 150 000m² en stock.

5% DE REMISE SUPPLÉMENTAIRE SUR PRÉSENTATION DE CETTE ANNONCE.

4, bd de la Bastille 75012 PARIS

Tél. 340.72.72 ouvert de 9 h à 19 h sans interruption

Le numéro du « Monde » daté 26 janvier 1982 a été tiré à 596 422 exemplaires.

A B C D E F G

## M. Mitterrand se rendra en visite officielle en Israël du 2 au 5 mars

M. Mitterrand fera du 2 au 5 mars la visite officielle qu'il projetait depuis longtemps d'accomplir en Israël, indique l'Elysée dans un communiqué publié lundi 25 janvier. Ce déplacement — le premier d'un chef d'Etat français depuis la création d'Israël en 1948 — devait être aussi l'un des premiers du président élu en mai. Mais le raid israélien contre l'annexion du Golan en décembre avait conduit M. Mitterrand à repousser ce voyage.

Le représentant de l'O.L.P. en France, M. Ibrahim Souss, a exprimé à ce propos, la crainte que la visite de M. Mitterrand ne soit interprétée comme un encouragement à l'annexion des territoires arabes occupés, et est inacceptable qu'un Etat annexionniste qui manifeste clairement sa politique d'annexion et de répression soit cautionné par la visite officielle d'un chef d'Etat d'un grand pays démocratique, a-t-il dit dans une déclaration à l'A.F.P.

Le représentant palestinien a d'autre part exprimé le souhait que M. Mitterrand ne se rende pas à Jérusalem durant sa visite en Israël, ajoutant que « la ville sainte est également un territoire annexé, tout comme le Golan ». Selon M. Souss, pour réaliser une politique équilibrée, la France doit reconnaître l'O.L.P. de façon formelle et le président Mitterrand inviter en France M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., afin d'entendre le point de vue du peuple palestinien exposé par la voix de son porte-parole légitime.

## Des propos de M. Attali provoquent un incident entre la France et l'Arabie Saoudite

Le président Mitterrand reçoit ce mardi 26 janvier l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, M. Hejailan. Cette audience est vraisemblablement destinée à clore un incident survenu entre la France et l'Arabie Saoudite à la suite de propos tenus par M. Attali, conseiller de l'Elysée, à l'Europe. La conversation ne devrait cependant pas se limiter à cette affaire mais porter sur l'ensemble du Proche-Orient.

Interrogé le 17 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1 sur les achats, alors en discussion, de gaz à un pays comme l'U.R.S.S., qui fait bon marché des droits de l'homme, M. Attali, tout en refusant de proposer de nom « pour ne pas créer d'incident diplomatique », avait répondu en demandant si ne faudrait pas « supprimer la loi de la loi de ce que nous importons en pétrole (...) des pays dans lesquels un voleur se voit la main coupée ».

Selon l'hebdomadaire de langue arabe Al-Mustakbal, paraisant à Paris, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, estimant son pays visé, a vivement protesté le soir même à l'Elysée. Il aurait demandé si les propos de M. Attali reflétaient le point de vue du président ou résultaient d'une initiative personnelle.

M. Bérégyov, secrétaire général de l'Elysée, qui a reçu mardi M. Hejailan, aurait assuré, d'après Al-Mustakbal, que « le président Mitterrand était très affecté par ce qui était arrivé et n'avait pu être informé au préalable ». L'ambassadeur, selon la même source, ne serait pas satisfait de cette assurance et demanderait que le regret, comme l'avaient, soit public.

Ces précisions ne font l'objet d'aucun commentaire à l'Elysée.

## Le président de la République confirme le projet instituant une assemblée unique dans chaque DOM

M. François Mitterrand, qui a reçu lundi après-midi 25 janvier, à l'Elysée, l'ensemble des parlementaires des départements d'outre-mer, a confirmé que le gouvernement soumettra au Parlement, lors de la session de printemps, un projet de loi portant adaptation des DOM de la loi de décentralisation applicable en métropole. Conformément au programme du P.S., ce texte proposera qu'une assemblée unique, élue au suffrage universel et à la proportionnelle, remplace dans chacun des départements concernés, les deux assemblées actuelles (conseil général et conseil régional).

Cette décision donne satisfaction aux dirigeants socialistes des DOM, qui avaient craint que la décision prise par le conseil des ministres de maintenir les élections cantonales aux dates prévues ne préjudicât à un abandon de ce projet (le Monde du 15 janvier).

Toutefois, M. Mitterrand s'est efforcé de rassurer les élus de l'opposition en réaffirmant que le gouvernement ne remettrait pas en question pour autant le statut départemental. « Nous avons pris acte que, sur le principe, il n'y avait pas de remise en cause au fait que les habitants des DOM sont des Français », a déclaré M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, à l'issue des échanges de vues. L'ancien premier ministre reste sur sa position : « Il s'agit de faire en sorte que la loi sur les communes, les départements et les régions soit quasiment appliquée telle quelle aux Antilles et à la Réunion. Tout changement traitera une différenciation, dont nous ne pouvons accepter ni le principe ni les conséquences ».

En procédant à cette double mise au point, le chef de l'Etat a également voulu mettre en terme ses réactions qu'avait suscitées outre-mer la divergence survenue le 6 janvier entre M. Gaston Defferre et M. Henri

## Les élections partielles

M. MICHEL ROCARD : « L'AVERTISSEMENT A ETÉ ENTENDU » (De notre envoyé spécial.)

Châlons-sur-Marne. — Venu faire en Champagne-Ardenne son second voyage régional dans le cadre de la campagne du gouvernement pour l'emploi, le premier avril en lieu dans la région Poitou-Charentes — M. Michel Rocard a notamment évoqué, mardi matin 26 janvier, à Châlons-sur-Marne, les revers électoraux de la majorité aux récentes législatives partielles, et notamment la défaite subie dans la troisième circonscription de la Marne, par la candidate du P.S., Mme Amélie Chépy-Léger, battue par le candidat du R.P.R., M. Bruno Boury-Broc.

Le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a déclaré, à ce sujet : « Dans le partage de notre temps entre l'action et l'explication, entre le faire et le faire-savoir, sans doute avons nous trop négligé l'explication et la nécessité de faire comprendre aux Français ce que nous faisons et les motivations à moyen terme qui, par nature même, sont longues à produire leurs effets. Un certain nombre d'élus de ce département ont été significatifs avec force au gouvernement. L'avertissement a été entendu ».

Après l'allocution d'accueil prononcée par M. Jean Riegelier (P.C.), maire de la ville, M. Bernard Sisi (U.D.F.-C.D.S.), président du conseil régional, avait auparavant reproché au gouvernement de « s'orienter l'avenir au court terme ». « Vous avez la réputation d'un économiste sérieux, avait-il dit à M. Rocard, aussi je me demande parfois si vous pouvez résister à ce que qu'il y a de trompe l'œil dans les contrats de solidarité dont le premier ministre se fait l'ardent propagandiste. Pouvez-vous croire sincèrement que c'est une bonne politique sociale, que cette pratique consistant à rayer un jeune des listes de demandeurs d'emplois pour admettre d'un tacticien la charge collective des retraités ? ».

A. Ch.

M. Pierre Mauroy, en visite à Calais, a été fâché tout rouge lorsqu'il a aperçu les pancartes que brandissaient un groupe d'enseignants en grève à l'occasion de la manifestation du 26 janvier qui rapportait cet incident raconté, quelques pages plus loin, l'histoire de cette agression néo-fasciste, pour évaluer le rôle du Nord et chercher à contracter un mariage blanc.

Les enseignants ne sont pas les seuls à vouloir « voter et travailler au pays ». Les parents du Sud-Ouest ou du Centre, pour ne parler que de ceux, clament souvent leur mécontentement d'être affectés là où l'on a le plus besoin d'eux. Le Monde du 26 janvier rapporte la réaction principale : « Les uns et les autres ont raison de redouter le déracinement, de défendre la « qualité » de leur vie et il faut aussi reconnaître que l'on n'a pas toujours fait ce qu'il fallait pour faciliter la mobilité des personnes et des biens ».

Mais de là à parler d'exil, il y a une grande différence. Les exilés, notre monde écartelé par les guerres et les haines en connaît beaucoup, beaucoup trop, et qui méritent aide et compassion. Leur sort n'est en rien comparable avec celui des fonctionnaires qui, pour leur bien-être, sont envoyés dans une autre province que celle d'où ils sont originaires, qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ne veulent pas quitter après avoir appris à la connaître et à l'aimer. Question de langage de décence quasi. — J.-F. S.

## FERMETÉ DU DOLLAR

Le dollar s'est maintenu, mardi 26 janvier, au voisinage des cours élevés qu'il avait atteints la veille sur les marchés des changes, soit 2,34 DM à Frankfurt et un peu moins de 5,96 F à Paris.

Les banques centrales sont intervenues pour modérer un hausse, dont l'objectif de l'Europe s'ajoute dans la tension des taux aux Etats-Unis, entretenue par les propos peu conciliants de M. Volcker, président de la Banque centrale américaine, venant par ailleurs d'une politique de crédits restrictive.

## DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

## RHÔNE-ALPES : la discussion du budget oppose M. Barre à M. Dubedout

De notre correspondant régional

Lyon. — Le conseil régional Rhône-Alpes a été marqué, le lundi 25 janvier, par la rentrée de M. Raymond Barre. A partir d'un débat austère sur le budget 1982 de l'établissement public régional, l'ancien premier ministre, député du Rhône (app. U.D.F.), est intervenu pour appuyer les propositions de l'administration et du préfet de région, M. Olivier Philip. M. Barre a jugé le budget « efficace et solide ». M. Hubert Dubedout, député et maire socialiste de Grenoble, souhaitait, lui, un plus large appel à l'emprunt pour financer la lutte contre le chômage, « priorité des priorités ».

On attendait une séance sans passion, mais à l'occasion du vote des recettes du budget Rhône-Alpes (dont le total atteint 588 millions de francs), on a assisté à une bataille politique sur la part qu'il convenait d'accorder à l'emprunt. Fallait-il limiter cet emprunt à 125 millions (proposition initiale de la présidence), à 140 millions (après avis de la commission des finances), ou le porter à 150 millions (comme le souhaitaient les communistes), ou, encore, à 175 millions (comme le réclamaient les socialistes) ? Ce sera finalement 145 millions, la limite haute de l'orthodoxie financière fixée par la majorité modérée, qui a trouvé un porte-parole convaincant en la personne de M. Raymond Barre.

Le budget de l'administration préfectorale, pour ce dernier,

## NOUVELLES BRÈVES

Les Brigades rouges, qui ont enlevé, le 17 décembre, le général américain Dostler, ont diffusé, à Rome et à Padoue, un communiqué. Aucune revendication n'y est exprimée. S'en prenant avec violence au rôle de l'OTAN en Italie, ce texte refuse toute négociation. « La provocation n'a rien à faire avec la bourgeoisie : son seul devoir est de faire place nette. » Le communiqué est accompagné d'une photo du capitaine, représentant très barbu. — (A.F.P.)

Huit cents camions bloqués au tunnel du Mont-Blanc. Les quelque huit cents chauffeurs de poids lourds qui ont été bloqués, le 26 janvier au matin à la frontière franco-italienne de part et d'autre du tunnel du Mont-Blanc par une grève du zèle des douaniers français tentent, à leur tour, d'interdire l'accès de l'ouvrage aux voitures. Trois cents poids lourds se sont ainsi placés en travers de la route, du côté italien, tandis que cinq cents chauffeurs ont entrepris de barrer la déviation réservée aux automobilistes, du côté français.

Le producteur et comédien Jacques Perrin a prêté à la commission cinématographique d'avances sur recettes, dont la composition devrait être connue dans les jours qui viennent. Il a succédé à Danielle Delorme, qui a exercé cette responsabilité deux années consécutives.

France 3 et Société organise un débat public à la Mutualité ce 26 janvier, à 20 h 30, sur le thème « La liberté d'enseignement ». La parole sera donnée à Mme Marie-Joëlle Guillaumes et MM. Lantavère, Thourard, Lozan et Teissier.

Le dossier « grand stade » doit arriver prochainement sur le bureau des conseils municipaux de Lyon et de Saint-Etienne. Sans doute leur faudra-t-il se résoudre à revoir le projet légèrement en baisse : les votes des assemblées départementales puis régionales laissent un « trou » de plus de 3 millions de francs sur un projet d'un montant total de 61 millions de francs. — C. R.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

A partir de 1.250 F

Luxeuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle

SOLDES PRÊT-A-PORTER

Hommes et Dames DERNIERS JOURS

LEGRAND Tailleur

27, r. 4-Septembre, Paris Opéra Tél. : 742-76-51

du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Soyez efficace avec l'anglais ILC enseigne l'anglais international Pour votre prochaine session : 325.41.37 ILC : International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris

Le numéro du « Monde » daté 26 janvier 1982 a été tiré à 596 422 exemplaires.

Jean-P. SARTIR CEUX ROMANS